ISSN 0338-7259

ETUDES
DEBATS
DOCUMENTS

autogestion ET SOCIALISME

russie 1917
naissance et défaite de l'autogestion

luxemburg et la spontanéité

marx
marxismes et autogestion

enquêtes
luttes minoritaires

35-36

OCTOBRE 1976
Numéro double
Prix : 28 F.

autogestion

Nos 35-36

247 -

autogestion

et socialisme

Études, débats, documents

Direction - Rédaction - Administration - Abonnements
12, avenue du Maine, Paris 15, Tél. 548-42-58 – 222-76-82

Comité de rédaction .

Jean BANCAL, Yvon BOURDET, Max CHALEIL, Daniel CHAUVEY, Olivier CORPET, Henri DESROCHE, Albert DETRAZ, Jean DUVIGNAUD, Joseph FISERA, Francis FONTAINE, Daniel GUERIN, Jacques GUIGOU, Alain GUILLERM, Rémi HESS, Serge JONAS, Henri LEFEBVRE, René LOURAU, Albert MEISTER, Didier MOTCHANE, Daniel MOTHE, Pierre NAVILLE, Yves PERSON, Jacqueline PLUET, Jean PRONTEAU, Michel RAPTIS.

Correspondants :

pour l'Angleterre : Chris GOODEY
la Belgique : Maryse HOCKERS
le Canada : Jean-Pierre DESLAURIERS
l'Italie : Michele LA ROSA
la Hollande : Bas MOREEL
la Suède : Leif BIUREBORGH

Prix du numéro : 18 F.
Abonnement annuel : France : 60 F.
Etranger . 65 F.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (C.C.P. Paris 8.721-23)

autogestion

et socialisme

Études, débats, documents

Plublié avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique

SOMMAIRE

Débat sur le marxisme

Marc FERRO : Russie 1917 : naissance et defaite de l'autogestion ouvrière 3

Yvon BOURDET : Le marxisme anti-autoritaire de Rosa Luxemburg – La « spontanéité » des masses et la « direction » du parti 39

Olivier CORPET : Pour une théorie marxienne de l'autogestion 71

Alain GUILLERM : Marx et idéologies marxistes 99

Enquêtes : Luttes minoritaires

Dominique PASSERA-HAUPERT : Tribus de l'an 2000 119

Andrea REVUELTAS : « Le campamento 2 octobre » à Itztacalco 143

Critique du rôle des délégués syndicaux – Interview d'un ouvrier des usines Caterpillar à Gosselies (Belgique) 157

Chroniques

Christiane BARRIER-LYNN : Mouvement écologique et autogestion 193

Directeur de publication : Serge JONAS

Le Centre d'Etudes de la coopération et de l'autogestion (Montpellier) 197

Comptes rendus 201

Jaroslav **VANEK** : Self-management : Economic liberation of man (Jacqueline PLUET). **Ahmed MAHSAS** : L'autogestion en Algérie – Données politiques de ses premières étapes et de son application (NourrEdine ABDI). **Christopher ALEXANDER** : Une expérience d'urbanisation démocratique (Bernard KALAORA). **Jean CHESNEAUX** : Du passé faisons table rase ? (Yvon BOURDET). **Christian PIERRE et Lucien PRAIRE** : Plan et autogestion (Yvon BOURDET). **Yvon BOURDET** : Qu'est-ce qui fait courir les militants ? (M. N. RAPTIS). **Henri HARTUNG** : Le temps de la rupture – Education permanente et autogestion (Jacques GUIGOU). **Christiane BARRIER** : Le combat ouvrier dans une entreprise de pointe (Olivier CORPET). **Maurice DUVERGER** : Lettre ouverte aux socialistes (Olivier CORPET). **Michel SALLON** : L'autogestion (Olivier CORPET). **Georges LASSERRE** : Réformer l'entreprise en 1975 ? – des pouvoirs pour les travailleurs (Olivier CORPET). **Lucio COLLETTI** : Politique et philosophie (Olivier CORPET).

Livres reçus 229

ERRATUM

N. 33-34

Page 155, ligne 21 omise ; après *émancipation politique* lire : *et émancipation humaine. Et c'est en pleine conformité.*

RUSSIE 1917 : NAISSANCE ET DEFAITE DE L'AUTOGESTION OUVRIERE*

Marc FERRO

La révolution à l'usine : une expérience d'autogestion (1)

Les expériences d'autogestion furent l'aboutissement d'une épreuve. Les ouvriers avaient faim, leurs demandes ne souffraient aucun délai ; menaçés de licenciement, ils savaient que s'ils quittaient l'usine nul ne viendrait à leur secours. Ils voulaient vivre.

Leur conflit avec le patron se consomma quelquefois avant même que les organisations ouvrières se soient seulement réunies. Or les ouvriers n'avaient pas le loisir d'attendre. Que faire ? La section ouvrière du Soviet préconisait la procédure d'arbitrage, mais celle-ci n'aboutissait pas nécessairement ; le conflit était alors du ressort du comité exécutif du soviet, il devenait politique. De son côté, le syndicat n'avait pas encore réuni ses assises nationales ; en mars ses représentants au soviet, en majorité mencheviks, s'étaient ralliés à la politique d'arbitrage. Plus rapides, nés sur place dans chaque entreprise, les comités d'usine réunirent une première Conférence, au moins à Petrograd.

(*) Ce texte est composé de deux extraits du chapitre 6 du livre de Marc Ferro *La Révolution de 1917, II, Octobre, Naissance d'une société* à paraître chez Aubier-Montaigne.

(1) L'analyse d'une expérience d'autogestion n'était possible que pour autant que nous aurions accès aux fonds d'archives qui concernaient les différentes instances et institutions avec lesquelles le comité était en relations (voir organigramme, annexe I) : archives du comité d'usine lui-même, du comité de quartier dans lequel se trouvait le comité, du ministère de l'industrie et du travail, du soviet des comités d'usine, du soviet des députés, etc. Seul le cas de l'usine Brenner répondait à cette condition.

Tenue en mai, cette première Conférence fut la seule instance à prendre en charge l'ensemble des conflits qui avaient éclaté dans les usines. Toutefois, tous les comités n'étaient pas représentés à la Conférence, et toutes les usines n'avaient pas encore de comités. Déçus par la politique conciliatrice des mencheviks et plus encore par le comportement du ministre Skobelev, la majorité des participants acclama les orateurs bolcheviks, notamment Zinoviev, qui ne cessèrent de les condamner. La motion finale, d'inspiration bolchevik recommandait l'extension et la systématisation du contrôle ouvrier. Mais une motion ne nourrit pas, elle n'a pas force de loi et il était des entreprises où le patron opposait un refus global à toute négociation, à toute prétention au moindre contrôle. Ce fut dans ce cas que la rupture aboutit à une expérience d'autogestion, chez Brenner par exemple (2).

Dans le contexte russe, l'usine mécanique Brenner est une petite entreprise de deux cents ouvriers environ (3). Le conflit avec le patron porte, comme ailleurs, sur les salaires, sur les horaires, sur les activités du comité d'usine. Il s'agit d'un dialogue de sourds. Aussi vigilants et actifs l'un que l'autre, le comité et le directeur envisagent chacun de leur côté l'épreuve de force. Dès le 21 mai, l'administration annonce la fermeture de l'usine pour la fin du mois. Mais les ouvriers demeurent et couchent sur place, indéracinables. A qui faire appel ? Le soviet est trop loin, ou trop haut ; ils n'y ont pas d'élu. Les ouvriers voudraient obtenir au moins l'appui du comité de quartier : plus représentatif que les ouvriers d'une seule usine, il pourra intervenir auprès des instances compétentes (voir annexe I, le tableau organigramme). Le 8 juin, un membre du comité d'usine est entendu au comité de quartier Peterhof, il expose la situation des ouvriers. Ceux-ci veulent faire marcher l'usine. Ils demandent que le Comité de quartier intervienne auprès du syndicat. Le Comité se

(2) *Oktjabr'skaja revoljucia i Fabzavkomy : materjaly po istorii fab. zav. Komitetov*, Moscou 1927, 2 vol., I, p. 147.

(3) *Ibidem* et *Archives centrales de la révolution d'Octobre (CGAORSSSR)* 472, I, 18, 7.

sent un peu perdu, il voudrait être mis en relation avec des gens qui sauront le guider, l'aider à assurer la bonne marche de l'usine (4). Car cela ne fait aucun doute : Brenner met tout en œuvre pour interrompre les livraisons ; il a arrêté les commandes pour justifier la fermeture de l'usine. Le Comité voudrait la prendre en charge. Le délégué demande au Quartier d'endosser la décision ; ce soutien aura une portée morale considérable, il renforcera la combativité des travailleurs. Après discussion, le Comité de Peterhof donne sa bénédiction aux ouvriers de chez Brenner. Première décision : un de ses membres est chargé d'enquêter sur les biens de la famille Brenner. Brenner le reçoit, l'accuse d'avoir touché quinze roubles pour jouer les policiers. Il s'agissait de la somme qui lui avait été allouée à la place de son salaire. Se jugeant diffamé, le délégué porte plainte (5). Toute négociation est interrompue et cette fois la fermeture de l'usine est annoncée irrévocablement pour le 3 juillet. Cause officielle : « fonctionnement à perte ».

Le 28 juin, le comité des usines Brenner passait ce communiqué qui fait date dans l'histoire du mouvement ouvrier : « Vu le refus de la direction de conduire les affaires de l'usine, le comité ouvrier décide, en assemblée générale, d'honorer les commandes et de poursuivre le travail » (6). En présence d'un huissier qui certifiait que l'usine fonctionnait bien sous la surveillance du comité, il s'adressait au ministre du travail pour recevoir l'autorisation d'honorer les commandes, d'accomplir le travail destiné au gouvernement et aux particuliers. Faute de quoi, les ouvriers seraient dans une situation très difficile. De son côté, Brenner portait plainte auprès du ministère du travail et le comité faisait appel à l'aide des usines Putilov (7).

> « Nous, ouvriers et comité d'usine de l'entreprise Brenner, nous nous adressons à nos camarades et contremaîtres de chez

(4) *Raionnye sovety v Petrograda v 1917 godu*, Leningrad, 1966, 3 vol., II, p. 184.

(5) *Ibidem*, II, 187 et 195.

(6) *CGAORSSSR*, 472, I, 18, 1.

(7) *CGAORSSSR*, 472, I, 18, 2.

Putilov pour leur faire savoir que ce 19 mai, le patron a déclaré au comité d'usine qu'il n'avait plus d'argent, qu'il ne pouvait plus continuer à marcher et qu'il priait le comité d'usine de le soutenir et de l'aider en honorant au plus vite les commandes. En réponse, le comité décida de lui prêter assistance et prescrivit même de travailler en urgence les jours de fête. En réponse, Brenner déclara le 24 mai qu'il pouvait payer ses ouvriers encore deux semaines mais que le 7 juin il fermerait l'usine. En réponse, sachant que le patron venait de recevoir une avance sur commandes de 420.000 roubles émanant du comité central des industries de guerre pour des produits à ce jour pas encore mis en fabrication et qu'il avait reçu aussi 100.000 roubles pour une commance de boucliers d'infanterie pas plus honorée, qu'en dépit de cela, le patron fermait l'usine... jettait les gens à la rue tout en ayant touché ces avances colossales, gardant même les 2 % payés par les ouvriers pour leur caisse maladie (...) les ouvriers, n'ayant pas reçu toute leur paye le 7 juin, s'adressèrent au Ministère et au Soviet en demandant que l'usine reste ouverte. Le 19, le comité décidait de reprendre le travail sans participation de la direction. Au reste, celui-ci avance son train ; en dépit des difficultés et des obstacles causés par le patron, le travail continue en bon ordre mais il y a une difficulté, c'est l'approvisionnement en matériel et c'est pourquoi nous nous adressons à vous, nos camarades de l'usine Putilov, en vous demandant de ne pas nous refuser votre aide dans ce combat avec les dilapidateurs des fonds d'Etat, avec ceux qui violent les lois. Nous avons absolument besoin d'argent et sans ce matériel, nous ne pourrons accomplir le travail » (8).

Parallèlement, le comité s'adressait au Comité central des comités d'usine pour demander son aide. Le Comité Putilov répondit aussitôt en renvoyant le Comité Brenner au Fonds d'aide du Comité central des Comités d'usine. Ce qui fut fait, le Comité Brenner demandant, en plus, une avance remboursable pour pouvoir payer les ouvriers complètement démunis et dans le plus extrême besoin. Il en informait aussitôt les travailleurs. Le 29 juillet, le Comité de la Treugolnik acceptait de virer 15.000 roubles aux camarades de chez Brenner, tandis que les Putilov envoyaient du matériel (9). G. Brenner réagissait aussitôt

(8) *Revoljucionnoe dvizenie v Rossii v jule i ijuls'kij Krisis*, Moscou, 1959, 627 p., p. 342-343, et *CGAORSSSR* 472, I, 18, 8.
(9) *Ibidem*, p. 566.

en portant plainte auprès du Comité des industries de guerre : « Le comité n'avait pas compétence juridique pour honorer des commandes ou recevoir de l'argent. L'administration de l'usine se devait de l'ignorer. Elle devait seulement honorer les commandes qui venaient par l'intermédiaire du comité de la moyenne et petite entreprise. Quant à l'accusation formulée par les ouvriers, elle n'avait aucun fondement : l'argent des commandes avait déjà permis de mettre en fabrication 4.000 cylindres » (10).

Le conflit prenait de l'ampleur ; pour y mettre fin, le ministre prenait une décision qui allait faire date : il ordonnait la mise sous séquestre des usines Brenner. Le 12 août, l'animation est grande dans le quartier Peterhof. La milice urbaine a reçu l'ordre du gouvernement de faire évacuer les usines Brenner en vertu de la décision de séquestre. Est-ce l'épreuve de force ? (11). Parallèlement, le ministère a ménagé une négociation entre le comité de l'usine et G. Brenner. G. Brenner accepte de reconnaître la représentativité du comité, mais il veut une garantie concernant les salaires, notamment que l'union des Métallurgistes aligne ses salaires sur les siens (12). Les négociations traînent. Les jours passent. Aux usines Brenner, les difficultés se multiplient. Le matériel n'arrive pas, ou mal. Il n'y a plus d'argent pour payer les ouvriers. Les uns refusent de travailler tant qu'on ne les paiera pas, d'autres n'ont rien à faire. Avec ce relâchement, l'oisiveté et l'ivresse gagnent. On ne sait que faire. Devant ces difficultés, le délégué de l'usine auprès du Quartier Peterhof demande à être relevé de cette fonction. Il vient s'en expliquer. Une discussion s'engage au comité de quartier. On mesure la portée d'un tel échec : « il peut compromettre tout le mouvement ». Un participant répond : « Avant d'accuser les ouvriers de négligence, d'ivrognerie, il faudrait les nourrir » (13). Mais que faire ? Il est clair

(10) *CGAORSSSER*, 472, I, 18, 3.
(11) *Raionnye...*, note 4, II, p. 251.
(12) *CGAORSSSR* 427, I, 18, 52.
(13) *Raionnye...*, note 4, II, p. 259.

que l'insuffisance des rentrées en numéraire est liée à un travail demeuré insuffisant. 90.000 roubles ont été encaissés sur lesquels aussitôt 15.000 ont été rendus aux camarades de la Treugolnik. Le 8 septembre, la nouvelle est officielle ; l'usine Brenner passe sous le contrôle direct du bureau du ministère (14). Chez Brenner, l'autogestion avait pris fin.

De nombreuses entreprises vécurent l'aventure tragique des ouvriers de chez Brenner. Livrés à eux-mêmes, ces ouvriers avaient perdu la partie, mais la bataille pour l'autogestion était une bataille d'avant-garde. Au reste, les comités d'usine n'avaient pas nécessairement engagé le combat eux-mêmes : le point de rupture qui les avait conduit à pratiquer l'autogestion avait été la décision du patron de procéder à la fermeture de l'usine : « les comités, actuellement, sont *contraints* d'intervenir dans la vie économique des entreprises ; autrement, elles auraient cessé de fonctionner », notait le rapporteur à la conférence de Petrograd des Comités d'usine (15).

Contrôler l'usine, à plus forte raison la gérer, apparaissait une opération illusoire dès lors que, même absent, le patron pouvait bloquer commandes et livraisons, asphyxier l'entreprise, jeter les ouvriers à la rue. Il était clair que l'autogestion, voire le contrôle ouvrier, n'étaient possibles que si la classe patronale et les banquiers étaient entièrement dépossédés de leur mainmise sur le système économique. Seule « une organisation réunissant les comités d'usine de toute la Russie pourrait remporter une victoire décisive », concluait la motion finale de la conférence de Petrograd. Ainsi, le contrôle pourrait être généralisé par l'accès aux livres de compte, aux bulletins de commande, etc. Autrement, rien de sérieux ne pourrait aboutir (16).

(14) *Ibidem*, II, p. 263.

(15) Sur la Ière conférence des comités d'usine, voir Marc Ferro, *La Révolution de 1917*, tome I, Aubier-Montaigne, 1967, p. 404-405. Plûtot que Pankratova, utile et néanmoins suspect, utilise les témoignages contemporains, notamment *Vpered*, N. 2, p. 7 et le rapport Schwarz, publié dans *The Russian Provisionnal Government*, Stanford, 1961, tome II, p. 724-727.

(16) Ces problèmes sont analysés plus loin.

L'expérience d'autogestion avait été un échec parce qu'elle avait été menée dans une conjoncture économique difficile, parce que les entreprises qui l'avaient pratiquée avaient agi en francs-tireurs, mais aussi parce que ces entreprises étaient trop petites pour perturber sérieusement la domination de la classe possédante et le fonctionnement du système économique. Les 576 usines qui pratiquèrent la gestion ouvrière comptaient en moyenne 335 travailleurs chacune (17). Cela était peu dans le contexte russe et encore moins dans la capitale où les entreprises géantes régnaient : Putilov 27.033 ouvriers, Manufacture des tabacs 19.046 ouvriers, Treugolnik 15.338 ouvriers, et dix huit autres entreprises de plus de 5.000 ouvriers. Celles-ci, loin de licencier des travailleurs, tournaient avec un nombre d'ouvriers toujours plus grand puisqu'elles gagnaient respectivement 3.630 ouvriers, 1.501, 1.102 ouvriers entre février 1917 et le début du mois de juillet (18). Les syndicats, la conférence des comités d'usine, les soviets, les partis politiques, en bref, les organisations ouvrières avaient les yeux fixés sur le comportement des travailleurs dans les entreprises géantes. Celles-ci n'étaient pas encore à l'heure de l'autogestion.

En outre de nombreuses usines étaient même encore loin d'exercer seulement un contrôle ; beaucoup d'entre elles, notamment en Ukraine, n'avaient même pas encore de syndicat ou de comité. Malgré le décret du 23 avril, accepter d'en faire partie signifiait demander son licenciement. Dans ces très grandes entreprises, il fallait encore se battre pour consolider les maigres acquisitions obtenues depuis février : une augmentation des salaires plus substantielle, la reconnaissance du comité par l'administration, etc. Les organisations ouvrières s'efforçaient d'obtenir les concessions l'une après l'autre, de façon systématique : d'abord les huit heures généralisées, puis un salaire minimum, la reconnaissance du comité d'usine etc. (19).

(17) Chiffres cités d'après les ouvrages indiqués aux notes 2 et 15.

(18) *Ibidem.*

(19) A Skobelev (Turkestan), le syndicat des employés et ouvriers de la mine se constitue seulement le 6 septembre ; il compte 1800 personnes. A ...

Lorsque les ouvriers de chez Brenner avaient fait appel à elles, elles n'étaient pas intervenues et, de toutes les institutions seul avait répondu le comité de quartier qui n'était pas une organisation « de classe ».

A cette date, il est vrai, le syndicat était à peine reconstitué et, vu sa taille, l'usine Brenner n'était pas représentée à la Première Conférence des comités d'usine. Au soviet, la section ouvrière du soviet ne se réunissait pas souvent ; quant au comité exécutif du soviet, il s'était rallié non à l'autogestion mais au contrôle d'Etat : le ministre ayant pour charge d'obliger patrons et ouvriers à négocier. En attendant que le contrôle s'exerce sur la production et la gestion des usines, les mencheviks Gvozdev et Skobelev favorisaient toutes les formes de l'arbitrage, ils étaient également favorables à l'existence d'un comité, mais dont les pouvoirs seraient purement représentatifs. En cas de rupture, le gouvernement procéderait au séquestre qui apparaissait ainsi comme la manifestation de la puissance nouvelle de l'Etat : le séquestre avait sa préférence parce que, grâce à lui, le contrôle gouvernemental serait effectif et seraient réduites à la fois, la toute puissance du patronat et l'autonomie des comités ouvriers. Cette solution procédait également d'une raison d'ordre politique : « L'institution réunissant les comités d'usine » pouvait faire obstacle au gouvernement, aux syndicats, aux soviets, alors tenus en mains par les mencheviks. Les animateurs de la Conférence des comités d'usine sympathisaient avec les bolcheviks. La pratique du séquestre, la délimitation de la compétence des comités d'usine prenaient ainsi une dimension partisane.

En mars ou avril, la pratique du séquestre fût apparue comme un acte visant à dessaisir le patronat au profit de l'Etat. Mais pas trois mois plus tard. Au reste, que les ouvriers proposent au gouvernement le séquestre, comme ils le firent chez Gelférih à Karkov, et le gouvernement refusait. A l'inverse, proclamé et effectué entre

Ker'son, la 1ère Conférence des ouvriers métallurgistes a lieu seulement le 21 septembre : elle réclame les huit heures. *Revoljucionnoe dvizenie v Rossii,v centjabre 1917g.* Moscou, 1960, p. 320.

juillet et septembre, exécuté par la troupe et seulement là où les travailleurs avaient procédé à l'autogestion, ce même séquestre apparut comme un acte de défiance vis à vis des travailleurs et comme une opération politique menée contre le parti de Lénine. Le séquestre protégeait le patron en mettant fin au contrôle ouvrier (20) [...].

De l'autogestion à la nationalisation

A l'heure du naufrage économique et social, en automne, lorsqu'il est clair que le contrôle d'Etat et la politique de conciliation préconisés par les mencheviks ont fait faillite, Lénine écrivait :

> « Il suffit d'un minimum d'attention et de réflexion pour se convaincre qu'il existe des moyens de combattre la catastrophe et la famine, que les mesures à prendre sont tout à fait claires, simples, parfaitement réalisables, pleinement à la mesure des forces du peuple, et que si ces mesures *ne sont pas* prises, c'est *uniquement, exclusivement,* parce que leur application porterait atteinte aux profits exorbitants d'une poignée de grands propriétaires fonciers et de capitalistes ».
> « C'est un fait. On peut affirmer en toute certitude que vous ne trouverez pas un seul discours, un seul article de journal de quelque tendance qu'il soit, une seule résolution d'une assemblée ou d'une institution quelconque, qui ne reconnaisse en termes parfaitement clairs et précis la nécessité de la mesure de lutte fondamentale, essentielle, propre à conjurer la catastrophe et la famine. Cette mesure, c'est le contrôle, la surveillance, le recensement, la réglementation par l'Etat, la répartition rationnelle de la main d'œuvre dans la production et la distribution des produits, l'économie des forces populaires, la suppression de tout gaspillage de ces forces, qu'il faut ménager. Le contrôle, la surveillance, le recensement, voilà le premier mot de la lutte contre la catastrophe et la famine. Personne ne le conteste, tout le monde en convient. Mais c'est justement *ce qu'on ne fait pas,* de crainte d'attenter à la

(20) La droite socialiste est favorable au séquestre, par exemple *Den'*, du 7 juillet 1917 : « Le gouvernement a su briser un des chefs de la féodalité industrielle (le patron de chez Guzon) qui refusait l'arbitrage ». La gauche menchévik continue elle aussi à prôner le séquestre, par exemple Varskij, dans *Novaja Zizn'* du 19 août, « parce-que, depuis, la production a augmenté ».

toute-puissance des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, aux profits démesurés, inouïs, scandaleux, qu'ils réalisent sur la vie chère et les fournitures de guerre (et presque tous « travaillaient ! » aujourd'hui, directement ou indirectement, pour la guerre) – profits que tout le monde connaît, que tout le monde peut constater et au sujet desquels tout le monde pousse des « oh ! » et des « ah ! ».

« Et l'Etat ne fait absolument rien pour établir un contrôle, une surveillance et un recensement tant soit peu sérieux ».

« Inaction totale du gouvernement ».

« Partout, c'est le sabotage systématique, incessant, de tout contrôle, de toute surveillance et de tout recensement, de toute tentative faite par l'Etat pour organiser ce travail. Et il faut être incroyablement naïf pour ne pas comprendre – ou profondément hypocrite pour feindre de ne pas comprendre – d'où vient ce sabotage, par quels moyens il est perpétré. Car ce sabotage exercé par les banquiers et les capitalistes, ce *torpillage* par eux de tout contrôle, de toute surveillance et de tout recensement, s'adapte aux formes d'Etats de la République démocratique, à l'existence des institutions « démocratiques révolutionnaires » (21).

Les positions de Lénine se situaient apparemment à l'opposé de celles des dirigeants de Février. Elles n'étaient pas pour autant en relation avec l'orientation que les travailleurs avaient donné à leur action. Les bolcheviks recommandaient un contrôle, toutes sortes de contrôles. Ils reprochaient à leurs rivaux mencheviks de s'y refuser. Leurs propositions allaient néanmoins dans la même direction, sur la voie d'un contrôle qui menait à l'étatisation. Pour leur part, livrés à eux-mêmes puisque les soviets et les syndicats s'étaient ralliés à une politique de conciliation et d'arbitrage dont l'échec était notoire, une partie des travailleurs avaient pris une toute autre direction, celle de l'autogestion. Les interventions des bolchéviks n'en étaient pas moins écoutées avec sympathie parce qu'ils se montraient plus radicaux que les mencheviks, parce qu'ils avaient approuvé les initiatives des comités d'usine à l'heure où ceux-ci avaient commencé à établir un contrôle ouvrier dans l'usine ; ils avaient même encou-

(21) Lénine, *Oeuvres*, ed. Garaudy, tome XXV, p. 347 et suivantes.

ragé la création d'une instance des comités d'usine à l'échelle de la capitale, la première Conférence des comités d'usine. Certes, au travers des comités d'usine, les bolcheviks espéraient faire pièce au syndicat alors aux mains des mencheviks, mais cette raison importait peu aux travailleurs ; pour eux, l'essentiel était de voir leur action soutenue et prise en charge. Il est vrai qu'à ce moment-là, ils n'en étaient pas encore au stade de l'autogestion.

Dans la lutte contre le patronat, qui atteint son apogée au cours de l'été et pendant l'automne, les organisations ouvrières furent prises de court à la fois par l'action des travailleurs à la base et par la violente réaction du patronat ; en outre, quand elles voulurent définir une stratégie, elles étaient en partie prisonnières de la politique de conciliation et d'arbitrage adoptée depuis février et confirmée en juin par les mencheviks et les SR, majoritaires dans les soviets.

Les Conférences des comités d'usine et la Conférence panrusse des syndicats furent les nouveaux champs clos où les militants des différentes organisations s'affrontèrent.

Alors que les lock-out se multiplient, que les ouvriers sont jetés à la rue, ces militants ne manquent jamais, dans leurs rapports, de définir la nature de la révolution russe, le rôle et les objectifs du gouvernement, des partis politiques, des autres organisations ouvrières. Le plus souvent, les questions des simples ouvriers, délégués d'une usine ou d'un métier, ne reçoivent pas de réponse : « j'en ai assez de ces discours de bavards, s'écrie l'un d'entre eux en s'adressant aux mencheviks et aux bolcheviks. Pas une fois ils ne répondent à nos questions : que faire concrètement lorsqu'un patron menace de fermer l'usine ? Vos réponses sont toujours des proclamations, des paroles, mais dès qu'il s'agit d'une réponse concrète, il n'y a plus personne (...) Si l'usine ferme, que faire ? C'est cela qu'il faut décider ici. On nous a envoyé pour cela. Qu'on sache bien que si on ne nous dit pas que faire, alors, nous le

déciderons nous-mêmes » (22). Effectivement, il n'y eut pas de réponse claire à cette question parce que la définition d'une stratégie et d'une tactique interférait étroitement avec la délimitation du rôle respectif et de la compétence de deux institutions rivales, les comités d'usine et les syndicats. Elles interfèraient également avec le combat qu'anarchistes, mencheviks et bolcheviks se livraient pour la direction du mouvement ouvrier. Sur un point seulement une réponse majoritaire se dégagea : les ouvriers ne devaient pas agir par eux-mêmes comme ils l'avaient fait en pratiquant l'autogestion.

a) La mise en cause de l'autogestion

Elle fut d'abord le fait des comités d'usine eux-mêmes ou plus exactement de leurs représentants réunis à la Conférence des comités d'usine. Ils la condamnèrent avant terme, si l'on peut dire, contestant l'orientation des comités dont l'action allait dans cette direction. Ces griefs s'exprimèrent au sein même de leur 1ère conférence en mai 1917 à Petrograd.

Le contrôle ouvrier y fut défini. Il visait à assurer les revendications fondamentales des travailleurs, à vérifier les assertions des patrons, à empêcher les licenciements, à retirer à l'administration tout prétexte à fermeture. L'exemple des usines Benoit montrait quelles pouvaient être les conséquences d'actions qui partaient d'une autre conception du rôle des comités. A la suite du renvoi de 500 ouvriers, le comité de chez Benoit protesta : cette mesure n'avait pas de raison d'être ; de février à juin, la production avait cru alors que, selon le patronat, les licenciements s'expliquaient par le manque d'argent ou de matières premières. Le représentant du comité fut reçu par le vice-ministre Palicinskij ; il lui demanda des matières premières ; Palicinskij le renvoya à la Commission Militaire. Mais aucune aide n'avait suivi. « Il ne fallait pas procéder ainsi, conclut le rapporteur. Il ne faut pas que

(22) *Tretija vserossiiskaja Konferentsija professional'n sojuzov*, Petrograd, s.d.p. 125-126.

chaque comité procède par poussées séparées, chaque comité agissant pour lui, mais par une poussée du prolétariat tout entier ». « Le but des comités d'usine n'est pas d'aller quémander des machines ou de l'argent, de venir ainsi au secours du Capital », dit un autre délégué... « Il faut qu'un Centre des comités se constitue, il sera une sorte de Ministère du Travail des prolétaires de Russie ; il faut instituer une sorte de gestion collective centralisée de l'industrie ». Quant à l'argent, il fallait « le prendre là où il était : chez ces brigands qui hypocritement parlent de l'Emprunt de la Liberté, ne versent pas un centime, alors que c'est nous, les ouvriers, qui jouons les saltimbanques et mendigotons un petit sou dans les usines en faveur de la patrie. Cette comédie doit cesser ; nous devons prendre l'argent et voir ensuite si vraiment les usines doivent fermer » (23).

La condamnation des « initiatives individuelles » fut reprise avec plus de force à la Conférence des syndicats par Grohman, hostile aux comités en tant que syndicaliste et en tant que menchevik, les comités passant pour bolcheviks. Plus d'une fois son argumentation fut reprise ultérieurement par les bolcheviks eux-mêmes. Les formules d'autogestion et les accords particuliers conclus par les comités d'usine avec leurs employeurs, disait Grohman, « ne résolvent qu'une situation particulière, ils ne peuvent ainsi être remis en cause. Surtout, ils aggravent les divisions au sein de la classe ouvrière car les signataires d'un accord se désintéressent désormais du sort des autres travailleurs. Chacun pour soi. Ainsi naît désormais une sorte de *patriotisme d'usine*, chacun s'efforçant d'assurer la bonne marche de son entreprise, par tous les moyens ». Les accords ainsi conclus faisaient du tort à ceux qui n'étaient pas parvenus à un arbitrage. Il fallait que, noir sur blanc, le patronat de toute la Russie accepte les conditions de toute la classe ouvrière. Au syndicat, avec Miljutine, les bolcheviks se prononcèrent également contre

(23) Interventions de T. Osipov et T. Ceitlin dans *op. cit.* note 2, tome I, p. 122,123.

« l'occupation » des usines « tant que le mouvement n'était pas général, organisé ». Pour se différencier des mencheviks, ils ajoutèrent toutefois que « ce contrôle ouvrier était plus valable que les lois de papier d'un gouvernement impuissant et incapable » (24).

Au mois d'août, à la 2ème Conférence des comités d'usine, lorsque l'échec de l'autogestion est devenu patent, les bolcheviks déclarent que, dans l'usine les comités doivent contrôler, pas décider. Seuls les anarchistes, avec Voline, continuent à défendre la gestion ouvrière. Ils voient dans les comités d'usine qui la pratiquent « le noyau d'un pouvoir ouvrier et les comités s'affirment ainsi comme le moteur du mouvement révolutionnaire ». Les échecs récents rencontrés par la gestion ouvrière, la condamnation de l'occupation des usines par le président de la Conférence des comités d'usine Levine, expliquent, autant que la sous-représentation des petites usines, l'échec absolu de la motion anarchiste qui ne recueille que huit voix. L'échec pratique et la défaite institutionnelle rencontrés par les avocats de la gestion ouvrière allait se répercuter sur les comités eux-mêmes (25).

b) Les syndicats contre les comités d'usine et le retournement bolchevik

Lorsqu'à leur première conférence en mai, les comités d'usine avaient mis en cause les « actions individuelles, la débrouillardise », ils avaient comme objectif une gestion

(24) Les bolcheviks créaient ainsi une confusion dans le vocabulaire en appelant contrôle ce qui était l'amorce d'une gestion. En août pour défendre les comités de l'« accusation » de « patriotisme d'usine », Levine commettait un deuxième glissement de sens. Il disait : « Certains, consciemment ou non, confondent contrôle et occupation ». En fait, le contrôle (tel que l'entendent les bolcheviks qui veulent une nationalisation) est le contraire de l'autogestion (telle que l'élaborent les ouvriers des petites et moyennes entreprises) ; l'« occupation », à laquelle ont procédé les ouvriers, n'est qu'un aspect de la transformation du statut de l'usine. La nationalisation implique aussi une occupation : pas par les ouvriers toutefois, mais par l'Etat. *Cf. 3ème Conf, op. cit.* note 22, p. 50-59 et 90-97-100, *Okt.i Fab-zav-kom, op. cit.*, I, p. 171 et F. I. Kaplan, *Bolshevik ideology and the ethics of Soviet labour 1917-1920, the formative years*, New York, 1968, 521 p., p. 43-118.

(25) *Okt.i.Fab.Zav.Kom., op. cit.* note 2, tome I, p. 230-233.

collective centralisée de l'industrie. Ils avaient évoqué la nécessité de mettre fin à la guerre, de reconvertir l'économie, d'accorder une priorité aux besoins de la population. Prématurées en mai, ces thèses furent défendues avec succès à la 2ème Conférence des comités d'usine par Larine, un menchevik rallié au bolchevisme. Désormais, « il ne s'agissait plus de considérer les comités d'usine comme une institution chargée d'assurer aux travailleurs des garanties et des droits que la révolution avait permis de conquérir. Le contrôle ouvrier dans l'usine se métamorphosait en un contre-pouvoir collectif qui visait à la gestion de l'économie toute entière ».

Toutefois cette vocation interférait avec la vocation rivale des syndicats qui prétendaient être compétents à l'échelle nationale (26).

Machine alourdie par la complexité de ses structures et par la multiplicité de ses affiliations qui en faisait une véritable « Tour de Babel », les syndicats étaient, en outre, paralysés par les luttes catégorielles (par exemple dans les chemins de fer), par les rivalités intérieures (quatre syndicats de la métallurgie à Ekaterinoslav, quatre syndicats des transports). Plus encore, ils étaient paralysés par les conflits qui, à chaque niveau et pour chaque décision, opposaient bolcheviks et mencheviks. Leur première conférence pan-russe ne se réusit qu'en juin, au plus fort de la lutte des classes, quand se déclenchent à leur tour les grèves géantes du textile, du meuble, bientôt des chemins de fer, et lorsque dans la métallurgie, la géné-

(26) Le problème des rivalités entre institutions ouvrières, indépendemment de leur orientation partisane, est examiné dans son ensemble au chapitre 7 de notre *Révolution de 1917*, tome II, sous presse chez Aubier-Montaigne. Un extrait en a paru dans *Annales*, (E.S.C.), I. 1976, p. 1 et suiv. sous le titre « Naissance du système bureaucratique en URSS ». Dans ce paragraphe on étudie ce problème dans le cadre d'une usine et du point de vue des ouvriers, pas de leurs organisations. La rivalité entre comités d'usine et syndicat eut pour effet qu'en août, peu nombreux furent les syndicats (seulement dans les cuirs, la toile, les industries anciennes) qui protestèrent contre la circulaire du ministre Skobelev qui limitait l'activité des comités d'usine. Cf le compte rendu à la 4ème Conférence des syndicats, le 13 mars 1918, dans le supplément à *l'op. cit.* note 22.

ralisation des lock-out détermine le mouvement de gestion ouvrière (27).

Au bureau national, les mencheviks animés par Grohman, Grinevic, Cerevanine, Astrov disposaient d'une étroite majorité devant les bolcheviks Rjazanov, Miljutine, Lozovskij. Ils se démarquèrent néanmoins nettement du menchevik ministre Skobelev en définissant comme la cause du marasme non seulement la guerre, la non-rationalisation de l'économie, ou les occupations d'usine (« puisqu'elles sont condamnées, les lock-out nauront plus de raison d'être ») mais bien la politique patronale, son refus d'accepter la procédure de conciliation, la pratique des lock-out. Le bureau menchevik du syndicat voulait rendre obligatoire l'appel aux tribunaux tripartites où les patrons, les ouvriers et l'Etat seraient représentés. Toutefois « les travailleurs devaient faire preuve de mesure », expliqua Grinevic ; « il y avait les circonstances, la Russie héritait de la gangrène due aux erreurs du passé, bases malsaines aggravées par la guerre. Il fallait attendre que le Conseil Economique rationalise la production dans l'intérêt global de la nation, que l'Etat prenne en charge l'économie du paye, assure le droit au travail, crée des Bourses pour garantir à chacun un emploi » (28).

Quelques mois plus tard, ce langage eût été celui d'un bolchevik. Pas avant Octobre. Miljutine dit sa déception. Grohman et Grienevic avaient condamné les « initiatives individuelles », les revendications « excessives » ; ils disaient « ce qu'il ne fallait pas faire, pas ce qu'il fallait faire ». Les mencheviks recommandaient l'attente, la patience que, par en haut, lois et règlements décident de l'avenir des travailleurs. Il eût souhaité un rapport plus

(27) Sur le retournement des bolcheviks en faveur des syndicats, cf. A. G. Egorova, *Profsojuzy i fabzavkom v bor'be za pobedu Oktjabrja* Moscou 1960, 226 p. ainsi que, de la même, *Partija i profsojuzy v oktjabr' skoj revoljucii*, Moscou, 1970, 378 p., notamment les pages 41-61. Dès le mois de mars, les bolcheviks invitèrent les membres du parti, à Ivanovo par exemple, à créer des syndicats, à y adhérer. Pendant la première période de la révolution, jusqu'en juillet, le parti ne s'en appuie pas moins sur les comités d'usine contre les syndicats, cf. notre tome I, p. 399-409.

(28) *3ème Conf., op. cit.*, p. 59-95.

« activiste ». « Autant châtrer les travailleurs, ajouta Lozovskij. Rendre obligatoire l'appel aux Chambres de Conciliation empêchera les travailleurs d'aller plus avant quand la conjoncture sera meilleure car ils seront ligotés par ces accords ». Il n'en recommandera pas moins la prudence, le refus des patrons pouvant être une provocation à la grève et au lock-out. La grève devait demeurer l'arme suprême des travailleurs. La motion menchevik stipulait que les Chambres de Conciliation deviendraient un rendez-vous permanent, la grève n'intervenant, qu'à titre exceptionnel. Elle l'emporta, mais les amendements bolcheviks sur la priorité à accorder à la grève comme moyen de combat furent retenus (29).

Le grand problème était de définir les compétences. De savoir qui déciderait de l'ordre de grève, du syndicat ou des comités d'usine ; qui aurait autorité pour contrôler le fonctionnement de l'usine et l'application des conventions et assurer dans l'usine le contrôle ouvrier ; qui contrôlerait l'orientation de la production à l'échelon de la ville, de la province, et qui serait présent dans les instances de l'Etat telles que le Conseil Economique, pour organiser la gestion collective de l'économie. La majorité des syndiqués manifesta son irritation devant l'action des comités d'usines , en condamnant « les initiatives individuelles, en rejetant des méthodes comme l'incarcération de l'administration, son élimination, la débrouillardise, le sabotage ». Les syndicats devaient lutter « pour prendre la direction du mouvement ouvrier, pour exercer ensuite la direction de l'économie. Seul un syndicat national pouvait garantir un contrôle effectif, généralisé. Le contrôle ne devait pas s'effectuer dans une seule usine mais partout » (30).

Dans la motion menchevik, qui l'emporta, les attendus exprimaient l'irritation des travailleurs et des syndiqués : ils faisaient valoir que, pour que le contrôle d'Etat et le contrôle ouvrier soient effectifs, il fallait que les élus des travailleurs soient majoritaires au Conseil Econo-

(29) *Ibidem*, p. 95-97.

(30) *3ème Conf., op. cit.*, p. 452-453.

mique ; qu'étant donné l'anarchie régnante, l'intervention de l'Etat dans la gestion économique devenait une impérieuse nécessité. Le rôle respectif des syndicats et des comités d'usine était ainsi défini :

– au comité d'usine revient le contrôle de la production dans l'usine, et de vérifier que les droits des travailleurs, dont les syndicats organisent le combat, sont bien défendus ;

– les syndicats défendent ces droits sous n'importe quelle forme d'organisation sociale, même si l'économie est contrôlée par le gouvernement ;

– les comités d'usine ne peuvent prendre ni le contrôle ni la fonction d'administration dans l'usine ; les syndicats doivent aider à leur renforcement (...) et par leur intermédiaire faire triompher la politique syndicale ;

– les élections aux comités d'usine doivent se faire sous la direction des syndicats ;

– les comités d'usine doivent remettre au syndicat la direction des conflits (31).

Ainsi, la motion majoritaire du syndicat réduisait considérablement la compétence des comités. Elle leur reconnaissait seulement un droit partiel de contrôle dans l'usine ; elle ignorait sciemment l'instance des comités à l'échelle de la capitale, voire à celle du pays. Ces instances des comités d'usine étaient précisément celles qui entendaient organiser le contrôle et la planification de l'économie dans le cadre des institutions de l'Etat. Alors que les comités d'usine avaient défini les voies d'une autogestion et d'une gestion collective à plusieurs niveaux (l'usine, la ville, la nation) le syndicat envisageait une prise en charge centralisée, le comité d'usine n'ayant qu'une action locale de contrôle.

Au syndicat, les bolcheviks adoptèrent une position moins défavorable aux comités d'usine. Implicitement, ils n'en étaient pas moins très en retrait par rapport à l'attitude qu'ils avaient adopté à la Conférence des comités d'usine. Soulignant le fait que le contrôle sur la

(31) *Ibidem*, p. 315-319.

production ne devait pas s'effectuer de façon bureaucratique, au travers d'institutions où la majorité appartiendrait aux capitalistes, leur rapport sur les relations entre syndicats et comités ajoutait :

– par l'intermédiaire des comités d'usine, les syndicats doivent recevoir le droit de participer au contrôle des entreprises avec possibilité d'avoir accès aux livres, aux comptes bancaires, l'administration étant mise dans l'obligation de les leur communiquer ;

– il était indispensable de souligner que le problème du contrôle de la production était du ressort des syndicats. Jusqu'à présent le syndicat avait été l'organisation de combat économique de la classe ouvrière ; désormais de nouvelles tâches se posaient à lui : contrôler et régulariser la production.

« Je dois dire, ajoutait le rapporteur, que ces derniers temps, entre syndicat et comités d'usine les désaccords l'ont emporté sur l'esprit d'unité. Les comités d'usine de Petrograd ont réuni une assemblée, ils ont pris des décisions, ils veulent contrôler la production. Ainsi il y a deux lignes d'action indépendantes. Or, il est clair qu'en agissant ainsi les comités prennent également des décisions qui sont du ressort propre du syndicat : salaires, relations entre patrons et ouvriers à l'intérieur de l'usine, durée de travail, etc... » (32).

Il ne restait aux comités d'usine qu'une attribution explicitement définie : décider de faire grève, mais pour autant que les syndicats n'étaient pas encore organisés à l'échelle nationale.

A la 2ème Conférence des comités d'usine de la capitale, les bolcheviks firent un pas en faveur des comités et un nouveau pas en faveur du syndicat. Ils reconnurent aux comités la fonction de contrôle qu'au syndicat ils avaient refusé, mais ils déclarèrent que désormais le droit de déclencher les grèves revenait au syndicat. Au comité central de la Conférence des comités d'usine était reconnu idéalement le droit d'assurer un contrôle à l'échelle de la

(32) *Ibidem*, p. 125-126.

ville. De leur côté, les mencheviks reconnurent aux comités un droit au contrôle. Le président de la Conférence, Levine, qui avait déjà condamné l'autogestion, compris qu'à terme, les comités étaient condamnés. Il se prononça en faveur d'une coordination de l'action des comités et de celle des syndicats. Il se déclara en faveur de la proposition bolchevik qui reconnaissait l'instance fédérale des comités, ce dont les mencheviks ne soufflaient mot. La motion de Lozovskij l'emporta aisément sur celle de Cerevanine et sur celle de Voline. L'action des comités était ainsi étendue en surface, mais réduite en profondeur et il était bien entendu que contrôler n'était pas décider (33).

A la veille d'Octobre, le retournement bolchevik en faveur du syndicat s'expliquait par des raisons de fond et par des raisons tactiques. Raison de fond, l'orientation prise par les comités allait à contre-courant des thèses bolcheviks pour qui l'autogestion, même collective, n'avait rien à voir avec le socialisme. Il était clair qu'ainsi comprise l'action de ces comités devenait l'expression de l'anarcho-syndicalisme. En outre, raison tactique, les bolcheviks n'avaient plus le même besoin de soutenir l'organisation des comités d'usine maintenant qu'ils devenaient majoritaires au syndicat. Celui-ci, plus centralisé, serait un meilleur intercesseur pour la mise en pratique de la nationalisation à une heure où déjà pour le parti la conquête de l'appareil d'Etat n'apparaissait plus comme un mythe (34).

c) Défaite du mouvement des comités d'usine et définition du contrôle ouvrier

Lorsque la Conférence pan-russe des Comités d'usine se réunit, en octobre 1917, la révolution avait accompli

(33) *Okt.i Gab-sav-kom.*, I., p. 227-233.

(34) En juillet, Lénine avait même pensé que les comités d'usine pourraient devenir les organes d'une insurrection : il aurait dit à Ordzonikidze : « Nous devons changer notre slogan et au lieu de "tout le pouvoir aux soviets", nous devons dire "tout le pouvoir aux comités d'usine", cité in W. H. Chamberlin, *The Russian revolution*, New York, 1935, tome I, p. 184.

un fantastique bond en avant. Le putsch Kornilov avait eu un résultat unique : « chasser la bourgeoisie de toute ingérence dans les affaires du pays (A. Sapiro) ». La majorité des institutions ouvrières étaient bolchevisées. L'heure était aux préparatifs en vue de renverser le gouvernement provisoire (35).

Trotski et Kamenev vinrent rappeler que la prise du pouvoir par les soviets était une nécessité si on voulait prévenir une nouvelle tentative de la contre-révolution, une nouvelle Kornilovscina. De leur côté, les ouvriers associaient le retour à la vie normale à la « démobilisation » de l'industrie, la démobilisation de l'industrie à la paix, et par conséquent au pouvoir des soviets.

A cette date le réseau des comités d'usine s'étendait au pays tout entier, mais il était lâche, mal structuré. Le plus souvent ces comités agissaient isolément, sans même coordonner leur action à l'échelle de la ville. Ils y parvinrent à Elisavetgrad, Narva, Tsaritsin, mais pas avant septembre-octobre, et ils étaient loin de regrouper toutes les entreprises industrielles de la ville. Dans de grandes zones industrielles, comme l'Oural, Tver, Kostroma, il n'y avait pas d'organe central au mois d'octobre (36).

Au reste, l'activité des comités d'usine était plus réduite que dans les deux capitales. Les comités s'en plaignaient à Petrograd : la direction de l'usine ne reconnaissait pas leurs droits, elle agissait sans les consulter, n'admettait pas le contrôle ouvrier, ne versait plus leur salaire aux membres du comité ; elle nommait même, dans certains cas, la commission de contrôle. Ainsi, il ne leur restait qu'à combattre pour l'existence, pour éviter la fermeture de l'usine ou la retarder, obtenir des indemnités raisonnables pour les travailleurs. Réduits à une action défensive, les comités de province ne pouvaient guère

(35) A la conférence pan-russe des comités d'usine, la répartition des élus est la suivante : Bolcheviks 86 (62 %), Mencheviks 8, SR 22, Maximalistes 6, Anarcho-syndicalistes 11, Sans-parti 4, in *Okt.i Fabzavkom, op. cit.*, note 2, tome II, p. 114.

(36) Précieuse comptabilisation dans M. L. Itkin, « Centry fabricno-zavodskikh komitetov Rossii v 1917g. », *Voprosy Istorii*, 1974, 2, p. 21-36.

prétendre à l'organisation de la production, même si cet objectif apparaissait dans les statuts, comme à Ivanovo-Kinesev. La faiblesse du mouvement était apparue aux conférences régionales préparatoires : à Saratov (seulement 81.000 ouvriers représentés et 209 comités d'usine), à Archangelsk (27.000 ouvriers et 34 comités) (37).

A la Conférence pan-russe des comités d'usine, tenue du 17 au 22 octobre, la question du contrôle ouvrier, de la coordination de l'action des syndicats et des comités d'usine domina l'ordre du jour, (voir annexe II). Les tendances mencheviks avec 8 élus sur 137, complètement éliminées, ne se firent même pas entendre. Les bolcheviks, maître du soviet de Petrograd et des syndicats, déjà majoritaires aux conférences régionales, n'eurent aucune difficulté à faire prévaloir leur point de vue. Ils disposaient de 86 représentants sur 137 élus.

Une fois de plus, Miljutine expliqua qu'un contrôle ouvrier véritable ne pourrait s'exercer que dans le contexte de la prise du pouvoir par les soviets. Un véritable contrôle ouvrier exigeait la nationalisation de plusieurs branches de l'industrie, le contrôle ou la nationalisation des banques. Autrement, il resterait illusoire. Il eût été légitime de dire que la prise du pouvoir par les soviets était prématurée si l'ancien système économique avait sauvé le pays du marasme économique, du désordre généralisé, de l'anarchie ; mais il avait hâté la marche vers la catastrophe. « L'idée de contrôle ouvrier », expliqua Larine, « c'est la transposition d'une idée démocratique dans le champ de l'économie. Grâce au contrôle ouvrier, le travail changerait de nature : assumé par les ouvriers, il deviendrait plus productif car les travailleurs auraient le sens de leur responsabilité. L'Allemagne avait mis sur pied un programme national d'économie, mais conçu dans l'intérêt des possédants ; il fallait procéder de la même façon, mais dans l'intérêt des travailleurs. Aussi, le Conseil Economique serait composé en majorité de représentants des travailleurs. Distribution du travail à l'échelle nationale, évaluation des salaires seraient de la compétence des syndicats. La fonction des comités d'usine serait d'assurer le contrôle de la production à l'échelle de l'usine ou de la ville ». Ces propositions laissaient au Conseil Economique d'une part, et à l'administration de l'usine d'autre part, la pleine responsabilité de la gestion, et pas au comité d'usine. Les anarcho-syndicalistes protestèrent : ils proposaient l'autogestion, « car il ne pourrait y avoir d'harmonie entre les objectifs des instances représentant les travailleurs et ceux de l'administration de l'entreprise ». Les bolcheviks firent valoir qu'il fallait passer préalablement par une étape intermédiaire. Il est clair qu'ils se méfiaient d'une autogestion qui eût fait passer le contrôle de l'usine aux ouvriers eux-mêmes. Les anarcho-syndicalistes n'avaient que quelques élus ; les bolcheviks l'emportèrent largement. Le rapport Larine fut adopté à une majorité écrasante (38).

Cette retraite manifestait l'inquiétude des comités d'usine qui désespéraient de la formule d'autogestion qu'ils avaient imaginée : les tentatives faites pour établir un contrôle ouvrier même partiel avaient échoué. Surtout, le patronat se montrait combatif, le chômage s'étendait, le marasme de l'économie s'accentuait, une reconversion globale de l'industrie s'imposait. Un pouvoir ouvrier à la base semblait une utopie. Les propositions de Larine accordaient aux instances ouvrières une gestion garantissant la sécurité du travail, la défense de l'intérêt général, le contrôle à la base ; elles apparaissaient comme la seule solution susceptible de triompher du patronat à l'échelle du pays tout entier, d'assurer les droits des travailleurs, de « démobiliser » l'industrie. Larine proposait le contrôle ouvrier, la planification de l'économie, la rationalisation de la production, ce qui annonçait les réalisations du bolchevisme.

Un autre rapport, celui du bolchevik Schmidt, laissa entendre que ces propositions sonnaient le glas de la gestion ouvrière. Les comités avaient été à l'avant-garde

(37) *Okt.i Fabzavkom* II, p. 130-137.

(38) *Ibidem*, II, 167-174.

de la lutte contre le patronat : ils avaient mené la lutte à une date où les syndicats commençaient à peine à renaître. Ils avaient joué leur rôle de « remplaçants ». Toutefois leurs possibilités d'action à l'échelle nationale étaient réduites, eu égard à la jeunesse de leur organisation. Inversement, les syndicats, mieux structurés, prenaient désormais une ampleur comme aucun pays n'en avait connu. Seuls ils étaient susceptibles d'agir efficacement à tous les niveaux ; les comités d'usine devaient être leur antenne de contrôle dans l'entreprise, mais toute décision portant sur la production et les salaires devaient être prises par des instances nationales. L'anarchiste Piotrovskij lança un dernier cri en faveur des comités : « les syndicats veulent nous bouffer... leurs membres sont extérieurs à l'usine... ils sont toujours prêts à négocier... La clé de l'avenir, ce sont les comités ». Mais Rjazanov s'interposa : les comités ne pouvaient soutenir la comparaison avec les syndicats... Ils n'avaient aucune vision d'ensemble de la situation économique, ils manifestaient un patriotisme de clocher. Le congrès pan-russe était un fiasco. Unir les ouvriers sur la base d'une fédération des comités est courir à l'échec. Le syndicat se dresse contre le Capital tout entier, le comité d'usine défend les intérêts d'une seule entreprise. Rjazanov proposait l'union, la fusion même. La motion finale recommanda seulement la collaboration qui, en fait, mettait le soviet des comités d'usine dans la dépendance du bureau des syndicats. Le vote fut enlevé de justesse. Levine, le président ne s'y rallia que *pour autant* qu'à la tête des syndicats, la nouvelle direction, désormais bolchevik, assurerait au mouvement ouvrier l'unité d'action qu'il n'avait pas eue jusque là. Au nom de l'unité ouvrière, vu la bolchevisation de toutes ses institutions, les comités acceptaient sans mauvaise grâce, les anarcho-syndicalistes exceptés, cette subordination au mouvement syndical ; il était admis que chaque comité garderait une certaine autonomie d'action dans l'entreprise et qu'au niveau national, les comités auraient leur représentation assurée au Bureau

national des syndicats et que les comités d'usine seraient bien le noyau du contrôle ouvrier dans l'entreprise (39).

d) La nationalisation : disjonction de la gestion et du contrôle

Le jour de la Révolution d'Octobre, Lénine déclarait que le nouveau régime serait fondé sur le principe du contrôle ouvrier. Les soviets approuvaient et, dès novembre, le décret sur le contrôle ouvrier était publié. Une ère nouvelle commençait.

Aux termes de ce décret, il était indiqué qu'à la base, le contrôle ouvrier était exercé par tous les travailleurs d'une entreprise au travers de ses institutions élues (Comité d'usine, Conseil des Anciens, etc.) auxquels s'ajoutaient des représentants de l'administration, des employés et du personnel technique. Ils devaient avoir accès aux livres de compte, aux stocks, etc, ce qui revenait à légaliser ce qu'avaient déjà accompli un bon nombre de comités d'usine. Toutefois au point 5, il était indiqué que les décisions des instances ouvrières de l'usine pouvaient être annulées par une instance supérieure du contrôle ouvrier... A cet échelon supérieur, celui de la ville, un Conseil du contrôle ouvrier se constituerait ; il formerait une des sections du soviet. Ce *Conseil du contrôle ouvrier* comprendrait des représentants des syndicats, des comités d'usine, des coopératives ouvrières. Enfin, à l'échelon national, un Soviet pan-russe du contrôle ouvrier serait en relation avec le Conseil suprême de l'économie nationale. Sa composition consacrait la défaite du conseil des comités d'usine : il avait droit à 5 représentants, face à 10 élus des soviets, 2 des coopératives, 7 des ingénieurs et techniciens, 7 des Bureaux des syndicats ; en outre, chaque syndicat de plus de 100.000 membres avait droit à deux représentants de plus, les moindres à un seul représentant. Au total, au sein du Soviet pan-russe les élus

(39) *Ibidem*, II, p. 188-193.

du Conseil des comités d'usine étaient ainsi une poignée (40).

Ainsi, en tant que rivale du syndicat et visant à une gestion à l'échelle nationale, la Conférence des comités d'usine baissait pavillon ; ses organes dirigeants se laissaient absorber.

Toutefois, eu égard à la révolution politique qui venait de s'accomplir, à sa signification sur le plan social, ni les ouvriers ni les comités n'y attachèrent une importance excessive.

L'arbre ne devait pas cacher la forêt. Quatre jours après la révolution, le principe de la journée de 8 heures était reconnu, et la semaine de 48 heures. Le travail des enfants devenait illégal. Les inégalités concernant le travail féminin étaient abolies ; l'assurance contre le chômage et la maladie devenait obligatoire (41). Quant au contrôle ouvrier, il était également obligatoire. En outre, concrètement, étant donné que les instances nationales et régionales n'existaient encore que sur le papier, pour les ouvriers, le comité devenait le « patron » effectif de l'usine (hozhajin).

Au reste, le mouvement en ce sens était si profond que le nouveau régime ne chercha pas à le contrecarrer (42). « Prenez les usines et gardez-les comme les prunelles de vos yeux » indiquait un texte ministériel. Lénine et ses amis avaient besoin de l'appui massif des ouvriers. Comme au sein des institutions ouvrières la

(40) Texte du décret dans James Bunyan, *The Origin of forced labour in the Soviet State, 1917-1921, Documents and materials*, Baltimore, 1967, p. 5-7. En fait, le décret fut rédigé en deux temps ; la première version ne créait pas de système hiérarchique aussi précis et ne réduisait pas à ce point la représentation des comités à la portion congrue. Voir sur ce point l'excellente analyse de Maurice Brinton, *Bolsheviks and workers control, 1917-1921, the State and counter-revolution*, Solidarity, North-London, 1970, 90 p., p. 16-19. Traduit en français sous le titre « Les Bolcheviks et le contrôle ouvrier, 1917-1921, l'Etat et la contre-révolution », *in Autogestion et socialisme*, N. 24-25, sept.-déc. 1973.

(41) Sur les modalités d'application, voir E. H. Carr, *The bolchevik revolution* 1917-1921, London, 1950-1953, tome II, p. 104 et suivantes.

(42) Le mouvement de coordination des comités d'usine s'accentue et s'accélère en Octobre, cf. Itkin, *op. cit.*, note 36.

principale résistance au nouveau pouvoir bolchevik provenait de certains syndicats, ils laissèrent se développer le mouvement gestionnaire.

Lénine l'encouragea, considérant ce mouvement comme « une étape » sur la route du socialisme. Il adoptait cette attitude malgré les réticences du Commissaire du Peuple au Travail, ce même Sljapnikov qui plus tard allait devenir un des leaders de l'opposition ouvrière, malgré les bolcheviks syndicalistes Lozovskij et Rjazanov, malgré le Conseil de l'Economie nationale, le *Vesenkha* (Bukharine, Larine, Miljutine, Schmidt, etc).

Sous le sigle du Soviet du Contrôle ouvrier, une brochure préparée en fait par Larine et Severdin était adressée aux comités d'usine. Cette « Directive » donnait aux travailleurs de chaque branche industrielle toutes les indications voulues pour mener à bien un contrôle qui était bien proche de la gestion : recueil des décrets, règles pour l'établissement d'un bilan, etc.

En fait, pour ce deuxième souffle, l'autogestion ne fonctionna guère mieux qu'en été et ne connut pas un sort meilleur. Les conditions générales étaient pires que quelques mois plus tôt : le gouvernement n'avait pas les moyens de les surmonter, les grèves d'opposants (employées de banque, fonctionnaires, etc.) ajoutaient au marasme général. L'économie russe était presque passée à l'état de cadavre, aucun circuit ne fonctionnait plus et le patronat ne faisait rien, bien au contraire, pour les ranimer.

Pour les ouvriers, gérer la pénurie perdait toute signification ; après tant d'épreuves, sous-alimentés, mal logés, qui aurait pu réussir à instituer une nouvelle organisation du travail en quelques semaines et dans ces conditions ? Et comment ? Plus ou moins assurés de recevoir un salaire, les ouvriers de la station ferroviaire Alexandrovskij, qui fabriquaient des wagons, les utilisèrent désormais pour loger décemment leur famille, puisque ces wagons ne roulaient plus. Ailleurs, croyant que désormais l'usine était leur propriété, d'autres ouvriers vendirent le matériel, puisqu'il ne servait pas. Au moins pourraient-ils se nourrir quelques jours. Exemples extrêmes sans doute,

que stigmatisent néanmoins les ennemis du régime qui en ont encore la possibilité, mais que ne condamment pas moins les nouveaux dirigeants. Certes, ces « excès » s'expliquaient par les conditions exceptionnelles ; mais rien n'indiquait que la situation dût changer tant que le patronat ferait la guerre à sa propre entreprise, tant que cette guerre s'adosserait à la guerre civile qui commençait. Et les nouveaux dirigeants n'entendaient pas être discrédités avant même d'être à pied d'œuvre (43).

Les bolcheviks-syndicalistes accusaient les comités d'usine. Tenant déjà un langage de gestionnaire, Tomskij, président des syndicats, notait « que la productivité du travail était tombée tellement bas que l'ouvrier produisait en valeur moins qu'il ne recevait en salaire ». Etait-ce dû seulement à la sous-alimentation à l'incapacité de fournir un effort, à l'incompétence des membres des comités qui ne savaient pas tenir les livres de comptes ; ou bien était-ce dû à la volonté de ne plus travailler ? Les bolcheviks plaçés à la tête des affaires économiques s'en prenaient bien sûr aux patrons, principaux responsables, mais ils parlaient également, tel Gastev, « d'un sabotage de l'économie, non plus seulement par la bourgeoisie (...) mais par la nation toute entière, par le prolétariat ». Parodiant ainsi l'aphorisme fameux, ces dirigeants jugeaient en quelque sorte que, puisque la classe ouvrière n'avait plus la confiance du parti de la classe ouvrière, il lui fallait la regagner (44).

Le 14 décembre 1917, Marx prit sa revanche sur Bakounine. Lénine signait le premier décret de nationalisation des entreprises industrielles. Il allait être suivi d'autres qui aboutissaient à l'expropriation partielle ou totale du patron. La répartition des 81 premières nationalisations atteste que, d'intention, l'opération fut essentiellement anti-patronale ; ces nationalisations se firent, pour

(43) Rapport du 20 mars 1918, cité dans Bunyan, *op. cit.* note 40, p. 20. Ce rapport est signé de Sljapnikov, le futur leader de « l'opposition ouvrière ».

(44) Bunyan, p. 21-22 et R. W. Pethybridge, *The Social prelude to Stalinism*, New York, 1974, 344 p., p. 171.

l'essentiel, non pas là où l'autogestion s'efforçait de fonctiner, mais là où la pression ouvrière était la plus forte et où il n'avait guère été question d'autogestion (48 nationalisations dans l'Oural, 14 à Moscou, 8 en Ukraine, contre 11 à Petrograd). La nationalisation correspondait ainsi au séquestre réclamé par un grand nombre de travailleurs et d'organisations ouvrières. La nature de la mesure prise par le régime n'en mettait pas moins fin aux tentatives d'autogestion, donnant ainsi satisfaction aux organisations plus qu'aux travailleurs ou aux comités eux-mêmes.

Nettement dissociée du contrôle, dans le décret, la gestion des entreprises passait à une direction du Ministère. Elle appartenait à une nouvelle Direction où l'ancienne administration et le comité d'usine étaient représentés. Dans cette usine, il était bien précisé par la nouvelle Directive (*Rukovodstvo*) que « les décisions concernant la gestion et l'activité de l'entreprise demeuraient à la Direction. La commission de contrôle ne participait pas à la Direction de l'entreprise et n'avait pas la responsabilité de son fonctionnement, qui demeurait à la Direction » (45).

Dans l'usine, la véritable ère nouvelle commença ce jour là. Sans que cela fut sensible aux ouvriers, ni réellement encore visible, ce jour là également il était mis fin, par en haut et par en bas, à la tentative, unique, d'une expérience de gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes (46).

(45) *Rukovodstvo po rabocemu kontrolju*, Moscou, 1918, p. 6. Bonne discussion dans Brinton, *op. cit.* et dans D. Limon, « Lénine et le contrôle ouvrier » in *Autogestion*, N. 4. décembre 1967, p. 65-111. Voir aussi D. A. Baevskij, *Rabocij Klass y pervye gody sovetskoj vlasti, 1917-1921*, Moscou, 1974,336 p., le chapitre 1.

(46) Date symbolique : les entreprises furent nationalisées par vagues, et, pour les ouvriers, ce fut la date de la nationalisation de leur entreprise qui marqua un tournant ; bien des grèves et occupations, commençées en septembre ou octobre ne finissent qu'en janvier 1918, ou après. L'histoire des syndicats (bolcheviks) et de leur lutte pour reprendre au ministère (bolchevik) la direction des usines est une autre histoire à laquelle participent également d'autres instances du parti (bolchevik), les mencheviks et les anarchistes. Cette histoire a déjà été excellement racontée par Carr, Kaplan, Limon, Brinton etc.

Ainsi, l'analyse de la lutte des classes à l'usine, entre février et octobre, révèle en premier lieu le passage des ouvriers d'une attitude revendicative, passive, réformiste à un comportement révolutionnaire. En février, les ouvriers espéraient seulement que, le tsarisme abattu, leur condition s'améliorerait. En octobre, ils contrôlent à demi l'usine et entendent la gérer. Dans les motions qu'ils rédigent alors, il n'est plus question des conditions de travail, de salaires, mais de sanctions contre les patrons, de travail obligatoire pour les bourgeois (47).

Autre constatation, ce sont les ouvriers des petites et moyennes entreprises qui ont été à la tête du mouvement et qui ont été le plus loin. Toutefois s'ils ont instauré l'autogestion, ce n'est pas par principe, parce qu'ils étaient anarchistes ou socialistes, mais simplement pour survivre, pour répondre au défi du patronat qui procédait au sabotage de la production afin de briser le mouvement revendicatif, d'acculer les ouvriers à la capitulation. Les ouvriers répliquèrent en appliquant à l'usine le modèle campagnard qui leur était familier : l'assemblée générale des ouvriers correspondait à *l'obscestvo,* la gestion collective était une forme de *Mir.* (48). Un collectif d'usines en appelait à un autre collectif comme un village à un autre village pour résister au *pomescik.* Ces ouvriers voulaient devenir les maîtres de l'usine à la façon dont ils jugeaient que la terre devait appartenir à ceux qui la travaillent. L'individualisme du paysan, qui rêve de devenir maître de sa terre, *hozhajin,* a pour homologue l'individualisme collectif des travailleurs d'une entreprise, animés d'une sorte de patriotisme de clocher (*skrypnik*) (49). Il est naturel que le mouvement autogestionnaire ait été d'autant plus vivace que l'usine était plus petite, car les modalités de prise en charge paraissaient à portée de la main, et la participation de tous assurée. Cela n'était pas

(47) Voir le tableau ci-joint, portant sur une cinquantaine de motions d'usines (annexe III).

(48) Le conseil des Anciens dont dérive le comité d'usine et qui est une sorte de transcription des habitudes du village, cf. Kaplan, *op. cit.* p. 404.

(49) *Okt.i Fabzavkom,* I. 190.

le cas pour les usines géantes, qui, vu leur importance, prirent la tête du mouvement des comités d'usine sans être pour autant autogestionnaires. Le projet d'autogestion leur parut utopique, anarchique. Les ouvriers des grandes usines en demeurèrent à la notion de contrôle ouvrier, apparemment proche des mots d'ordre bolcheviks. De fait, ils interprétèrent le contrôle ouvrier comme un système de modalités dont ils seraient les gardiens. Ce contrôle les garantirait contre les abus, les protégerait du chômage, sans doute plus encore, et ferait d'eux dans l'usine des participants dotés de droits. Les bolcheviks, pour qui « la gestion par plusieurs n'était pas plus du socialisme que la gestion par un seul » étaient favorables au contrôle mais hostiles au pouvoir de décision des ouvriers dans l'usine. Ils jugeaient que la prise en charge des usines par un Etat « ouvrier », c'est-à-dire par des institutions émanant du monde ouvrier, était à elle seule une garantie contre un système d'exploitation. Tel était, au fond, le sentiment de la plupart des militants, les anarchistes exceptés.

Le projet bolchevik, centralisateur, est exactement à l'autre pôle de l'autogestion ; toutefois, pendant quelques semaines, quand le capitalisme russe est encore en place et que le ralliement des ouvriers est une nécessité prioritaire, les expériences d'autogestion bénéficièrent encore d'une relative tolérance qui fut même bienveillante chez Lénine. L'action contre l'autogestion fut animée par Lozovskij au syndicat, justifiée sur le plan théorique par Bukharine. Pour eux, il était clair que l'autogestion était l'expression de l'idéologie anarchiste, latente dans le monde ouvrier (50).

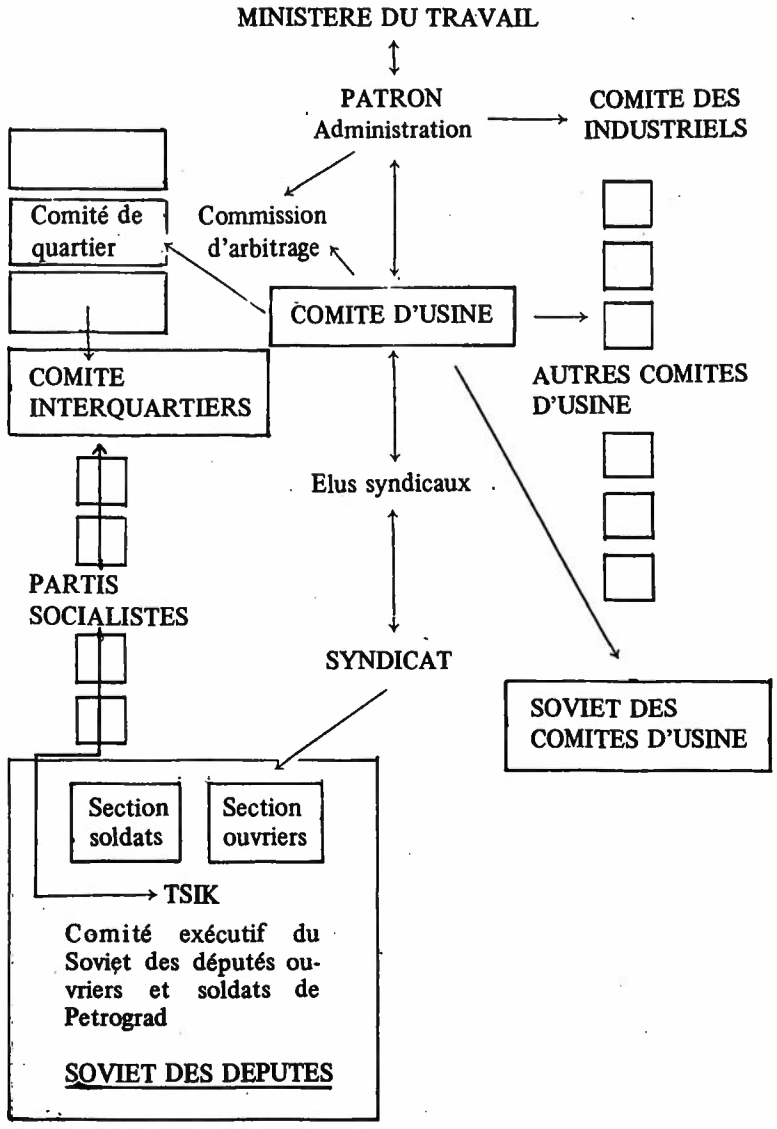
L'échec de l'autogestion, avant comme après Octobre, était dû à une infinité de données. L'aveu d'échec n'en était pas moins réel et, nolens volens, les travailleurs se rallièrent à la formule de la nationalisation avec contrôle ouvrier. Elle semblait mieux adaptée à une lutte

(50) *Programma kommunistov (bol'sevikov),* Moscou, 1918, réd. Bukharine, analysé dans Kaplan, *op. cit.*, p. 142 et suivantes.

contre le Capital et comme elle fut accompagnée de mesures immédiates contre le patronat et de multiples dispositions en faveur des travailleurs, elle fut ressentie comme une victoire de la révolution. En ce sens, elle l'était. Toutefois, plus que l'affaire des ouvriers eux-mêmes, la gestion des entreprises devenait désormais l'affaire de leurs organisations : soviets de contrôle ouvrier, syndicats, soviets des députés, ministères, tous contrôlés par le parti bolchevik. Une histoire qui désormais n'est plus celle de la classe ouvrière, mais de ceux qui, ayant bénéficié de sa confiance, allaient parler et agir en son nom.

Marc FERRO

ORGANIGRAMME DES RELATIONS EXTERIEURES D'UN COMITE D'USINE



Le Comité d'Usine a des liens directs avec le patron. Selon l'importance de l'usine, il est représenté ou non au Soviet des comités d'usine. Il choisit ses représentants à la commission d'arbitrage, au comité de quartier, éventuellement à la section ouvrière du Soviet des députés.

Annexe II

Résolution suicide de la commission de la conférence pan-russe des Comités d'usine sur la question de relations entre les comités d'usine et les syndicats :

1 - L'existence des comités d'usine et de fabrique est indispensable :

– pour le contrôle des bases du travail et l'organisation d'un ordre intérieur dans l'entreprise.

– pour le contrôle sur la production (adopté à l'unanimité).

2 - Chaque Conseil (soviet) des comités d'usine se divise en section par branches de la production (adopté à l'unanimité).

3 - Le contrôle des conditions de travail doit s'effectuer sous la direction des syndicats (pris à la majorité contre une voix).

4 - Chaque section, avec son accord, peut être validée par la section correspondante du syndicat en qualité de département du contrôle ouvrier auprès de ce syndicat. Elle en devient la section comités d'usine (adopté par 6 voix contre 3).

5 - La Conférence présente élit un Centre des comités d'usine qui est reconnu Département de la réglementation de la production et du contrôle ouvrier auprès du Soviet pan-russe des syndicats et du Conseil des syndicats (5 pour, 3 contre, 1 abstention).

6 - Sur ces mêmes bases s'établissent les relations entre les conseils locaux des comités d'usisne et les conseils locaux des syndicats (6 pour, 3 contre).

La résolution dans son ensemble est votée par 7 voix contre 2 (20 octobre 1971).

Membres de la commission : Amosov, Derysev, Utka, Vorob'eva, Buryskin, Levine, Petrovski, Lin'kov, Jur'ev.

Oktjabr'skaja revoljucia i Fabzavkomy, 2, p. 193.

Annexe III

Les ouvriers d'usine et le Parti bolchevik
Convergences et divergences
(septembre-octobre 1917)

Revendications et mots d'ordre communs aux bolcheviks et aux travailleurs	Revendications et mots d'ordre bolcheviks ne figurant pas dans les motions des travailleurs	Revendications et mots d'ordre des travailleurs ne figurant pas dans les motions du Parti bolchevik
Pas d'accord avec la bourgeoisie tout le pouvoir aux soviets		
Contrôle ouvrier sur la production	Nationalisation des principales branches de l'industrie	Contrôle sous la responsabilité des syndicats et des comités d'usine. Unité de l'entreprise
Imposition impitoyable des capitalistes et gros propriétaires et confiscation des bénéfices de guerre		Loi interdisant les lock-out et peine de mort
Dissolution de la Douma et du Conseil d'Etat		Fermeture des journaux bourgeois
Armement des ouvriers et des travailleurs		Désarmement et arrestation des contre révolutionnaires
Fin de la répression contre la classe ouvrière et les bolcheviks		
Livraison de produits tex-industriels à la campagne à des prix imposés		
Journée de 8 h et assurances sociales		Travail obligatoire pour les bourgeois
Paix démocratique	Publication des traités secrets	Expulsion de Russie des agents anglais et francais
Suppression de la peine de mort	Choix local des commissaires	
	Pensions égales à soldats et officiers	Amélioration des conditions de logement et des salaires
	Droit d'autodétermination aux nationalités, notamment Ukraine et Finlande	
	Vive l'assemblée constituante et la République démocratique	S'il le faut, nous agirons par nous-mêmes

Ce tableau fait apparaître plusieurs points :

– Une convergence sur les problèmes d'ensemble.

– Une divergence caractérisée sur les problèmes du contrôle ouvrier et de la gestion des usines. Elle a été analysée plus haut.

– Une différence d'appréciation sur la nature du bouleversement révolutionnaire : les mesures contre les personnes ou contre les libertés « bourgeoises » n'émanent pas du parti bolchevik mais des classes populaires.

Comparé aux aspirations de la classe ouvrière, lors de la chute du tsarisme (M. Ferro, *La Révolution de 1917,* tome 1, p. 174), ce tableau donne la mesure de la radicalisation de la classe ouvrière entre février et octobre : en février, elle demandait seulement une amélioration de ses conditions de vie ; en octobre, elle en demande la transformation. Le problème du salaire a pratiquement disparu du Cahier des revendications.

Comparée aux mots d'ordre des soldats à la veille d'octobre, la différence apparaît aussitôt : l'alignement des soldats sur le programme bolchevik est manifeste, pas celui des ouvriers : la bolchevisation de l'armée est à son zénith, les conflits entre la classe ouvrière et le parti s'annoncent déjà à l'horizon.

LE MARXISME ANTI-AUTORITAIRE DE ROSA LUXEMBURG

La « spontanéité » des masses et la « direction » du parti

Yvon BOURDET

Il s'agit ici de définir, contre la social-démocratie allemande et contre le bolchevisme, la troisième voie de Rosa Luxemburg. Pour ce faire, on laissera de côté toute son œuvre économique, bien qu'elle ait été rééditée – en même temps que la plupart de ses autres écrits – à l'occasion du centenaire de sa naissance et du cinquantenaire de sa mort (1).

---

(1) On peut signaler, dans la « petite collection maspero » *Oeuvres I* (Réforme ou révolution ? Grève de masse, parti et syndicats) présentation et traduction par Irène Petit, Paris, 1969, 176 p. et *Oeuvres II* (écrits politiques 1917-1918) présentation et traduction par Claudie Weill, Paris, 1969, 138 p. (Le même éditeur avait publié deux ans plus tôt une édition complète de *l'accumulation du capital* et un numéro spécial de la revue *Partisans,* intitulé : « Rosa Luxemburg vivante », décembre-janvier 1969). Voir aussi *Introduction à l'économie politique,* préface d'Ernest Mandel, ed. Anthropos, 278 p. *La crise de la social-démocratie,* Bruxelles, éditions la Taupe, 1970. André Nataf *Le marxisme et son ombre ou Rosa Luxemburg,* Paris, Balland 1970, 208 p., Dominique Desanti, *L'œuvre et la vie de Rosa Luxemburg,* suivi de lettres à Karl et Louise Kautsky par Rosa Luxemburg Paris, 1970, PUF, 212 p. *Le socialisme en France* (1898-1912) introduction de Daniel Guérin, Paris Belfond, 1971, 247 p. et les *Textes* choisis par Badia, ed. sociales, qui comprennent quelques inédits. Il faut faire une place à part à l'importante édition des *Lettres à Léon Jogichès,* traduites du polonais par Claire Brendel, choisies et présentées par Victor Fay d'après l'édition polonaise de Félix Tych, Paris, Denoël-Gonthier, 1971, 2 vol. 349 et 342 p. (voir à ce propos mon compte rendu dans *l'Homme et la Société,* N. 24-25, avril-septembre 1972, p. 249-263. Ce compte rendu et le présent article qui lui fait suite ont été publiés en italien : « Quotidianità e prassi rivoluzionaria in Rosa Luxemburg », dans *Analysi et documenti,* Bologna, N. 6-8, sept. 74, p. 8-41).

Ces lettres viennent d'être complétées par le premier volume de la correspondance de Rosa Luxemburg : *Vive la lutte,* 1891-1914, textes réunis, traduits et annotés par Gilbert Badia, Georges Haupt, Irène Petit et Claudie Weil, Maspero 1975, 424 p.

Malgré l'attention qu'éveille légitimement tout ce qui, de près ou de loin, touche à Rosa Luxemburg, il semble que la théorie de *l'accumulation du capital* ne conserve plus guère qu'un intérêt historique. Cependant, le prestige de l'auteur est tel qu'on se résigne difficilement à une telle conclusion. Dans une préface à *l'Introduction à l'économie politique* (préface qui est, au demeurant, une mise au point très claire et sobre) Ernest Mandel relève avec complaisance et mépris toutes les bévues de Kautsky ; quand il ne se trompe pas, c'est qu'il ne fait, avec tout le pédantisme allemand, que des condensés vulgarisés de Marx ; au sujet des formes modernes du capitalisme (à propos des cartels, des trusts ou des monopoles) si Mandel signale honnêtement que Rosa Luxemburg n'a pas bien saisi la nouveauté du phénomène analysé par Hilferding, il n'éprouve pas le besoin de préciser que sur ce point, Kautsky avait vu plus juste que Rosa Luxemburg. Finalement, de l'aveu même de Mandel, à peu près tout ce qui est nouveau par rapport à Marx chez Rosa Luxemburg est faux, notamment la thèse centrale de l'Accumulation du capital selon laquelle il est impossible de « réaliser toute la plus-value en reproduction élargie, sans intervention d'acheteurs non-capitalistes ». C'est en effet la pierre angulaire de tout le « système » de Rosa Luxemburg et Mandel dans sa courte mais dense préface donne les preuves de la méprise de Rosa Luxemburg. Il n'en reste pas moins qu'elle est géniale et pleine de fraîcheur dans ses errements tandis que Kautsky est lourd et poussiéreux même s'il dit vrai. Mandel tente de justifier astucieusement ce parti-pris en disant que Kautsky ne fait que répéter des réponses tandis que Rosa a l'audace intellectuelle de voir des questions là où les gens sans génie ne voient que des conclusions.

En même temps que ces éditions et rééditions des œuvres mêmes de Rosa Luxemburg, il faut signaler les importantes études de Gilbert Badia, l'essai d'Alain Guillerm : *Le luxembourgisme aujourd'hui, Rosa Luxembourg et les conseils ouvriers*, Spartacus, 1970, 60 p. et les traductions françaises des deux plus intéressantes biographies de Rosa Luxemburg : celle de Paul Frölich, parue chez Maspero en 1965 390 p. et celle de J. P. Nettl, *La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, Maspero, 1972, 964 p.

Mandel répète ainsi, en hommage à Rosa Luxemburg, ce que Althusser dit de Marx. En réalité l'admiration de Mandel et d'autres n'a pas pour origine les réponses « insuffisantes et en partie erronées » (2) de Luxemburg au sujet de l'accumulation du capital et plus généralement de l'économie politique. D'où lui vient donc son charisme ? Pour une large part, certes, de sa personnalité si séduisante et de l'admiration qu'inspirent « les témoins » qui se font « égorger ». Mais je crois aussi que cette passion pour Rosa Luxemburg est motivée par un puissant espoir. Sa vie et son œuvre n'indiquent-elles pas que le mouvement marxiste n'est pas condamné à ses deux impasses historiques : celle de la social-démocratie et celle du bolchevisme ?

L'analyse qui suit a pour but de rechercher si cette troisième voie de Rosa Luxemburg a une originalité réelle et une véritable consistance. Et il ne s'agit pas ici de situer Rosa Luxemburg, d'une façon rhétorique, entre deux excès : Kautsky et Lénine, pour la bonne raison que, sur la question centrale qui nous occupe (en l'espèce, le rôle du parti communiste) Lénine s'est appuyé sur Kautsky pour se séparer de Marx. Cette simple remarque révèle le degré de paresse intellectuelle de tant de soi-disant marxistes qui, au vu du titre d'un pamphlet tardif de Lénine, accusent Kautsky de n'avoir jamais su faire autre chose que répéter Marx et en même temps de le trahir. Certes, quand les conditions historiques ont changé, être fidèle à Marx, ce n'est pas le recopier, mais étudier scientifiquement les nouvelles données. Or il se trouve qu'à propos du rôle du parti, Lénine innove précisément en recopiant Kautsky, avec éloge, dans *Que faire ?* (3).

(2) Comme il dit en conclusion de sa préface, op. cit., p. XXVI.

(3) Il n'est pas possible, dans un article sur Rosa Luxemburg, d'entrer dans le détail de cet emprunt de Lénine à Kautsky. Ceux qui seraient surpris par ce rappel, peuvent utilement se reporter aux développements que nous avons consacrés à cette affaire (*La délivrance de Prométhée*, Paris, Anthropos, 1970, p. 45 à 130).

Pour situer à grands traits le débat, il suffit de rappeler que pour Kautsky et pour Lénine, la théorie révolutionnaire doit être apportée de l'extérieur au prolétariat par des intellectuels d'origine bourgeoise. Par lui-même, le prolétariat, obnubilé par la pression de la classe dominante, ne peut pas prendre conscience de son exploitation ; il peut bien revendiquer certains aménagements de cette exploitation mais il ne peut concevoir la contradiction du système, ni la nécessité d'une révolution totale. Pour l'informer et diriger ses révoltes vers la révolution, il faut créer un parti, constitué par une minorité de révolutionnaires professionnels, c'est-à-dire recrutés et payés pour préparer la révolution. De fait Kautsky et Lénine furent (pour une large part et pendant longtemps) des « permanents » du parti. Or, dans le *Manifeste du parti communiste,* Marx avait écrit : « Les communistes ne constituent pas un parti particulier en face des autres partis ouvriers. Ils n'ont pas d'intérêts séparés de ceux du prolétariat tout entier. Ils ne posent pas de principes particuliers sur lesquels ils veulent modeler son mouvement » (4). Marx et Engels sont souvent revenus sur le même thème : le parti, dans son grand sens historique, c'est le mouvement autonome de l'ensemble du prolétariat. Tout comme Rosa Luxemburg plus tard, la militance au sein d'un parti les ennuyait et les irritait profondément (5). En ce sens, par delà Kautsky et Lénine, Rosa Luxemburg reprend entièrement la thèse de Marx et adopte la même attitude que lui à l'égard du prolétariat. On le sait bien puisque, sous prétexte de célébrer « Rosa Luxemburg vivante », à l'occasion du cinquantenaire de sa mort, de jeunes tribuns (dont la référence à Trotski désigne avant tout leur désir de remplacer la « direction » stalinienne « à la tête » de la classe ouvrière, sans rien changer aux mécanismes de

(4) Trad. E. Bottigelli, édition bilingue, Paris, 1971, Aubier-Montaigne, p. 109.

(5) Pour retrouver, sur ce thème, les principaux textes de Marx rassemblés, voir l'article « Karl Marx et l'autogestion », in : *Autogestion et Socialisme,* N. 15, p. 83-115.

l'appareil centralisé du parti) cherchent à invalider l'alternative que Rosa Luxemburg présenterait à la théorie léniniste de l'organisation, en n'y voyant qu'un « contrepoint fragmentaire » où se mêlent « les soubresauts affectifs et les trivialités » (on les admire bien là les futurs beaux dirigeants de la classe ouvrière, impassibles et nets dans leurs faux-cols amidonnés) et il est comique de voir de prétendus disciples de ces empiristes géniaux que furent Lénine et Trotski considérer l'œuvre de Rosa Luxemburg comme « une arlequinade bariolée » (6). On ne suivra ici qu'un seul de leurs conseils : celui de « revenir aux textes », et aux faits, en leur conseillant en même temps de sociologiser leur talmudisme léniniste, fût-il un peu teinté de philosophie par Lukacs. Il est en effet proprement stupéfiant, après un demi-siècle de stalinisme, de les voir écrire que l'« opposition mécanique » que Rosa Luxemburg établissait entre « centralisme et démocratie » [...] « relève plus d'un hégélianisme mal digéré que de la dialectique marxiste » (7) comme si leur « dialectique marxiste » n'était justement pas l'exemple type de « l'hégélianisme mal digéré » voire à peine absorbé. Quant à la « confusion » qu'on lui reproche d'avoir faite entre le « théorique » et le « politique » (8), elle est elle-même très significative lorsqu'on sait – comme Lukacs l'a reconnu à la fin de sa vie (9) – que c'est justement la *séparation* de ces deux ordres qui est la cause profonde du stalinisme dont, dès lors, l'origine léniniste est évidente.

Cependant, même si on néglige ces prises de position intéressées des « dirigeants » en miniature, il reste, semble-t-il, une objection : à la différence de Marx qui ne le fit pour ainsi dire qu'occasionnellement, Rosa Luxemburg n'a-t-elle pas, durant toute sa vie, milité au sein de partis politiques et n'a-t-elle pas appartenu à ce qu'on appelle

(6) In : *Partisans,* N. 45, décembre-janvier 1969, p. 10

(7) Ibid., p. 15.

(8) Ibid., p. 23.

(9) Bernie Taft : « Testament of George Lukacs », in *Austrian left review,* septembre 1971, p. 47.

« l'appareil » ? Il faut donc se demander si elle y joua le jeu du centralisme (démocratique) ou non. Nettl, dans sa biographie, nous fournit sur ce point d'utiles éléments d'appréciation.

Dans la domination bureaucratique (et d'ailleurs dans toutes les formes historiques de la domination de classes) on connaît le rôle du *secret*. Les minorités dirigeantes, imbues de leur « conscience supérieure », filtrent les informations destinées aux troupes et créent ainsi une situation objective d'inégalité qui rend les masses incapables de juger en connaissance de cause et qui « justifie » par ricochet la direction minoritaire des chefs géniaux. Dans cette perspective il est hautement significatif qu'en plein congrès social-démocrate, Rosa Luxemburg ait été accusée *d'indiscrétion* par Bebel, le chef de l'appareil : « Il est clair que la camarade Luxemburg a commis une sérieuse indiscrétion en publiant la lettre du camarade Molkenburg ». [...] « elle s'est comportée de la même manière avec Kautsky l'année dernière » (voilà donc une récidiviste qui ne pourra que recommencer, il faut donc se tenir sur ses gardes avec cette femme qui ne joue pas le jeu des secrets d'appareil) et Bebel poursuit : « Depuis ce moment-là, je me suis juré, non pas tant de ne plus écrire à la camarade Luxemburg, ce qui ne serait pas possible, mais de ne jamais écrire quoi que ce soit dont elle pût se servir plus tard » (10). Voilà, puisqu'elle divulgue les secrets, on ne lui dira plus rien ; elle sera traitée comme un militant de base ou subalterne. Bebel prit soin d'ajouter qu'il n'était pas seul de son avis : « Cela concorde avec l'opinion que le Bureau socialiste international a de vous » (11). Un peu plus loin, Nettl prend la peine de préciser que, dans toute cette affaire, « Lénine et Plekhanov s'étaient tous deux trouvés du côté des partisans de la discipline » (12), de la discipline du centralisme sectaire. On s'en serait douté. La réplique de Rosa

(10) Congrès d'Iéna, 1911, *Protokoll*, p. 216-217, in *Nettl*, op. cit., p. 429.
(11) Ibid.
(12) Nettl, op. cit., p. 433.

Luxemburg du haut de la tribune du congrès est non moins intéressante. Loin de faire acte de contrition, elle contre-attaque : « Je ne nie pas le fait que c'est une indiscrétion de la part d'un membre du parti de discuter en public des activités de la direction du parti, dans l'intérêt du parti tout entier » (la question est justement de savoir si « l'intérêt du parti tout entier » se confond avec celui de l'élite dirigeante) » mais, continue Rosa Luxemburg, je vais plus loin et je déclare : la direction du parti est coupable d'avoir négligé son devoir, de ne pas avoir exposé le cas tout entier. C'était son devoir de publier la correspondance et de la soumettre aux critiques du parti. Honnêtement, il ne s'agit pas de simples formalités, mais d'une question très importante »... (13). Et plus importante même que ne le dit Rosa Luxemburg qui, en l'occurence, se contente de parler d'une éventuelle « négligence » de la direction du parti. Loin d'être une « négligence », l'occultation de certaines informations résulte de l'essence même du centralisme-sectaire. Sans en faire peut-être la théorie, Rosa Luxemburg décelait d'instinct (ou, comme on dit, d'une façon « affective et triviale ») le danger mortel de ce comportement. Ceux qui ont lu les lettres à Jogichès savent l'extraordinaire sincérité de Rosa Luxemburg et l'authenticité de toutes ses démarches. Nettl en donne d'autres multiples témoignages, plus précisément relatifs cette fois à sa pratique quotidienne au sein du parti socialiste polonais (14). Tandis que les autres partis, écrit-il, faisaient parvenir leurs protestations par « les voies officielles » (médiation des conférences et comités) « les dirigeants de la SDKPIL préféraient échanger librement leurs opinions. La cohésion du parti n'était pas le résultat de la discipline ni d'un acte de volonté. Elle naissait plutôt d'un accord sur certaines questions importantes – ce consensus était plus qu'une simple communauté d'opinion sur la tactique ou la stratégie – c'était

(13) *Protokoll*... 1911, p. 204, in : *Nettl*, op. cit., p. 430.
(14) Le SKDPIL (parti social démocrate du royaume de Pologne et de Lithuanie.

un mode de vie commun » (15). Ce disant, Nettl rejoint tous ceux qui ne veulent voir dans cette pratique politique de Rosa Luxemburg qu'un produit des circonstances (une sorte d'échange affectif au sein d'un petit groupe de juifs émigrés) (16) et non le signe d'une pensée anti-autoritaire. Toutefois il ajoute honnêtement que Rosa Luxemburg et ses amis fondaient cette pratique sur une théorie d'anti-agitation-groupusculaire par la reprise de la thèse marxienne de l'efficacité de la diffusion du vrai. Pour eux, il valait beaucoup mieux hâter l'approche de la révolution en exprimant clairement et publiquement sa pensée – ils étaient tous confiants dans la puissance du verbe – que de perdre son temps à constituer des petites cellules de fidèles sectaires, en croyant que des créations aussi artificielles pourraient se substituer ou même aider au soulèvement social à venir. « C'est ici remarque Nettl, que réside la grande différence entre ces Polonais et les bolcheviks de Lénine, c'est sur cet arrière-plan que se fonde la dispute de 1904 entre Rosa Luxemburg et Lénine » (17).

Cette prise de position stratégique entraînait une conception particulière du rôle des intellectuels dans la propagande du parti et il est significatif de constater qu'à ce sujet Rosa Luxemburg reprend les arguments par lesquels Max Adler contestait les méthodes de vulgarisation du marxisme par Kautsky (18). Lors du congrès du parti socialiste allemand, du 13 au 19 septembre 1908, répondant à ceux qui prétendaient que l'école du parti (dont elle était le professeur d'économie politique) ne préparait pas assez ses élèves aux tâches pratiques (disons à la cuisine) du militantisme, elle posa la question de savoir si cette école devait fournir un enseignement

(15) Nettl, op. cit., p. 259.

(16) Cet aspect n'était certes pas tout à fait négligeable. Nettl rappelle qu'attaqués de l'extérieur, les « Polonais » se défendaient les uns les autres sans condition, tandis que Lénine n'hésitait pas à s'adjoindre des gens de l'extérieur, voire des ennemis pour obtenir une majorité dans son propre parti (Ibid., p. 260).

(17) Ibid., p. 259-260.

(18) Voir à ce sujet, Max Adler, *Démocratie politique et démocratie sociale*, Paris, 1970, Anthropos, préface p. XII et suiv.

général ou former pratiquement des propagandistes qui n'auront qu'à répéter des topos. Selon Rosa, les partisans de cette seconde thèse « méconnaissaient tout simplement la capacité des ouvriers à tirer des enseignements des expériences quotidiennes, autrement dit, ils niaient ce fondement du développement de la conscience de classe telle qu'elle est postulée par le marxisme » et Rosa Luxemburg ajoutait plus précisément : « Ils ne se rendent absolument pas compte que la classe ouvrière apprend [...] à travers sa vie quotidienne [et que] ce dont les masses ont besoin, c'est d'une éducation générale... » (19). En d'autres termes, il ne faut pas leur remplir la tête de vérités toute faites et simplifiées (la direction se réservant les secrets d'Etat et la haute théorie) mais les rendre aptes à déchiffrer leur propre condition en les exerçant aux méthodes de l'analyse scientifique des situations. Comme on le voit, il ne s'agissait pas là de « simples formalités » ou de divergences tactiques mais de deux conceptions radicalement différentes : celle de l'autoémancipation prolétarienne opposée à la thèse élitaire des « sauveurs ». Ainsi, étant donné qu'une petite minorité élue (par qui ?) n'était pas dépositaire du salut de l'humanité, ni un guide à l'infaillibilité auto-proclamée, cela ne pouvait manquer d'avoir des incidences sur le fonctionnement de la direction du parti. Ici le témoignage naïf de Nettl est précieux car le biographe qui n'a aucune théorie du militantisme à défendre a le grand mérite de décrire le fonctionnement du parti avec une louable platitude. Voici, par exemple, comment il « explique » de façon charmante l'anti-autoritarisme au sein du SDKPIL : « Les [...] dirigeants changeaient souvent de résidence. Une telle dispersion explique la souplesse des rapports dans le parti : on préférait envoyer des lettres d'explication pour essayer de convaincre que des instructions sévères. Dans une large mesure, les personnalités de l'élite du parti agissaient de leur propre initiative, selon leur gré et leurs habitudes. Les ordres étaient rares » (20). Il ajoute :... « cette situation

(19) *Protokoll...*, p. 231, in : Nettl, op. cit., p. 378.

(20) Nettl, op. cit., p. 256.

n'était pas fortuite [...] elle fournissait justement le *milieu* dans le lequel le génie particulier de Rosa Luxemburg pouvait s'épanouir [...] Le bolchevisme, à ce moment-là ou plus tard, était inconcevable » (dans le parti polonais) (21). Puis, dépassant sa première explication par la dispersion, il remarque que « cette méthode d'action très souple et très libre ne doit pas être attribuée à un défaut d'organisation : elle était au contraire voulue, et on la respectait jalousement » (22), ou encore : « Tandis que les Russes et les Allemands parlaient toujours de leur " parti ", les dirigeants polonais préféraient le terme de " société coopérative ", tout au moins dans leurs relations privées entre eux » (23) et, sans pouvoir se défaire de son besoin d'une explication cette fois psychologique par l'absence de conflit de génération, il souligne la réussite de la collaboration entre « gens d'une même génération unis par un sentiment d'égalité exceptionnelle » (24). Puis à la fin, oubliant ses motivations conjoncturales, il constate la généralisation (« inconsciente » ?) de cette conduite dans un tout autre contexte : « Les relations personnelles, les conduites, les manière de concevoir la vie et le travail jouèrent dans le groupe Spartacus un rôle inconsciemment inspiré du modèle polonais » (25).

Mais suffit-il que les « dirigeants » se comportent entre eux d'une façon égalitaire et réalisent un temps, effrayés, après la mort du chef, un semblant de « direction collective » au sein de laquelle la pratique du « peer group » (pour employer une formule qu'affectionne Nettl, teinté de psycho-sociologisme) change bientôt le *primus inter pares* (exemple type de « dialectique » verbale) en un *primus* tout court et, comme il se doit, en un *primus super dispares* (26). En réalité, il est question de bien

(21) Ibid.,
(22) Ibid., p. 257.
(23) Ibid., p. 258.
(24) Ibid., p. 260.
(25) Ibid.
(26) Le « premier parmi des égaux » devient vite « le premier au-dessus d'inégaux ».

autre chose et plus précisément des relations entre la « direction » du parti et « les masses ». Sur ce point, comme on le sait, Rosa Luxemburg a toujours été et est toujours restée radicalement opposée au centralisme bureaucratique de Lénine. Après la parution de *Que faire ?* et de *Un pas en avant, deux pas en arrière,* elle se livra à une critique sévère des thèses de Lénine dont on ne connaît guère que la phrase célèbre : « L'ultra-centralisme défendu par Lénine nous apparaît comme imprégné non point d'un esprit positif et créateur, mais de l'esprit stérile du veilleur de nuit » (27). Toutefois, Rosa Luxemburg ne se distingue pas seulement par ses formules brillantes ; sa critique est fortement argumentée. Elle montre d'abord le caractère superficiel de la différence que Lénine veut établir entre sa conception et celle de Blanqui. Assurément ce dernier n'avait besoin que d'une poignée de conjurés en armes et Lénine veut rester à la tête de la classe ouvrière ; or, c'est justement cette prétention rectrice, ce rôle extérieur de remorqueur que critique Rosa Luxemburg : « Radicalement différentes (de cette action blanquiste de l'extérieur) sont les conditions de l'activité de la social-démocratie. Elle surgit historiquement de la lutte de classe élémentaire » (et non par l'agitation de petits groupes de commandos). L'action militante se met dans cette contradiction dialectique que *ce n'est qu'au cours de la lutte que l'armée du prolétariat se recrute et qu'elle prend conscience des buts de cette lutte* » (28). Dès lors le centralisme de Lénine est en dehors de la réalité et ne peut échapper au reproche de blanquisme : « L'établissement du centralisme sur ces deux principes : *subordination aveugle* de toutes les organisation jusque dans le moindre détail, vis-à-vis du centre, qui seul pense, travaille et décide pour tous, et la *séparation rigoureuse* du noyau organisé par rapport à

(27) « Organisationsfragen in der russischen Sozial-Demokratie, in : *Neue Zeit* 1903-1904, vol. II. En français dans le N. 7 *Cahiers mensuels Spartacus,* juillet 1946, p. 25.
(28) Ibid., p. 21 (souligné par Y. B.).

l'ambiance révolutionnaire – comme l'entend Lénine – nous paraît donc une transposition mécanique des principes d'organisation blanquistes de cercles de conjurés dans le mouvement socialiste des masses ouvrières » (29). C'est qu'en effet « la social-démocratie *n'est pas liée à l'organisation* de la classe ouvrière, elle est *le mouvement propre* de la classe ouvrière » (30). Le centralisme social-démocrate « est pour ainsi dire un " autocentralisme " de la couche dirigeante du prolétariat, c'est le règne de la majorité à l'intérieur de son propre parti ». Au lieu d'un comité central tout-puissant ayant le pouvoir « de nommer les membres effectifs de toutes les organisations locales de Genève à Liège et de Tomsk à Irkoutsk » la direction du parti doit être « le moi collectif de la classe ouvrière (...) les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et précieuses que l'infaillibilité du meilleur " Comité central " » (31).

Pour la première raison, naturellement que cette prétendue infaillibilité n'est que pure vantardise. Et Rosa Luxemburg fait alors une remarque qu'elle présente comme une observation et qui avait une valeur prophétique. Elle écrit, en effet, dès 1904 : « Le rôle des organes directeurs du Parti socialiste revêt dans une large mesure un caractère conservateur : comme le démontre l'expérience, chaque fois que le mouvement ouvrier conquiert un terrain nouveau, ces organes le labourent jusqu'à ses limites les plus extrêmes, mais le transforment en même temps en un bastion contre les progrès ultérieurs » (32).

Elle avait déjà observé que dans tous les grands mouvements de grève « l'initiative et la direction consciente des organisations social-démocrates » n'avaient « joué qu'un rôle insignifiant », car, ajoutait-elle, « dans ses grandes lignes, la tactique de lutte de la social-démocratie n'est (...) pas à inventer » (par un quarteron de notables) ; elle est le résultat d'une série ininterrompue de grands actes créateurs de la lutte de classe souvent spontanée, qui cherche son chemin » (33). L'Histoire a ses ironies : on verra, en 1917, le théoricien et le praticien du centralisme du groupe dirigeant, obligé de court-circuiter son propre comité central (qui joue le rôle conservateur décrit à l'avance par Rosa Luxemburg) et s'adresser directement « aux masses » (34). Voilà quel était le résultat de ce que Rosa Luxemburg appelait « l'esprit de caserne de l'ultracentralisme préconisé par Lénine » (35). Et il ne s'agit pas là d'une injure « triviale » prononcée au hasard ; Lénine était allé jusqu'à « glorifier l'action éducative de l'usine (capitaliste) qui *habitue* le prolétariat à la discipline et à l'organisation » ; en ce cas, faisait remarquer Rosa Luxemburg, l'armée, le bureaucratisme et tout le mécanisme de l'Etat centralisé sont à célébrer (36). On ne peut multiplier les citations, c'est la brochure entière qu'il faut lire (37). De plus, Rosa Luxemburg a souvent dans d'autres textes abordé ce même thème qu'elle a défendu jusqu'à la fin de sa vie.

Dans *Grève de masses, parti et syndicats,* en 1906, elle voit dans la Révolution russe de 1905, une confirmation de sa critique de Lénine : en Russie « tout d'abord

(29) Ibid.

(30) Lukacs a excellemment traduit en son langage les mots que nous soulignons : « Rosa Luxemburg a reconnu de bonne heure que l'organisation est bien plutôt une conséquence qu'une condition préalable du processus révolutionnaire (« Rosa Luxemburg marxiste », in : *Histoire et conscience de classe,* Paris 1960, ed. de Minuit, p. 63).

(31) *Marxisme contre dictature* (Cahiers Spartacus N. 56).

(32) Ibid., p. 24.

(33) Ibid.

(34) Voir, à ce sujet, notre étude : « Le parti révolutionnaire et la spontanéité des masses ou les contradictions de Trotsky dans l'histoire de la Révolution russe » dans le N. 15-16 de *Noir et Rouge* (1960), repris in *Communisme et marxisme,* Paris, Brient, 1963, p. 15-37.

(35) Cahiers Spartacus, N. 56, déjà cité, p. 26.

(36) Ibid., p. 22.

(37) Immédiatement, Lénine interpréta l'attaque de Rosa Luxemburg comme une entreprise de « désorganisation du parti », dans une lettre à Huysmans, du 24 juillet 1905 (voir ed. G. Haupt, Mouton, 1963) où il se plaignait que Kautsky ait refusé de publier, dans la *Neue Zeit,* sa réponse à Rosa Luxemburg. Pour une étude plus détaillée de cette polémique, voir Luciano Amodio : « La confrontation Lénine-Luxemburg sur l'organisation du parti », in : *Quaderni Piacenti,* vol. IV, N. 21, janvier-février 1965, p. 3-20.

l'occasion qui déclencha le mouvement fut fortuite et même accessoire, l'explosion fut spontanée » (38). L'insurrection ne fut aucunement déclenchée par un quelconque « ordre » du comité central des révolutionnaires professionnels. Certes, et nous y reviendrons, par « spontané » il ne faut point entendre « réaction brut d'ignorants » (39). Comme nous l'avons vu, elle croyait à l'efficacité de la parole, de l'enseignement (elle même ne cessa de parler ni d'écrire) puisqu'elle observe que par la manière « dont le mouvement fut mis en branle se manifestèrent les fruits de la propagande menée pendant plusieurs années » (40). Mais cette éducation générale n'a rien à voir avec une direction militaire car la grève de masse « refuse de fonctionner au moment où l'on croit pouvoir compter sur elle en toute sécurité. Tantôt la vague du mouvement envahit tout l'Empire, tantôt elle se divise en un réseau infini de minces ruisseaux ; tantôt elle jaillit du sol comme une source d'eau vive, tantôt elle se perd dans la terre » (41). Rosa Luxemburg poursuit : « Elle est la pulsation vivante de la révolution et en même temps son moteur le plus puissant (...) elle n'est pas un moyen ingénieux pour renforcer l'effet de la lutte prolétarienne, la force de manifestation de la lutte prolétarienne au cours de la révolution » (42). Nos « dirigeants » en herbe qui ne rêvent rien tant que d'être des grands généraux de la révolution, au lieu d'interpréter autrement (s'ils le pouvaient) les faits sur lesquels elle s'appuie, trouvent plus habile de se gausser du style lyrique et vitaliste de Rosa Luxemburg. Comme s'il s'agissait ici d'une question de style.

(38) Rosa Luxemburg *Grève générale, parti et syndicats* (Cahiers Spartacus) et *1848-1905, étapes de la Révolution* dans *Oeuvres I*, Maspero, 1969, p. 105.

(39) On connaît, sur ce point, « l'habileté » de Lénine dans *Que faire ?* Il commence par donner de la spontanéité des définitions vicieuses qui l'aident grandement ensuite pour sa « réfutation » (voir, pour l'analyse critique de ce procédé : *La délivrance de Prométhée*, p. 50-71).

(40) Rosa Luxemburg, *Oeuvres*, ed. cit., p. 105.

(41) Ibid., p. 127.

(42) Ibid., p. 128.

Leur ironie a été cependant, déjà depuis longtemps, remise en place par Lukacs dans son article sur « Rosa Luxemburg marxiste » (43). Analysant le « scepticisme » qui « s'enveloppe en vain du noble manteau » de l'objectivité « scientifique » de ceux qu'il appelle « les libres penseurs petits-bourgeois » de la révolution, Lukacs dénonce sous l'accusation de marxisme religieux, « chez les meilleurs » le désespoir, chez les pires le « vide intérieur », et, chez tous « l'isolement » par rapport au « prolétariat, à ses voies et à sa vocation ». En effet ce qu'ils appellent croyance et ici « vitalisme » et qu'ils cherchent à rabaisser en le qualifiant de « religion », n'est que la certitude du déclin du capitalisme, « la certitude de la victoire finale de la révolution prolétarienne ». Certes, on peut se demander, dans ces conditions, à quoi pourra servir l'appareil du parti. Rosa Luxemburg n'a pas, à ce sujet, de position extrême ou sectaire. La « direction politique » dit-elle, « se transformera automatiquement en une certaine direction technique » (44). Il ne faut donc pas surestimer « la petite guerre de grenouilles et de rats dans les eaux stagnantes du parlementarisme » (45) ni, ajouterons-nous, dans les eaux à peine un peu plus grouillantes des états-majors des partis politiques. Quoiqu'il en soit, il reste qu'« ... en Russie la grève de masse (n'a pas été) le produit artificiel d'une tactique imposée par la social-démocratie, mais un phénomène historique naturel né sur le sol de la révolution actuelle » (46).

Quatre ans plus tard. Rosa Luxemburg n'avait pas changé d'avis. Elle écrivait, par exemple, en mars 1910, à Konrad Haenisch : « Je considère qu'il est urgent de porter la discussion devant les masses les plus larges. Les masses doivent décider ». A la même époque, même si elle évoquait les chefs de l'avant-garde du prolétariat, elle ajoutait qu'ils ne devaient pas être des membres du

(43) in *Histoire et conscience de classe*, Paris, 1960, p. 65.

(44) Rosa Luxemburg, *Oeuvres I*, ed. cit., p. 137.

(45) Ibid., p. 146.

(46) Ibid., p. 152.

gouvernement du parti, qu'il fallait supprimer chez Lénine l'élément jacobin de domination autoritaire : « Même à l'intérieur du parti de classe du prolétariat, tout mouvement décisif et important doit émaner, non pas de l'initiative d'une poignée de dirigeants, mais de la détermination et de la conviction de la masse des membres du parti » (47). En 1914, devant ses juges du tribunal de Francfort, son opinion n'avait pas varié : « les grèves de masse constituent une *période déterminée de l'évolution actuelle* et [...] à ce titre elles ne sauraient être « fabriquées » pas plus qu'on ne « fabrique » une révolution. Les grèves de masse sont une *étape de la lutte de classe* à laquelle, il est vrai, l'évolution actuelle conduit avec la nécessité d'un phénomène naturel. Tout notre rôle [...] consiste à *faire prendre conscience à la classe ouvrière de cette tendance de l'évolution,* afin que les ouvriers constituent une masse populaire éduquée, disciplinée, résolue et agissante et soient ainsi à la hauteur de leur tâche » (48). Après la révolution russe de 1917, Rosa n'a aucunement besoin de modifier son point de vue selon lequel le rôle des masses ne doit jamais être accaparé par quelqu'un d'autre. Cela ne l'empêche pas d'applaudir les bolcheviks d'avoir réussi à gagner une majorité à leur point de vue (49), bien qu'elle estimât dangereuses les concessions

(47) D'après *Was weiter,* in : *Dortmunder Arbeiter Zeitung,* du 14 mars 1910, cité par Nettl, op. cit., p. 409.

(48) D'après le *Vorwärts* du 22 février 1914, in Nettl, op. cit., p. 475.

(49) Voici, plus précisément, à ce sujet, les propres mots de Rosa Luxemburg : « Les bolcheviks ont ainsi (en lançant le mot d'ordre « tout le pouvoir aux mains des ouvriers et des paysans ») résolu l'illustre question de la « majorité du peuple », cauchemar qui oppresse depuis toujours les sociaux-démocrates allemands (...) pour faire quelque chose, il faut d'abord avoir la majorité. Donc pour la révolution également, il nous faut d'abord devenir « une majorité ». Mais la véritable dialectique de la révolution inverse ce précepte de taupe parlementaire : on ne passe pas de la majorité à la tactique révolutionnaire mais de la tactique révolutionnaire à la majorité. Seul un parti qui sait diriger c'est-à-dire faire avancer, gagne ses adhérents dans la tempête. La fermeté de Lénine et de ses amis à lancer au moment décisif le seul mot d'ordre mobilisateur (...) a fait presque en une nuit de cette minorité persécutée, calomniée, illégale, dont les chefs étaient comme Marat, contraints de se cacher dans les caves, la maîtresse absolue de la situation ». (*Sur la révolution russe,* in Maspero : *Oeuvres II,* p. 64.

faites aux paysans. Quant à elle, pendant la révolution allemande, elle ne cessa d'affirmer qu'il ne pouvait être question de prendre le pouvoir sans avoir le soutien clairement exprimé de la majorité du peuple, et une majorité qui devait être réelle et non pas seulement « supposée ». Les textes, ici, comme toujours sont clairs et sans ambiguité : « La ligue spartakiste n'est pas un parti qui veuille parvenir au pouvoir en passant par-dessus la classe ouvrière ou en se servant de la masse des ouvriers.

> « La ligue spartakiste n'est que la fraction la plus consciente du prolétariat qui indique à chaque pas aux larges masses de la classe ouvrière leurs tâches historiques, qui (...) défend les intérêts de la révolution prolétarienne mondiale.
> [...] La ligue spartakiste ne prendra jamais le pouvoir que par la volonté claire et sans équivoque de la grande majorité des masses prolétariennes dans l'ensemble de l'Allemagne.
> [...] la victoire de la Ligue spartakiste ne se situe pas au début mais à la fin de la révolution : elle s'identifie à la victoire des millions d'hommes qui constituent la masse du prolétariat socialiste » (50).

On se tromperait toutefois lourdement si on interprétait ce refus du centralisme activiste et discipliné de Lénine comme du quiétisme ou du pacifisme. Dès ses premiers articles contre Bernstein, avant la fin du siècle dernier, Rosa Luxemburg « démasquait » ce que Lukacs appelle « le scepticisme opportuniste et apeuré face à la révolution » (51) qui, sous prétexte de maturité économique, en vient à « présupposer comme condition préalable à la victoire de la lutte des classes un point du temps déterminé en dehors et indépendamment de la lutte des classes » (52). Mais sa critique ne s'arrêtera pas à Bernstein ; son opposition à la voie parlementaire par le bulletin de vote la conduira à critiquer la dernière préface d'Engels à la brochure de Marx *Les luttes de classes en France* dans laquelle Engels, s'appuyant sur l'échec sanglant de la Commune de Paris, estimait que les batail-

(50) « Que veut la ligue spartakiste ? », dans : *Die rote Fahne,* du 14 décembre 1918, in : Badia, *Textes,* ed. cit., p. 238-239.

(51) *Histoire et conscience de classe,* ed. cit., p. 66.

(52) Rosa Luxembourg, *Réforme sociale ou révolution ?*.

les de rues n'étaient plus une forme de combat efficace. Dans son discours au Congrès de fondation du PCA (Ligue Spartakus), elle s'écria à propos de cette préface : « Voici un document classique qui résume la conception classique dont vivait la social-démocratie allemande, ou plutôt, qui l'a tuée » (53). Elle n'en estimait pas pour autant que la révolution, pour atteindre ses objectifs, avait besoin de la terreur. « La révolution, précisait-elle, abhorre et hait le meurtre » (54). On ne peut toutefois lui prescrire ses voies et moyens car « la révolution n'obéit qu'à sa loi propre, elle écarte ces décors en carton que sont les changements de personnes et les décrets qui n'ont encore en rien modifié le rapport social capital-travail. et elle-même monte sur la scène des événements » (55). Cette dépossession du pouvoir est effectivement vécue par les bourgeois comme une terreur ; tout changement est ressenti par ceux qui la subissent comme une violence, alors que la domination bourgeoise qui a tant fait couler de sang apparaît à l'ancienneté comme l'ordre établi. Rosa Luxemburg dénonce cette illusion : « Les Reventlow, Friedberg, Erzberger qui ont envoyé sans sourciller un million et demi d'hommes et d'adolescents allemands à la tuerie – pour conquérir Longwy, Briey ou de nouvelles colonies ; les Scheidemann, Ebert qui ont approuvé pendant quatre ans durant tout ce qui a permis la plus grande saignée que l'on connût de mémoire humaine – tous ces gens-là s'enrouent à crier en chœur contre la " terreur ", la prétendue terreur dont les menaces la dictature du prolétariat ». « Que ces messieurs relisent leur propre histoire » (56). Et elle continuait : « Ce dont

(53) *Oeuvres II*, Petite collection Maspero, 1969, p. 106.

(54) *Was will der Spartakusbund ?*, in : Nettl op. cit., p. 710. Toutefois, en 1918, dans un mouvement oratoire, elle s'écrira : « Nous lançons à nos ennemis ces mots : sur leur face, nos poings, notre genou sur leur poitrine ». In Badia, *Textes*, ed., cit., p. 239. Mais on peut voir là des images rhétoriques.

(55) « *Der Acheron in Bewegung* », dans le numéro du 27 novembre 1918 de *Die rote Fahne*, in : Nettl, op. cit., p. 711.

(56) « *Ein gewagtes Speil* », dans le numéro du 18 novembre 1918 de *Die rote Fahne*, in : Nettl, op. cit., p. 708.

le prolétariat a besoin, c'est de prendre la totalité du pouvoir politique de l'Etat, c'est d'utiliser ce pouvoir pour abolir impitoyablement la propriété privée capitaliste, l'esclavage des salaires, éliminer la classe dirigeante bourgeoise, pour construire une nouvelle société socialiste » (57).

Toutefois, Rosa Luxemburg conservait une certaine ambiguité ; elle admettait une prise de pouvoir en force, l'instauration du socialisme lui paraissait comporter « des mesures violentes » par exemple contre la propriété ; à la violence de la contre-révolution bourgeoise devait être opposée « la violence révolutionnaire du prolétariat »... Elle reprochait aux socialistes indépendants d'oublier « que la bourgeoisie n'est pas un parti parlementaire, mais une classe dominante »... Elle rappelait que la « guerre civile » n'était « qu'un autre mot pour la lutte de classe et que l'idée que l'on puisse instaurer le socialisme sans lutte de classe, par le simple décret d'une majorité parlementaire [était] une illusion ridicule et petite-bourgeoise » (58).

Rosa Luxemburg n'en condamnait pas moins l'exercice de la terreur. ce qui lui fut reproché par les communistes d'alors tels Radek. Il est curieux (ou navrant) de constater que les débats actuels sur les modalités de la prise de pouvoir ne sont qu'une plate répétition de ceux d'alors. A la manière du parti communiste français d'aujourd'hui, Rosa Luxemburg renvoyait aux bourgeois l'accusation de terrorisme par une argumentation assez proche de celle par laquelle les maos sont qualifiés de « gauchistes de Marcellin ». Elle déclarait en effet » : ... Certains ont aujourd'hui un besoin urgent de terreur et d'anarchie : ce sont messieurs les bourgeois, ce sont tous les parasites de l'économie capitaliste qui tremblent pour leurs biens, leurs privilèges, leurs profits (...). Ce sont eux qui taxent le prolétariat socialiste d'anarchie

(57) Ibid.

(58) « Die Nationalversammlung » in : *Die rote Fahne* du 20 novembre 1918.

ou lui attribuent des putschs qu'ils imaginent pour faire déclencher au moment voulu par leurs propres agents une véritable anarchie, pour étrangler la révolution prolétarienne, pour faire sombrer la dictature socialiste dans le chaos et ériger pour toujours la dictature de classe du capital sur les ruines de la révolution » (59).

A l'époque, note Nettl, les communistes ne trouvaient pas cette position de Rosa Luxemburg assez radicale, les historiens « neutres » affirmaient que la phraséologie de Rosa n'avait pour but que de cacher une volonté délibérée de terrorisme. Radek, de son côté, écrivait : « Lorsque les Indépendants [...] déclarent vouloir la dictature mais sans terrorisme, ils montrent qu'ils ne veulent justement pas d'une dictature de la classe ouvrière [...] Une dictature sans l'acceptation du terrorisme est un couteau sans lame » (60).

Cette polémique toujours actuelle, dévoile le problème fondamental du luxemburgisme : quels sont les rôles respectifs des masses (et plus précisément de la « spontanéité des masses ») et du parti ; les rapports entre masses et parti.

Dans son livre : *Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire,* Daniel Guérin a bien montré, par de nombreuses citations, que jusqu'en 1918, Rosa Luxemburg, à la manière de Trotsky, se contentait de *juxtaposer* spontanéité et parti. Tous deux *observaient le fait* de la spontanéité des masses et *posaient en principe* la nécessité d'un parti mentor de la classe ouvrière. La synthèse verbale entre le fait et le droit étant confiée au mystère sacré et commode de la dialectique. Il faut cependant noter une différence entre Rosa Luxemburg et Trotsky : la première, non seulement observe la spontanéité comme Trotsky, mais, en outre, elle manifeste une sorte d'adhésion irrationnelle en cette spontanéité, comme le souligne, peut-être avec excès, son amie néerlandaise, Henriette Roland-Holst : « Elle avait une foi mystique dans les

(59) Ibid.
(60) Ibid., p. 709.

masses révolutionnaires et dans leurs capacités. Cette foi était liée, chez elle, à la foi dans la force créatrice, jamais vaincue de la vie » (61). Danier Guérin redoute que, ce disant, la biographe n'ait attribué à Rosa une part de sa propre religiosité. C'est possible, mais je préfère, pour ma part, interpréter cette foi, à la manière de Lukacs (62) comme une conviction établie par l'analyse du capitalisme et de son destin tragique. D'autre part, on ne trouve pas chez Rosa Luxemburg une juxtaposition aussi mécanique que chez Trotsky entre *les faits* de spontanéité qu'il rapporte et *la théorie* de la nécessité du parti qu'il veut en présenter. Chez Trotsky le dualisme entre « masses » et « parti » demeure malgré quelques pauvres métaphores du genre : masses = vapeur et parti = cylindre à piston (63). Chez Rosa Luxemburg, on ne trouve pas un tel dualisme, le prolétariat joue un rôle prééminent, c'est l'action spontanée des masses qui dessine en creux les possibilités d'action du parti auquel ne reste, en quelque sorte, qu'une fonction technique. Le parti ne peut être un cylindre à piston qui moule l'action des masses dans un cadre préfabriqué ; les structures des partis pré-existants ne sont que des résidus des actions passées du prolétariat ; elles restent de vieilles outres qui ne pourront contenir la fermentation du vin nouveau. La thèse de Trotsky est non seulement antemarxienne, mais encore ante-hegelienne, elle n'est que l'application au problème « masses-parti » de la théorie kantienne de la connaissance, avec sa table des catégories informantes. C'est pourquoi Rosa Luxemburg ne s'intéressait pas – ce qui la distingue de Lénine – à la question de l'organisation préliminaire, à froid, ou, pourrait-on dire, en temps de paix, du parti, car elle savait (comme l'expérience l'a toujours montré de l'aveu même de Lénine et de Trotsky) qu'une telle organisation préfabriquée serait toujours inadaptée et jouerait plutôt le rôle de frein. Le léniniste qui a fait le plus d'efforts pour

(61) Ed. Flammarion, 1971, p. 31.
(62) Voir plus haut la citation de Lukacs, note 30.
(63) Voir son *Histoire de la révolution russe,* édition en 2 volumes, T. I, p. 11 (et notre commentaire, dans *Communisme et marxisme,* p. 32 et suiv.).

comprendre sympathiquement Rosa Luxemburg est Lukacs. Il a reconnu la pertinence des critiques de Rosa Luxemburg contre le parti préfabriqué de Lénine qui ne peut être qu'inadapté à la spontanéité du prolétariat ; pour Rosa Luxemburg, il faut le répéter, toute organisation est une *conséquence* et non un *préalable*, de l'action révolutionnaire. Toutefois, cette concession faite, Lukacs tente de redonner au parti un rôle recteur « au moment aigu de la révolution » en lui attribuant la mission de « faire pénétrer dans le mouvement de masse spontané la vérité qui lui est immanente » ou en terme plus explicite, le parti « élève » le mouvement de masse spontané « de la nécessité économique de son origine à la liberté de l'action consciente » (64). Ne discutons pas, ici, cette conception spinoziste de la liberté ; il n'en reste pas moins que, ce disant, Lukacs n'évite pas l'incohérence. Comment peut-il confier un tel rôle à un parti dont il vient de concéder qu'il ne peut pré-exister en tant que catégorie subsumante adaptée ? D'où tiendrait-il la vertu de révéler les masses à elles-mêmes ? Qu'on le veuille ou non, en une telle conception du parti, on reste au niveau de la théologie, de l'épiphanie du Dieu caché, même si on le présente sous la forme un peu laïcisée de l'esprit hégélien. Et ce qu'il reste à expliquer, c'est pourquoi cet esprit révélant s'incarne dans le petit groupe des élus du parti qui s'auto-proclame guide et non pas dans tel autre groupe concurrent qu'on croira suffisant de traiter de traître pour l'éliminer. Mais quelle grâce a touché ces bienheureux soi-disant sauveurs antagonistes des masses ? Au nom de quoi, au nom de qui ont-ils cette mission illuminatrice qui les incite à jouer les Saint Jean-Baptiste ? Cependant la situation est claire ; s'il y a un Dieu, reste à savoir qui parle légitimement en son nom :

(64) *Histoire et conscience de classe*, op. cit., p. 64. Dans une autre étude écrite après la publication de *La révolution russe* de Rosa Luxembourg par Lévi, Lukacs produit un autre argument, peut-être plus séduisant, en présentant le parti comme une organisation qui en tant que telle, est un moyen d'information et d'éducation autrement plus efficace que toute prédication (in : *Histoire et conscience de classe*, p. 326).

le Pape, le concile, Mahomet, ou les partis ? Et s'il n'y a pas de Dieu, il reste les hommes, tous les hommes, sans autre recours qu'eux-mêmes rassemblés. A la différence encore de Lukacs, Rosa Luxemburg n'admet même pas que les organes de luttes, comme les soviets, (qui ne sont pas une organisation préalable, mais contemporaine du soulèvement révolutionnaire) deviennent le gouvernement de la classe ouvrière ; à son avis, les soviets ne devaient pas devenir des institutions permanentes (65). Une telle conception de Rosa Luxemburg présuppose une théorie des « masses » qui reste à éclaicir.

A première vue, il semblerait qu'une telle attitude générale, anti-autoritaire, qui dénie à tout groupe (soviet ou parti) le droit de régir la classe ouvrière doive rapprocher Rosa Luxemburg des anarchistes. Or il n'en est rien. Elle répète même contre eux tous les stéréotypes, les traitant de « voleurs, de pillards vulgaires » et de « Lumpenproletariat contre-révolutionnaire grondant comme une bande de requins dans le sillage du navire de guerre de la révolution » (66). Daniel Guérin qui rappelle ces formules dans son livre déjà cité : *Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire* pense qu'il ne faut voir, dans ces critiques outrées, qu'une attitude tactique : pour faire admettre par les camarades socialistes sa conception d'un marxisme anti-autoritaire, Rosa Luxemburg aurait jugé habile de se démarquer d'une façon voyante des anarchistes. Outre qu'une telle attitude finaude n'est guère vraisemblable chez Rosa Luxemburg, d'autres textes montrent qu'elle faisait aux anarchistes, au plan des principes, d'autres reproches autrement sérieux et qui nous paraissent fondés. Paradoxalement, la critique essentielle qu'elle adresse aux anarchistes s'appuie sur les raisons mêmes qui l'ont conduit à s'opposer aux conceptions de Lénine. En un sens, les anarchistes sont des blanquistes abstraits qui refusent en bloc de prendre en considération les conditions historiques actuelles où se débat le prolétariat, ou,

(65) Voir Nettl, op. cit., p. 329.
(66) *Grève de masse, parti et syndicats*, in : *Oeuvres I*, Maspero, p. 95.

plus exactement, de situer leurs actions quotidiennes au niveau de ces problèmes médiocres, voire sordides des ouvriers dans la production industrielle. Ils croient avoir le secret d'une autre vie immédiatement possible, ou, comme écrit Rosa Luxemburg : « L'anarchiste n'envisage que deux conditions matérielles préalables de ces spéculations « révolutionnaires » : c'est d'abord « l'espace éthéré » et ensuite la bonne volonté et le courage de sauver l'humanité de la vallée de larmes capitaliste où elle gémit aujourd'hui » (67) et encore : « Les méthodes de lutte improvisées dans « l'espace éthéré » se sont toujours révélées de pures utopies » (refusant de compter avec la triste réalité méprisée) « sans souci de l'histoire » (68).

Elle leur reproche précisément – comme aux blanquistes et aux léninistes – de se placer en dehors et au-dessus de la classe ouvrière (ce qu'elle appelle « l'espace éthéré ») et de vouloir du haut de ce sommet an-historique « déclencher la grève de masse à un jour déterminé du calendrier, sur un décret de la direction du parti ». Les anarchistes sont ainsi, pour elle, « des romantiques de la révolution qui planent dans l'espace immatériel et se refusent absolument à envisager la dure réalité, ses possibilités et ses impossibilités » (69). La grève générale ou la grève de masse ne sont en elles-mêmes que des formules creuses ; ces grèves ne peuvent ni être « fabriquées » artificiellement, ni « décidées » par un quelconque comité central, ni même « propagées » par des commandos d'agitateurs professionnels sinon « dans un éther immatériel et abstrait ». Ces mots ne signifient rien s'ils ne se rapportent pas à un « phénomène historique résultant à un certain moment d'une situation sociale à partir d'une nécessité historique » (70). On le voit la critique des anarchistes n'est pas de pure tactique ; elle découle des mêmes principes que celle des léninistes.

(67) Ibid., p. 97.
(68) Ibid., p. 98.
(69) Ibid., p. 98 voir aussi même thème, p. 99.
(70) Ibid., p. 100.

Quant à savoir si Rosa Luxemburg connaissait bien la doctrine anarchiste et si les anarchistes ont changé depuis, c'est un autre problème qu'on ne peut étudier ici au fond. On peut toutefois observer qu'il existe encore des formations anarchistes qui, dans leur opposition persistante au marxisme, prêtent le flanc aux piques de Rosa Luxemburg. Ils font peu de cas de l'analyse de l'exploitation capitaliste et croient éclairer davantage le prolétariat et lui donner courage en présentant sur le papier des plans mirobolants d'une future organisation sociale sans Dieu ni maîtres (71). Certes – comme nous l'avons indiqué dans la « présentation » du numéro spécial de la revue *Autogestion et socialisme,* paru en avril 1972 et consacré aux conceptions théoriques et aux expériences anarchistes – aujourd'hui la distinction entre anarchistes et marxistes est plus difficile à marquer avec précision ; il n'en reste pas moins que Rosa Luxemburg tenait à se séparer des anarchistes de son temps parce qu'elle trouvait leur prédication trop abstraite et leurs actions trop sporadiques. A l'entendre, les anarchistes n'étaient pas assez près des masses qu'ils voulaient « sauver » sans épouser le mouvement réel de leurs luttes historiques. Mais, quoi qu'il en soit, il reste à préciser ce que signifie cette référence persistante de Rosa Luxemburg aux *masses.*

Nettl observe une évolution dans cette référence même ; à son avis, l'unité conceptuelle « les dirigeants et les masses » se divisa et donna naissance à l'opposition des « dirigeants contre les masses » (72). Cette évolution avait commencé à se dessiner au congrès de Mannheim (23-29 septembre 1906) ; dès ce moment, écrit Nettl, mûrissait en elle « la conviction que le potentiel révolutionnaire se trouvait dans les masses, et qu'on pouvait l'activer, si c'était nécessaire, sans la direction » (73).

(71) Voir par exemple l'article de Gaston Leval : « Conceptions constructives du communisme libertaire », in : *Autogestion et socialisme,* N. 18-19, Les Anarchistes et l'Autogestion, p. 11-55.
(72) Nettl, op. cit., p. 492.
(73) Ibid., p. 357.

L'histoire des révolutions confirme cette prémonition de Rosa Luxemburg, elle-même fondée sur l'expérience de la révolution russe de 1905. Pour résumer ses analyses, déjà évoquées, on peut observer que, selon Rosa Luxemburg : 1) Les révolutions se font sans les dirigeants : « Quand tirerez-vous enfin les leçons de la révolution russe ? Là les masses ont été jetées dans la révolution : pas trace de syndicat, et, pas à pas, [elles] ont construit et fortifié leur organisation au cours de la lutte » (74) 2) Les révolutions se font malgré eux, car, remarque-t-elle, « aux moments cruciaux du combat » les masses « poussent spontanément les dirigeants vers des objectifs plus avancés » (75). 3) Les dirigeants peuvent cependant avoir une action sur les masses, mais à *contre-courant* ; ce sont eux qui sont responsables de la politique de compromis avec la société bourgeoise. Dans un texte de 1910, elle écrit en effet : « Si, de prime abord, on ne fait de manifestations de rues qu'avec hésitation et à contrecœur, si l'on emploie tous les moyens [...] d'éviter toute intensification des manifestations, si l'on n'exploite pas ses propres victoires, si finalement on arrête les manifestations et on renvoie les masses chez elles, en bref, si l'on fait tout ce que l'on peut pour paralyser l'action de masses [...] il est alors évident qu'aucun élan impétueux ne viendra des masses, aucun mouvement qui puisse s'exprimer dans la grève de masse » (76). Ce texte pose un problème : en n'accordant aux dirigeants qu'une efficacité négative, Rosa Luxemburg a peut-être diminué l'efficacité de sa propre conception. Il serait en effet plus cohérent de soutenir que les masses « font ce qu'elles ont à faire » et que le rôle des « dirigeants » est toujours secondaire. Si, au contraire, on

(74) Congrès d'Iéna, *Protokoll...* 1905, p. 320-321, in Nettl, op. cit., p. 300.

(75) Cité par Nettl, op. cit., p. 323. Plus loin, Nettl remarque qu'au cours des manifestations spartakistes « des inconnus surgissaient de la foule et prenaient la parole après les orateurs officiels. (Ibid., p. 713).

(76) « Die Theorie und die Praxis », texte recueilli dans le volume IV du premier projet *d'œuvres complètes*, cité par Nettl, p. 502.

observe que les dirigeants peuvent ralentir, voire « paralyser » l'action de masses, on peut se demander pourquoi ces mêmes dirigeants ne pourraient pas le cas échéant, tenir un rôle positif. On répondra que pour être capable de gêner la marche jusqu'au blocage, le frein n'en devient pas pour autant un moteur ; mais peut-être ici, moins que jamais « comparaison n'est pas raison ». En réalité, l'opposition entre frein et moteur ne s'exerce que par la médiation du chauffeur ; or, dans la conception de Rosa Luxemburg, ce troisième terme n'existe pas et le rôle du « conducteur » semble, d'une façon assez obscure, partagé entre les masses-motrices et les dirigeants-freins. En effet, la théorie des masses n'est pas assez claire chez Rosa Luxemburg. D'après Nettl – qui connaît bien tous les textes – elle « n'explique jamais le contenu positif du mot « masse » (...) elle l'employa la plupart du temps en connection avec l'action physique dynamique (...) Les révolutions étaient des processus de longue durée et non des prises de pouvoir rapides (...) elle admettait la nécessité de l'insurrection armée, mais elle la considérait comme une extension de l'action de masse, non comme un coup de main monté par des conspirateurs armés » (pour elle « violence » et « majorité » ne s'excluaient pas, au contraire), toutefois, elle « n'étudia jamais l'aspect technique de la prise du pouvoir » (77). Dès lors, dans sa conception, les rôles respectifs des masses, des dirigeants et du processus historique restent incertains. Cette ambiguité apparaît particulièrement bien dans une lettre de 1917 : « La masse est toujours ce qu'elle *doit nécessairement* être en fonction des circonstances et elle est toujours sur le point de devenir quelque chose de tout à fait différent de ce qu'elle paraît être. Ah, quel beau capitaine il ferait le navigateur qui fixerait sa route en se fiant uniquement à l'aspect momentané de la mer [...] « Etre déçu par les masses », pour un dirigeant politique, c'est toujours donner la preuve de son incapacité. Un dirigeant de grande envergure ne fonde pas sa tactique sur

(77) Nettl, op. cit., p. 523-524.

l'humeur momentanée des masses, mais sur les lois d'airain de l'évolution ; il s'en tient à sa tactique en dépit de toutes les déceptions, et, pour le reste, laisse tranquillement, l'histoire mener son œuvre à maturité » (78). Il ne faut assurément pas oublier que le texte qu'on vient de lire est extrait d'une lettre de Rosa Luxemburg et on peut douter qu'il soit de bonne méthode d'en examiner les propositions et leur enchaînement comme s'il s'agissait d'un texte longtemps médité que l'auteur aurait lui-même présenté comme l'expression « définitive » de sa pensée. Mais, on a appris à relativiser l'opinion de l'écrivain sur l'importance de ses écrits et même à donner parfois plus de signification à ce qu'il n'a pas voulu dire, voire à ce qu'il a voulu ne pas dire et qui lui aurait échappé par lapsus. Dès lors, il me semble qu'une lettre spontanée peut être aussi riche de sens qu'un texte plus élaboré et contribuer autant que lui à caractériser correctement la position de celui qui écrit.

Ces précautions prises, il convient de préciser ce qu'on peut tirer de cette lettre pour clarifier les rapports entre les masses et les dirigeants. Ce qui frappe tout d'abord est une sorte de contradiction entre la nécessité posée du recours aux masses et l'incertitude de leur message. Soudainement Rosa Luxemburg charge le dirigeant d'une tâche extraordinairement délicate qui exige en effet qu'il ait « de l'envergure » ; sa tâche ne se borne point à enregistrer (pour la faire sienne) l'opinion de la masse mais d'en faire une lecture savante qui dégage « à travers l'humeur momentanée » des masses « les lois d'airain de l'évolution ». Le dirigeant est comparé à un navigateur qui ne se détermine pas d'après « l'aspect momentané de la mer », mais qui connaît ce qu'il ne voit pas (le lieu d'où il vient et celui vers lequel il se dirige) et qui dispose de cartes, de boussoles et de toute sorte d'instruments de bord. Mais un tel dirigeant au courant des lois de l'histoire et qui ne doit pas faire grand cas de

(78) Lettre de Rosa Luxemburg à Mathilde Wurm, du 16 février 1917. in : Badia, *Textes*, p. 265-266.

ce que la masse « paraît être » aujourd'hui (puisqu'elle est toujours sur le point de devenir quelque chose de tout à fait différent) en quoi, si on le prend ainsi comme une sorte de « capitaine » du navire de guerre de la révolution » se distingue-t-il du chef de parti léniniste ? Faudrait-il croire que Rosa Luxemburg ne s'opposait à Lénine que sur le plan des principes ? Après avoir sous-estimé le rôle du parti, Rosa Luxemburg sous-estime-t-elle maintenant le rôle des masses ? On peut, certes, opposer à cette lettre à Mathilde Wurm de nombreux autres textes et davantage sa pratique au cours de la révolution de Berlin. On sait que, pour elle, « une fois les masses dans la rue, il ne fallait pas négocier par-dessus leur tête, même si l'action aboutissait à une défaite sanglante » (79). N'est-ce pourtant pas là une conduite proche de celle du mauvais marinier qui fixe sa route « en se fiant à l'aspect momentané de la mer » ? Mais un texte n'annule pas l'autre ; on ne peut pas non plus recourir à je ne sais quelle comptabilité quantitative ni faire jouer les préférences idéologiques.

Rosa Luxemburg était parfaitement persuadée que le dirigeant ne pouvait se substituer aux masses et en même temps elle se jetait elle-même dans la bataille, avec la sensation de « dominer » la foule par sa parole, avec la conviction qu'elle pouvait avoir une action décisive par ses articles (sinon pourquoi les aurait-elle écrits ?). Elle croyait que la consience de classe du prolétairat naissait de son propre combat quotidien, qu'elle ne pouvait lui être apportée du dehors par une élite et pourtant elle intervenait chaque jour pour éclairer cette conscience. Elle soutenait que l'action de masse seule était capable de créer au fur et à mesure ses propres organisations de combat et elle a milité toute sa vie à la tête du parti allemand et du parti social-démocrate du royaume de Pologne. Et avec un succès tel que Ruth Fischer (qu'on disait assez portée aux comparaisons de ce genre) nom-

(79) Nettl, op. cit., p. 745 (voir aussi p. 789).

mera « syphilitique » l'influence de Rosa Luxemburg sur le mouvement ouvrier allemand (80). Il faut donc tenter de dégager par delà ces contradictions apparentes la signification profonde des actions et des paroles de Rosa Luxemburg. Cette recherche est d'autant plus légitime que Rosa Luxemburg n'était pas de ces pragmatiques qui font peu de cas des principes et acceptent de vaincre ou de se maintenir au pouvoir par n'importe quels moyens. Elle estimait, au contraire, que si les conditions de l'action révolutionnaire libératrice n'étaient pas réalisées, il valait mieux avouer son échec et renoncer – dût-il en résulter une défaite sanglante – plutôt que de déconsidérer la révolution d'inspiration marxiste en lui donnant le visage d'un régime oppressif dans lequel le seul changement consisterait dans le renouvellement de la minorité dominante. C'est ce que dit sobrement Nettl par cette phrase que nous soulignons : *« Elle redoutait bien plus les déviations d'une révolution que son échec »* (81). Toutefois, si la révolution peut ainsi *dévier,* c'est qu'elle doit suivre une voie, qu'elle a ses normes, mais lesquelles ? Ce ne peut être, nous l'avons vu, « l'humeur momentanée des masses », ni, encore moins, la « direction » élitaire et centraliste du parti. Le problème, à mon sens, se résout comme ceci : dans l'extrait de la lettre à Mathilde Wurm (82), nous n'avons pas encore relevé le thème essentiel qui apparaît au début et à la fin du texte. La masse, dit Rosa Luxemburg, ne se meut pas au hasard ; elle « est toujours ce qu'elle doit nécessairement être » ; dès lors, que la révolution réussisse ou échoue en Russie ou en Allemagne n'est qu'un épisode « en dépit des déceptions », le militant « d'envergure » [...] « laisse tranquillement l'histoire mener son œuvre à maturité ».

(80) Voir Nettl, op. cit., p. 729 et 787. Aux images près, cette condamnation sera reprise par les bureaucrates et centralisateurs (démocratiques) de tous bords qui répèteront l'antienne de Khrouchtchev : « Camarades, la spontanéité est le plus grand de tous les ennemis » (Discours au Comité central du PCUS, du 19 décembre 1958).

(81) Nettl, op. cit., p. 683.

(82) Précédemment cité, note 78.

Pour comprendre cette dernière référence d'apparence quiétiste, il faut cesser de séparer de ses études économiques l'action et les écrits politiques de Rosa Luxemburg. Si le capitalisme, comme elle croit l'avoir démontré, dans *l'Accumulation du capital,* ne bénéficie que d'un sursis tant qu'il lui reste des espaces à conquérir, il n'en va pas moins, par cette fuite en avant, inévitablement à sa ruine et les mouvements des masses, même partiellement inconscients de leurs buts et de leurs moyens, n'en traduisent pas moins cette grande démarche historique. Les masses ne peuvent se tromper puisque – d'une façon, il est vrai, un peu hégélienne – elles ne font que réaliser le déroulement dialectique des contradictions du capitalisme et l'on comprend pourquoi Rosa Luxemburg (nous l'avons rappelé) sent qu'elle fait partie, avec les masses, d'une dynamique qui la dépasse et que par sa voix se dit une vérité pour une part énigmatique aux contemporains et à elle-même. Les héros et les prophètes sont un peu comme les flammèches qui, dans la chaleur de l'été, propagent l'incendie dont elles émanent. C'est pourquoi l'avant-garde, même lorsqu'elle semble inspirer un élan créateur, n'est pas la cause efficiente du mouvement, mais le signe de son approche.

Ainsi la vie tragiquement interrompue de Rosa Luxemburg correspondait parfaitement à cette définition qu'elle donnait d'elle-même et qui dépassait sa trajectoire brillante : « J'étais, je suis, je serai ». L'autopraxis du prolétariat est « la marche à pieds » de la Raison de l'Histoire, d'une « Raison » qui ne peut être perçue directement par le « Philosophe » ni par les tacticiens géniaux des Appareils mais par une marche collective.

Yvon BOURDET

ESPRIT

Septembre 1976

REVOLUTION ET TOTALITARISME

Introduction

François FURET : Au centre de nos représentations politiques. Marc RICHIR : L'aporie révolutionnaire. Akos PUSKAS : L'expérience des peuples. Claude LEFORT : La question de la Révolution. Paul THIBAUD : Créativité sociale et révolution.

J. F. ROLLIN : Poème secret des montagnes du soir. Lotte SCHWARZ : Rencontres. Philippe MADINIER : Investissement et emploi.

JOURNAL A PLUSIEURS VOIX

La liberté d'imprimer, privilège des plus fortunés — Au théâtre ce soir. — Liberté, libertés — Chronique du temps chaud — L'été français — Kinkala-Montréal — L'Ouganda masqué — Les systèmes solaires — Portugal : une nouvelle époque — Nanterre : 4 étoiles — Les petits des corbeaux (« Cria Cuervos... »). par François BRUNE, Jean-Pierre CHRETIEN, Dominique MEXUS, Conrad DETREZ, Michel MESNIL, Jean-Claude OLMI, Denis PERRIER-DAVILLE, François DE RAVIGNAN, Michel REGNIER, Jean-Pierre SIMEON, Guy TURBET-DELOF.

Retour d'Israël

par Pierre BIRNBAUM, Jean-Marie DOMENACH, Jacques JULLIARD, Daniel MOTHE, Michel WINOCK.

DEVANTURE DES ARTS

Ramses le Grand. — Robert Delaunay. — Le symbolisme en Europe. — Les machines célibataires. par Gérard BENOIT, Camille BOURNIQUEL, André LE VOT.

CHRONIQUES

Pierre MAYOL : Les comités de quartier. Jean PIEL : Amérique latine : mythes, ombres et réalités. Francisco VERGARA : La voie étroite de la Mauritanie.

Prix du numéro : France : 13 F — Autres pays : 13,40 F

Abonnement :	France		Autres pays	
	6 mois	1 an	6 mois	1 an
Ordinaire	75 F	130 F	80 F	140 F
Soutien	100 F.	180 F.	100 F.	180 F.

ESPRIT — 19, rue Jacob — 75006 Paris — C.C.P. Paris 1154-51

POUR UNE THEORIE MARXIENNE DE L'AUTOGESTION*

Olivier CORPET

« La révolution n'est pas un mouvement de renversement d'un pouvoir par un autre, elle est un long mouvement de déprise du pouvoir »

J.P. Sartre — Situations X

« L'autogestion n'est pas un « idéal », une possibilité lointaine. La lutte se livre sur le terrain de l'autogestion, lieu et enjeu de l'action. Or, l'autogestion aujourd'hui, définit le social entre (contre) l'économique et le politique, selon la pensée de Marx »

H. Lefebvre

Hegel, Marx Nietzsche ou le royaume des ombres

Si on s'en tient aux données fondamentales de la théorie marxienne des idéologies, on comprend comment et pourquoi des millions d'hommes et de femmes, meurtris par les mécanismes de l'exploitation moderne, ne parviennent pas toujours à détourner leurs regards des formes apparentes et trompeuses de notre « société du spectacle » ni à délier leurs propres intérêts de ceux de la classe sociale dominante. Celle-ci trouve ainsi les voies et les moyens de justifier et de conserver les rapports de production existants et de présenter ses valeurs comme désintéressées et universelles.

Cette analyse de l'idéologie et de son rôle dans la génèse et la constitution de l'hégémonie d'une classe sur toute une société humaine a une portée critique universelle qui devrait permettre de démasquer *partout* les

(*) Cet article a paru — avec quelques modifications — dans la revue *Monde en développement*, I.S.M.E.A., N. 14/76.

mécanismes de reproduction des rapports d'exploitation et de domination.

Pourtant, il est devenu patent aujourd'hui qu'une grande partie de ceux qui se réclament de cette analyse « marxiste » refusent trop souvent d'appliquer celle-ci à *toutes* les réalités qui tissent nos vies quotidiennes, ici et ailleurs.

Réalités de l'exploitation du travail des hommes contraints pour la plupart à une activité mutilante, contrôlée, hiérarchisée où toute créativité – pourtant *nécessaire* (1) au bon fonctionnement de la formidable machine à produire des biens, de la plus-value et des besoins – est réprimée ; réalités de la civilisation technologico-industrielle et capitaliste, *mais aussi* réalités des sociétés prétendument « socialistes » engagées également dans la voie du « plus produire » sur la base de l'acceptation implicite que ce « plus » constitue nécessairement un « mieux ». Cette idéologie productiviste a largement inspiré toutes les politiques de développement des forces productives engagées tant par les pays capitalistes que « socialistes », au détriment des pays et des peuples que la commisération des repus a désigné sous le vocable de Tiers-Monde.

(1) Sur ce point on pourra consulter les ouvrages décrivant le fonctionnement *apparent* de l'appareil de production taylorisé – à l'Ouest comme à l'Est – où se réalise formellement la division prétendument « naturelle » entre ceux qui pensent et ceux qui exécutent le travail suivant les préceptes de l'organisation « scientifique » alors que le fonctionnement *réel* repose en fait sur un processus contradictoire dans lequel « la minorité dominante ne peut survivre que par la créativité de tous les hommes, qu'elle a cependant pour fonction de nier et même d'empêcher » cf Y. Bourdet et A. Guillerm : *Clefs pour l'Autogestion* (Seghers 1975) p. 307. Se reporter également à tous les compte-rendus de réformes de l'organisation du travail par la création au sein d'entreprises pilotes de groupes autonomes de production visant à restituer partiellement aux travailleurs une certaine capacité d'auto-initiative créatrice pour accomplir leurs tâches dans le cadre d'objectifs globaux de production dont la fixation reste néanmoins la prérogative des mangers et du capital. La littérature sur toutes ces expériences est trop abondante et souvent redondante pour qu'il soit possible de tout citer. A titre informatif, on indiquera donc seulement le petit et excellent livre de G. Lasserre. *Réformer l'entreprise en 1975 ?. Des pouvoirs pour les travailleurs* (Cujas – 1975) qui constitue une synthèse claire et honnête de toutes ces tentatives, ainsi que le dernier numéro de la revue *Sociologie du Travail*, 1/76, consacré à un bilan de ces transformations de l'organisation du travail industriel.

Il aura fallu les changements intervenus dès le début des années 60, aux Etats-Unis puis en Europe, au sortir de la Guerre Froide, pour voir apparaître de larges mouvements contestataires se manifestant par d'amples phénomènes de dissidence culturelle et de remise en cause des buts et moyens de la Science, du Progrès et de toutes les Institutions en général. Ces agitations répétées ont profondément ébranlé les systèmes institués : révoltes étudiants et raciales aux U.S.A., mai 1968 en France, le printemps de Prague et la quête d'un socialisme à visage humain, etc... Ebranler, mais non pas renverser : la révolution américaine n'a pas eu lieu (2) ; une droite moderne et éclairée s'est installée au pouvoir en France ; les chars soviétiques ont apporté leur « aide fraternelle » à leurs camarades tchèques... Partout, ou presque, les ordres existants ont repris le dessus, l'orage passé, et se sont raffermis en se réformant ici ou en réprimant là.

Mais en réalité, il ne s'agissait là que d'échecs momentanés et conjoncturels qui assuraient *pour l'instant* la pérennité des systèmes en place mais ne garantissaient pas à ceux-ci une longévité éternelle ni n'indiquaient l'impuissance définitive des mouvements sociaux à renverser les garants de l'immobilisme et du conservatisme, capitalistes libéraux ou néo-staliniens. En effet, les conséquences d'événements comme ceux qui se sont déroulés en mai 1968 en France ont – c'est un lieu commun désormais – produit des effets durables et profonds sur la société française, qui ne sont pas toujours perceptibles, aux yeux tout du moins de ceux pour qui « rien n'a changé » – et rien ne doit changer. Et pourtant il suffit d'observer par exemple les nouvelles formes de lutte sociale, les nouveaux acteurs sociaux de ces luttes, les espaces où elles se déroulent, et les espoirs (parfois excessifs) qu'elles ont fait naître, pour se rendre compte de l'importance des transformations introduites dans les conditions socio-économiques qui les déterminent (avène-

(2) Contrairement aux espoirs formulés par J.F. Revel dans *Ni Marx, ni Jésus* (R. Laffont – 1970).

ment d'un néo-capitalisme étatisé et internationalisé) et de l'impact de ces mouvements sur des secteurs entiers de la population (jeunes, femmes, marginaux, exclus de toute sorte, etc...) qui ont ainsi pris une conscience aigue de leur situation et de la nécessité de changer celle-ci. Pour « changer la vie ».

De même, si apparemment « l'ordre règne à Prague », cet ordre là ne semble pas avoir ramené la docilité et l'homogénéité idéologique et politique au sein des partis communistes de gouvernement et d'opposition. Bien au contraire ! Il apparaît même que la répression, puis la normalisation en Tchéchoslovaquie ont a terme provoqué des brisures au sein du monde communiste et des « partis frères ». Sans qu'il soit encore possible de déterminer le sens de ces mutations, il semble néanmoins que les partis communistes occidentaux les plus importants en Italie, en Espagne et en France se dissocient de plus en plus, et parfois publiquement, de l'U.R.S.S. et de ses raisons d'Etat. Evolution qui a pu être vérifiée à l'occasion des événements du Portugal. En fait, on peut constater un éclatement et une autonomisation des politiques préconisées par les différents P.C., en fonction des impératifs nationaux qui orientent chacun d'eux. Assiste-t-on pour autant à une « sociale-démocratisation » de certains P.C. qui se traduirait par des stratégies de « compromis historique » ou d'« Union du peuple de France » ? Ne s'agirait-il pas plutôt d'habiles manœuvres pour mieux assurer la prise du pouvoir dans ces différents pays ? Les P.C. auraient-ils renoncé à la « révolution » pour « gérer les affaires de la grande bourgeoisie » comme l'affirment nombre de militants trotskystes ou maoïstes ? Mais au-delà de ces interrogations, et plus fondamentalement, la question déterminante est bien celle du *stalinisme*, et de ses avatars « rétro » ou « néo » qui constituent encore le lot quotidien de millions d'hommes subissant le joug bureaucratico-policier dans ce qu'on appelle par fantasmagorie des « pays socialistes ».

Ce débat n'arrive pas à se clore, malgré les souhaits de tous ceux qui n'ont pas intérêt à aller au-delà de la

condamnation du « culte de la personnalité » (3) ou de la constatation « navrée » des conditions particulières du développement de l'U.R.S.S. : « retard » russe, encerclement, poids de l'arriération économique, de la tradition autocratique et bureaucratique, autant de « raisons » qui constituent des façons habiles de dégager les responsabilités propres du marxisme-léninisme dans les réalités soviétiques les plus désastreuses (4).

Néanmoins, quelles que soient la volonté et l'ingéniosité développées pour occulter artificiellement les implications théoriques d'une recherche non dogmatique des causes *réelles* du stalinisme, un fait essentiel demeure : la matérialité des crimes reprochés à Staline n'est plus contestée par aucun (ou presque) marxiste non soviétique. Cet « aveu » ne dit rien bien évidemment des complicités

(3) dont L. Althusser a écrit justement que c'était « un concept introuvable dans la *théorie* marxiste et que ce « pseudo-concept, prononcé dans la solennité dramatique que l'on sait, dénonçait bien des pratiques : « abus », « erreurs » et en certains cas « crimes ». Il n'expliquait rien de leurs conditions, de leurs causes, bref de leur détermination *interne* et donc de leurs formes », in. *Réponse à J. Lewis* (F. M. 1973) pp. 81-82. De là à prétendre comme le fait L. Althusser que le fond de l'affaire du stalinisme c'est la permanence du courant économiste et humaniste dans les organisations ouvrières derrière « l'idéalisme néo-kantien de Bernstein » (op. cit., p. 88) il y a une marge qu'il est difficile de franchir. Réduire le stalinisme à « une forme de revanche posthume de la IIème Internationale » (p. 83) présente – entre autres – l'avantage de préserver Lénine de toute attaque, de toute responsabilité dans le stalinisme – Althusser dixit – puisque Lénine a lui-même « dénoncé avec la dernière intransigeance la tendance idéaliste économiste de la IIème Internationale » (p. 95). En fait, ainsi que le note Colletti, à propos de cette analyse d'Althusser, dans *Politique et Philosophie* (Ed. Galilée, 1975) : « le stalinisme fut un phénomène infiniment plus complexe que ne le laissent penser ces catégories étriquées ». (p. 36).

(4) cf J. Ellenstein : *Le phénomène stalinien* (Grasset 1975). Mais il s'agit là d'analyses réalisées et publiées par des communistes dans des pays capitalistes car dans les pays « socialistes » la population n'est sans doute pas jugée assez « consciente » pour connaître ces faits ; ainsi par exemple, le rapport Khroutchev n'a pas encore été publié ni distribué à tous les soviétiques. Dans d'autres « démocraties populaires » comme la RDA, les dirigeants ont trouvé un moyen inattendu pour liquider le problème du stalinisme : ils ont supprimé le nom de Staline et les mots « stalinisme » et « staliniste » du grand dictionnaire Der Grosse Duden ! (information parue dans *le Monde*, 25/2/75).

actives ou passives qui ont facilité le développement du « phénomène stalinien », mais il est de taille quand on sait l'importance des dénégations ou minimisations passées qui visaient toutes – et réussissaient fort bien d'ailleurs – à dénoncer de regrettables et accidentels « excès » ou « erreurs » pour au dernier moment sauver le stalinisme – lavé de ses crimes, mais qu'en reste-t-il dans ce cas ? – en soulignant son caractère d'inéluctable nécessité « objective ».

Dans cette reconnaissance volontaire ou forcée, souvent partielle et partiale des crimes staliniens, l'apport de Soljenitsyne nous paraît capital, même s'il dénonce des faits déjà connus de certains (mais si peu nombreux !) car il a su donner à son combat, comme le soulignait justement F. Furet, « un caractère d'universalité politique » (5) où s'exprime la résistance forcenée, intellectuelle (pour lui) et populaire (pour tant d'autres victimes anonymes des Goulags), au Pouvoir, à l'Autorité, qui fait de lui selon la belle expression de Cl. Lefort « le plus grand *contradicteur public* engendré par la société bureaucratique ». (6) Et à ceux qui, d'un ton patelin, se demandent de qui ce « fieffé réactionnaire » fait donc le « jeu », à tous ceux-là, Cl. Lefort répond par avance :

> « Soljénitsyne de droite ? Mais où est donc la droite en U.R.S.S. ? Où sont les conservateurs, les réactionnaires, les conflits en dévotion, les bien-pensants (comme lui-même les nomme si bien) ? Où sont les gens qui ne veulent pas la justice, sinon pour eux, quand ils se sentent menacés, qui sont assurés de la supériorité des supérieurs et de l'infériorité des inférieurs, ne tolèrent ni critique, ni encore moins opposition instituée, jugent l'ordre établi intangible, où sont les chauvins et les racistes, ceux qui font grief aux autres non seulement d'une action mais d'une pensée supposée non-conformiste ? Eh bien ! ils règnent, ils sont au sommet de l'Etat, dans le Parti, occupent partout les premiers rangs de la société » (7).

(5) cf F. Furet : « Faut-il brûler Marx ? » *Le Nouvel Observateur* 28 juillet 1975.

(6) cf Cl. Lefort : « Soljenitsyne Commentaire sur l'Archipel du Goulag » – *Textures* N. 75/10.11 p. 22. Dans ce remarquable article sur Soljenitsyne, Cl. Lefort examine et dénonce les réactions – toutes staliniennes dans le fond – provoquées par cette œuvre et s'interroge sur le sens et la portée de cette mise en évidence tragique de « la répression exercée contre le peuple au nom du peuple » (p. 31). Cet article a été repris dans le livre de Cl. Lefort, *Un homme en trop*, Le Seuil, 1976, 254 p., où l'auteur développe sa réflexion sur la « machine totalitaire » et ses servants.

Cependant, l'œuvre de Soljenitsyne n'est pas seulement une description des camps et de leurs horreurs, mais aussi une quête provoquante des origines historiques *et* théoriques de la formation de la pensée et de la pratique staliniennes. Pour Soljenitsyne, c'est dans Marx et dans le marxisme qu'il faut rechercher l'origine essentielle du stalinisme. Le reste n'est que balivernes, hypocrites digressions pour fuir cette vérité qui fait mal : *Marx est coupable*. L'homme et l'œuvre. L'œuvre plus que l'individu lui-même. On conçoit bien dans ces conditions que Soljenitsyne ait provoqué (au sens propre du terme) tant de réactions de défiance, de refus de le lire, après un tel sacrilège.

« Staline ? Oui, bien sûr. Lénine ? Vous exagérez, mais après tout c'est possible. Marx ? Impossible. Invraisemblable. Imposture ». Tel pourrait être le dialogue simplifié et imaginaire entre Soljenitsyne et ses détracteurs. Le point sensible et névralgique est touché. Pour un psychanalyste il serait facile de broder sur le thème du « meurtre du Père », comme il pourrait d'ailleurs réfléchir sur cette « résistance à l'analyse », cet abandon des « armes de la critique » dès que Marx lui-même et ses travaux sont directement visés (8).

Staline était-il dans Lénine ? Lénine était-il dans Marx ? Staline était-il donc dans Marx ? Cette question de la responsabilité de Marx dans ce qui s'est édifié en son nom, n'est pas nouvelle et seul le foisonnement soudain de livres sur ce thème pourrait faire s'illusionner

(7) Cf Cl. Lefort op. cit. p. 21.

(8) Pour accomplir un tel travail de réflexion, il ne faut pas se mettre dans la situation dénoncée par E. Morin, où l'on ne fait que s'auto-interroger complaisamment : ne fais-je pas le jeu de... ? Est-ce bien le moment ? etc... car « si on condamne une vérité d'après ses conséquences coupables, la première et inéluctable conséquence est que la vérité devenue coupable est condamnée sans qu'on l'entende », E. Morin, *Autocritique*, préface à la troisième édition 1975, p. 11.

le lecteur sur la nouveauté d'un tel débat, même si les éléments dont nous disposons maintenant sont plus nombreux qu'auparavant. Déjà du temps de Marx lui-même et surtout à partir de la Révolution Russe et durant l'ère stalinienne ces questions ont été posées et débattues avec autant de fièvre qu'actuellement et parfois même avec plus de risques pour les protagonistes eux-mêmes.

C'est pourquoi il est nécessaire de distinguer parmi tous les ouvrages parus ces dernières années, entre ceux qui participent, souvent avec brio, à relancer le débat de façon parfois provocante, comme par exemple le livre d'A. Glucksmann, *La cuisinière et la mangeur d'hommes* (9) ou bien celui de D. Lindenberg *Le marxisme introuvable* (10) et ceux qui, sans intervenir directement dans la polémique comme celui de M. Rubel *Marx critique du marxisme* (11), en tissent la toile de fond et permettent d'approfondir avec sérieux et sur la base de connaissances érudites les problèmes que ces controverses ne permettent souvent que d'évoquer, d'effleurer, voire d'éviter.

Nous ne disons pas que les ouvrages du premier type soient moins importants ou moins savants que ceux du second, mais simplement qu'ils jouent un rôle différent dans la diffusion des connaissances et l'enrichissement des débats essentiels sur le passé et le devenir des sociétés humaines. Les premiers agissent plus comme stimulants et se présentent donc comme des synthèses brillantes, best-sellers d'un temps et d'une mode, tandis que les seconds rentrent dans la catégorie des ouvrages de référence, truffés de faits et de précisions essentielles à la compréhension en *profondeur* des éléments d'une problématique. Ouvrages « de chevet » somme toute, dont la relecture apporte toujours une ou des connaissances nouvelles à propos de tel ou tel texte, de tel ou tel personnage, de tel

(9) Le Seuil, Combats, 1975, 219 p. ; voir sur ce livre, la critique qu'en fait L. Janover dans *Autogestion et Socialisme*, N. 33-34, p. 149-156, « Le marxisme dans leurs têtes ».

(10) Calmann Lévy, 1975, 245 p.

(11) Payot, 1974, 451 p.

ou tel événement. On comprend donc pourquoi la diffusion et l'accueil réservé par la critique à l'un ou à l'autre type d'ouvrage ne sont pas comparables. On peut certes le déplorer mais ces regrets, aussi fondés soient-ils, ne doivent pas faire sous-estimer *l'un et l'autre* de ces apports qui travaillant dans des registres différents (mais complémentaires) ne peuvent être confrontés tels quels.

Telles sont, brièvement résumées et indiquées, les transformations intervenues dans l'espace mondialisé des économies et des idéologies telles que nous pouvons les percevoir, ombres et lumières, sans qu'il soit possible de trancher radicalement dans le vif de ces débats déjà anciens mais ré-activés par des préoccupations et des projets qui doivent nécessairement interroger Marx et le(s) marxisme(s) d'un point de vue critique ; afin de rechercher et d'esquisser les conditions de possibilités d'une société sans classe, d'où serait exclue toute domination des dirigeants sur les dirigés et « par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant » (12).

Dans cette perspective, l'ouvrage de M. Rubel *Marx critique du marxisme* constitue un apport considérable et précieux à cette recherche théorique et pratique d'un autre « possible ». Pour la connaissance de Marx et de ses écrits et pour la restitution des textes marxiens volontairement occultés ou déformés par les organisations marxistes staliniennes, M. Rubel présente dans ce livre – comme dans ses ouvrages antérieurs (13) – un exemple de persévérance intellectuel et d'opiniâtreté qui ne peut que heurter, agacer, voire être insupportable à tous les

(12) J.J. Rousseau : *Du contrat social* Paris, Aubier Montaigne, 1943, p. 90.

(13) Parmi ceux-ci, on retiendra plus particulièrement : *Bibliographie des œuvres de Karl Marx*, Paris, Rivière, 1956, 275 p. complétée par un « supplément », 1948, 381 p. réédition dans la « Petite Bibliothèque Payot » en 1970, 2 vol. 304 et 290 p. *Karl Marx, Essais de biographie intellectuelle* Paris, Rivière, 1957, 465 p. *Karl Marx, Oeuvres, Economie*, préface de F. Perroux, Paris, Gallimard, (Bibliothèque de la Pléiade) 1963, I, 1819 p. ; 1968, II, 1970 p. Enfin M. Rubel publie chaque année sous sa responsabilité, depuis 1958, des études de marxologie dans les cahiers de l'ISEA.

dévots attitrés, intellectuels et militants, du marxisme léninisé, trostskysé ou maoisé (suivant les moments et les lieux), au mépris des textes de Marx et souvent *contre* la pensée marxienne elle-même. Et, si comme le pense J.P. Sartre, le marxisme reste « la philosophie de notre temps, indépassable parce que les circonstances qui l'ont engendré ne sont pas encore dépassées » et que « nos pensées quelles qu'elles soient, ne peuvent se former que sur cet humus » (14) le « combat » que mène M. Rubel est de première importance pour lutter efficacement et utilement contre ceux qui « vont se déclarer marxistes parce qu'ils jouent cette espèce de règle du jeu qui n'est pas celle du marxisme, mais de la communistologie, c'est-à-dire définie par des partis communistes qui indiquent la manière dont on doit utiliser Marx pour être, par eux, déclaré marxiste » (M. Foucault) (15).

D'ailleurs, le titre même du recueil d'essais publié par M. Rubel *Marx critique du marxisme,* est significatif comme l'est encore plus cette phrase de Marx rapportée par Engels à de nombreuses reprises (16) : " tout ce que je sais, c'est que *moi* je ne suis pas « marxiste » ", et placée par M. Rubel en épigraphe de son livre.

Les essais présentés ont déjà, pour la plupart, paru dans des revues entre 1957 et 1973 et ont été largement revus et parfois modifiés par M. Rubel qui a ajouté à cet ensemble une courte *présentation* dans laquelle il explicite l'économie de son livre et une *postface* inédite qui reprend plus longuement des recherches plus récentes. L'auteur a mêlé des textes de marxologie pure (17) et des analyses plus historiques et sociologiques sur des thèmes précis comme la « croissance du capital en U.R.S.S. », « la

(14) cf J.P. Sartre : *Critique de la Raison Dialectique* Gallimard, 1960, p. 29.

(15) cf M. Foucault : « Entretien sur la prison : le livre et sa méthode » in *Magazine Littéraire,* dossier consacré à M. Foucault, N. 101, Juin 75.

(16) cf M. Rubel, p. 21, note 1.

(17) M. Rubel définit la marxologie comme « l'exploration historico-critique de l'œuvre marxienne » in l'avant propos de « Révolution et Socialisme » des *Pages de Karl Marx* Tome 2, Petite Bibliothèque Payot, op. cit., p. 6.

Commune », ou les rapports de la science, de l'éthique et de l'utopie. Se proposant de « réunir les éléments pour une entreprise de démolition intellectuelle dont – le lecteur n'aura pas de peine à le constater – le véritable auteur n'est que Marx lui-même » (p. 8). M. Rubel admet que l'action et l'enseignement de Marx ne soient pas exempts d'ambiguité, mais il refuse « d'abandonner Marx à des disciples qui sous l'apparence d'une fidélité absolue, remplacent la critique souhaitable et souhaitée par la trahison pure et simple. Obscurantiste de notre époque, le marxiste qui sert l'Etat policier et son capital tombe sous la critique de Marx au même titre que le capitaliste bourgeois et son Etat libéral. Frères ennemis, voire frères tout court, le vrai capitalisme et le faux socialisme sont unis dans cette même conspiration universelle qui maintient l'humanité dans un état de barbarie permanente et fait peser sur elle la menace d'une extermination par la faim et par le feu » (p. 9).

Il serait bien présomptueux de prétendre pouvoir résumer (et cela n'aurait sans doute pas de sens ni de portée) tous les textes présentés par M. Rubel à l'appui de ses principales thèses. Aussi devons nous nous limiter dans cet article à présenter (tout en respectant la répartition réalisée par l'auteur) les éléments primordiaux de critique et de proposition, qui permettront dans une dernière partie d'indiquer comment M. Rubel se situe d'emblée, *malgré* ses réticences personnelles à employer le mot d'*autogestion* (comme nous le verrons plus loin) dans cette mouvance, dans ce courant, autogestionnaire qui désigne en particulier le « lieu » d'où nous-mêmes écrivons cet article.

1 - Le marxisme légendaire

Pour M. Rubel c'est Engels qui doit être considéré comme le véritable fondateur du « marxisme » puisqu'en réalité les vocables « marxiste », « marxisme » et même « marxide » " sont apparus primitivement sous la plume d'Internationaux animés d'intentions critiques et polémiques, donc dans un esprit de dénonciation visant un

« adversaire » " (18) : Marx et ses disciples (sa « coterie » déclarait Bakounine). Aussi Engels en reprenant ce qualificatif a-t-il été le premier à célébrer un « culte » de Marx et à contribuer ainsi à la formation d'une mythologie dont il n'ignorait pourtant pas qu'elle risquerait de « corrompre la signification profonde d'un enseignement considéré comme l'expression théorique d'un mouvement social et nullement comme une doctrine inventée par un individu au bénéfice d'une élite intellectuelle » (p. 22). A l'appui de sa démonstration, M. Rubel décrit également ce que fut l'activité de Marx au sein de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT). Auteur des principaux documents constitutifs de l'AIT, de nombreux rapports, adresses, manifestes, K. Marx recherchait en fait l'efficacité et l'anonymat conformément au principe de *l'auto-émancipation* placé en tête des préambules des statuts de l'AIT : « L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (19). Principe qui interdisait en fait à l'intellectuel un autre rôle que celui de contribuer à la « compréhension de la société existante » en se livrant à une éducation politique et non de se poser en « conspirateur professionnel » comme le préconisait Bakounine (p. 40). M. Rubel réfute donc « l'autoritarisme » supposé de Marx et démontre comment ce dernier refusait plutôt de transformer l'Internationale en un appareil chargé d'imposer du *dehors* une doctrine de l'émancipation sociale aussi généreuse et « géniale » puisse-t-elle être : « l'œuvre de l'Internationale est de combiner, de généraliser et de donner de l'uniformité aux *mouvements spontanés* des classes ouvrières, mais non de les diriger, ou de leur imposer n'importe quel système doctrinaire » (20). Ces positions théoriques et pratiques s'opposent radicalement – on peut déjà le noter – aux futures pratiques politiques léninistes, héritées des prin-

(18) cf Margaret Manale : « Aux origines du concept de marxisme » in *Critique et praxis*, Etudes marxologiques, *Cahiers de l'ISEA*, Série S, N. 17, Octobre 1974.

(19) cf *Statuts de l'AIT*, Pleiade, Economie I, p. 469 et suiv.

(20) cf *La Première Internationale*, Recueil de documents publiés sous la direction de J. Freymond, Génève, Droz, 1962, Tome I, p. 33 cité par M. Rubel.

cipes du kautskysme philosophique sur l'apport de l'extérieur de la conscience politique aux travailleurs par une avant-garde éclairée, pratiques codifiées dans *Que faire ?* et qui constituent encore aujourd'hui le référentiel avoué ou implicite de la praxis politique de la plupart des organisations politiques socialistes ou communistes.

Après cette dénonciation des fausses querelles et des détournements sémantiques qui jalonnent l'itinéraire personnel de Marx et qui ont fait du marxisme « le plus grand, sinon le plus tragique, malentendu du siècle » (p. 42) M. Rubel s'efforce dans un essai au titre volontairement provoquant *Marx théoricien de l'anarchisme,* de montrer que sous le terme de « communisme », Marx a développé une « théorie de l'anarchie » dont le projet central était celui de la *disparition de l'Etat,* de tout Etat. M. Rubel se réfère sur ce point au plan de Marx concernant son œuvre générale l'*Economie* qui devait comporter six rubriques réparties en deux triades : *Capital,* Propriété foncière, Travail salarié ; *Etat,* Commerce extérieur, Marché mondial (21) et constituer ainsi un vaste projet que Marx n'a pu terminer lui-même complétement et dont M. Rubel propose de retrouver les éléments essentiels dans les autres écrits de Marx, comme les analyses historiques plus ponctuelles (« les luttes de classe en France », « la guerre civile en France – 1871 », la « critique du programme de Gotha », etc...) sa correspondance, ses brouillons, ses « cahiers d'études », etc... D'après M. Rubel, il ne fait pas de doute que le *livre sur l'Etat,* bien que non écrit, « ne pouvait contenir que la théorie de la société libérée de l'Etat, la société anarchiste » (p. 45). Cette théorie de l'anarchie est – contrairement à celle de Proudhon – constituée par une critique du mode de production capitaliste et de la civilisation bourgeoise, critique réalisée *au nom* de l'éthique prolétarienne, pour réaliser « une association où le libre développement de chacun

(21) cf l'avant propos à la *Critique de l'Economie Politique*, Pléiade, Economie I, p. 271 et suiv. Se reporter surtout au dernier essai de M. Rubel dans *Marx critique du marxisme*, où il analyse en détail ce projet de Marx : « Plan et méthode de l'Economie » pp. 369-401.

serait la condition du libre épanouissement de tous » (22). Cette volonté de réaliser l'auto-émancipation humaine constitue chez Marx un impératif *éthique* qu'il « s'appliquera à démontrer scientifiquement » (p. 52) et qui s'oppose à tout « projet fallacieux d'une libération par les dispensateurs de conscience » (p. 408), « spécialistes exercés de la libération d'autrui » (p. 418).

D'autre part, pour Marx – qui s'oppose ainsi à la célébration hégélienne de l'Etat (23) – « l'existence de l'Etat et l'existence de la servitude sont inséparables » (*Vorwärts* 1844) et la Commune qu'il a célébré comme la « forme enfin trouvée », fut « une révolution contre l'*Etat* comme tel, contre cet avorton monstrueux de la société, elle fut la résurrection de l'authentique vie sociale du peuple, réalisée par le peuple » (24).

Quant à l'expression de « dictature du prolétariat » employée par K. Marx (25) pour désigner la période historique de transition, elle est liée *indissolublement* au projet de dépérissement de l'Etat alors que pour leur part, les pays « socialistes » ont – au nom de Marx et du marxisme – réalisé l'alliance étroite du renforcement de l'Etat et de la dictature *sur* le prolétariat, exercée par une infime minorité de despotes (26).

2 - Le mythe d'Octobre

Sur la base des conceptions développées par K. Marx, dans sa tentative pour « dévoiler » la loi économique de la société moderne, M. Rubel tente une confrontation critique de l'enseignement marxien avec la théorie économique officielle de l'U.R.S.S. Reprenant donc les différentes positions de Lénine, Boukharine, Préobajenski, Staline, etc... sur les problèmes de l'accumulation du capital en U.R.S.S. M. Rubel démontre comment la théorie soviétique, héritée de la théorie de l'accumulation de Lénine, a conduit finalement dans les faits à une stricte imitation, plus parfaite encore que le modèle, des formes et des méthodes du capitalisme le plus développé : exploitation systématique de la force de travail, rationalisation de la production par l'application du système Taylor (27), gestion dictatoriale des usines, large diversité des revenus, etc... Dans ces conditions l'infrastructure économique de l'U.R.S.S. présente le « double caractère du capitalisme pur, abstrait, « sans phrase », et de l'esclavigisme sans masque » (p. 100) matérialisé dans le travail forcé, les déplacements obligés et l'extermination de millions d'hommes, la terreur policière, etc... ; en un mot : *l'oppression totalitaire*.

On se trouve donc placé devant le dilemme suivant : soit la théorie matérialiste de l'histoire développée par Marx est scientifiquement valide et alors il n'est pas possible de considérer l'U.R.S.S. comme une société socialiste ; soit ces pays sont bien « socialistes » et dans ce cas la « découverte scientifique » de Marx, qualifiée par Engels de « géniale », est « scandaleusement fausse » (p. 138).

En effet, pour Marx, « lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de la loi naturelle qui préside à son mouvement (...) elle ne peut ni dépasser d'un saut, ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel ; mais elle peut abréger la période de gestation et adoucir les maux de leur enfantement » (28). C'est pour-

(22) cf *le Manifeste communiste*, Pleiade, Economie I, p. 161 et suiv.

(23) Comme l'écrit H. Lefebvre : « Hegel ? C'est l'Etat, rien que l'Etat, tout l'Etat. Et l'Etat tout entier a ses proies attaché ! » (p. 218) in *Hegel, Marx, Nietzsche ou le royaume des ombres* Casterman, 1975, 223 p.

(24) *Adresse sur la Commune*, brouillon, 1871, cité par M. Rubel, p. 54.

(25) cf H. Draper : « Marx and the dictatorship of proletariat » in *Cahiers de l'ISEA*, N. 6, Série S, Septembre 1962. Voir également le livre de Kasem Radjavi : *La dictature du prolétariat et le dépérissement de l'Etat de Marx à Lénine*, Anthropos, 1975, 430 p.

(26) cf sur ce point l'interview d'Henri Lefebvre réalisée par Y Bourdet et O. Corpet pour *Autogestion et Socialisme*, N. 33-34.

(27) « ... parlant de l'édification et de l'organisation de l'appareil de production en Russie, Lénine ne cachait son admiration et son respect pour les méthodes américaines (taylorisme) et allemandes (discipline draconienne du travail, entreprises étatisées) » (M. Rubel op. cit., p. 67). Dans un livre récent, *Lénine, les paysans, Taylor*, Le Seuil, 1976, 172 p., Robert Linhart s'échine à démontrer que Lénine ne pouvait faire autrement que préconiser l'utilisation du « système Taylor » quitte à le « retourner » (contre qui ?), s'il voulait engager la Russie plus en avant sur la voie « ouverte » (?) de la révolution prolétarienne.

(28) cf *Le Capital*, livre I, Pleiade, Economie I, p. 550.

quoi, analysant les perspectives d'évolution de la Russie et en réponse à la demande de correspondants russes, Marx pensait que deux voies seulement s'offraient à cette évolution : 1) construction d'un socialisme russe sur la base de la commune paysanne (le *mir*) *à la condition* du « triomphe préalable de la révolution prolétarienne en Europe Occidentale » (p. 202) ; 2) le passage par une phase capitaliste. Et Marx ajoutait que dans cette dernière hypothèse, la Russie ne réussirait pas « sans avoir préalablement transformé une bonne partie de ses paysans en prolétaires, et.. une fois dans le giron du régime capitaliste, elle en subira les lois impitoyables, comme d'autres nations profanes » (29).

Or, selon M. Rubel – et il est difficile de ne pas partager son analyse si on accepte de s'interroger sans *a priori* sur ces événements – l'évolution sur la base de la commune paysanne n'ayant pas eu lieu, seule restait donc la perspective d'une révolution capitaliste et bourgeoise, étape nécessaire qui permettrait de « jeter les fondements matériels autrement dits capitalistes, d'un socialisme futur » (p. 114). Or, pour Lénine et les bolcheviks « quelques mois avaient suffi à la Russie pour passer d'une « révolution bourgeoise » à une « révolution prolétarienne », voire à une « dictature du prolétariat », le triomphe du parti bolchévique garantissant en quelque sorte l'authenticité révolutionnaire de l'événement » (p. 151). Certes Lénine et les révolutionnaires n'ignoraient pas l'impérieuse nécessité d'un certain niveau de développement des forces productives pour que le passage au socialisme puisse se réaliser, mais, faisant fi de l'enseignement scientifique marxien, ils ont agi comme si « l'immaturité économique d'un pays industriellement arriéré (garantissait) la maturité politique de son prolétariat pourtant minoritaire par rapport à sa paysannerie » (p. 153). Malgré tout, pour justifier leur action, ils s'en référaient à la loi du développement inégal – le « chaînon le plus faible » – mais pour M. Rubel il s'agit là encore d'une affirmation contraire aux analyses de Marx pour qui « l'inégalité de développement économique réservait aux pays hautement industrialisés et prolétarisés la priorité historique du passage au communisme, à travers l'étape intermédiaire d'une dictature exercée par le prolétariat largement majoritaire et puissamment organisé » (p. 153) (30).

(29) cf la réponse à Mikhaïlovski, novembre 1877. On pourra se reporter également aux différents brouillons de la réponse de Marx à Véra Zassoulitch en 1881, où il affirme à nouveau l'alternative : développement du capitalisme ou « régénération sociale » à partir de la Commune paysanne. cf *La Commune rurale et les perspectives révolutionnaires en Russie*, Pléiade, Economie II, p. 1551 et suiv. Cf également la préface de Marx et Engels à l'édition russe du *Manifeste communiste* de 1882 : « Si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, l'actuelle propriété collective de Russie pourra servir comme point de départ pour une évolution communiste », Pléiade, Economie I, p. 1482 et suiv.

En résumé, pour M. Rubel la Révolution d'Octobre 1917 a inauguré « l'entrée de la Russie dans le processus mondial de l'accumulation capitaliste » (p. 129), et les bolcheviks et leurs alliés, (...), agirent objectivement selon la « loi du mouvement économique de la société bourgeoise » (p. 111), expérimentant ainsi, *in vivo*, les mécanismes d'oppression décrits justement par Marx dans *Le Capital*. L'objectif réel de cette « révolution » n'était donc pas la suppression des rapports de production capitalistes (en fait presque inexistants sous le tsarisme) mais bien plutôt l'instauration de ceux-ci par la coercition politique et l'exploitation économique afin de faire « naître » un *prolétariat national* placé d'emblée sous la coupe d'une nouvelle classe bourgeoise oppressive. Dans ces conditions M. Rubel peut à juste titre considérer la Révolution d'Octobre comme un *mythe*, l'appellation « socialiste » ou « communiste » comme une imposture et les tentatives pour « sauver » le caractère socialiste initial de ces événements (31) comme une déraison théorique.

(30) « le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle, l'image de leur propre avenir », K. Marx, *Le Capital*, Pléiade, Economie I, p. 548.

(31) cf l'analyse par M. Rubel du *Nouveau Léviathan* (Ed. Anthropos, 1967 et 1970) de P. Naville où celui-ci étudie le développement d'un salariat universel sous l'emprise du pouvoir bureaucratique « qui résume de plus en plus l'essence politique de la domination de l'homme sur l'homme » (op. cit., Tome I, p. 60).

3 - Parti et Prolétariat

Analysant la théorie politique de Marx, M. Rubel démontre à nouveau le rôle central des postulats de l'auto-émancipation ouvrière et de la mission historique du prolétariat dans cette théorie et oppose celle-ci à tous les paradigmes politiques conduisant à imposer – jusque par la terreur – les volontés d'une minorité de « révolutionnaires professionnels » qui « déclarent que les ouvriers sont trop incultes pour se libérer par eux-mêmes, et qu'ils doivent être libérés par en-haut, c'est-à-dire par de grands et petits bourgeois philanthropes » (32).

Ce postulat éthique de l'auto-émancipation implique de dépasser les formes bourgeoises de la démocratie, non pas en revenant à des méthodes tyranniques comme l'ont fait les régimes staliniens, mais en approfondissant le développement intellectuel et culturel de la classe ouvrière, résultant de « l'action commune et de la discussion » (33).

Dans cette perspective, une question fondamentale est posée : est-il possible de concilier la référence à l'action autonome de la classe ouvrière – *Selbsttätigkeit* – avec une pratique politique selon laquelle seule une minorité instruite de bourgeois prétendumment dévoués à la cause prolétarienne, d'après la « découverte » de Kautsky reprise par Lénine, pourrait assurer cette émancipation ? Bien que Marx n'ait pas apporté de « réponse d'ensemble » sur les problèmes du parti ouvrier, de la prise et de l'exercice du pouvoir, de la violence, etc..., il n'est pas possible de prétendre respecter l'enseignement marxien lorsqu'on donne dans les faits toute l'importance aux minorités rectrices et dominatrices dont l'histoire a amplement montré qu'elles ont pour principale ambition de chasser et de remplacer une classe dirigeante par une autre

(32) K. Marx ; F. Engels, *Lettre circulaire*, 17-18 septembre 1879.
(33) cf Engels, préface à la réédition allemande du *Manifeste communiste* en 1890, Pléiade, Economie I, p. 1488.

classe dirigeante sans transformer les rapports de domination et les divisions entre dirigeants et dirigés. Il est d'ailleurs significatif, comme le note M. Rubel, que « ni Marx, ni Engels n'ont favorisé la naissance d'un parti « marxiste » et se sont toujours opposés à *l'endoctrinement* au nom de *l'expérience ouvrière* » (p. 204). Plus généralement, « deux concepts distincts, celui de démocratie et celui de communisme, désignent chez Marx les deux étapes d'un même mouvement, révolution politique et révolution sociale. La première, la « conquête de la démocratie » par la classe ouvrière, débouche sur la « dictature du prolétariat ». La seconde, c'est l'abolition des classes sociales et du pouvoir politique, la naissance de la société humaine » (p. 177). Ainsi, « pour ambigü qu'ait été l'héritage de Marx, il en reste pourtant un acquis : l'autoémancipation ouvrière ne peut être que *sociale* et le moyen n'en est pas la conquête et la transformation de l'Etat, mais l'abandon et la destruction de tout pouvoir politique » (p. 213).

4 - Ethique et Utopie

Cette partie du recueil de M. Rubel comprend sept essais consacrés aux dimensions utopiques de la pensée marxienne et permet une fois encore de mettre en évidence les simplifications réductrices exercées sur l'œuvre de Marx par les propagandistes zélés et doctrinaires d'une *vulgate* appauvrie et appauvrissante. Celle-ci se borne à l'emploi répété et stéréotypé de formules magiques et incantatoires : « lutte des classes », « forces productives », « conditions objectives », « bourgeoisie », « prolétariat » etc..., dont le principal effet est de réduire bien souvent celui qui les prononce au rôle misérable de moulin à prières, nouveau bigôt pour une nouvelle église, à moins que ce ne soit pour le compte de quelque chapelle sectaire et dogmatique saisie par l'ambition démesurée de conduire sans risques la révolution des autres. Ainsi pour " ces capitaines Riflandouille et Traineboudin du « marxisme militant » " comme les nomme

avec humour A. Glucksmann (34), il ne fait pas de doute que les certitudes du socialisme « scientifique » entrent en totale contradiction avec les prétendues apories du socialisme « utopique », accusé d'être la source et le terreau de tous les réformismes exécrés. Suivant ce point de vue, on devrait reconnaître essentiellement à Marx d'avoir jeté les fondements d'une science de la société et de son devenir. M. Rubel pour sa part refuse cette analyse conduisant à identifier dans l'œuvre de Marx le moment épistémologique où celui-ci se serait enfin soustrait aux influences délétères des penseurs et des références utopistes. Bien au contraire, il estime plutôt que « Marx n'a pas condamné l'utopie pour lui substituer une « science », mais qu'il s'est opposé à ses devanciers « utopistes » pour avoir méconnu la « spontanéité historique » du prolétariat et pour avoir voulu « apporter » à celui-ci – et Marx semble anticiper la critique que l'on pourrait en son nom, adresser à Lénine – une « science sociale » des moyens et des fins de sa libération » (p. 227). Et les sarcasmes réservés dans le *Manifeste Communiste* à certaines expériences de quelques précurseurs, ne peuvent masquer la dette de la pensée marxienne envers le « grand projet » utopiste : « disparition de l'antagonisme entre la ville et la campagne, abolition de la famille, de l'industrie privée, du travail salarié, proclamation de l'harmonie sociale, transformation de l'État en simple administration de la production » (35).

Seulement Marx, par son adhésion *éthique* à l'autoémancipation du prolétariat, s'oppose aux moyens préconisés par les principaux utopistes en guise de « recettes de salut » pour réaliser ces justes fins. C'est ainsi que largement redevable à la pensée de Saint Simon, Marx ne s'est pourtant pas reconnu dans l'élitisme des Saints-Simoniens (36). En réalité, la protestation de Marx « ne vise

(34) cf A. Glucksmann, *La cuisinière et le mangeur d'homme*, op. cit., p. 65.
(35) cf *Le Manifeste Communiste*, Pléiade, Economie I, p. 192.
(36) cf l'essai « Saint Simonisme et marxisme », pp. 252-271.

pas le *fond* mais certains aspects aberrants du socialisme dit utopique » (p. 296) et de même qu'on a pu restituer Marx comme « théoricien de l'anarchisme » il est important de comprendre comment Marx n'a pas aboli l'utopie, mais qu'il en a au contraire « renouvelé le sens, en élargissant sa sphère d'application » (p. 293).

On assiste d'ailleurs à l'heure actuelle à un renouveau de la pensée utopique à travers lequel on peut distinguer comme le fait justement H. Lefebvre, « les utopies abstraites et les utopies concrètes, les utopies positives et les utopies négatives, les utopies technologiques et les utopies sociales » (37). Parmi celles-ci, certaines proposent des objectifs louables et généreux mais posent des problèmes importants en ce qui concerne les moyens de les réaliser – comme chez Illich par exemple (38) – tandis que d'autres sont plus « opératoires » car, *concrètes* elles stimulent la pensée et l'imaginaire, esquissent un autre « possible » déjà présent « en creux » dans l'organisation sociale existante, s'appuient sur toute une tradition utopique *enrichie* par Marx, (comme le montre M. Rubel) et s'inscrivent dans le vaste « mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité » (39). C'est dans cette seconde perspective que se déploie le projet autogestionnaire, qui revendique pour sa part à la fois l'héritage de la pensée utopique et celui de la pensée marxienne, sans se livrer aux exclusions traditionnelles et non fondées, coutumières aux partisans d'un socialisme jacobin et centralisateur, d'un socialisme d'État bureaucratique et oppresseur.

5 - Connaissance de l'œuvre

Cette dernière série d'essais plus spécialement consacrée à l'œuvre même de Marx met bien en évidence la

(37) cf H. Lefebvre, *Le temps des méprises*, Stock, 1975, p. 242.
(38) cf sur ce point les critiques adressées à Illich par G. Martinet dans *l'Avenir depuis vingt ans*, Stock, 1974 p. 91 et suiv., Voir également les remarques formulées par J.F. Revel dans *La tentation totalitaire*, R. Laffont, 1976, à propos de ces exaltations passéistes d'un âge d'or perdu, p. 124 et suiv.
(39) *Le Manifeste communiste*, Pléiade, Economie I, p. 172.

cuistrerie et les erreurs de tous les épistémologues qui ont cru pouvoir « débiter en tranches », séparer et différencier les écrits de Marx selon des catégories arbitraires et des normes abstraites : Marx humaniste/Marx scientifique, écrits de jeunesse/écrits de maturité, etc... En réalité, toutes ces affirmations sur les ruptures de la pensée de Marx avec les conceptions hégéliennes, sur le prétendu passage d'une problématique anthropologico-philosophique à une problématique scientifique a-historique ne paraissent plus tout aussi fondée depuis qu'il est amplement démontré, par M. Rubel et par de nombreux autres, qu'il ne suffit pas de « lire » *Le Capital* pour y découvrir un Savoir absolu et éternel (40), mais qu'il convient plutôt d'embrasser *l'ensemble* de l'œuvre de Marx, de la compléter et de l'enrichir sans cesse, de la renouveler, de la *réviser* au besoin, n'en déplaise aux bons apôtres de la « marxolâtrie » (D. Nieuwenhuis).

En effet, l'analyse des « cahiers d'études de Marx », du plan d'ensemble de son *Economie* et de *tous* les textes jusqu'ici connus, non seulement ne permet pas de maintenir sérieusement ces « découpes » savantes mais conduit nécessairement à admettre que « quelques unes des principales thèses du *Capital* étaient acquises dès 1847 » (p. 312). Et sur tous les principaux sujets traités dans *Marx critique du marxisme,* il ne fait pas de doute qu'il existe un rapport étroit entre les « premiers écrits de critique sociale » et le « schéma scientifique du système de production capitaliste ». La question de l'Etat ?

(40) cf H. Lefebvre *L'idéologie structuraliste,* Seuil, 1975. Dans sa préface à cette réédition d'articles anciens, H. Lefebvre note que « Althusser et ses suiveurs ont obstrué la *coupure politique* qui sépare Marx de Hegel : la critique de l'Etat de son apologiste. Opération qui a une double portée. Dans l'immédiat, elle permet le repli sur des positions apparemment inexpugnables, celles d'une scientificité coupée du monde et de ses questionnements, négligeant les échecs, les crimes, les fautes, pêle mêle reléguées dans le « vécu ». Ce qui définit le coïncidence de la scientificité et de l'idéologie. A plus long terme, cette version marxiste prépare le terrain à l'Etat promulguant officiellement l'unité du savoir et du pouvoir : la plus équivoque et la plus dangereuse des identités ». cf également J. Rancière, *La Leçon d'Althusser,* Gallimard, Idées, 1975 et les remarques de Lucio Coletti sur Althusser dans *Politique et Philosophie,* op. cit., pp. 33-36.

« L'anti-étatisme de ses écrits de jeunesse se retrouve dans presque tous ses travaux de la maturité » (p. 424). Le postulat de l'autoémancipation ? Il « sous-tend l'œuvre de Marx comme un leitmotiv, depuis le manifeste anti-hégélien et la *Sainte Famille* de 1844 jusqu'à *l'Adresse inaugurale* de l'Internationale ouvrière (...) *l'Adresse sur la Commune* et les ultimes méditations sur le sort de la Commune paysanne dans la révolution russe » (p. 197). C'est pourquoi, comme l'écrit H. Lefebvre « les œuvres philosophiques dites de jeunesse n'ont pas moins d'importance que les œuvres économiques de la maturité et les œuvres politiques de la fin » (41).

*
* *

Au terme d'une lecture attentive et passionnée de *Marx critique du marxisme* une question se pose tout naturellement : comment peut-on encore,*ici* et *maintenant,* se dire ou se prétendre « marxiste » ? Et plus encore, « marxiste-léniniste » ? Faut-il pour cela s'enfermer dans une lecture dogmatique et partielle de Marx, affirmer que le renforcement de l'Etat est la voie la plus sûre de son dépérissement, fortifier les minorités rectrices parlant « au nom de ... », refuser les apports de l'utopie dans l'esquisse d'un monde nouveau au nom d'une « science » de la société, ou bien encore reconnaître à l'U.R.S.S. et ses satellites que *malgré* leurs « erreurs », *malgré* Staline, ces pays se sont engagés réellement sur la voie du socialisme ? Dans ces conditions, rien ne « sert » de se proclamer « marxiste », car ce serait – comme l'a justement montré M. Rubel – le plus sûr moyen de ne pas l'être, d'ignorer les principaux éléments constitutifs de la pensée de Marx et de se prononcer – fut-ce inconsciemment – pour le maintien, voire le renforcement, de la domination d'une classe sur une autre, de la division

(41) H. Lefebvre, *Hegel, Marx, Nietzsche ou le royaume des ombres,* op. cit., p. 104.

dirigeants-dirigés et d'un système social d'exploitation et d'aliénation.

Face à cette perpétuation possible – et déjà réalisée – sous d'autres formes, d'une société hiérarchisée, bureaucratisée, policière, etc..., il n'est donc plus possible de s'en remettre aux « modèles » de libération et de révolution concoctés par quelques avant-gardes auto-proclamées. Faut-il donc pour autant s'abandonner à un *pessimisme radical* comme semble le faire plus ou moins M. Rubel ? S'interrogeant sur les échecs répétés qui jalonnent l'histoire du mouvement ouvrier, M. Rubel refuse d'expliquer ceux-ci par les simples « trahisons » de ses « chefs géniaux » mais s'interroge plus fondamentalement sur la capacité réelle du mouvement ouvrier à se soustraire aux prises des pouvoirs en place et sur le sens des discours théoriques et révolutionnaires dont la fonction première serait alors de reconstruire dans et par le discours une réalité absente ou disparue dans le mouvement ouvrier (42). Il en résulte que toute formulation d'un projet nouveau ne peut-être que précaire et si on suit M. Rubel sur cette voie, nécessairement vouée à un échec plus ou moins proche.

Si nous ne partageons pas cette position, on doit toutefois reconnaître que M. Rubel ne manque pas d'exemples et de démonstrations pour l'appuyer. Les débats récents sur le marxisme que nous évoquions au début de cet article ont parfaitement illustré ses propos sur le dogmatisme régnant chez les marxistes et l'enfermement d'une pensée riches et *critique* – critique du marxisme lui-même – dans les carcans d'idéologies étatiques, sectaires, voire policières (43).

(42) Nous nous référons sur ce point aux arguments développés par M. Rubel dans la postface de *Marx critique du marxisme* et au cours d'une intervention dans le séminaire sur l'Autogestion à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, animé par Y. Bourdet et J. Fisera, 11 juin 1975.

(43) Pour mémoire et sans prétendre être exhaustif, signalons quelques autres articles significatifs dont « l'originalité » tient à leur provenance car ils ont été écrits par des « théoriciens » de la gauche non communiste : P. Guidoni, « La trahison des clercs », *Quotidien de Paris*, 8/6/75 et A. Meyer : « Marx est-il coupable ? », *Faire*, N. 3, Décembre 1975.

Il reste qu'il est possible d'adopter une démarche, certes volontariste et donc éventuellement précaire, qui, s'appuyant d'une part sur la réflexion de Marx *contre* l'Etat – même et surtout s'il est suivi du mot « populaire » – et *pour* l'autoémancipation des travailleurs, d'autre part sur les enseignements théoriques et pratiques de certains de ses « héritiers » – comme R. Luxemburg, A. Pannekoek, Otto Bauer, etc ... (44) – et enfin – essentiellement – sur les mouvement sociaux actuels, se fasse l'écho d'une aspiration à la suppression véritable de tous les rapports de domination, d'une aspiration à *l'autogestion*. Ce mot lui-même est très peu utilisé et sans doute peu prisé par M. Rubel dans ses écrits. Les rares fois où il y fait allusion c'est presque exclusivement pour marquer ses réserves sur les réalités qu'il est censé recouvrir ou sur l'action et la pensée de ceux qui le prononcent. Ainsi par exemple, lorsque évoquant « l'adhésion » d'E. Morin, Cl. Lefort et C. Castoriadis (45) au socialisme des conseils « en tant que modèle rationnel d'un mode de production fondé sur l'autogestion des travailleurs », il estime qu'il y a risque que cette « divulgation trop bruyante » – dans la fièvre de mai 1968 – d'une démarche conforme à la tradition du mouvement ouvrier, ne fasse dégénérer cet « élan » avant qu'il ait pu « s'épanouir » (p. 240, note 1). De même, on pourra lire ses remarques sur le concept « d'autopraxis du prolétariat » chez Marx : « .. l'autogestion n'ajoute-t-elle pas à la confusion qui marque l'état actuel du mouvement ouvrier ? » (46). Certes – il faut le

(44) Il serait impossible de citer tous ceux, célèbres et anonymes, intellectuels ou non, qui ont dû lutter – et luttent encore – contre tous les appareils et toutes les côteries, qui soucieuses du bien d'autrui et de leur avenir, n'hésitent pas à se poser/s'imposer en détenteurs de *la* vérité et du *sens* de la révolution, considérant toute pensée originale, toute action non conformiste, toute critique, comme une « déviation » à condamner une volonté à réprimer, une parole à exclure.

(45) cf la brochure *Mai 1968 : La Brèche, Premières réflexions sur les événements*, Fayard, 1968.

(46) Cf. l'article de M. Rubel dans *Autogestion et Socialisme* N. 34-35 ainsi que la note jointe de la rédaction en réponse à cette question. Cf. également les critiques de L. Janover à propos du livre d'Y. Bourdet *Pour l'autogestion*, dans le dernier *Cahier de l'ISEA, Critique et Praxis* op. cit.

...

reconnaître – M. Rubel n'est pas systématique dans sa « méfiance » à l'égard de l'autogestion. N'écrit-il pas par ailleurs dans une note : « en un sens, et tel est bien l'enseignement que l'on peut tirer d'une bonne lecture du *Capital,* l'idée de Marx, c'est le socialisme « autogestionnaire », la création de l'homme par lui-même » (p. 432) ? De même peut-on remarquer que M. Rubel doit en fin de compte trouver que le terme d'autogestion désigne fort bien le projet de Marx d'un système coopératif *généralisé,* puisqu'à l'occasion de la réédition en 1970 de ses « *Pages choisies pour une éthique socialiste* », il remplaçait le titre " De « l'Etat ouvrier » à la Commune " (p. 301 de la première édition) par celui d'« Autogestion » (tome 2, p. 178) (47).

Plus généralement, on peut reprocher à M. Rubel de conclure trop hâtivement à partir de ses importantes études sur Marx et la destinée du marxisme, à une impossibilité quasi-définitive que puisse s'esquisser dans la théorie et s'amorcer dans et par le mouvement réel des forces sociales dominées, la création-révolution d'une « auto-institution » permanente de rapports sociaux égalitaires et la prise en charge *par* tous les individus de leur vie quotidienne, soustraite aux dominations de l'Argent et de l'Etat. Or c'est bien dans cette perspective que se situe le projet autogestionnaire. Un tel projet ne va certes pas sans soulever de nombreuses difficultés tant théoriques que pratiques, qui constituent l'aune à laquelle peuvent s'estimer son ambition et son ampleur. Comme, il n'est pas possible dans le cadre de cette note de présenter les multiples aspects de la problématique autogestionnaire, on se permettra de renvoyer le lecteur aux différents ouvrages et études déjà publiés sur ce thème depuis quelques années et qui témoignent de ses implications de tous

p. 1584. Une position proche est défendue par Cl. Berger dans *Marx, l'association, l'anti-Lénine,* Petite Bibliothèque Payot, 1974 qui se refuse à admettre que l'autogestion suppose « l'abolition du salariat », cf compte rendu et remarques sur celui-ci dans *Autogestion et Socialisme* N. 30-31, p. 198.

(47) Pour les références exactes, se reporter à la note 13 ci-dessus.

ordres, de la multiplicité des modèles et des expériences, de ses échecs et des espoirs dont il est porteur. Indiquons toutefois que l'on assiste à l'heure actuelle à un *redéploiement* du projet autogestionnaire qui peu à peu s'enrichit et se différencie, s'étend et s'intensifie, l'autogestion étant de plus en plus ressentie comme une solution opposée tout à la fois aux impasses et aux « pièges » du capitalisme libéral voire social-démocrate et aux dangers – qui peuvent être mortels – du néo-stalinisme. C'est ainsi que la revendication autogestionnaire apparaît en des lieux très différents, avec une intensité variable, des sources théoriques diverses et quelques fois contradictoires et des bases sociales hétérogènes. Elle est désormais revendiquée par des africains soucieux de trouver la voie d'un développement autonome de leurs pays à partir des communautés de base (48), par des mouvements contestataires américains (49), par des citadins des grandes zones urbaines désirant « autogérer » leur vie quotidienne, par des minorités (ethniques, culturelles, sexuelles, etc...) désireuses d'affirmer et de vivre leurs différences, par les travailleurs en lutte résolus à ne pas laisser les appareils syndicaux ou politiques décider et agir à leur place, enfin par tous ceux qui tentent d'*expérimenter* ici et maintenant une vie et des rapports sociaux différents dans l'usine, la cité, la famille, l'école, etc... (50).

Ce formidable chambardement qui ébranle nos sociétés, nos points fixes, nos pesanteurs politiques et culturelles, nos projets les mieux ancrés, n'est pas assuré de déboucher sur cette société, aux contours encore imprécis, qu'appellent de leurs vœux tous ces mouvements, car le

(48) cf « Communautés de base et autogestion en Afrique », *Autogestion et Socialisme.* N. 34-35.

(49) cf « L'autogestion aux Etats-Unis ? » numéro spécial d'*Autogestion et Socialisme,* N. 32.

(50) cf Y. Bourdet « Sociologie de l'autogestion en France », communication présentée à la *Seconde Conférence Internationale sur l'autogestion,* Ithaca USA, 1975, Le texte de ce rapport, ainsi que de très nombreux documents relatifs à tous ces mouvements, toutes ces expériences, sont rassemblés dans le *Fonds de l'Autogestion,* Bibliothèque de la Maison des Sciences de l'Homme, 54, boulevard Raspail, Paris.

risque d'une barbarie future n'est pas à exclure non plus. D'où l'impérieuse nécessité d'approfondir, chacun à sa place et dans le respect des différences et des autonomies, l'élucidation théorique *et* pratique de ce projet d'autogestion. Gageons que pour cette tâche, le mouvement autogestionnaire sera largement redevable à M. Rubel d'avoir autant contribué à nous restituer dans toutes ses dimensions libertaires, utopiques *et* scientifiques, l'œuvre de Marx ainsi débarrassée des scories déposées par les « siens », imposteurs et dévôts, et d'une façon tellement précise et nette que son livre *Marx critique du marxisme*. pourrait aussi bien et aussi justement être intitulé : *Marx théoricien de l'autogestion*.

Olivier CORPET

MARX ET IDEOLOGIES MARXISTES

Alain GUILLERM

Marx et le marxisme

Huit ans après Mai 68, tout le monde découvre – les gauchistes (1) comme le grand public – que les vérités éternelles du marxisme, qui étaient devenues des lieux communs obligatoires tant pour l'Université que pour *Le Monde* ou *Le Figaro* s'effondrent : la Russie n'est pas socialiste, mais une bureaucratie totalitaire à l'instar de l'Allemagne nazie (j'allais écrire, antisémitisme en plus pour cette dernière, mais là aussi ma plume tombe). D'ailleurs la Chine de Nixon-Mao n'est pas socialiste non plus, l'ombre y mange la lumière (S. Leys, *Ombres Chinoises*) et le Goulag n'y est pas inconnu (Pasqualini, *Prisonnier de Mao*), et passons sur d'autres variétés exotiques du socialisme, du Cambodge à l'Egypte. Mais ce n'est pas tout, tout un chacun sait – nous excluons là encore comme marginales les sectes précitées – que ce qu'est devenu le « socialisme réalisé » en Russie, en Chine et ailleurs, n'est pas dû à une quelconque trahison des « normes » ou de la « légalité » léniniste comme pourraient le prétendre trotskistes *et* maos (c'est la dernière fois qu'on en parle ici) mais

(1) Sauf les groupes trotskistes et staliniens dont l'isolement n'est pas tant par rapport à la société que par rapport au Mouvement lui même, à la génération de Mai 68.

bien au léninisme lui-même, au centralisme démocratique, à la prétendue conscience socialiste apportée « du dehors » aux ouvriers par les intellectuels du Parti, au refus de l'autonomie et de la spontanéité, à la lourde vision positiviste et économiste des choses (matérialiste et fort peu dialectique) telle qu'elle s'exprime dans *Matérialisme et Empiro-criticisme*. On sait ce que ça a donné : la suppression de toute liberté dès 1918, l'écrasement de tous les opposants en Russie, anars, S. R de gauche, tendances du Parti, syndicalistes, etc.. de 1918 à 1921, avant que la Terreur n'atteigne l'ensemble de la population. A l'extérieur cela donna l'excommunication de tous les courants gauchistes, conseillistes et luxemburgistes. Excommunication perpétuée par des générations de léninistes monopolisant les médias de l'Université et de l'édition (par exemple les éditions Maspéro publient enfin le très critiquable mais indispensable ouvrage de Nettl (2) sur R. Luxemburg mais elles se croient forcées de commettre cette bourde sur la page de présentation : « Nettl les dégage (les thèses de R. L) du " luxemburgisme " concept forgé par Staline à partir d'éléments épars pour servir de repoussoir... » ! ? Sans commentaire) Cette mise systématique sous le boisseau de la vérité par les léninistes a, quelques longues années après Mai 68 – le temps je suppose que le négatif ait fait son travail – volé en éclats. Et c'est un éclat de rire qui accueille généralement les léninistes, qu'ils viennent de la jeunesse contestataire ou de la masse des simples gens. Mais ce scepticisme salutaire, de nos jours ne s'arrête pas là. Les pédants avaient tellement seriné que le « marxisme-léninisme » était tout un, baptisé M-L pour souder encore plus les deux termes dans la « novlangue » d'Althusser que, rejetant le léninisme, les gens rejettent naturellement le marxisme. Loin de nous l'idée de les accuser de « rejeter le bébé avec l'eau sanglante, de quelques dizaines de millions de morts, du premier bain » mais tout de même, nous sommes en

(2) Sur la critique de Nettl, voir : Y. Bourdet, « Rosa Luxemburg et le marxisme anti-autoritaire » dans *L'Homme et la Société*, N. 24-25, 1972, p. 249-263.

droit de poser la question : Marx (et non pas le « marxisme ») est-il responsable de ce bain de sang ? Si tout accuse Lénine – tant les preuves théoriques que pratiques – de la terreur stalinienne (autre chose bien sûr est que sa « belle âme » ne l'ait pas voulu) faut-il remonter plus haut, au marxisme certes, car pourqu'il y ait « léninisme », il fallait bien qu'il y ait « marxisme » mais à Marx lui-même ? (3).

Il faudrait alors, que Marx et ses écrits, soient « responsables » théoriquement du « marxisme » d'abord, du léninisme ensuite. *C'est cette identification de Marx et du « marxisme » qui nous semble hautement contestable* et d'abord qu'est-ce que le marxisme ? Une « idéologie » sans doute, mais laquelle et comment s'est-elle constituée ?

Dans la constitution du marxisme, je verrais pour ma part deux strates correspondant à deux types d'individus. Les premiers marxistes furent les fondateurs de la social-démocratie (S. D.) allemande, Lassalle d'une part, W. Liebknecht et A. Bebel d'autre part (on sait que la social-démocratie fut fondée officiellement en 1875 à Gotha par la fusion de l'association générale des ouvriers allemands, lassalienne, et du groupe d'Eisenach de Liebknecht et Bebel, qui avaient tous un point commun, malgré leurs chamailleries : « Le fétichisme de l'Etat » (Marx).

Ce fétichisme de l'Etat est bien évidemment le point central du marxisme et ce qui a pesé historiquement le plus lourd, par opposition à la théorie anarchiste de Marx sur le *dépérissement de l'Etat*. Marx pensait en effet que dès le début de la révolution « L'Etat doit commencer immédiatement à dépérir ». Le concept de « dictature du prolétariat » *indique* ce dépérissement et non un renforcement de l'Etat comme l'interprète Marchais (pour

(3) C'est la question qu'A. Gluskmann a mis remarquablement en lumière dans *La cuisinière et le mangeur d'hommes*, Seuil, 1975 : « Le marxisme lui ne produit pas seulement des paradoxes scientifiques, mais des camps de concentration » (p. 63).

le rejeter verbalement) de même que le faisait Staline (pour le louer).

Pour indiquer cette idée inouïe dans l'histoire des sociétés historiques, Marx a forgé ce paradoxe d'une « dictature » exercée par une classe entière, classe qui plus est, s'abolit en tant que telle, contient la négation de toutes les classes de la société. Non seulement le prolétariat constitue –,pour que la révolution soit possible – l'immense majorité de la population, donc sa dictature serait infiniment plus démocratique que toute démocratie, mais encore il contient sa propre dissolution. Non seulement la dictature du prolétariat est une dictature qui n'en est pas une, mais aussi elle est exercée par un dictateur qui n'existe plus ; par ce concept, c'est une totale déconstruction que Marx opère d'un pouvoir qui ne reste pas plus réel que l'eunuque tenant une chauve-souris chez Platon. La dictature du prolétariat est donc la réalisation du communisme, l'absence d'Etat ou si l'on préfère l'autogestion généralisée. Il a fallu le trucage léniniste, se servant du terme « transition au communisme » employé par Marx en passant ? (comme étant le processus révolutionnaire lui-même) pour, en spatialisant le terme, inventer un stade inférieur du communisme, le socialisme où l'Etat subsisterait (donc se renforcerait). La dictature du prolétariat devient alors une dictature au sens prosaïque-bourgeois du terme. Lénine (dans *L'Etat et la révolution* notamment) insiste sur ses aspects répressifs donc étatiques incompatibles d'ailleurs avec les mesures communistes qu'il préconise dans le même ouvrage. Par exemple *l'armée* est incompatible avec l'auto-armement du peuple. A moins que cet auto-armement ne soit qu'une mobilisation générale camouflée préludant à la transformation de la « milice » en « armée » réalisée par Trotsky en quelques mois (à ce propos Lénine niera qu'il y ait jamais eu auto-armement du peuple grâce à cette formule étrange, et laudative pour Trotsky, qui aurait : « tiré l'armée rouge du néant » sic...), opération mise en chanson ultérieurement par les staliniens espagnols ; et citons encore les staliniens cubains qui, plus poétiques encore, dans un même train de décrets (en 1962) sanctionnaient à

la fois la chasse à l'homosexualité et la remise des armes par les civils du gouvernement. Par contre comme exemple de dictature du prolétariat citons la « Commune de Paris » ou les expériences anarchistes (Garde Nationale dans le premier cas, « Colonnes » en Aragon et Makhnotchina dans le second) qui « en général n'abdiquèrent pas le monopole de la force armée dans les mains de détachements spécialisés » (I. S.) « Thèses sur la Commune », *Autogestion et socialisme* N. 15).

Ce qui est valable pour l'institution militaire est valable pour les autres, l'Etat étant – comme chacun sait – « l'ensemble des institutions » (Hegel)

A contrario de ce paradoxe libertaire de Marx qu'est la dictature du prolétariat, les lassalliens et les sociaux-démocrates mettront en avant la notion d'Etat fort, « populaire », « libre » etc.. Pour Lassalle, la chose est dite ouvertement (mais en privé, raison d'Etat oblige ! et à Bismarck, noblesse oblige ?) : « le prolétariat est instinctivement prêt à accepter la dictature » (4), il suffira que cette dictature soit sociale et fondée sur le suffrage universel, si elle s'exerce dans ses propres intérêts dit Lassalle ; deux choses que Bismarck s'efforcera de réaliser non sans succès.

Mais comme pour légitimer toute dictature, il lui faut de puissants ennemis (sans « ennemis du peuple » une dictature serait sans objet) Lassalle les invente ! Il prend soin de préciser qu'elle s'exercera contre l'ensemble des autres couches sociales qualifiées en bloc de « masse réactionnaire ». Le procédé fera fortune, ce sera le fameux « classe contre classe » de Staline. On comprend mieux maintenant ce qui fit frémir Marx dans la théorie de la « masse réactionnaire » (5) Loin d'être une simple erreur tactique (comme elle le sera chez certains « ultra gauches » tels Pannekoek et son ami Gorter qui dans sa *Réponse à Lénine* refuse toute alliance du prolétariat avec d'autre classe) elle est au contraire une justification à

(4) Lassalle, lettre à Bismarck, juin 1863.

(5) K. Marx, Critique du Programme de Gotha in *Critique des programmes, critique révolutionnaire* ed. Spartacus. réed. Nov 1973, p. 25.

priori de l'Etat fort, de la dictature au sens bourgeois du terme. En effet Lassalle et les sociaux-démocrates, avec leur souci électoraliste constant, ne refuse nullement les alliances de classe – ils n'ont rien à voir avec la « pureté » gauchiste quasi millénariste d'un Gorter – ; tout au contraire ils courtisent les petits bourgeois, les paysans voire les « féodaux patriotes » (dans le cas de Lassalle avec Bismarck) etc... Pour les gagner électoralement, ils feront tous les compromis programmatiques possibles. Il n'empêche que dans le fond pour les lassaliens ces couches sont une seule « masse réactionnaire » que le prolétariat, c'est à dire ses chefs, devra diriger. Pour eux aucune spontanéité créatrice ne peut surgir de la société civile (conformément à Hegel) même pas de la classe bourgeoise, condamnée seulement parce que le marché, c'est « l'anarchie dans la société », comme le dit Marx de manière très hegelienne (et là encore Bismarck serait d'accord, il la pousse à créer des « konzern »), donc encore moins des classes pré-capitalistes ou périphériques. Seule, pour Lassalle, la classe ouvrière peut remédier à cette « anarchie » parce qu'elle est une force d'organisation (ce qui est en partie vrai) mais seulement en tant que cela. Cette classe ouvrière dirigée par de savants dictateurs pourra, grâce à sa cohésion, entraîner derrière elle les autres couches de la société et s'emparer de l'Etat (électoralement ou violemment, peu importe c'est selon les circonstances, par exemple la Russie et les bolcheviks ou l'Allemagne et les sociaux-démocrates).

Cet Etat, devenu populaire et libre, pourra faire le bonheur du peuple (qu'il le veuille ou non) et *lui donner la/les libertés* (6). D'où la nécessité absolue pour des régimes totalitaires de maintenir le suffrage universel (même à la limite du comique comme en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires) dont le « despotisme oriental »

(6) L'insistance de Lassalle, farouche partisan de la dictature et « du parti », à glorifier les libertés (Cf. F. Lassalle *Discours et pamphlets*, Girard et Brière Paris, 1903) a quelque chose d'inquiétant ; elle est reprise tant par les « communistes » modernes que par les sociaux-démocrates. « On » est si libre qu'on n'a plus le droit de contester l'Etat sans être fou ou criminel (Plioutch ou Baader).

ne pouvait concevoir la possibilité (cas Chinois sociologiquement plus « oriental » que l'U.R.S.S ?). En effet le suffrage universel restera utile car il ne sera plus gênant ; le socialisme ce sera l'union du peuple mais sous la direction de la « classe ouvrière ». Or le peuple – en dehors des ouvriers – constitue une « masse réactionnaire » (7), il a donc intérêt à bien voter. Quant à la classe ouvrière, elle ne peut s'exprimer qu'à travers son parti. N'oublions pas que pour Lassalle, la classe ouvrière ce sont les muscles (l'organisme *organisé*), les savants-dictateurs, la tête ; c'est en ce sens qu'il faut comprendre sa formule sur « la grande destinée de notre époque (...) porter la *science* dans le *peuple* » ce qu'il appelle aussi « l'alliance de la *science* et des *travailleurs* » (8). On devine combien cette « alliance » est à sens unique, c'est ce que Kautsky puis Lénine reprendront plus cyniquement (ou plus « scientifiquement ») en écrivant que « la conscience socialiste est importée du dehors » au prolétariat par « les intellectuels bourgeois ». Par opposition à cela, constatons que Marx écrivit en marge d'*Etatisme et anarchie* de Bakounine : « il ne s'agit pas d'inculquer au prolétariat un socialisme scientifique, mais d'exprimer le mouvement réel des masses ». Il est triste de constater que des générations de « marxistes » ont été « lassalliens », comme M. Jourdain, sans le savoir ont annoncé, et annoncent toujours, que la doctrine de Marx était un « socialisme scientifique ». Si la première expression est de Lassalle, la seconde de Kautsky, aucune des deux n'est de Marx, qui aurait récusé l'expression « matérialisme » comme aussi sommaire que « scientifique », lui qui écrivait que « matérialisme abstrait et spiritualisme abstrait se rejoignent ». Par contre Marx se serait sans doute volontiers proclamé « dialecticien » si l'on

(7) Marx lui aussi est « contre le peuple » : « car le peuple, c'est tout le monde, donc la bourgeoisie y prédomine de mille manières » mais dans un sens opposé : il souhaite que le prolétariat se dissolvant dissoudra toutes les classes de la société dans la communauté humaine (Gemeinwessein) ; c'est ça la dictature du prolétariat », ce qui remplace – *à la lettre* dans la phrase célèbre d'Engels – l'Etat.

(8) *Discours et pamphlets* op. cit. : p. 105 et 106.

en croit la *Postface à la seconde édition allemande du Capital* en fait *la véritable « préface » de l'ouvrage*. C'est ainsi que Marx conclut ce texte en montrant que pour lui la *dialectique* est le contraire de ce qu'elle est pour Hegel en ce sens qu'elle ne doit plus servir à glorifier le Saint Etat prusso-germanique. Comme le montre fort justement H. Lefebvre (*L'Homme et la Société* N. 13, p. 6) « La coupure en question n'est ni philosophique, ni épistémologique [nous disons n'*est pas que* philosophique etc...] elle est politique. Marx rompt dès le début avec la théorie hégélienne de l'Etat... Or la critique de l'Etat traverse la pensée de Marx comme un fil rouge, de ses premières œuvres à ses dernières, de la *Critique de la Philosophie hégélienne du Droit et de l'Etat* jusqu'à son testament politique et théorique la *Critique du Programme de Gotha* (1875). C'est sur ce point décisif que s'opère la rupture ». Lefebvre aurait pu indiquer surtout la « Postface » citée ci-dessus, texte où Marx se démarque clairement par rapport à Hegel et fait la synthèse de sa position sur la dialectique dans tous les domaines : philosophique, épistémologique (contre les positivistes-comtiens) et pour conclure politique, à propos de l'Etat, comme nous venons de le voir.

On voit combien toutes les idées présentées officiellement comme « marxistes » furent étrangère à Marx. Combien aussi la ligne est droite qui va de Lassalle à Kautsky et de Kautsky à Lénine et Staline. Combien stalinisme et social-démocratie autoritaire ont des traits communs dans des contextes différents Nous verrons plus loin que de cela, de la constitution du « marxisme », Engels ne fut pas non plus innocent. Bornons nous pour l'instant à affirmer comme H. Lefebvre (in op. cit.) que « un siècle de défaites du marxisme devant le lassalisme n'oblige pas à entériner celui-ci ». En cela, nous sommes fidèles à Marx dont l'attitude fut claire dès le début. En effet en ce qui concerne Lassalle, il le désavoua publiquement à plusieurs reprises ; de même, après la mort de Lassalle, Marx attaqua-t-il férocement Bebel et surtout Liebknecht qui ne cessaient d'adopter « inconsciemment » les idées lassalliennes, d'où la fameuse et fondamentale, pour comprendre

Marx, *Critique du Programme de Gotha*. Mais Marx alla même plus loin que cette « critique » puis qu'il écrivit à leur propos et la phrase a une portée plus important qu'une boutade anecdotique : « Si c'est cela, je ne suis pas marxiste ».

Le second élément constitutif du marxisme provient incontestablement d'Engels, de la vision positiviste de la *Dialectique de la nature* (9), de *l'Anti-Duhring* de la théorie pré-kantienne de la connaissance de son *L. Feuerbach* de 1888 à la postface à la *Guerre Civile en France* – prônant déjà le passage pacifique au socialisme et l'occupation de l'Etat au lieu de sa déstruction (il est vrai qu'Engels a reculé sur ce texte accusant Bebel de l'avoir coupé et isolé de son contexte) Et à la *Critique du Programme d'Erfurt* lequel programme avait été rédigé par Kautsky, et comme l'écrivait fort justement Bracke Desrousseau : « car enfin, bien que les « communistes » aient créé parfois une confusion là dessus, il n'y a aucun parallélisme à établir autrement que par abus, entre « Lettre sur le Programme de Gotha » et « Lettre sur le programme d'Erfurt », comme si il s'agissait de tous cas pareils, uniquement avec l'idée de faire croire à des « trahisons » de Karl Kautsky. Le programme de Gotha excita la colère explicable de Marx. Le Programme d'Erfurt a été voté d'après un projet de Kausky précisément, qu'Engels, on s'en rendra compte en lisant les correspondances jointes au texte, trouvait excellent dans l'ensemble. » (10). Bracke a sans doute raison d'affirmer qu'à la différence du *Programme de Gotha* mis en pièce par Marx, celui d'Erfurt ne fut critiqué que mollement par Engels et que Kautsky – contrairement à ce que les léninistes affirmèrent après 1914 – fut un fidèle disciple d'Engels et en ce sens un marxiste « orthodoxe ». Si les sociaux-démocrates comme les staliniens ont vu en Engels le père du réformisme, ils n'ont pas tort, ils ont reconnu un des leurs ; simplement cela n'inculpe pas Marx.

(9) A contrario de nous, les staliniens, en bons marxistes, soutiennent mordicus l'identité Marx-Engels, cf. l'éloge de la dialectique de la nature in Christine Buci-Glucksmann, *Engels et la philosophie marxiste*, ed. La Nouvelle critique, 1971.

(10) in *Critique des Programmes, Critique révolutionnaire* op. cit. p. 5.

En effet, rien ne prouve l'identité de pensée entre Marx et Engels sinon en ramenant ce problème à des considérations d'affectivité personnelle ; on peut tout au contraire émettre l'hypothèse de la radicale originalité d'un K. Marx méconnu par tout son entourage, Engels compris (11) qui, au contraire, s'escrima à fabriquer sur son oeuvre une idéologie – le marxisme – . Cette idéologie, rien ne permet de dire – et tous ses écrits montrent plutôt le contraire – que Marx l'ait cautionné. Qu'il ne l'ait pas désavoué est une autre histoire, l'anecdotique de leurs rapports. Aussi ne peut-on pas dire avec Castoriadis (12) « de même qu'il y a (pour Marx) une dialectique de la chimie (qu'Engels, avec l'approbation de Marx, exposera dans *l'Anti-Dünring*), de même il y a une chimie de la dialectique sociale. Cette chimie est évidemment alchimie : l'alchimie qui permettra, comme on le verra, de transformer le social-historique en physiologique et réciproquement ». Il y aurait long à dire sur cette « approbation de Marx ». Notons simplement que selon qu'on veut sauver Marx du marxisme ou au contraire l'inculper, on le « colle » ou non à Engels. Ainsi M. Rubel, au contraire de Castoriadis, sépare rigoureusement les deux hommes avec autant d'arguments. L'affaire tournerait à une querelle (sans fin) d'érudits. Mais le problème n'est pas là. Nous nous bornons à constater que dans l'essentiel de l'oeuvre de Marx – citons en particulier le chapitre Ier du *Capital* les *Grundrisse* tous les textes sur l'autonomie ouvrière – on ne voit pas qu'il « transforme le social-historique en physiologique et réciproquement » ce que tend à faire en permanence Engels. C'est en effet ainsi que celui-çi constitue définitivement le marxisme qui pourra être repris triomphalement par les IIème et IIIème Internationales, Kautsky et Lénine ; avec ce dernier, le marxisme devenu à sa mort *par décret d'Etat* « marxisme-léninisme » est définitivement achevé comme idéologie de la contre-révolution bureaucratique, de la terreur totalitaire.

(11) Il n'est qu'à voir la différence entre le Livre I du Capital, le seul de Marx, et les « Livre II » et « Livre III » composés par Engels.

(12) « De Marx à Aristote... » Textures 1975 N. 12-13, p. 9.

Que les écrits de Marx aient servi de matériaux pour « bricoler », au sens que donne à ce terme C. Levi-Strauss, une idéologie justificatrice de la terreur d'Etat est une chose (comme Nietzsche a servi au nazisme), que cette idéologie soit à démanteler en est une autre, mais une autre question nous intéresse maintenant : quel est le concept central de Marx, (13) que signifie l'oeuvre de Marx pour nous aujourd'hui ?

Abandon du marxisme ou marxisme-léninisme : Castoriadis et Althusser

L'objet de Marx, son concept-clef est, comme nous l'avons développé ailleurs (14) le *prolétariat* le problème-clef du prolétariat est celui de la *conscience de classe* comme l'exposait Lukacs dès 1923 dans « Histoire et conscience de classe ». En temps normal le prolétariat est « inconscient ». Il se présente sous l'aspect de la classe ouvrière empirique. En période de révolution (1968, par exemple, en est une), la classe ouvrière accède à la conscience prolétarienne. Le problème central du marxisme a toujours été d'élucider ce processus : période révolutionnaire et période non-révolutionnaire où la conscience de classe ouvrière se réduit à l'idéologie dominante, bourgeoise.

(13) On nous reprochera de rejoindre ici la thèse de Bergson, selon laquelle toute l'œuvre d'un grand penseur contient une seule « intuition » nouvelle, qu'il s'agit de découvrir pour la comprendre. C'est ce qu'a voulu faire Bergson à propos de Spinoza dans *Matière et mémoire*. Certes Bergson a mauvaise presse parmi les « marxistes ». Mais n'est-il pas remarquable que des penseurs radicaux aussi différents que Gabel ou Deleuze soient « bergsoniens » – comme l'était avant eux Sorel – ? N'est ce pas une réponse à une spatialisation de la dialectique par le « marxisme » vulgaire ou encore à une dénégation « matérialiste » de la théorie de l'aliénation ? (voir aussi la condamnation de Kafka pas le « marxisme » d'Etat).

(14) *Clefs pour l'Autogestion*, d'Yvon Bourdet et Alain Guillerm, ed. Seghers. 1975. « L'autogestion n'est pas une « idée vague » un « idéal ». Elle a des sources profondes dans l'histoire de l'humanité, dans l'action et la pensée révolutionnaire du prolétariat... Le prolétariat c'est-à-dire l'immense majorité de la population salariée et scolarisée – porte l'exigence d'une vie librement construite et d'une organisation sociale transparente (le contraire de ce qu'on appelle l'Etat) ».

Pour Castoriadis le prolétariat est à l'origine « en soi simple matière à exploitation pour la bourgeoisie ». Dans la « Phénoménologie de la conscience prolétarienne » (15) il passe de cet en-soi à la révolution par toute une série de médiations : ludisme, réformisme, anarchisme, bolchevisme qui comme toute médiation sont négatives, pour accéder enfin à la conscience de classe. Mais Castoriadis en partant de là – d'une conscience *prétendument* hégélienne de l'histoire (sa « phénoménologie de la conscience prolétarienne » est un décalque de la Phénoménologie de Hegel *relue par Hyppolite*) aboutit où aboutissait déjà Lukacs un demi-siècle avant lui : à une impasse « on voit mal comment le traval travail sur une chaîne de montage peut aboutir à une conscience de la société socialiste future (16) ». Lukacs essayait de se tirer de l'impasse par la théorie du parti bolchevik : on a vu ce que ça a donné; Castoriadis ne peut plus s'en tirer ainsi, pas plus que Lukacs avant sa mort. Alors cette fameuse conscience du prolétariat étant plus que jamais problématique, il ne reste plus qu'à se débarrasser et du prolétariat et – en toute conséquence – du marxisme. Mais d'où vient que Castoriadis ne parvienne pas à percer le secret de la conscience de classe ? De sa conception *prétendument* (nous insistons) hegelienne de la conscience. Comment le prolétariat peut-il passer de l'inconscience à la conscience, de l'en-soi au pour-soi ? *Par le travail* répond-il, suivant en cela les textes hegeliens de 1801. Ce n'est pas une boutade de dire que *pour Castoriadis la conscience de classe est la conscience professionnelle.* L'ouvrier de métier a toujours été « gestionnaire », c'est bien connu. Et comme l'O.P. tend à disparaitre, il faut lire le « Contenu du Socialisme » (17) où Castoriadis essaye de trouver une conscience professionnelle à l'O. S. à travers les groupes informels d'Elton Mayo. Cette analyse date de 1957; force lui fut dix ans après de constater la vanité de cette

(15) in Castoriadis, *Les rapports de production en Russie* I, ed. 10/18 p. 115 et suiv.

(16) Op. cit. Introduction.

(17) « Socialisme ou Barbarie » N. 22 et 23, 1958 ; à paraître chez 10/18.

tentative qui le conduisit à abandonner Marx, après avoir tenté de trouver une néo-professionnalité dans les « couches nouvelles » comme l'avait fait Serge Mallet avant lui. Mais les « couches nouvelles », si elles ont joué un rôle important en Mai 68, sont toujours restées ultra minoritaires sociologiquement et le sont de plus en plus devant l'émergence de l'ouvrier-masse ou des cadres déqualifiés techniquement. Faut-il alors abandonner le marxisme ? Non, car depuis Mai 68, ce sont les O.S. de plus en plus nombreux qui expriment le renouveau de la conscience socialiste et autogestionnaire. Ce sont eux et non les « couches nouvelles » qui constituent « la nouvelle classe ouvrière ». Il vaut mieux alors constater que la théorie de la conscience de classe de Castoriadis fondée dès 1947 dans « Phénoménologie de la conscience prolétarienne » et clef de voute de son système était fausse. Etait elle fausse parce qu'arrogamment hégélienne ? Nous ne le pensons pas. En fait cette théorie de la conscience (de classe) calquée sur la théorie de la conscience « individuelle » de Husserl et par là de Descartes. Le prolétariat passerait du non-savoir au savoir par une expérience qui se fait sur le mode de la conscience claire au cours d'un programme de connaissance (18).

Cette théorie, Castoriadis l'a empruntée à la phénoménologie qui était son milieu ambiant, à travers Merleau-Ponty, Lefort et Hyppolite qui de son propre aveu fait une lecture phénoménologique de Hegel. Il ne faut pas non plus oublier Sartre qui malgré de violentes polémiques portant sur l'appréciation du phénomène bureaucratique avec Merleau-Ponty, Lefort et Castoriadis, exprime des idées sur le fond pas très différentes.

Quelle que soit la lutte interne au sein de ce courant entre la contestation radicale de la bureaucratie (qui reste actuelle et absolument juste aujourd'hui) et l'attitude de

(18) Notons au passage que cela, interdit à tout jamais « d'intégrer » psychanalyse et marxisme. D'où le sort théorique ultérieur de Castoriadis. Quand il tenta d'aborder les problèmes que pose la psychanalyse ce ne put être fait *qu'après* l'abandon du marxisme. (Cf. La seconde partie de *L'Institution imaginaire de la société.* (I.I.S.) Paris, Seuil 1975).

« compagnon de route » du P.C.F de Sartre à l'époque, l'univers phénoménologique de ces auteurs est le même : celui que le positiviste Althusser qualifie *d'humaniste.*

Or, la conception phénoménologique de la conscience, même traduite en jargon hégélien pour la faire accepter par les marxistes, n'est ni marxiste, ni hégélienne. Le livre d'Althusser *Réponse à John Lewis* (19), entre de plein pied dans cette problématique phénoménologie/marxisme. Eliminons d'abord trois erreurs communes à propos de cet ouvrage. D'abord son intérêt essentiel n'est pas politique contrairement à ce qu'on a beaucoup écrit notamment E. Terray dans une page entière du *Monde*. Politiquement Althusser s'y montre incroyablement timoré. Ce ne sont pas quelques coups de chapeau à la Chine et au printemps de Prague (à son visage et non à son corps !) considérés comme victimes du stalinisme qui comptent. Cela est le fond de la culture gauchiste (ou social-démocrate voire UDR.) la moins radicale. C'est ce qu'a bien vu J. Rancière dans sa réponse à Terray dans le même journal. Politiquement l'article de Rancière est irréprochable – si l'on excepte l'usage malheureux du terme social fascisme terme empirique s'il en est pour qualifier le capitalisme bureaucratique russe société qui a effectivement les traits du fascisme en ce qu'elle est totalitaire, capitaliste (d'Etat) et terroriste, mais là s'arrête l'analogie. En outre, Rancière a raison de noter que si Althusser condamne la normalisation à Prague, il condamne de même l'humanisme en URSS, curieuse condamnation qui met dans le même sac et Staline (au prix d'ailleurs d'un double contre-sens) (20) et Soljenitsyne et

(19) *Réponse à John Lewis* ed. Maspero. Paris 1973. Sur une critique détaillée d'Althusser. cf. J. Rancière *La leçon d'Althusser,* Idées/Gallimard 1974, qu'on peut considérer comme une exécution capitale.

(20) Selon L. Althusser, Staline serait « humaniste » à cause de sa phrase « l'homme notre capital le plus précieux » ; or, identifier l'homme à du capital, c'est-à-dire, à une chose, n'est pas spécialement humaniste, premier contre-sens ; mais en outre, la phrase est tronquée, rétablissons : « l'homme, le cadre, notre capital le plus précieux », l'essence de l'homme c'est le cadre c'est-à-dire, le gérant fidèle au capital, une chose servant un système de choses, il n'y a là rien d'humaniste, ni d'économiste d'ailleurs.

Sakharov. L'*Humanité* nous apprenait le jour même de la parution de l'article de Rancière, que lors de la fête du quotidien du P.C.F., Althusser et autres Aragon avaient *condamné* Soljenitsyne et Sakharov. Le printemps de Prague est une bonne chose puisqu'il est mort, Soljenitsyne et Sakharov sont condamnables (et qui exécutera la sentence d'Althusser ?) parcequ'ils font trembler Brejnev et sa clique, voilà pourquoi ce sont d'affreux humanistes.

Mais si l'intérêt du livre d'Althusser était politique, il ne vaudrait rien – moins que les trotskistes pour insuffisantes que soient leurs critiques du stalinisme. L'intérêt est ailleurs, ce que Terray n'a pas perçu car il s'agit en fait d'un livre très difficile, (reconnaissons à Althusser qu'il n'est pas « facile d'être marxiste en philosophie »), contrairement à ce qu'on écrit certains chroniqueurs – seconde méprise. Selon eux Althusser s'exprimerait « pour tout le monde » dans un style clair donc le livre doit être « facile » à peu près de la même manière, « toutes proportions bien gardées » ! dont Leibniz l'était lorsqu'il résumait sa doctrine pour Eugène de Savoie dans la Monadologie.

En fait il nous faut décrypter ce livre et d'abord *son titre* qui ne s'adresse bien entendu pas à un quelconque John Lewis, mais presque explicitement à Sartre et, derrière Sartre, à tout le marxisme phénoménologique Et ici nous retrouvons Castoriadis car les trois thèses attribuées et reprochées à John Lewis sont trois thèses (entre autres) communes à Castoriadis et à tout le « marxisme phénoménologique »

Rappelons les trois thèses de John Lewis selon Althusser :

1) C'est l'homme qui fait l'histoire
2) L'homme fait l'histoire en transcendant l'histoire
3) L'homme ne sait que ce qu'il fait et prenons à la lettre deux phrases de Castoriadis significatives de sa pensée (21).

(21) Dans *Les rapports de productions en Russie, I* déjà cité, il s'agit ici du texte que Castoriadis intitule « Introduction générale » (aux 12 volumes de 10/18).

Première phrase (p. 47) :

1) L'histoire est l'histoire de l'homme

2) ... se produisant lui même, est toujours créatrice de nouveau.

Seconde phrase (p. 51) :

3) Il fallait donc reprendre la question du rapport entre savoir et faire (...), comprendre que la théorie n'est rien de moins mais aussi rien de plus qu'un projet, un faire, la tentative toujours de parvenir à une élucidation du monde.

On voit que les thèses de « John Lewis », c'est-à-dire de Sartre et autres, et celles de Castoriadis sont exactement les mêmes. Ce n'est nullement étonnant comme nous l'avons montré plus haut.

A ces thèses du « marxisme phénoménologique » Althusser en oppose trois autres contradictoires (qu'il attribue plaisamment à un certain M-L). Les voici :

1) Ce sont les masses qui font l'histoire

2) La lutte des classes est le moteur de l'histoire

3) On ne connaît que ce qui est. Thèses qui ont l'étrange mérite non pas de nous faire avancer, même vers une impasse comme les précédentes, mais de nous faire régresser au positivisme néo-kantien Cette régression dans les thèses d'Althusser est aisément explicable, la première d'entre elles étant fausse, les autres qui suivent dans un ordre de déduction logique le sont aussi. Que signifie, en effet selon Althusser « Ce sont les masses qui font l'histoire ». De l'aveu d'Althusser lui-même : « Sous le capitalisme, les masses (c'est) l'ensemble des classes, couches, catégories exploitées, groupées autour de *la* classe exploitée *dans la grande production* seule capable de les unir et conduire leur action à l'assaut de l'Etat bourgeois : le prolétariat » (R. à JL, p. 26).

Donc ce n'est ni l'homme ni les masses qui font l'histoire, mais « sous le capitalisme », Althusser l'avoue lui-même, c'est le prolétariat. Enorme différence car il y a contradiction conceptuelle entre les masses (le peuple etc...) et le prolétariat. Du coup les 2ème et 3ème thèses

d'Althusser s'effondrent toutes seules, car le prolétariat est le fameux sujet de l'histoire avec bien entendu son propre point de vue, sa (ses) fin (s) propre (s). Le prolétariat « fait » à la fois et « connaît » l'histoire, notre histoire, c'est à-dire aussi celle du capital : celui-ci ne s'est jamais modifié, transformé que face aux offensives ouvrières (22). Ces transformations entraînent bien entendu une reaction « dialectique » sur la conscience prolétarienne en lui donnant de nouveaux cadres « objectifs ». Dès lors, la vraie question est posée : non pas si c'est JE ou si c'est ON qui fait l'histoire, mais comment le prolétariat la fait dans la période actuelle. De cela Althusser, que ça n'intérresse visiblement pas, ne souffle mot. Et c'est pourtant bien là le problème fondamental qui s'est posé, par exemple, dès 1967, lors de la dissolution de « socialisme ou Barbarie ».

Dans son livre *Qu'est-ce qui fait courir les militants* ? (ed. Stock) Y. Bourdet cite la circulaire de Castoriadis intitulée « Suspension de la parution de S. ou B.» (23) datée du printemps 1967 (un an avant Mai 1968 !) pour y relever la contradiction entre « militants qui savaient ce qu'ils voulaient » – en l'occurence dissoudre le groupe – et « excités libidinaux » dont je faisais partie ! (la dissolution fut obtenue par six voix contre quatre) qui voulaient maintenir le groupe. « Quatre camarades » contre six ! Malgré les faibles effectifs de « Socialisme ou Barbarie » (qui évolua en moyenne entre la dizaine et la trentaine) ont peut dire, paraphrasant Bourdet, « que la ligne de démarcation passe par cette scission (significative, même si elle ne concernait que peu de gens) à l'intérieur de S. ou B.».

La suspension de « Socialisme et Barbarie » et le désaccord avec ceux qui voulaient le maintenir couvaient depuis 1963, il n'est qu'à se reporter dans l'ouvrage de Castoriadis déjà cité au texte intitulé « Sur l'orientation

(22) Cf La brochure « Les ouvriers contre l'Etat » Paris 1973, éditée par le groupe qui publie la revue *Camarades*.

(23) C. Castoriadis, *L'expérience du mouvement ouvrier 2* 10/18 p : 417 et suiv.

des activités » (p. 291) et la « grève des mineurs » (p. 367) condamnant les tentatives de lutte anti-nucléaire et de création de comités de grève dans les mines par ceux qui voulaient continuer le groupe cinq ans plus tard. La crise s'approfondit par ceux qui voulaient continuer le groupe cinq ans plus tart. La crise s'approfondit avec l'exclusion de Michel Lobrot et de Georges Lapassade – qui servit là comme souvent – événement qui entraîna lui-même une vague d'exclusions et de départs. Or S. ou B. à la différence de l'Internationale Situationniste n'avait jamais pratiqué l'exclusion comme rituel auparavant. D'où l'impression décevante politiquement qui ressort du texte « Recommencer la révolution » (op. cit. p. 307) comparé au renouvellement notamment en tant que fondement de « l'Analyse Institutionnelle » que constitue « marxisme et théorie révolutionnaire » (24) (in l'*Institution imaginaire de la société* ed. Seuil) malgré les désaccords qu'on puisse puisse éprouver.

La divergence n'était donc pas entre « excités » et « militants responsables », ni entre « jeunes » et « vieux », autre version psychologisante pour éluder les problèmes, elle était au niveau de savoir s'il existait encore une auto-activité du prolétariat pour la période, si ce concept même de prolétariat et par là les théorie de Marx avaient encore un sens. Certains pensaient qu'il convenait essentiellement de réfuter « l'économisme » dans le *Capital* tout en conservant l'essentiel de Marx (et la parution des *Grundrisse* à la même époque nous conforta dans notre analyse) comme Castoriadis l'avait fait dans le « Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne », d'autres – dont Castoriadis – pensaient que le « prolétariat » recule et disparaît parmi la foule des *acteurs sociaux* ce qui entraînait bien entendu la crise et la disparition de l'oeuvre marxienne.

(24) L'Analyse Institutionnelle n'est citée que comme un des développements de la mine d'idées radicalement modernes que supporte ce texte ; citons comme autre exemples les intuitions générales sur la nation et le marxisme (p. 50-51 du N. 40 de S ou B repris dans l'I.I.S.) ou encore les développements sur le symbolisme et l'inconscient.

On voit que, comme dans le cas de la scission de 1958 entre S. ou B. et I.L.O. – I.C.O. dont parle Bourdet dans son livre, en connaissance de cause, touchant des effectifs aussi peu nombreux sur un tout autre sujet, la suspension de S. ou B. en 1967 a eu elle aussi une signification théorique énorme. Ce microcosme qu'était S. ou B. a exprimé grâce à son extraordinaire avance théorique sur son temps – ou parce que lui seul était de son temps comme dirait Hegel – tous les débats fondamentaux autour de Marx et du marxisme. A l'époque cela ne put pas apparaître clairement ; si S. ou B. s'est dissout juste un an avant Mai 68 dans l'indifférence générale c'est que notre « objet », le prolétariat, avait « disparu » depuis la révolution des conseils hongrois de 1956, de la scène de l'histoire. Nous ne pouvions de ce fait développer ni théorie, ni praxis.

Les choses ont quelque peu changé. Depuis 1968 le prolétariat, est réapparu comme sujet actif. L'idée d'autogestion, de conseils de travailleurs sont les thèmes dominants de la période. La diffusion des oeuvres de Marx a fait un bond en avant considérable : peu de révolutionnaires le confondent encore avec Althusser; au contraire les thèses de « S. ou B. »se répandent enfin. La séparation de Marx et du marxisme nous a fait redécouvrir que le prolétariat (concept-clef de son œuvre) est d'emblée révolutionnaire mais il n'est pas pour autant conscient en permanence car l'idéologie, notamment l'idéologie marxiste et les partis dont elle est le « représentant pulsionnel » font écran entre lui et la réalité, sa réalité. Ne peut-on pas dire alors que le schéma de la conscience de classe prolétarienne est celui de l'individu freudien qui n'accède à la connaissance (25) que par la connaissance de l'inconscient, de son inconscient. Le prolétariat est inconsciement révolutionnaire et l'idéologie joue le rôle des résistances, du refoulement, des fantasmes. La révolution est un processus semblable à la cure analytique. Tout

(25) Le procès de la connaissance ici n'est pas un processus intellectuel, il mêle le « vouloir » et le « désir ».

dans le comportement « spontané » du prolétariat tend à manifester son désir : la révolution, mais tout aussi bien tend à masquer ce désir. Les partis réformistes et staliniens, c.a.d. marxistes et qui se disent tels, jouent – toutes proportions bien gardées – le rôle du déplacement dans le rêve et la névrose. Pourquoi ?

C'est que, comme en psychanalyse, dans la constitution de la névrose doivent se trouver les éléments du désir. Une idéologie contre-révolutionnaire ne pourrait pas se constituer au sein de « l'inconscient de classe » avec des éléments des valeurs bourgeoises. Le libéralisme économique ou le soi-disant « pluralisme » : il n'y a rien là dedans de dangereux pour le surmoi – instance sociale ! – rien de refoulable. L'effet nocif de ces « idéaux » apparaît, à l'état brut, à la conscience : transplantation de préjugés petit-bourgeois dont on peut se débarrasser « aisément ». Il n'y a aucun élément qui pousse à jouir dans la « société libérale avancée » comme il peut y en avoir dans le centralisme démocratique, la dictature du prolétariat ou la valorisation de l'idéologie ouvrière du travail.

C'est en quoi la séparation Marx/Marxisme est aussi la coupure groupes prolétariens/classes ouvrières-empirique, inconscient véritable/préconscient collectif. Là Marx rejoint – peut-être – Freud ou Reich contre le marxisme comme contre l'idéologie analytique.

Alain GUILLERM

TRIBUS DE L'AN 2000

Dominique PASSERA-HAUPERT

Les tribus indiennes vivent actuellement l'une des périodes les plus critiques de leur histoire. Les jours heureux de liberté, de prospérité et de cohésion tribale sont depuis longtemps passés. Les coutumes, langages, religions et valeurs traditionnelles ont considérablement souffert de la perturbation ou de la destruction des économies anciennes (extermination du bison par exemple), de l'apport du christianisme, et de la domination américaine et ses pressions assimilationistes. Et la tentation d'abandonner ce qui demeure encore de traditions et croyances, et de s'intégrer définitivement à la masse américaine reste infiniment séduisante pour beaucoup d'Indiens. Néanmoins, suivant le mouvement général de la minorité noire américaine montrant l'éveil d'une conscience ethnique, politique et sociale, ainsi que celui des pays coloniaux réclamant leur indépendance, les Indiens ont commencé durant la dernière décade, à considérer d'un œil critique leur histoire, leurs conditions actuelles, et les politiques ayant jusque-là dirigé leur existence. En nombre croissant, les Indiens remettent en question leur connaissance et leur compréhension de la tribu, et de la dynamique qui l'a divisée en un conglomérat d'individus éparpillés, oisifs, et querelleurs. Ils reconsidèrent leurs anciennes doctrines, leurs propres attitudes culturelles et celles de la société dominatrice. S'efforçant de comprendre et de remédier à la confusion totale du monde indien, ils en sont arrivés à rejeter l'ancienne et tenace notion d'infériorité de leur race et de leur culture, et de supé-

riorité des Blancs. A mesure qu'ils considèrent le mode vie et la philosophie des Américains et se replongent dans l'histoire et la philosophie tribales, ils rejettent sans réserve l'idée d'assimilation au fameux *melting-pot* américain, et se réfugient dans les croyances et valeurs traditionnelles, redoublant d'efforts pour « regrouper » et raviver la tribu. Ces jeunes – et moins jeunes – Indiens, qualifiés au gré des auteurs de « nouveaux Indiens », *red poweristes,* « militants de l'AIM » (*American Indian Movement)* » ont rompu avec une passivité et un silence vieux d'un siècle ou presque. Ils se dressent aujourd'hui devant l'Histoire, proclamant que le temps du paternalisme et de l'assimilationisme a vécu, et revendiquant – parfois avec violence – leur droit à une *identité,* et à une *autonomie* politique, sociale, culturelle, et économique. C'est ce que les jeunes Indiens politisés nomment avec enthousiasme *Red Power,* et les Conseils tribaux : *self-determination.* Concrètement, cela signifie la possibilité d'une existence tribale souveraine, à l'intérieur des limites géographiques élargies des réserves, et en accord avec certaines valeurs traditionnelles... L'auto-détermination indienne doit être considérée dans un sens généralisé, car elle a pour but ultime une transformation radicale de la société indienne actuelle, sur tous les plans, ceux de la politique et de l'économie, comme de la vie sociale et culturelle. Elle a pour but ultime la formation d'un nouveau « tribalisme », par l'élaboration de communautés indiennes viables ayant une puissance politique et économique propre. « Notre intérêt général est de construire des communautés. des communautés indiennes », déclarait Mel Thom du *National Indian Youth Council* (cité dans Steiner, 1968, p. 59).

Bien qu'un aspect essentiel de l'auto-détermination indienne concerne le développement économique, il est important de considérer également son aspect socio-culturel, et tout spécialement son aspect politique ; car l'absence d'autonomie politique rend impossible toute tentative d'autonomie économique.

Depuis leur mise en réserve au siècle dernier, les Indiens vivent en totale dépendance vis-à-vis du gouvernement américain. En conséquence d'un statut légal particulier les plaçant en position de pupilles du gouvernement fédéral, les tribus souffrent depuis plus d'un siècle d'un colonialisme prenant l'apparence bénévole mais non moins coercitive du parternalisme. Par l'intermédiaire du Ministère de l'Intérieur et plus précisémment du Bureau des Affaires Indiennes, le gouvernement américain exerce une quasi-dictature sur le monde indien, détenant légalement le pouvoir de réglementer la vie privée de milliers d'individus par invalidations testamentaires, détermination de compétence ou d'incompétence individuelle, gestion de capitaux, propriétés et biens personnels. Au niveau tribal, et jusqu'à récemment, le gouvernement déterminait totalement la nature et le contenu des programmes de développement économique et d'amélioration des conditions sociales, ainsi que les allocations budgétaires destinées à ces fins. En raison de l'incapacité des Blancs à comprendre la mentalité indienne, et du désintérêt du pouvoir pour les problèmes indiens, les politiques gouvernementales se succédèrent, souvent contradictoires entre elles, et ne repondant guère aux aspirations et nécessités réelles des populations auxquelles elles étaient destinées. Sous Roosevelt, l'*Indian Reorganization Act* de 1934 avait pourtant tenté d'accorder plus de responsabilités et d'indépendance aux tribus, notamment par l'institution des Conseils Tribaux ; mais cette mesure même demeurait par trop paternaliste, en ce sens que les gouvernements tribaux étaient calqués sur le modèle fédéral, avec adoption de Constitutions, élections de Présidents, de vice-Présidents, et de Représentants pour chaque « district » des réserves. Bien que les gouvernements tribaux dûssent en théorie jouir d'une certaine autonomie, il n'en était rien en pratique, toutes les décisions majeures des Conseils tribaux devant préalablement recevoir l'approbation du Ministère de l'Intérieur, et les élections des officiels comme l'adoption des constitutions devant être ratifiées par le gouvernement fédéral. Les tribus demeuraient donc soumises au pouvoir politique central. Jusque vers 1965, ce pouvoir central exercait à l'égard des minorités une philosophie intégrationiste selon laquelle il est nécessaire d'intégrer *l'individu,* de façon à assurer l'assimilation du

groupe. Le groupe minoritaire lui même n'était ainsi percu que comme un conglomérat d'individus, dont chacun était personnellement handicapé par sa couleur, sa langue, sa culture, et/ou sa religion. L'éveil des minorités américaines, soutenus par le concept de Pouvoir (*Black Power, Red Power*), allait balayer la notion intégrationiste en réaffirmant le groupe minoritaire comme un *tout homogène,* ayant le désir et le pouvoir de s'exprimer et de revendiquer en tant que groupe. En ce sens, le peuple indien détenait un avantage sur les autres minorités, par le fait qu'il était déjà organisé en groupes : les tribus, entités officielles reconnues par la Constitution et jouissant en tant que telles de rapports particuliers avec le gouvernement fédéral. En fait, les tribus indiennes bénéficient d'un statut légal qui, selon la Cour Suprême dans son verdict concernant « Native American Church v. Navaho Tribe », est *plus élevé que celui des Etats.* (*higher than States*).

Chez les Indiens, la nouvelle génération revendicatrice est très consciente de cet avantage, et réclame une *souveraineté* effective pour le groupe tribal ; cette souveraineté permettant le *maintien et le développement des particularités* du peuple indien, jugées indispensables si ce dernier doit survivre en tant qu'ethnie. A la limite, le but recherché est la large autonomie politique, ou l'indépendance de chaque tribu, sur chaque réserve, vis-à-vis de la domination fédérale. Certains vont même jusqu'à envisager le rassemblement de toutes les tribus sur un même territoire qui deviendrait un Etat Indien indépendant.

Il semble difficile de prendre au sérieux une poignée d'indiens désireux de bâtir une nation tribale au sein de l'énorme nation industrielle américaine. Pourtant, interrogent les Indiens, pourquoi pas ? Les nations africaines, bâties à partir de tribus tout aussi variées, antagonistes et faibles que les tribus indiennes sont là pour témoigner qu'il est possible de construire du neuf sans tenir compte des frontières historiques des empires détruits par les colonialistes. Néanmoins, comme le remarque l'écrivain Sioux Vine Deloria Jr. « La tradition tribale est trop forte pour que l'on songe à un " melting pot " même s'il doit être indien ». (1969, p. 249).

Cette notion de souveraineté tribale est ce qu'on appelle le *nationalisme* indien. Et le concept de cette souveraineté tribale à l'intérieur des frontières des réserves déjà existantes, semble très réalisable. Mais les obstacles invoqués sont divers : faible superficie et forte démographie des réserves ; leur intégration dans l'Etat américain qui, de ce fait, les enferme dans un système politique et économique spécifique, de gré ou de force ; le manque de bases économiques tribales, ce qui nécessite l'aide financière massive du gouvernement fédéral. En ce sens, les tribus seront-elles jamais en mesure d'élaborer et de maintenir une forme de développement économique sans l'assistance du gouvernement ? Et l'indépendance politique ne menacera-t-elle pas ceux des programmes actuellement en cours et qui présentent quelque chance de succès ?

A ces objections, Deloria (1974, p. 161-186) répond avec justesse que de nombreux Etats indépendants du monde ont une superficie et une population inférieures à certaines des tribus et réserves indiennes, et sont de même entièrement enclavés dans d'autres nations. Tel est le cas d'Andorre par exemple, avec une superficie de 179 miles carrés et une population de 20.550 personnes. Par comparaison, la réserve Navaho compte plus de 120.000 membres sur une superficie de 21.838 miles carrés. Techniquement parlant, remarque Deloria, et en termes de droit international, des tribus indiennes souveraines au sein des Etats-Unis seraient considérées comme des « enclaves » (entités souveraines entourées par un seul et unique pays). De telles entités indépendantes existent et sont depuis longtemps reconnues sur la scène diplomatique internationale.

Quant à la forme de gouvernement qu'adopteraient ces nations indiennes indépendantes, certains militants – parmi les plus radicaux – vont jusqu'à envisager une suppression pure et simple de toute forme de gouvernement tel qu'on le conçoit dans la civilisation occidentale, c'est-à-dire incluant la notion d'une minorité dirigeante.

Les sociétés indiennes traditionnelles n'étaient pas dépourvues d'organisation politique (concept du Chef),

mais elles fonctionnaient dans la ligne de ce qu'on pourrait appeler une « propriété collective des moyens de décision », par un système de « Conseil ouvert » (*Open Council*), où chaque membre tribal, quel qu'il fût, avait droit d'interpellation, de commentaire, de recommendation et d'opposition ; en somme par un système de délibération collective. Les Chefs ne pouvaient être coercitifs car ils n'exercaient d'influence qu'en tant qu'ils déployaient les qualités morales appréciées par la tribu et jugées nécessaires à son bien-être. Les Chefs étaient davantage des guides (Leaders) dont on avait reconnu la sagesse et la générosité, que des souverains détenant personnellement le pouvoir ultime de décision. Certes, la fonction de Chef ne manquait pas de prestige, mais ce prestige s'attachait à l'homme et non à son titre. Ce système traditionnel éliminait toute possibilité d'opposition entre oppresseurs et opprimés, dominants et dominés, dirigeants et exécutants. Par contraste, les gouvernements tribaux actuels, calqués sur le modèle politico-administratif américain, en montrent toutes les déficiences : luttes pour le pouvoir personnel, truquage d'élections, népotisme, corruption (principalement par détournement de fonds). En conséquence, beaucoup d'indiens se méfient des gouvernements tribaux qu'ils considèrent comme une force coercitive imposée de l'extérieur. Pour ne citer qu'un exemple, la plupart des très traditionnels Hopis d'Arizona se sont toujours refusés à reconnaître l'existence du Conseil Tribal, et suivent encore leurs leaders spirituels – (*kikmongwi*) – à l'exemple de leurs ancêtres.

Sur la plupart des réserves existent côte à côte deux champs d'influences : celui, traditionnel, des anciens et des leaders religieux, orientant la vie psychologique des individus, et celui, supposé progressiste, du Conseil tribal, déterminant principalement l'aspect économique de cette vie. Les deux courants ont leurs adhérents respectifs, et fonctionnent en parallèle : ils se méprisent en s'ignorant mutuellement. Les militants Indiens, orientés vers la renaissance et le maintien des traditions et valeurs tribales, suggèrent donc que la souveraineté tribale s'accompagne

d'une épuration politique de tous les *Uncle Tomahawks* ou *Red Apples* (rouges à l'extérieur et blancs à l'intérieur), et finalement, d'une élimination des Conseils tribaux, et d'un retour au système de délibération collective par Conseil ouvert (*Open council*), c'est-à-dire par Assemblée Générale.

Dans leur quête d'auto-détermination, les indiens reconnaissent que l'autonomie politique n'a de sens que si elle s'accompagne d'une autonomie socio-culturelle et d'une autonomie économique.

L'autonomie socio-culturelle signifie la possibilité de vivre en accord avec des valeurs et pratiques qui peuvent n'être pas celles de la société majoritaire. Concrètement, cela signifie par exemple la restauration de l'importance des anciens ; l'interdiction de donner des enfants Indiens en adoption à des familles blanches (car ils sont dès lors perdus pour leur culture) ; la possibilité d'éduquer les jeunes d'une façon particulière en leur enseignant, outre les matières habituelles, la connaissance et le respect des valeurs traditionnelles (de telles écoles ont été fondées par l'*American Indian Movement*, et sont, d'une façon très significative, nommées *Survival Schools*). Parmi les valeurs traditionnelles que les Indiens entendent raviver, se trouve particulièrement le concept de *partage*, qui provient lui même de leur *tradition communautaire*.

Dans la vieille société indienne, en temps d'abondance, tout le monde mangeait ; en temps de disette, tout le monde avait faim. Le système du partage communautaire des biens assurait un nivellement dans les conditions d'existence, par contraste avec la civilisation occidentale ou des milliers d'individus meurent de faim quand les greniers sont pleins. Cette habitude du partage communautaire vit toujours dans la société indienne moderne : la famille étendue prend directement soin de ses nécessiteux. Mais les Indiens établissent une distinction entre « partager » et « donner ». La société blanche, remarquent-ils, laisse l'Etat prendre soin des orphelins, vieillards, indigents etc..., par un système d'institutions financées par les impôts, caisses de retraite, assurances, donations privées etc... Deloria explique : « Vous donnez au gouvernement

fédéral ce qu'il donne à quelqu'un d'autre. Vous donnez à l'Eglise ce qu'elle donne à quelqu'un d'autre. Les rapports humains sont ainsi supprimés. L'Indien partage. Mais votre société a introduit l'idée de « donner ». Si vous voyez un être humain dans le besoin vous l'emmenez chez vous pour l'aider. C'est la voie des indiens. Vous ne donnez pas 90 dollars de taxes pour que le gouvernement puisse construire un bâtiment de briques 50 miles plus loin afin d'en faire une institution. C'est là une voie inhumaine ». (cité dans Steiner, 1968, p. 149-150).

Dans leur quête de souveraineté tribale, le fait que les tribus ne possèdent pas de base économique est une objection importante de la part des Blancs. Néanmoins, ainsi que le remarque Deloria (1974, p. 161-186), aucune nation du globe ne possède les ressources naturelles, moyens de production et capital nécessaires à une totale autarcie. Et même si une nation les possédait, il existe un avantage certain à se spécialiser dans l'élaboration de certains produits pouvant être fournis à bon marché, et de participer à un système d'échanges avec d'autres nations offrant elles aussi des produits spécifiques. En conséquence, il n'est ni possible ni désirable qu'une nation soit autarcique.

Les tribus indiennes n'envisagent pas l'autarcie. Elles cherchent simplement à développer une *économie autonome, c'est-à-dire possédée et gérée par elles,* à leur manière, tout en maintenant, pour un certain temps du moins, l'assistance fédérale en matière financière et technique.

Ce dernier point semble paradoxal : est-il possible d'être politiquement et économiquement autonome si l'aide gouvernementale est toujours nécessaire, ce qui est en un sens une continuation du paternalisme ?

L'autonomie politique est indépendante du maintien d'une aide fédérale quelconque : ainsi, l'aide américaine aux pays du Tiers-Monde ne supprime pas leur statut de nations indépendantes mais elle aboutit en fait à un néo-colonialisme. En ce sens, il est essentiel que les Indiens développent une économie saine et satisfaisante, de façon à se passer finalement de l'assistance fédérale.

Néanmoins, il est clair que ceci ne peut se réaliser que progressivement. Les terribles conditions socio-économiques actuelles des réserves témoignent suffisament du fait que les USA devront continuer pour un certain temps, à leur allouer des sommes importantes, de façon à fournir des emplois et services aux populations des réserves. Les statistiques sont éloquentes :

– un taux moyen de chômage atteignant 40 %, soit 7 fois la moyenne nationale, et s'élevant dans certains cas jusqu'à 75 ou 80 %.

– une longévité moyenne de 44 ans contre 65 pour l'ensemble de la population blanche.

– un revenu familial moyen annuel de 1500 dollars, soit 75 % au dessous de la moyenne nationale.

– un taux de suicide de 2 à 3 fois supérieur à celui de la population non indienne.

(*Baltimore Evening Sun,* April 20, 1971, « Report Charges That Michigan Indians Are Bypassed by Various Aid Agencies).

Il est également nécessaire de conserver momentanément la protection fédérale des terres et biens, sous statut de tutelle, de façon à les protéger de la convoitise des Blancs.

Néanmoins, si les Indiens reconnaissent la nécessité de la continuation de l'assistance fédérale, ils n'en revendiquent pas moins le droit de décider par eux-mêmes de la façon dont cette assistance sera utilisée. Il s'agit donc, selon les mots de Deloria, de devenir complètement « *indépendants de la domination fédérale,* tout en gardant le maximum de protection fédérale pour la base territoriale et les services sociaux ». (1970, p. 60, souligné par nous).

Il s'agit en somme de relâcher *progressivement* la domination de l'Etat fédéral jusqu'au jour où les tribus, politiquement et économiquement stables et saines, seront en mesure d'assumer leur complète autonomie. Les Indiens insistent donc sur le fait que leur recherche d'indépendance doit s'accomplir à leur propre allure, selon leur volonté, et en accord avec leurs aspirations, valeurs et nécessités spécifiques, de façon à assurer le

succès de la transition entre une situation de dépendance et une situation d'autonomie. Car, proclament-il avec justesse ; les tribus savent mieux que quiconque ce qui leur convient et ce qu'elles souhaitent accomplir. Et les quelques statistiques mentionnées dénoncent suffisamment l'échec flagrant des « programmes indiens » gouvernementaux. Pourtant, comme le remarque Deloria, « Un peuple qui possède 54 millions d'acres de terre valant 3 billions de dollars ne devrait pas se trouver dans un état de pauvreté ».

Les Indiens en effet possèdent les troits atouts nécessaires au développement d'une économie satisfaisante : ils ont les ressources naturelles (minérales, forestières, terres de culture et d'élevage), la main d'œuvre, et le capital (fonds tribaux de provenance variés conservés en *fideicommis* par le gouvernement fédéral, et capitaux provenant de divers organismes fédéraux). Mais ces atouts sont demeurés soit inemployés, soit mal employés, en raison de la cupidité des blancs qui convoitent constamment les ressources indiennes, de l'incapacité légendaire du Bureau des Affaires Indiennes dans son rôle de protecteur, d'administrateur et de promoteur des intérêts Indiens, et surtout de l'attitude paternaliste et assimilationiste ayant toujours marqué les politiques indiennes fédérales.

Loin de reconnaître et de respecter les évidentes différences culturelles entre Blancs et Indiens, les gouvernements successifs ont recherché le remède miracle, la panacée qui transformerait subitement l'Indien en immigrant européen, et transporterait les tribus dans le monde de la technologie capitaliste. Transformation ne pouvant s'opérer, croyait-on, que sous la direction généreuse et éclairée du gouvernement. Les politiques se succédèrent au fil des décennies, toutes vouées à l'échec parce que élaborées, de leurs fauteuils de Washington, par des bureaucrates n'ayant pour la plupart qu'une connaissance limitée des populations auxquelles elles étaient destinées, et dont le destin leur était indifférent. En conséquence, les programmes gouvernementaux de développement économique ne reflétaient ni les aspirations ni la mentalité ni les nécessités réelles de ces communautés.

Jusque dans les années 50, la formule était d'amener l'Indien coûte que coûte, à la civilisation technologique américaine en l'encourageant à rejeter son indianité et à adopter les valeurs et procédés politiques et techno-économiques de la société dominatrice, principalement en quittant les réserves pour s'établir en ville. Devant l'échec de cette politique, on renversa la vapeur : puisque l'Indien ne venait pas de son plein gré au système économique américain, on ferait en sorte que ce système vînt aux Indiens.

Et le gouvernement encouragea dès lors l'implantation et le développement d'industries blanches au sein des réserves. Cette formule non plus ne devait guère se révéler satisfaisante, pour des raisons que nous verrons ultérieurement.

Les tribus n'avaient pratiquement aucune autorité sur la conception et la mise en pratique des programmes les concernant. A plus forte raison, elles ne possédaient aucune possibilité de contrôle sur leur gestion et aucun recours, sauf celui de la protestation, en cas d'inefficacité et de corruption administrative. Lorsque leur concours était recherché, c'était simplement pour aider à la mise en pratique des programmes. Pourtant, les Indiens connaissaient les raisons de l'échec des programmes fédéraux. Et à partir de 1965, un groupe de plus en plus important de jeunes Indiens éduqués et politiquement actifs, allait exprimer critiques, recommandations et revendications. Ils tentaient d'expliquer que le problème provient d'un conflit de valeurs entre les tribus et la société dominatrice, cette dernière tendant à imposer à l'Indien un moule qui n'est pas fait pour lui, et celui-ci de son côté, tendant à renforcer son adhésion aux traditions, face aux pressions extérieures. Aussi déclaraient-ils, « Nous suggérons que la nouvelle politique indienne prenne en compte les différences de cultures et d'attitudes qui séparent les Indiens du reste de la société américaine. Et nous ne suggérons pas de commencer par un groupe d'anthropologues parlant de perles, de nattes et de danses. Quand nous plaidons pour les différences culturelles, nous pensons surtout à la façon dont les gens agissent et réagis-

sent, à leur vue du monde et aux valeurs qu'ils jugent les plus importantes. Par exemple, le profit, vénéré par le reste de la société, n'est pas cher au cœur des tribus. Les entreprises tribales sont conçues pour procurer de l'emploi plutôt que des dividendes. Nous plaiderons donc pour un programme d'acculturation plutôt que pour un assemblage temporaire de programmes assimilationnistes. L'acculturation est pour nous un programme qui permettra d'encourager les tribus à changer leurs modèles de conduite en intégrant leurs valeurs actuelles à de nouvelles possibilités pour le progrès des ressources humaines. *Qu'ils trouvent eux-mêmes des programmes efficaces plutôt que d'être contraints à se soumettre à des programmes inefficaces.* Nous croyons que la solution des problèmes indiens réside dans le développement des ressources naturelles des gens là où ils se trouvent sur les réserves ». (« Watts and Little Big Horn », Editorial from *NCAI Sentinel,* National Congress of American Indians, vol. XI, N. 2, Special Issue, 1966. (Souligné par nous)

Leur message était clair : il est nécessaire de reconnaître le désir des populations locales d'avoir une voix dans les décisions les concernant ; de sorte que les programmes doivent émaner non d'en haut, du pouvoir central, mais d'en bas, des communautés indiennes. Il faut une *participation* des communautés à la conception et à la mise en pratique de leur propre développement.

Avec l'explosion du militantisme indien vers la fin des années 60, les revendications sont devenues plus déterminées, les recommendations plus précises, et l'insistance sur le maintien des valeurs traditionnelles plus forte que jamais.

Ce dont il s'agit n'est pas de retourner aux *tipis* et à l'économie de subsistance. Ce que les Indiens désirent accomplir est un *compromis* entre la maîtrise des procédés administratifs et techno-économiques de la société majoritaire, et le maintien de certaines données traditionnelles, spécifiques des sociétés indiennes, et considérées comme indispensables à leur survie en tant qu'ethnie, ou qu'il est impossible d'abandonner parce que parties intégrantes de leur mentalité collective.

L'idiosyncrasie essentielle des sociétés indiennes réside naturellement dans leur organisation tribale. La tribu est plus qu'un conglomérat d'individus : c'est une entité fournissant à l'individu son identité ; et cette identité provient d'un sentiment d'appartenance à un groupe qui est une *association d'hommes égaux* pourvoyant, en tant que groupe, aux besoins individuels (par exemple chasses communautaires des Indiens des Plaines, cultures communautaires des Navahos), et assurant la jouissance commune d'un certain territoire. Le statut social dépendait – et dépend toujours dans une certaine mesure – de la façon dont un individu contribue à sa communauté. Il ne dépendait pas du statut économique, car la compétition économique était étrangère à la société indienne traditionnelle. Un homme était respecté non pour ce qu'il possédait, mais pour ce qu'il était. En milieu communautaire, le standard de vie est défini par le groupe et non par des pressions extérieures. Le groupe est le fondement d'un sentiment d'appartenance (*togetherness*) qui définit la situation économique, et rend la compétition inutile. En introduisant les concepts de propriété privée, de libre entreprise, et de statut social basé sur l'accumulation individuelle des biens de consommation, c'est-à-dire en introduisant le concept de compétition économique, la société occidentale a fortement érodé ces notions traditionnelles de cohésion du groupe, de participation individuelle au bien-être communautaire, et vice-versa. Cependant, bien qu'érodées, ces notions sont toujours présentes dans les société indiennes modernes, et les Indiens entendent les raviver, grâce au développement d'une économie *tribale.*

Economie tribale signifie la création d'industries, petites entreprises et petits commerces, possédés et gérés par la tribu elle même, et employant uniquement des membres de la tribu. Ceci, par opposition à l'ancienne formule d'une économie capitaliste installée sur réserves indiennes qui s'est toujours avérée un échec pour des raisons diverses, dont la plus importante est le fait que ces entreprises sont possédées par des sociétés blanches. Bien que les tribus aient souvent financé, en totalité ou en

partie, l'établissement de ces entreprises, elles ne les possèdent pas, et n'ont aucun droit de participation à leur gestion ou d'intervention dans leur politique globale. Conçues et menées « à l'américaine », dans un souci de productivité, de rendement et de rapport financier, ces entreprises ne correspondent, pour la plupart, ni aux nécessités ni à la mentalité des Indiens. Mel Thom, du *National Indian Youth Council* commentait : « S'ils emploient les ressources et du capital tribal pour construire les usines, pourquoi ne peuvent elles être au moins la propriété des tribus ? Et gérées selon la logique des tribus ? ». (Cité dans Steiner, 1968, p. 134).

Certes, ces entreprises fournissent des possibilités d'emploi pour un certain nombre d'Indiens. Mais ici encore, on se heurte à un conflit de valeurs entre les sociétés blanches et indiennes, concernant l'attitude envers le travail. De par son héritage culturel, l'Indien est orienté vers un effort sporadique ; si l'homme blanc place sa vertu dans le dur labeur quotidien, l'Indien lui place sa vertu dans le loisir (cette fameuse « révérence pour la vie » dont parle Albert Schweitzer à propos des peuples d'Afrique) et la liberté d'action : il se plie mal aux règles et impératifs, quels qu'ils soient, et ne leur reconnaît pas la valeur que nous leur accordons. Il existe chez l'Indien un mépris du travail pour le travail, en particulier du travail en usine exigeant des heures de présence régulières. On cite volontiers cette remarque d'un vieux Sioux : « L'homme blanc travaille comme un esclave toute sa vie afin de prendre sa retraite et d'être alors libre de flâner, de chasser et de pêcher. Nous avons déjà ce pour quoi travaille l'homme blanc. Alors pourquoi adopterions-nous ses coutumes et travaillerions-nous toute notre vie pour avoir ce que nous avons déjà ? ». (Cité dans Steiner, 1968, p. 126).

L'Indien est capable de travailler très dur ; mais son travail est plutôt orienté vers la satisfaction des nécessités premières de l'existence, et non vers l'accumulation des biens de consommation. Et bien que les Indiens modernes sachent apprécier le confort, rares sont ceux qui recherchent le « luxe ».

Son incapacité ou son refus à se soumettre à des règles précises rend l'Indien enclin au travail temporaire, et à un fort degré d'absentéisme et d'irrégularité de production, au grand désespoir des industriels blancs. A cela s'ajoute la sécurité de savoir que le gouvernement ou la famille étendue prendront soin des chômeurs, si nécessité il y a. En outre, il existe un manque de motivation un désintéressement vis-à-vis de travaux médiocres, souvent réduits à un geste dans une chaine de production, travaux d'ailleurs mal rémunérés et sans possibilité de promotion, dans des entreprises qu'ils ne possèdent pas, et où ils n'ont aucun droit de regard, de suggestion ou d'initiative. Deloria explique : « Les Indiens n'ont aucun sens du travail à la chaîne tel que le conçoit la société blanche. L'affectation du personnel à des tâches partielles déterminées par un plan d'ensemble, laisse l'Indien parfaitement froid ». (1969, p. 214).

Enfin, la tradition communautaire indienne, qui pousse les individus à se réunir periodiquement au niveau tribal pour des cérémonies religieuses ou activités sociales, (*pow-wows*), aggrave encore l'absentéisme et l'irrégularité.

En conséquence, une économie tribale, élaborée, possédée, gérée par la tribu, serait mieux à même de tenir compte des nécessités et idiosyncrasies indiennes.

Certaines tribus l'ont déjà tenté : dans la petite communauté de Greenwood, sur les berges du Missouri, dans le sud Dakota, les Sioux Yankton ont créé une entreprise tribale très ingénieuse, une manufacture de pièces détachées électroniques, (données tirées de Steiner 1968, p. 124 à 126). C'est une petite usine située dans les locaux désaffectés d'une église, et sa particularité consiste dans le fait qu'il n'y existe pas d'horloge. Chaque employé y vient travailler lorsqu'il le désire, retourne chez lui à son gré, est libre de travailler 24 heures d'affilé puis de s'absenter une semaine s'il le désire, pour assister à une cérémonie, visiter des parents, ou simplement se reposer. Il est payé à la fin du mois en fonction du travail qu'il a accompli. Personne ne s'enquiert du « comment » ou du « quand » pour la tâche ainsi effectuée. Il n'existe pas de spécialistes des « temps et mouvements » (time study

engineers) et pas de conflit entre le personnel et la Direction, puisqu'il n'y a pas de Direction à proprement parler. Les employés sont en fait leurs propres dirigeants. Ils participent volontairement et spontanément à une entreprise commune et possédée par eux (tribu), dans laquelle ils ont toute latitude d'organiser le travail à leur gré, et de décider de la politique générale de l'entreprise. Par le fait que les Yanktons présentent une situation où l'on a une propriété collective et une suppression des concepts de dirigeants et exécutants, leur exemple s'approche de très près du concept d'*autogestion*. Néanmoins, il ne s'agit pas d'une autogestion véritable en ce sens que les Yanktons ne sont autonomes ni politiquement ni économiquement ; la reconnaissance par l'Etat fédéral de leur souveraineté tribale, et la multiplication de petites entreprises semblables à celle-ci, de façon à élargir leur base économique, seraient indispensables à la réalisation d'une autogestion véritable.

La petite usine marche admirablement bien et a acquis une excellente réputation auprès des sociétés d'électronique du Middle West. De l'autre côté du Missouri, les Sioux Santee n'ont pas été aussi chanceux, et ils souffrent d'un chômage effarant, spécialement durant l'hiver. De sorte que les Yanktons ont cherché à s'agrandir : augmenter leur outillage de façon à pouvoir doubler leur effectif ; un supplément d'outillage leur permettrait d'employer une cinquantaine de Santees durant la saison morte, expliquèrent-ils au Bureau des Affaires Indiennes lorsqu'ils présentèrent une demande de prêt de 8000 dollars. Le Commissaire aux Affaires Indiennes sembla intéressé et expédia promptement un expert sur les lieux, de façon à voir de quoi il retournait. L'expert revint enthousiasmé par ce qu'il vit. Si enthousiasmé qu'il recommanda au gouvernement de bâtir là une usine de quelques 115.000 dollars, gigantesque projet en bonne et due forme, avec un centre d'apprentissage, une caisse d'expansion industrielle, un plan de développement de dix ans, etc...

Les Yanktons furent horrifiés : « Mon Dieu, nous ne voulons pas cela. C'est exactement ce que nous ne voulons pas. Nous pouvons faire ce que nous avons à faire

dans la salle commune de l'église. Nous ne voulons pas urbaniser la campagne. Nous voulons simplement aider nos frères ». (cité dans Steiner, p. 125-126, 1968). (souligné par nous). Deloria critique ainsi cette affaire. « Au lieu de partir de là où sont les membres de la tribu, de ce qu'ils pensent, et d'essayer de développer les industries qu'ils comprennent, le gouvernement introduit des projets valant des millions de dollars. Le gouvernement sert une idéologie urbaine et s'efforce de l'introduire dans un environnement rural et tribal. En conséquence, il crée des problèmes sociaux désastreux. Nous avons certainement besoin d'usines d'électronique sur nos réserves. Nous avons besoin d'IBM. Mais l'Indien veut des facilités économiques dans sa perspective tribale. C'est pourquoi notre NCAI parle d'acculturation. Nous entendons par là l'acculturation de votre société. Votre société technique par notre société tribale. C'est pourquoi nous disons « économisons notre culture et voyons ce que nous pouvons utiliser pour notre développement économique. Ajustons votre science et votre éducation au mieux de l'intérêt de notre peuple. Adoptons celles de choses que *vous* offrez et que *nous* considérons comme valables ». (cité dans Steiner, 1968, p. 134).

D'autres tribus ont tenté également de réaliser cette conception originale d'une économie autonome moderne, intégrant leurs traditions tribales, en particulier leur tradition communautaire.

En Arizona, Ronnie Lupe et ses White Mountain Apaches ont développé avec succès une agriculture moderne, un élevage, et une industrie touristique avec motels, restaurants, station de sports d'hiver. Pour la plupart, ces créations sont possédées par la tribu, et gérées d'une façon communautaire. Une coopérative d'éleveurs tribaux, élus par la population, s'occupe du cheptel. La plupart des fermes sont gérées en coopératives. Cependant elles ne sont pas collectives : chaque parcelle est travaillée par une famille individuelle, mais elles sont irriguées, leurs produits sont vendus et le financement est effectué sous la direction communautaire du Conseil tribal. Puisque certains des membres du Conseil sont eux-même éleveurs ou

fermiers, il n'y a pas ici de notion de dirigeant et d'exécutant. Il s'agit plutôt d'une association de co-gestionnaires d'une propriété communautaire.

Au Nouveau Mexique, les troupeaux individuels des Mescalero Apaches ont été regroupés en une *Cattle Corporation* gérée par la tribu. Les bénéfices dérivés de ce troupeau tribal sont partagés entre les membres de la tribu, chacun étant payé en fonction du nombre de ses bêtes et en proportion de son travail personnel.

En Arizona. les Hopis ont crée une entreprise très ingénieuse, la *Hopis' Arts and Crafts Guild* basée sur l'art et l'artisanat, et associant la vieille tradition de partage communautaire à l'économie de marché : tous les artistes tribaux recoivent le même salaire pour leur travail, que celui-ci soit bon ou mauvais, qu'il soit ou non vendu aux touristes. Le directeur commente : « L'artisan hopi tire de l'argent de son travail même s'il n'a pas de valeur marchande. Nous ne pouvons pas le vendre mais nous l'exposons. Nous faisons payer davantage le touriste pour le bon travail, si bien que nous pouvons rétribuer le mauvais. Tout cela est codifié pour que le mauvais artisan ne soit pas humilié et que le bon ne soit pas jaloux. Nous devons être pour chaque hopi ». (Cité dans Steiner, 1968, p. 130).

Le capital réel des tribus est la terre. La division forcée des réserves en parcelles individuelles à la fin du siècle dernier a favorisé, au cours des décennies et par le truchement de moyens plus ou moins légaux, mais approuvés tacitement par le BIA, la location ou la vente de nombreuses terres indiennes à des Blancs. D'où une situation actuelle extrêmement compliquée avec sur de nombreuses réserves un enchevêtrement de terres indiennes et de terres blanches, et une impossibilité pour la tribu d'utiliser ces terres en vue du bien être communautaire pour des raisons soit économiques (non rentabilité de parcelles trop petites ou éloignées les unes des autres), soit législatives (baisse des locations ou des ventes). En conséquence, de nombreuses tribus ont entrepris des programmes de remembrement foncier, combinant le tribalisme communautaire et les méthodes modernes de

l'immobilier. Un exemple particulièrement heureux est celui des Cheyenne River Sioux du Sud Dakota (Steiner, 1968, p. 172-173). Au début de son programme de remembrement (1940), la tribu se trouvait dans un dénuement total avec seulement 40.000 acres de terres tribales. Aujourd'hui elle en possède 1.100.00 et se sert de ces terres pour la création de petites entreprises tribales (une compagnie de téléphone, une laverie automatique, deux supermarchés, un bowling).

Plus au Sud, les Brule Sioux de Rosebud ont décidé l'an passé de ne pas renouveller les baux de location à des éleveurs et cultivateurs blancs de la réserve, de façon à récupérer le maximum de terres tribales en vue de leur exploitation pour le développement économique communautaire. Cette mesure, très impopulaire auprès des blancs locaux et auprès du BIA, comme on peut l'imaginer, peut être qualifiée « d'expropriation des expropriateurs » (Guillerm et Bourdet 1975, p. 10), et témoigne d'une affirmation croissante d'autonomie vis-à-vis du pouvoir central, par des prises de décision au niveau local.

Certains militants de *l'American Indian Movement* vont même plus loin, et parlent d'expulser des réserves tous les blancs, sans exception. Cela ne pourrait s'accomplir sans une action violente, ce que Guillerm et Bourdet appellent une « domination provisoire mais violente de la classe asservie ». (Idem).

D'autres tribus montrent la même propension : fatiguées de voir des compagnies blanches exploiter leurs ressources minérales à des tarifs dérisoires – approuvés et encouragés par le BIA – et réaliser ainsi des bénéfices gigantesques, certaines commencent à repenser la situation en des termes différents. En Mars 73, les Northern Cheyennes du Montana décidaient l'annulation de tous les droits d'exploitation houillère accordés dans les années récentes à quatre des plus importantes compagnies minières américaines.

Il existe au sein des tribus une tendance de plus en plus marquée à imposer leur volonté au BIA, c'est-à-dire au gouvernement. Il ne s'agit encore que d'une situation conflictuelle où les Indiens arrachent littéralement des

concessions visant à l'atténuation de l'exploitation par le gouvernement. Mais les deux exemples récents ci-dessus mentionnés montrent que les tribus marquent des points importants sur le chemin de cette conquête de leur indépendance.

Une fois que les tribus ont assuré le maintien ou la reconstitution de leur territoire, et créé des petites entreprises, il n'est pas inconcevable qu'elles cherchent à étendre leur influence à l'extérieur des limites des réserves. De nouveau, les Cheyenne River Sioux en sont un exemple : ils ont entrepris d'acheter dans les villes du voisinage des petits commerces et des petites entreprises variés, les bénéfices étant ensuite investis dans le trésor communautaire. Deloria commente : « Si d'autres tribus utilisaient leurs terres tribales à la façon des Sioux de la Cheyenne River, nous pourrions résoudre nos problèmes dans une ligne tribale et préserver notre genre de vie tribal. Les tribus pourraient contrôler le secteur tertiaire sur leurs réserves, ou au voisinage. Elles pourraient contrôler les fonds d'investissement et être la principale source de financement dans leurs régions. Elles pourraient acheter tout le petit commerce le long des routes. Elles pourraient aider les Indiens à tenir la comptabilité et à la gérer. Supposons qu'une tribu dresse l'inventaire de tout cela à 300 m de sa réserve. Qu'elle se mette à acheter toutes les stations d'essence, les motels et les cafés. L'un après l'autre. Les tentacules de la communauté s'étendront sur plusieurs centaines de miles. Et la richesse reviendra à la réserve, au lieu d'en sortir comme c'est le cas maintenant. Les Indiens travailleraient à l'extérieur mais ils vivraient et dépenseraient leur argent chez eux ». (Cité dans Steiner, 1968, p. 172-173.

Il s'agit donc de développer une *économie tribale totale ;* Louis R. Bruce, Commissaire aux Affaires Indiennes sous le premier gouvernement Nixon exprimait cette nécessité en ces termes : « Je voudrais que les Indiens achètent des voitures à des Indiens sur les réserves et achètent de la nourriture dans des boutiques tenues par des Indiens, qu'ils roulent sur des routes conçues et construites par des Indiens, qu'ils téléphonent par des

réseaux appartenant à des Indiens et qu'ils vivent dans une économie gérée par des Indiens ».

L'union de l'ancien tribalisme et d'une économie moderne autonome constitue ce que les Indiens nomment le « nouveau tribalisme ». Et il semble que le concept économique occidental de Société (*Corporation*) soit le meilleur moyen d'atteindre ce nouveau tribalisme. D'après l'*Indian Reorganization Act* de 1934, les tribus indiennes ont légalement la possibilité de s'ériger en Sociétés ; et très nombreuses sont celles qui l'ont fait. A chaque fois que la tribu entretient des rapports légaux avec le monde extérieur, elle le fait sous forme de société, assurant, ainsi une unité de but et de position à l'égard de ce dernier.

Ces sociétés n'ont jusqu'ici qu'un but économique. L'aspect original des nouvelles sociétés envisagées par certains des Indiens actuels, consiste dans le fait qu'elles ne seraient pas uniquement orientées vers le développement économique mais seraient chargées de couvrir tous les aspects de la vie tribale, « depuis les petites entreprises jusqu'aux bourses d'étude » déclare Deloria (1969, p. 265). Et cette nouvelle forme de Société est inspirée des traditions indiennes : le souci premier de la tribu est la continuation de la vie de la communauté ; Deloria explique : « Le tribalisme considère la vie comme un tout indifférent. On ne distingue pas le social et le psychologique, l'éducation et la tradition, le politique et le juridique. La tribu est une entité plurifonctionnelle qui agit dans tous les domaines de la vie. Là où les entreprises des blancs servent à procurer un revenu au capital investi, celles des indiens ne feront pas de même dans notre nouveau projet. Elles serviront plutôt *à coordonner la vie communautaire.* Les gains seront employés pour fournir les services reçus actuellement des administrations fédérales. A mesure que grandira l'indépendance dans le domaine économique, elle s'étendra aux autres aspects de la vie. Les Indiens peuvent ainsi atteindre une prospérité qu'ils n'ont jamais connue depuis le débarquement de l'homme blanc ! ». (Idem, p. 264-265).

Cette notion nouvelle de Société à but global et coordonnateur, peut être rapprochée du concept d'auto-

gestion défini comme « la transformation de toute les structures économiques et sociales en une immense coopérative » (Guillerm et Bourdet, 1975, p. 31).

Le fait d'importance est que les Indiens ne recherchent pas une forme d'indépendance qui créérait une communauté (tribu) totalement isolée de la nation américaine et n'ayant aucun lien avec elle. Au contraire, les Indiens recherchent une forme d'autonomie politique et économique qui définirait des lignes précises d'autorité et des lignes de responsabilités, à la fois pour le gouver-

erreurs catastrophiques ayant jusqu'ici caractérisé les

erreurs catastrophiques ayant jusqu'ici caractérisées les affaires indiennes. L'énorme différence entre la mentalité indienne et la mentalité occidentale suffit à justifier cette recherche d'autonomie. Tandis que le reste de l'Amérique est vouée à la propriété privée, les Indiens préfèrent posséder leurs terres en communauté tribale, partageant les ressources les uns avec les autres. Là où les Américains se conforment à des normes de comportement et établissent des couches sociales basées sur le statut économique, les Indiens ont un concept flexible du prestige social, fondé sur la façon dont un individu participe au bien être de la communauté. Cette attitude pousse à l'égalité et empêche l'élaboration d'une société « pyramidale ». Là où le riche est admiré parmi les Occidentaux, il n'est pas particulièrement bienvenu en milieu indien. Le succès économique est loin d'être aussi important pour l'Indien que pour le blanc, puisque le sentiment d'appartenance au groupe crée entre les individus un bien qui rend la compétition économique indésirable.

Devant ces considérations, l'autonomie recherchée par les tribus indiennes leur permettrait de développer un système politique, social et économique répondant à leurs aspirations et à leurs particularités. Elle permettrait aussi le développement et la mise en pratique de programmes basés sur les nécessités réelles, et non supposées, des populations loçales, programmes qui seraient conçus et gérés avec leur participation à tous les niveaux. Il s'agit de ce que Guillerm et Bourdet (1975, p. 32) décrivent en ces termes : « une transformation radicale... à savoir la prise

en main, sans intermédiaire, et à tous le niveaux, de toutes leurs affaires, par tous les hommes ».

Loin de repousser la technologie occidentale, les Indiens cherchent au contraire à la maîtriser, mais sans être maîtrisés par elle. Car leur message est clair : ils ont vu la puissance technologique de l'homme blanc, ont vécu sous son système de valeurs et ses institutions ; et ils en ont constaté les résultats. Ils ont maintenant décidé de ne vouloir qu'une part limitée des « bienfaits de la civilisation ». Ils exigent désormais le droit à une existence souveraine dans les limites des frontières tribales, en accord avec les valeurs, le système politique, économique et religieux de leur choix, et en pratiquant une sélection judicieuse dans les options offertes par la société américaine. A la limite, le nouveau tribalisme indien offre une alternative à une société moderne en pleine crise, qui ne saurait avoir qu'avantage à lui prêter l'oreille.

Dominique PASSERA-HAUPERT

SOURCES

DELORIA, Vine Jr.

Custer Died for Your Sins : an Indian Manifesto, The Macmillan Company, New York, (1969).

We Talk, You Listen . New Tribes, New Turf, The Macmillan Company, New York (1970).

The Red Man in The New World Drama by Jennings C. Wise ; Revised Edited and with an Introduction by Deloria, The Macmillan Company, New York (1971).

Behind the Trait of Broken Treaties : an Indian declaration of independance, Dell Publishing Co, Inc. New York (1974).

GUILLERM Alain et BOURDET Yvon

L'Autogestion, Seghers, Paris, collection « Clefs » (1975).

PASSERA-HAUPERT, Dominique

Sur le Nouveau Sentier de la Guerre : Affaires Indiennes sous le premier gouvernement Nixon (1968-1972), (1975).

These pour le Doctorat de 3ème cycle en Ethnologie. Université de Paris-Sorbonne.

STEINER, Stan

The New Indians Haper and Row, New York, (1968).

« LE CAMPAMENTO 2 OCTOBRE » A ITZTACALCO

Andrea REVUELTAS

Ces derniers temps on a pu observer au Mexique des tentatives issues de certains secteurs de la classe ouvrière visant à former des syndicats autonomes, vraiment représentatifs et démocratiques, indépendants du syndicat officiel, organisation toute puissante qui depuis 40 ans, contrôle et manipule le prolétariat mexicain. Ces mouvements ont on commun le désir d'échapper à l'emprise idéologique du gouvernement.

Dans ces luttes, aux côtés des ouvriers, se sont toujours trouvés les habitants d'un bidonville de la ville de Mexico, *le Campamento 2 octobre,* qui sont solidaires de toutes leurs grèves et manifestent avec eux.

Qui sont, ces habitants du *Campamento 2 octobre ?*

Il sont parmi les représentants les plus radicaux d'un mouvement de luttes urbaines qui se développe actuellement dans les plus grandes villes mexicaines. Ces luttes concernent plus particulièrement des catégories sociales qui ne participent pas directement à la production, mais dont les perspectives politiques tendent vers l'indépendance idéologique, le contrôle populaire et l'autogestion des quartiers.

I

Les invasions, les occupations de terrains et la lutte pour le logement deviennent des phénomènes quotidiens parmi les plus explosifs, dans les villes mexicaines. De

même que la répression qui s'en suit, les expulsions et les tentatives de récupération.

Mexico, comme la plupart des villes d'Amérique Latine, accroît sa population très rapidement : en 1930, l'agglomération de Mexico atteint 1 million d'habitants, en 1970, 8 millions et demi, et on prévoit au minimum 12 millions d'habitants en 1980 (1). L'émigration de la campagne contribue fortement à cette croissance ; actuellement d'après les statistiques officielles, 1.000 personnes arrivent par jour à la ville. Ces nouveaux venus sont, pour la plupart, des paysans misérables, sans terre, qui viennent chercher du travail et qui ont leur pauvreté pour seul bagage. Ils n'ont aucune formation et ne trouvent à la ville que des petits travaux dans les services : bonnes, vendeurs ambulants, ouvriers non-qualifiés, manœuvres. Ils représentent une main d'œuvre à bon marché, n'appartiennent à aucune organisation syndicale ; leur travail est temporaire et très mal payé.

Ces masses, expulsées par la misère de la campagne, poussées par le besoin, cherchent un endroit où vivre. C'est ainsi qu'un phénomène, qui accompagne la croissance explosive de la ville, commence à se produire à Mexico dans les années 50 : l'occupation des terrains restés vides en bordure de la ville ou même dans le centre, par des squatters, *les paracaidistas* (les parachutistes).

Ce sont des gens si pauvres qu'ils ne cherchent même pas une maison, car ils ne peuvent ni l'acheter ni la louer ; ils ne demandent qu'un lopin de terre où s'installer. Sur un terrain vague ils se bricolent des baraques de fortune avec des matériaux de récupération : toiles de plastique, carton, morceaux de bois, etc.

Les occupants vivent avec la crainte constante de l'expulsion, et avec les difficultés auxquelles ils se heurtent pour trouver du travail.

Dans certains cas le nombre, la force et la détermination des *paracaidistas* a obligé les pouvoirs publics à

(1) Les chiffres sur la population de Mexico sont tirés du livre « La ciudad de Mexico », Claude Bataillon et Hélène Rivière, Ed. SepSetentas, 1973.

légaliser l'occupation. (Il faut dire qu'il existait au Mexique une coutume datant de la colonie espagnole qui veut qu'un membre de la communauté peut obtenir gratuitement un terrain libre pour y construire sa maison). Les terrains appartenant à des particuliers sont expropriés par le gouvernement et remis aux *paracaidistas* en échange d'une indemnité.

Dans d'autres cas ils sont délogés avec violence.

Sur ces terrains il existe une grande spéculation ; ce sont des lotissements qui par leur situation dans la ville ont vu leur valeur augmenter énormément.

Parfois la ville de Mexico rachète ces terrains pour y construire des habitations populaires qui, par leurs prix, sont inabordables pour les *paracaidistas*

Parfois la ville décide de les faire aménager par des sociétés privées qui vont les diviser en parcelles pour revendre chacune d'elles, sans y apporter le moindre équipement en eau ou en électricité.

Dans les deux cas les *paracaillistas* doivent partir.

Constamment réprimés les *paracaidistas* ont été obligés de se défendre, mais cette défense n'était pas organisée et ils ne se mobilisaient que pour des luttes ponctuelles. Parmi les leaders qui surgissent pendant ces périodes de luttes, les plus honnêtes finissent pas être assassinés ; les autres, récupérés, trahissent leurs compagnons.

Selon une enquête réalisée en 1968 par « La Direction de la vivienda » sur la ville de Mexico :

– 63 % des habitations ont un équipement insuffisant

– 20 % sont des bidonvilles

– 16 % sont des quartiers « prolétaires » qui sont quasiment des bidonvilles.

Dans ces bidonvilles :

– 60 % des habitants ont un salaire inférieur au SMIG (300 frs)

– 30 % sont chômeurs

– 17 % sont analphabètes et 70 % n'ont pas dépassé l'école primaire.

II

Parmi ces bidonvilles, l'un deux : *Le Campamento 2 Octobre* qui par son aspect extérieur ressemble à n'importe quel autre bidonville : des ruelles poussiéreuses ou pleines de boue selon la saison, des maisons, si on peut appeler ainsi des cabanes en tôle, en carton, en toile de plastique... Mais à l'intérieur, des liens d'amitié et de solidarité se sont formés entre les habitants. Ils ont compris que pour mieux se battre il leur fallait s'organiser d'une manière profondément démocratique et que l'organisation ainsi formée ne devait pas seulement servir à combattre pour l'obtention de leurs droits mais aussi pour aménager leur vie dans *le Campamento,* l'union étant indispensable pour leur victoire ; ainsi ils en vinrent à une conception communautaire et autogestionnaire de leurs rapports.

Ils ont constitué une association *L'Union de colonos de Santa Cruz Itztacalco* et pendant 13 ans ils ont mené sans cesse une bataille contre les inondations, les menaces d'expulsion dictées par les autorités, les violences provenant des anciens propriétaires fonciers.

Combat qui, au début, était centré sur les terrains mais qui peu à peu s'est politisé et radicalisé.

A l'heure actuelle, leur mouvement s'étend à d'autres quartiers « prolétaires » ; ils viennent de former un « Bloc Urbain des Quartiers populaires » qui regroupe divers bidonvilles et quartiers « prolétaires » et ils publient un journal.

Le Campamento se trouve à 15 minutes du centre de la ville : ses habitants s'y sont installés comme locataires, vers les années 50, sur des terrains qui, à l'origine, appartenaient à des propriétaires fonciers.

En 1960, ils sont 1500 familles qui demandent à accéder à la propriété.

En 1962, un Décret Présidentiel déclare d'utilité publique la formation d'un noyau d'habitations populaires sur un terrain de 372 ha. et la nécessité de commencer des travaux d'urbanisation, en précisant qu'aucun habitant ne sera délogé et que leur propriété sera légalisée.

Ce Décret est resté lettre morte ; des intérêts puissants sont derrière ces terrains ; du fait de l'ouverture de grandes voies de communication et de la croissance de la ville, leur prix est monté en flèche, les spéculateurs s'y intéressent et font pression pour en déloger les habitants.

Et c'est ainsi que commence une lutte héroïque et sanglante qui se poursuit encore à l'heure actuelle.

> « Un jour, ils nous ont délogés par la force, nous dit une femme interviewée ; nous vivions ici, environ 35.000 personnes ; ils ont détruit nos maisons et par la force nous ont conduits très loin d'ici ».
>
> « C'est un 10 mars que nous avons décidé, continue-t-elle, de reprendre le terrain et de continuer la lutte ; et malgré la répression, nous sommes revenus à Itztacalco ».

Ils se sont constitués en Association en 1967 pour exiger l'éxécution du Décret, mais leur lutte avait commencé depuis 1962 ;

> « Il nous fallait une organisation indépendante et très démocratique, disent-ils ; elle était pour nous la seule voie pour défendre nos intérêts »

Dans l'organisation se regroupent 5.000 familles qui participent de manière active à la lutte ; leurs activités se décident au moyen d'Assemblées Générales régulières, un comité de direction a comme tâche la réalisation pratique de décisions prises par les A.G. L'ensemble est divisé en 17 brigades, chaque brigade a un coordinateur et un chef pour chaque groupe de 15 à 20 camarades. Les responsables sont élus périodiquement et orientent les membres des groupes vers des activités concrètes :

– Solidarité face à la répression, popularisation de la lutte dans d'autres quartiers de la ville.

– Formation de cercles d'études qui vont de l'alphabétisation, l'apprentissage d'un métier : mécanique, menuiserie, etc. jusqu'à la formation d'une culture politique.

– Les brigades participent aussi à l'organisation des loisirs : les dimanches, des spectacles s'organisent dans le Centre Social qu'ils ont construit ; des troupes d'amateurs, généralement des étudiants, viennent y donner des repré-

sentations, les habitants y participent, et ont un groupe de chanteurs. De même, les brigades se cotisent afin que quelques uns d'entre eux puissent aller à tour de rôle au théâtre ou au cinéma.

Autour d'eux un vaste mouvement de solidarité s'est déclenché : des étudiants en architecture viennent les aider à construire des bâtiments au service de la communauté (écoles, salle de réunion, etc.).

« Cette lutte, nous disent-ils, ne nous a pas seulement aidés en ce qui concerne la terre, elle nous a appris comment mener le combat, comment vivre d'une manière communautaire ».

« Nous avons établi un minimun de services, poursuivent-ils, afin que les habitants puissent manger et ne meurent pas de maladies ».

« Nous avons construit 6 écoles primaires, 3 écoles secondaires et une école pour travailleurs, pour leur apprendre un métier ; un dispensaire, un terrain de sport... ».

« Nous avons un restaurant collectif où mangent 400 personnes parmi les plus pauvres d'entre nous ; chaque brigade détermine quels sont les plus nécessiteux ».

« On a aussi une coopérative où les habitants du *Campamento* achètent moins cher et dont le profit sert à entretenir l'association ».

« Pour nous ce qui est le plus important, nous dit un des leaders, Francisco de la Cruz – lui-même, venu de la campagne, a appris à lire et à écrire quand il avait 32 ans et maintenant il est en train de finir une Licence en Droit ; pendant qu'il faisait ses études la communauté a pris en charge l'entretien de sa famille – le plus important a été la politisation graduelle des habitants, ce qui a permis de placer notre lutte a côté de nos vrais alliés : les ouvriers, les paysans, les étudiants et les groupes de squatters comme nous ».

« Nous nous battons depuis de longues années et nos camarades sont devenus très conscients. A chaque agression de la police nous avons une réponse organisée. Notre lutte ne va pas finir avec la légalisation des terrains, notre but est de réussir à faire participer vraiment le peuple à l'élaboration des lois, conclut-il ».

Marginalisés brutalement par la société les habitants ont réussi à établir une nouvelle manière de vivre.

Leur organisation, née du simple voisinage, de besoins communs et de l'impuissance, s'est radicalisée dans les dernières années. Ils se sont frayés petit à petit leur propre voie, ont créé et expérimenté de nouvelles formes d'organisation et de nouvelles formes de lutte qui ont permis le développement de la solidarité et d'une conscience politique.

III

La lutte a été dure : en 1969 la répression se fait plus forte, quelques habitants sont expulsés, le leader Modesto Cornelio est assassiné.

La même année le président Diaz Ordaz, le même qui avait ordonné la tuerie de Tlatelolco en 1968, donne le terrain à des promoteurs pour son urbanisation et son exploitation, mais les habitants se battent et cette opération ne réussit pas.

On peut lire ceci dans un tract de l'époque où ils craignaient à tout instant l'expulsion :

« INDICATIONS A SUIVRE DANS L'ETAT ACTUEL DE LA LUTTE :

1) Comment va-t-on se défendre contre l'agression du gouvernement ?

Par la diffusion incessante des informations sur l'état de la lutte.
Par la participation aux brigades.
Par l'assistance aux Assemblées.
Par la dénonciation auprès de l'opinion publique.
En ne signant aucun document qui nous obligerait à renoncer à nos droits.

2) Comment va-t-on éviter d'être délogés de nos terrains ?

En s'entraidant entre voisins. En participant activement aux A.G.
En exprimant notre avis sur notre problème.
Par la collaboration avec notre UNION.

3) Pourquoi ne sortirons-nous pas d'ici ?

Parce que le terrain nous appartient.
Parce qu'il est notre seul Patrimoine.
Parce qu'il nous est dû en fonction de notre travail.
Parce que nous avons des familles nombreuses.
Parce que nous ne voulons pas vivre comme les oiseaux.

4) Quelle sera notre attitude si quelqu'un d'entre nous est délogé par la ruse ou par la force ?

Personne ne doit s'en aller.
Mais si quelqu'un est délogé, nous avons l'obligation de l'aider en nous rassemblant, en l'aidant à résister.
Au cas où quelqu'un serait délogé sans qu'on s'en aperçoive nous devons le reloger immédiatement pour qu'il ne s'en aille pas hors de la zone.
Pour mieux communiquer, et plus rapidement, entre nous, en cas d'expulsion, il faut faire du bruit avec des boites, des casseroles, des cloches...

Au cas où nous serions tous surpris pour être délogés, ce qui est déjà arrivé aux camarades d'autres campements :

Il faut se réunir avec tous nos biens en un lieu où on aura la possibilité de se réorganiser pour continuer à vivre tous ensemble et poursuivre notre lutte ».

Pourtant, les expulsions continuent. En 1970 le gouvernement décide la construction d'habitations populaires sur une surface de 80 ha. située dans la zone ; 2.000 familles sont expulsées.

La répression est constante ; une caserne de police s'installe dans les terrains, occupe le centre social que les habitants avaient construit.

Entre-temps le gouvernement avance des solutions minimes : il offre des logements pour quelques uns en vue de semer la division, il fait venir d'autres *paracaidistas* pour qu'ils occupent le terrain, et provoquent des conflits entre les nouveaux et les anciens.

« Nous, nous disent à nouveau les habitants, grâce à notre organisation nous avons parlé avec les nouveaux *paracaidistas* ; on leur a dit que nous avions tous besoin d'un toit pour vivre, qu'ils devraient s'intégrer à notre lutte commune ».

« De même, poursuivent-ils, nous parlions de notre lutte avec les flics qui nous entouraient, nous avions réussi à nous en faire des amis, mais quand les autorités s'en sont rendues compte, ils les ont mutés et en ont envoyé de nouveaux ».

« Ils ont aussi essayé de discréditer nos leaders, de les acheter, de leur proposer des situations élevées. Ils n'ont pas réussi ».

« Ils ont voulu nous intégrer au parti gouvernemental. Mais nous sommes décidés à garder notre indépendance politique et idéologique ».

Le 10 mars 1975 les habitants décident de prendre possession de la terre et de construire sur un espace de 90 ha. *le Campamento 2 octobre.*

La police encercle la zone et forme un blocus.

En juin les autorités cèdent et reprennent les discussions avec les habitants.

Mais en juillet ils font venir d'autres *paracaidistas.* Pour se défendre *le Campamento* se déclare en A.G. permanente.

Au mois d'août la police attaque, essaie de détruire un bâtiment qui était destiné à devenir une école ; les habitants se défendent, plusieurs d'entre eux sont blessés et quelques uns sont arrêtés.

A la suite de quoi les habitants organisent un meeting face à la Chambre des Députés et finalement arrivent à établir un accord avec les autorités : le gouvernement accepte de leur vendre les terrains à un prix peu élevé. Peu après la distribution des terrains commence ; mais elle se fait très lentement.

En septembre, le mouvement qui s'élargit constitue avec des habitants d'autres bidonvilles et de quartiers « prolétaires », un « Bloc de Quartiers Populaires » qui regroupe environ 20 quartiers.

Les membres du mouvement tiennent à garder leur indépendance envers la bourgeoisie et ses organismes : partis et syndicats officiels.

Mais de même qu'ils pensent que le seul moyen de lutter contre la bourgeoisie c'est « l'unité des ouvriers, des paysans, des étudiants et de tous les révolutionnaires » ils tiennent à se démarquer de certains groupes gauchistes qui se « caractérisent par leur irresponsabilité et leur méconnaissance des problèmes des habitants des quartiers ».

Un des membres du Bloc, le représentant du quartier d'« El Ajusco » nous en parle :

> « Nous disposons d'une organisation très démocratique, basée sur l'élection de représentants de chaque paté de maisons, qui sont élus à temps ; nous avons une direction collective qui suit soigneusement les principes de la démocratie, seul moyen d'empêcher le « leaderisme » et la corruption ».
>
> « Nous avons élaboré un programme pour le quartier :
> 1) Titularisation immédiate et gratuite de la propriété des terrains des habitants actuels.
> 2) Déclaration d'utilité publique des terrains vagues du quartier pour y établir les résidents les plus démunis.
> 3) Dotation de services urbains : eau courante, électricité, revêtements des rues.
> 4) Embauche pour les travaux d'urbanisation des résidents en chômage.
> 5) Construction d'écoles et création de transports en commun ».

En novembre 1975, les membres du Bloc participent à la grande manifestation des ouvriers électriciens qui demandent leur sortie du syndicat officiel.

En janvier 1976, à nouveau 2 ou 3.000 personnes accompagnées de flics menacent d'envahir le terrain. Les habitants décident de monter la garde pour se protéger. Le 25 janvier, à l'aube, pendant le changement de garde, une bombe incendiaire est jetée sur la maison du leader

Francisco de la Cruz (la police dira que c'était une explosion due au gaz) ; en moins d'une demi-heure le *Campamento* avait disparu dans l'incendie. Tout de suite après l'éclatement de la bombe la zone était entourée de flics et d'hommes armés de mitraillettes. Les pompiers quand ils arrivèrent, firent un minimum d'efforts pour empêcher l'incendie ; ils n'avaient pas d'eau, déclarèrent-ils.

Trois enfants sont morts : leurs parents montaient la garde, ils n'ont pas pu les sauver.

Tout a été brulé. Il ne reste plus rien aux habitants si ce n'est la volonté de continuer la lutte.

Cette action est aussi terrible que celle du 2 octobre 1968 ; c'est un essai de répression-génocide contre 15.000 habitants sans défense. On a voulu appliquer la politique de la terre brulée pour leur prendre leurs terrains et, ce qui est plus important, *pour liquider le foyer d'insurrection populaire qui y existait,* et qui menaçait de se propager à d'autres bidonvilles.

L'organisation n'a pas été détruite avec l'incendie : elle a permis que presque tous soient sains et saufs. Après l'incendie, sans perdre un instant des brigades commencèrent à parcourir la ville pour dénoncer l'attentat, d'autres nettoyaient les décombres et calmaient ceux qui étaient pris d'hystérie, d'autres montaient la garde, tandis que les femmes préparaient le repas collectif.

La solidarité populaire s'est vite fait sentir : à midi des étudiants, des membres du « Bloc des quartiers populaires », des ouvriers sont venus aider leurs camarades, en leur apportant des vêtements, des vivres et du matériel pour reconstruire. Car ils sont décidés à ne pas céder, à rester sur place.

IV

Ils éditent un journal « El Independiente », où tous les membres du Bloc expriment leur lutte, leurs revendications, mais où aussi ils se situent par rapport à la gauche mexicaine : pour eux, un travail d'organisation, de mobilisation, d'éducation est nécessaire, tâche longue et lente pendant laquelle les succès succéderont aux échecs,

mais qui conduira à la formation réelle d'une gauche authentiquement révolutionnaire.

Pour eux, la lutte doit se mener sur « mille fronts » : « la bourgeoisie, elle aussi, écrivent-ils dans un des articles du journal, se prépare ; il n'y a qu'à voir comment la construction urbaine est répressive ; dans les nouvelles unités d'habitation, ce ne sont pas des espaces verts qu'on trouve mais de grandes voies de communication qui permettent le déplacement rapide de la police ou de l'armée ».

« La bourgeoisie se sert de tout, peut-on lire dans le même article, afin de manipuler le peuple : la science, l'art, la presse, le cinéma, la télévision, le commerce, l'éducation... Eux, ils ont mille fronts de répression contre le peuple et sa culture, nous – toi, moi et tous les camarades – nous devons construire mille fronts de libération. Mille fronts de lutte pour résister à l'oppression et finir par vaincre et construire le nouveau monde. Notre lutte contre le système bourgeois nous devons la mener non seulement au niveau syndical et politique, mais aussi dans la vie quotidienne. Ainsi le boulanger peut aider les quartiers populaires à construire leurs propres fours afin que ses habitants mangent du pain... Chacun d'entre nous : vendeur ambulant, maçon, électricien, femme au foyer, a des talents qu'il doit mettre au service de la lutte pour la libération. *La révolution ne doit pas arracher uniquement le pouvoir politique à l'impérialisme et à la bourgeoisie nationale, mais dès que les masses commencent à avoir conscience du besoin de changement, à travers de nombreux fronts elles commencent à élaborer ce changement et à le réaliser dans leur vie quotidienne.*

Il est impossible de prévoir ce que les habitants du *Campamento* deviendront. Néanmoins dans l'état actuel des choses ils nous donnent l'exemple d'un pouvoir populaire dont la dynamique se diffuse et s'étend.

C'est pour cela que la répression s'abat sur eux : ils ont refusé de rentrer dans le système politique bourgeois, le parti officiel voulait même faire avec eux une « section des quartiers populaires ».

Ils ont montré qu'on pouvait lutter et vivre autrement.

La force du système mexicain, depuis plus de 40 ans, est basée sur le contrôle quasi total des masses à travers un parti officiel qui englobe une organisation des travailleurs et une autre des paysans.

Les opposants, du fait de l'inexistence d'une gauche organisée et indépendante, ont vite été écrasés, quand la bourgeoisie n'a pas réussi à les récupérer.

Dans ce cadre chaque lutte indépendante qui échappe au pouvoir devient forcément politique, contestation du système : c'est le cas de « L'Union de colonos de Santa Cruz Itztacalco » et de son *Campamento 2 octobre*.

Il est fort probable que les habitants du *Campamento* finiront par être anéantis ; leur mouvement, profondément révolutionnaire, témoigne d'un autre mode d'organisation de la vie, démocratique et autogestionnaire. Il a besoin, pour ne pas être liquidé, non seulement de la solidarité populaire qui s'est déclenchée autour de lui, mais d'une poussée révolutionnaire dans tout le pays qui contesterait le système dans sa totalité.

Andréa REVUELTAS

PLURIEL

CeDRASEMI, 6, Rue de Tournon 75006 Paris

N. 7, 1976

SOMMAIRE

Pour Mao (René Gallissot)

ETUDES

Catalogne-Nord : le traumatisme de la coupure (Domènec Bernardo). Les Franco-Américains du Vermont, fin d'un « nationalisme » (recherche de quelques indicateurs) (Edmond Orban)

TEXTES

Nationalisme et communisme : documents sur la naissance et les relations des deux mouvements en Tunisie (Présentés par Claude Liauzu)

DEBAT

Mouvement communiste et mouvement national au Vietnam : réflexions pour un débat (Isabelle Boudet et Pierre Rousset)

LECTURES

Sur la question nationale au Canada et au Québec (Charles Halary, Jacques Mascotto et Pierre-Yves Soucy). Filles au pair en Angleterre (Gabrielle Benguigui-Varro). Correspondance : Réponse à Pierre J. Simon (D. Chatelain). Récentes parutions.

Le numéro : 8 francs
Souscription à 4 numéros : 30 francs (collectivités et étranger : 40 f.)
Les versements sont à effectuer à l'Association Pluriel
CCP Paris 20 134 89 F.

CRITIQUE DU ROLE DES DELEGUES SYNDICAUX

Interview d'un ouvrier des usines Caterpillar à Gosselies (Belgique)

« On arrive, à l'embauche, auprès de tout un personnel. Une jeune fille fait remplir des formulaires, puis on passe auprès d'un type qui interroge, qui parle de choses et d'autres, de la pluie et du beau temps, de la situation de famille si, on est allé aux scouts, au Patro : puis on passe une série de tests. Si je me souviens bien, j'ai passé un test intitulé test mécanique qui présentait assez bien de problèmes sur le principe de la balance. On a aussi assez bien de questions de logique : on présente, par exemple, une vache toute blanche avec des taches noires, comme une vache que l'on voit de loin en passant en avion. Il y avait aussi des questions avec des rouages, des roues dentées, une série de roues dentées : la première tourne dans ce sens, la dernière comment va-t-elle tourner ? Enfin, toute une série de tests de mécanique élémentaire, le principe du levier, du balancier... Ensuite, il y avait un test de mathématiques sur des opérations simples : multiplications, additions, soustractions, divisions, mais avec des nombres carabinés. On avait aussi un test de dessin : avec une latte, il fallait tracer une ligne de 20 centimètres : avec une latte et sans équerre, il fallait dessiner un carré ; on devait, en somme, faire des exercices à la latte pour voir la précision que l'on avait et le coup d'œil...

Après ces tests, on repassait une deuxième fois à l'interview où l'on posait des questions plus serrées et l'on faisait des propositions. On disait par exemple : « Tu pourrais avoir telle ou telle place dans l'entreprise ». On insistait toujours très bien sur le fait que la place que l'on pouvait avoir en entrant n'était pas définitive, qu'à Caterpillar, tout le monde avait sa chance ».

Question.— « On explique que le patron a commencé par... ? »

Réponse.— « Pas à ce moment : ils n'exagèrent tout de même pas ; ils savent que ce sont des types qui viennent de l'extérieur, et ils se contentent de lui dire : « Si tu veux changer après, il y a toujours moyen de changer, car à Caterpillar, on se donne une formation, une instruction, il faut que tu t'y sentes à l'aise »

Ensuite, on passe des visites médicales, comme dans toutes les entreprises, excepté que le médecin sort le même sermon que l'intervieweur et joue les grands copains avec toi, un malade.

Après avoir été embauché, le premier jour de travail, on passe exclusivement des films où est montrée la puissance mondiale de Caterpillar, le nombre d'hommes qui va croissant : en 1920, 10 types étaient occupés dans l'entreprise ; en 1965, 2 000 000, 3 000 000, je ne me souviens pas bien des chiffres. On montre la puissance financière grandissante et c'est à ce moment-là que l'on nous dit que si l'on travaille bien, si on est bien considéré, on peut arriver à quelque chose. On insiste toujours bien sur ceci (avec un petit dessin) : Quand on entre à Caterpillar, on est tous sur le même pied, à la même hauteur, mais au fur et à mesure que l'on voit le mérite que tu as et tes capacités — on te laisse tout un temps — il y en a qui grandissent, il y en a qui restent à la même place, il y en a qui dégringolent. Ceux-là sont mis à la porte. »

Question.— « A quoi sert le petit dessin ? »

Réponse.— « C'est pour insister et pour montrer qu'à Caterpillar, tu n'es pas comme dans les entreprises belges, tu n'es pas en entrant mieux placé parce que tu es le fils de quelqu'un de bien ; mais qu'à l'entrée, tous les hommes sont sur le même pied et que l'individu est jugé sur sa valeur et non pas sur des considérations extérieures ».

Question.— « A la visite médicale, qu'ont-ils comme exigence, quelles peuvent être les conséquences de cette visite médicale ? ».

Réponse.— « Ils ont des laboratoires bien organisés. Mais si tu t'embauches à la Providence ou dans une autre entreprise, c'est la même chose, tu es envoyé à l'IMTR et à l'IMTR, ils ont des instruments perfectionnés aussi : par exemple on examine d'abord les oreilles et une source sonore est lancée alternativement dans l'une et l'autre, des sons divers : aigus, graves, et l'on doit réagir dès qu'on entend le signal : ils ont des signaux de plusieurs fréquences, et l'on doit appuyer sur un bouton dès qu'on entend quelque chose ».

Question.— « Cela sert en cas d'accident de travail ? ».

Réponse.— « C'est cela, ils établissent une fiche et sur cette fiche ils signalent une surdité ou désignent à quel travail on peut être mis ».

Question.— « C'est donc pour classer les hommes au point de vue travail que l'on passe cette visite médicale ? ».

Réponse.— « Oui ».

Question.— « Est-on seul le premier jour de l'embauche, à tous les tests, interviews, etc. ? ».

Réponse.— « Oui, on est seul ».

Question.— « Savez-vous s'il y en a d'autres qui sont engagés en même temps que vous ? »

Réponse.– « Quand on remplit les tests, on se voit, on parle un peu, on communique à voix basse... »

Question.– « Mais le deuxième jour, quand vous allez voir le film, là c'est tout le monde ensemble ? ».

Réponse.– « On passe les tests et la visite médicale, par exemple, dans la semaine mais on n'est embauché que le lundi d'après... On rentre tous ensemble un lundi, par exemple un lundi, il y a une vingtaine de types qui rentrent... »

Question.– « Savez-vous s'il y en a qui ont posé leur candidature en même temps que vous et n'ont pas été engagés ? »

Réponse.– « C'est difficile à dire. Moi, par exemple, je suis allé passer la visite au mois de février, j'ai été rappelé une seconde fois début mai, et j'ai seulement été embauché le 6 mai. Alors il est difficile de dire si des types qui ont passé la visite avec moi en février sont rentrés, s'il y en a qui ne sont pas rentrés, cela je ne sais pas voir.

Pour achever au sujet de la visite médicale, on examine aussi les yeux, les poumons, etc. Par exemple, j'ai eu un accident aux yeux, le médecin a une fiche et quand je change de profession, le chef doit se renseigner auprès du médecin. C'est le médecin qui donne son avis, qui tranche la question : « il peut ou ne peut pas faire la nouvelle profession qu'on lui assigne ». Apparemment, ils se servent de cela pour te classer suivant ta capacité de travail.

Quand on est embauché et qu'on est tous ensemble, on voit des films et là, parfois, il y a des réactions intéressantes. On entend des types qui disent : « C'est bien cela, mais tout le monde ne pourra pas devenir chef ou directeur... » Ou alors d'autres qui y croient vraiment, mais ils sont bien désillusionnés après...

Question.– « Dans ces films, ils montrent des types qui partent de rien du tout et qui arrivent... ? »

Réponse.– « Non, dans ces films ils montrent, par exemple, la production à Caterpillar : des tracteurs qui travaillent aux autoroutes, qui sont en train d'abattre des forêts, qui sont en train de faire des choses grandioses dans le monde, pour bien insister sur la contribution de la Société dans le progrès.

Question.– « C'est Caterpillar au service des hommes ? »

Réponse.– « Oui, c'est cela. Dans le même style, on a vu une exposition avec les organisations syndicales, d'un peintre allemand dont je ne connais plus très bien le nom, d'avant la guerre, qui faisait des dessins assez naturalistes : la mère qui enfante, la mère qui perd son gosse suite aux atrocités..., beaucoup de titres ainsi ; les ouvriers en colère, parfois aussi, mais c'est rare cela. Alors quand le directeur de Caterpillar a ouvert cette exposition, il a insisté sur le fait qu'il était heureux de nous montrer une peinture comme celle-là parce que la génération d'aujourd'hui ne connaissait plus cette situation misérable d'hier et que Caterpillar était dans l'histoire de l'humanité un facteur pour permettre aux gens de se développer, et il parlé de toute l'action de Caterpillar dans les pays en voie de développement.

Les responsables syndicaux n'ont pas voulu parler. D. (le responsable F.G.T.B.), lui, a dit qu'il avait une grande joie de parler sur une tribune à Caterpillar, qu'il n'aurait jamais pensé cela, il y a deux ans,... Il a parlé dans le vent, devant le directeur, les responsables de l'entreprise et quatre pelés et un tondu qui parlaient des Beaux-Arts. D. (le type de la C.S.C.), lui, a surtout insisté pour dire que les syndicats devaient contribuer à la culture parce que cela apportait un élément en plus au monde du travail. Donc, lui est beaucoup plus intégriste. Ce qu'a dit D. (responsable F.G.T.B.) et rien, c'était la même chose. Tandis que D. a présenté un programme de l'intégriste parfait ».

Question.– « Après l'embauche, vous commencez à travailler. L'ambiance est toujours aussi amicale ? ... »

Réponse.– « Les 15 premiers jours de travail – ou les trois premières semaines, cela dépend – on est en période de training, c'est-à-dire qu'on te fait travailler sur la machine qui t'est attribuée. Ou alors on te fait travailler sur une chaîne de montage, une petite chaîne de montage où l'on t'apprend. Alors, l'avant-midi, ou l'après-midi, tu as des cours, demi-journée de cours, demi-journée de travail ; pendant la demi-journée de travail, on est plusieurs, on te pousse un peu à la production mais pas tellement, on te montre comment tu peux arriver à faire de la production, on te drille pour savoir nettoyer ta machine, comment tu dois te débrouiller dans l'atelier pour aller chercher les pièces et l'outillage. Des instructeurs sont toujours derrière toi pour t'aider soi-disant.

Au cours, on t'explique comment ta machine fonctionne, on te donne des cours de lecture de plans : quand on a cours, on fait souvent des « excursus », on va en dehors de cours, on parle d'autre chose ; nous avions un professeur qui était un champion du genre, qui ne faisait que parler de Caterpillar-équipe de football, Caterpillar-ambiance de famille, que là où il n'y avait pas de types qui avaient des pistons pour se faire valoir, qu'on se faisait valoir parce qu'on travaillait bien, qu'on était un type sérieux ».

Question.– « Que font-ils, ont-ils d'autres fonctions ces professeurs ? »

Réponse.– « Ils sont instructeurs... »

Question.– « Viennent-ils de Caterpillar. Est-ce que ce sont d'anciens ouvriers ? ... »

Réponse.– « Non, R. c'est un type qui a commencé ses A[1], ce devait être un fils de bonne famille bruxelloise, il a fait la rosse, et n'a pas fait ses études. Alors Caterpillar l'a recueilli il a donné à fond dans

l'esprit Caterpillar et c'est le type qui défendait à fond les idées Caterpillar puisque c'était le jeune type sportif qui défendait les idées d'une usine jeune, moderne, de jeunes capitalistes qui sont dynamiques.

Un autre instructeur avait fait ses A2, puis ses B1 . C'est un type qui insistait beaucoup sur le fait qu'il était arrivé par son travail personnel. Il nous a raconté qu'il avait suivi des cours de détective privé, et qu'il fallait toujours apprendre parce quand on apprenait, on montait toujours.

Il y avait deux autres instructeurs qui eux, étaient d'anciens ouvriers qui auparavant travaillaient aux A.C.E.C. et qui, lorsqu'ils travaillaient aux A.C.E.C., avaient une certaine expérience des machines : ils donnaient cours aussi ; c'est eux qui disaient assez facilement : « Il ne faut compter que sur soi-même pour arriver, regardez, moi, j'ai travaillé aux A.C.E.C. pendant 10 ans, j'étais là comme ouvrier, je suis venu ici à Caterpillar, et on savait que j'étais quelqu'un de bien, on m'a fait passer comme chef ». C'est un peu ce que disent F. E. et Van D. B. et à moi qui m'occupais assez bien de syndicats ils me disaient : « Je ne comprends pas comment un type aussi capable que toi, tu fais du syndicat alors qu'ici on te donne toutes les possibilités, si c'était dans une autre usine, on dirait : bon, mais ici tu as toutes les chances et je ne vois pas pourquoi tu les gaspilles : cesse tes gamineries, ce n'est pas sérieux, il faut voir ton avenir ». Çà c'est le langage que ces anciens ouvriers te tiendraient. »

Question.– « Il y a beaucoup de types qui s'y laissent prendre, est-ce qu'il y a des types qui sont impressionnés ? »

Réponse.– « Il y a toujours des types qui sont impressionnés et dont la direction aura besoin demain, mais il n'y a tout de même que 10 % du personnel qui est appelé peut-être à des responsabilités, ou à devenir employé... C'est toujours la même chose. L'autre partie,

ils sentent bien que jusqu'au dernier jour, ils travailleront toujours sur la même machine à faire les mêmes pièces et qu'ils n'ont aucune chance, que dans un transfert, ils iront travailler sur une autre machine, et que ce sera toujours la même chose, la même routine... »

Question.— « Est-ce que pendant le temps de l'embauche, les types de Caterpillar parlent du syndicat ? »

Réponse.— « Quand j'ai été embauché, on peut dire que, pratiquement, il n'y avait pas d'organisation syndicale, il y avait des types qui parlaient de se syndiquer, mais pas tellement.

Ils n'en parlaient pas, mais c'est surtout maintenant, ils font des déclarations comme celle-ci par exemple : « Ici, à Caterpillar, si vous avez un problème, vous n'êtes pas obligé de passer par le syndicat, vous pouvez passer par le syndicat, mais vous n'êtes pas obligé ; vous allez voir votre chef direct, si votre chef direct ne vous donne pas satisfaction, vous allez voir le chef supérieur, puis le chef du personnel » et toujours ainsi jusqu'à 6 stades... mais toujours sans passer par le syndicat. Si maintenant, vous voulez faire intervenir un délégué, vous pouvez toujours le faire. Alors, ils obligent à choisir le délégué le plus proche de votre machine. Parfois c'est même le chef qui va chez le délégué... »

Question.— « Et maintenant qu'il y a une organisation syndicale, est-ce que le syndicat a obtenu de pouvoir présenter le syndicat aux nouveaux qui arrivent ? »

Réponse.— « Non, jusqu'à maintenant, on n'a pas pu présenter cela, mais cela arrivera, parce que le syndicat est parti sur une position de pointe, c'est-à-dire que à Caterpillar, le syndicat était toujours quelque chose qui végétait, et il y a eu un événement qui a fait faire un bond au syndicat, le jour où on me licenciait, où tout le monde a arrêté pour me réintégrer, alors ce

jour-là, le mouvement syndical, les ouvriers de l'entreprise, avaient battu le patronat, ils se sentaient fort, ils se sont tous syndiqués directement, peut-être pas tous, mais beaucoup se sont syndiqués parce qu'ils avaient confiance au mouvement, dans l'action de solidarité. Puis, il y a eu toutes sortes de choses qui ont fait que cela a été plutôt à reculons, les types ont demandé une prime de fin d'année, ils ont eu leur prime de fin d'année, mais cela avait plutôt l'air d'un arrangement entre patron et syndicat, et maintenant on connaît parfois ce phénomène, que des types se lancent dans des actions grève sauvage, etc. Tout de suite, ils ont l'opposition des permanents syndicaux et actuellement, ils perdent de plus en plus confiance dans les organisations syndicales. Alors que les organisations syndicales, elles, ont de plus en plus de crédit auprès du patron, c'est-à-dire que le patronat leur donne toutes sortes d'avantages. C'est-à-dire que hier, si on avait parlé à Caterpillar de crédit d'heures, de délégué qui pourrait intervenir dans la procédure de réclamation, c'était des choses impossibles, on se faisait taper dessus, on était l'objet de répression et surtout les militants syndicaux ; maintenant, les délégués ont trois heures par semaine, les délégués principaux ont quatre heures de crédit d'heures par jour, parce que la direction se rend compte que les délégués étant parfaitement manipulés par les directions syndicales, sont plus leurs agents qu'autre chose : ils voient bien que quand il y a un mouvement de grève quelque part, c'est peut-être suivi et mis en mouvement par des types plus radicaux, mais c'est l'ensemble des travailleurs qui suivent le mouvement et la direction s'appuie sur l'action des délégués syndicaux et des permanents syndicaux pour décourager les types ».

Question.— « Donc, c'est dans ce sens-là que l'on pourrait permettre maintenant aux syndicats de se présenter eux-mêmes... »

Réponse.– « C'est dans ce sens-là qu'ils se présenteraient ; par exemple, nous sommes parvenus à faire tout un travail dans la délégation F.G.T.B. lors du dernier conflit, mais c'est un fait que le délégué principal et d'autres délégués sont prêts à tous les compromis avec la direction : l'autre jour,... J'ai été changé de machine, je travaille sur une fraiseuse, je fais partie de telle catégorie, et bien on me fait travailler avec des gosses, sur une foreuse, qui est d'une catégorie inférieure, on ne touche pas à mon salaire mais on me fait faire un travail de catégorie inférieure ; alors, comme il y a du travail sur ma fraiseuse, je pose une question : Je ne suis pas d'accord que l'on joue avec mes pieds, je rouspète, je fais appel à un délégué syndical, prétextant que c'était le plus proche de ma machine et que c'est par lui que je devais passer, et bien ce délégué, vient et me dit : « Je suis ici pour tout arranger, etc. » Il essaie de m'expliquer le point de vue du chef. Et je lui ai dit : Si c'est pour me parler ainsi, je n'ai pas besoin de toi. Vous voyez, les délégués syndicaux sont prêts à faire le boulot du chef. Ce délégué syndical, quand le chef arrive tout près de lui, il lui donne une tape dans le dos et lui dit : « Çà, c'est un ouvrier courageux, avant il était fraiseur, moi, je l'ai fait passer aléseur tellement il travaillait bien », et bien, il rit comme un petit gamin, il est tout content, on lui a construit une stature, et il tient avec le chef, avec la direction même, on lui fait tout faire, ce type a déjà laissé mettre à pied un autre ouvrier pendant deux jours, parce qu'il ne faisait que 70 % de production ; à cause de lui, un autre a vu son salaire diminué, et tout cela parce qu'un supérieur lui tape dans le dos en disant : « Çà c'est un type formidable » ; et l'autre délégué principal, lui, c'est le C... international ; si le chef le regarde avec un air un peu menaçant tout de suite... Ces deux là sont bien spécifiques. Alors, les autres délégués – il y en a d'autres ! – ils ne savent pas discuter avec la Direction. A. ... par exemple, c'est le cas, quand il est devant la Direction, il

ne sait rien dire, mais quand il en aura marre, il va arrêter la chaîne de montage : « On va tout casser, on va faire grève... » mais après, le lendemain, il va être abattu il ne saura plus que faire. C'est un homme qui a spontanément une idée mais qui n'est pas politisé suffisamment que pour pouvoir tenir tête aux arguments des autres, ou même aux arguments des fédérations ; par exemple, la Fédération nous a appelés pour nous reprocher l'attitude de la délégation lors du mouvement de grève, et bien, au départ, lui, avait une attitude très vive devant le permanent syndical ; si le permanent syndical crie sur lui, il capitule tout de suite. C'est le type qui n'est fort que s'il sent une autre force derrière lui ; une force ouvrière, il n'est pas capable de la susciter... ».

Question.– « Je propose que nous revenions au syndicat après et que nous voyions maintenant l'organisation de l'usine. Je voudrais savoir, par exemple, si l'organisation est très hiérarchisée, s'il y a beaucoup d'intermédiaires entre le P.D.G. et les ouvriers ? »

Réponse.– « Apparemment, nous avons des lignes qui comptent à peu près 10 ou 15 hommes avec un chef de ligne, ce chef de ligne qui peut être, ou bien un type qui a fait ses A1, ou bien un ancien ouvrier. Son job, c'est d'aller d'un ouvrier à l'autre, voir si tout va bien, s'il y a suffisamment de pièces ; de s'occuper de la rentrée et de la sortie des pièces ; de s'occuper aussi des problèmes de l'ouvrier ; c'est un type qui est placé là par la Direction pour tenir le rôle du père de famille, c'est-à-dire que quand l'ouvrier a un problème, il doit l'exposer à son chef, par exemple, si ce soir j'ai un problème familial qui me trouble et bien, demain, je dois le dire à mon chef pour qu'il puisse le prendre en considération... Ce sont des conseils qui sont donnés à l'entrée. Quand on a des renseignements à demander, il ne faut pas aller au bureau du personnel, c'est à son chef qu'il faut les demander parce que c'est lui qui est

là pour résoudre les problèmes ; il est là pour voir si l'on est dans de bonnes conditions de travail. Par exemple, si à Caterpillar, on remarque qu'un chef laisse des ouvriers dans de mauvaises conditions de travail ou n'est pas suffisamment proche des ouvriers, dans le sens de discuter, de parler avec eux, ce chef sera mal noté. On drille les chefs, ils ont des cours, et bien, le chef doit se trouver le matin, auprès de l'horloge pointeuse, pour donner la main aux ouvriers qui arrivent, ce sont des détails. Si on entend qu'un chef appelle un ouvrier par son nom, cela ne plaira pas, on lui dira : « Tu dois appeler les ouvriers par leur prénom ».

Question.— « Et vous, pouvez-vous l'appeler aussi par son prénom ? »

Réponse.— « Nous, nous l'appelons aussi par son prénom cela dépend lesquels. Certains ne veulent pas mais c'est rare. Je me souviens que quand je suis rentré à Caterpillar, il y avait un chef italien qui refusait que les ouvriers l'appellent par son prénom, et l'instructeur nous a dit : Il va y avoir un arrêt de travail aujourd'hui, mais c'est normal, les ouvriers ont raison, c'est un mauvais chef ; d'ailleurs, la Direction prendra des sanctions contre lui. Ceci pour vous donner un exemple d'un instructeur qui prenait parti contre un chef parce qu'il ne se faisait pas appeler par son prénom. »

Question.— « Les chefs ont donc des cours pour apprendre comment ils doivent faire leur travail, comment se conduire... ? »

Réponse.— « Oui, ils ont des cours qu'ils appellent conférences, une fois par semaine, toutes les semaines, et durant une ou deux heures. Ils vont aussi au rapport, toutes les semaines, où ils discutent des cas de travail — mais cela, je crois que cela se fait dans d'autres usines... »

Question.— « Et qui donne ces cours aux chefs ? »

Réponse.— « Je ne le sais pas : je sais que les chefs d'équipe vont au rapport avec les superviseurs : mais pour les cours, je crois qu'ils ont des cours du style « opération humaine », avec un ancien professeur de français, je crois ; certains donnent leurs cours sur le taylorisme, par exemple ; et on nous a expliqué qu'en Amérique, on faisait des expériences dans les usines où les travailleurs étaient dans de mauvaises conditions et on a essayé dans le particulier, de mettre ces ouvriers dans de bonnes conditions d'éclairage, d'aération, avec des chefs aimables, et tout de suite, on a vu la production monter. Alors, à partir de ce principe, on débouche sur la façon dont le chef doit traiter les ouvriers. J'ai suivi ces cours ; ils consistaient en conversations, on nous faisait parler, par exemple, sur notre vie au collège, ou à l'armée, sur nos sympathies. Je me souviens d'une question que l'on m'avait posée : « Vous allez chez deux amis avec qui vous êtes également lié, chez l'un, quand vous arrivez, on vous offre du whisky, ou de la bière, on vous installe dans un fauteuil, on vous offre un cigare ; chez l'autre, vous arrivez dans le désordre, vous devez vous asseoir devant un tas de vaisselle sale, on vous offre du café sur un coin de table ; où préférez-vous aller ? ». D'habitude, je ne disais rien, mais là, j'ai eu le plaisir de répondre : « Vous savez, moi j'aime faire la vaisselle ». Le gars était ébahi, il voulait insister sur le fait que quand on reçoit quelqu'un, il faut le traiter avec beaucoup d'égards. »

Question.— « Au dessus des chefs, qu'est-ce qu'il y a ? ».

Réponse.— « Au dessus des chefs, il y a le superviseur ; ce sont des types qui dans l'entreprise, ont été reconnus comme plus capables que d'autres ; chez nous, il n'y en a qu'un. Celui-là, on ne lui adresse pas la parole directement, il vient vous parler, on l'appelle parfois par son prénom, mais théoriquement, selon la

hiérarchie, il ne vient jamais faire de remarques : quand quelque chose ne va pas, il ne dit jamais rien à l'ouvrier : s'il a su vous avoir au point de vue contact, il vient vous dire bonjour, mais ce sont les chefs qui font les remarques ; certains se font appeler par leur prénom par leurs anciens ouvriers ; mais notre superviseur, il s'est déjà trouvé sur mon passage pour me serrer la main, mais je ne lui dis pas son prénom, je lui dis : bonjour, c'est tout. Lui, il est allé aux Etats-Unis travailler dans une usine Caterpillar et suivre des cours. Le superviseur de l'atelier de soudure, c'est un ancien contremaître d'une autre entreprise, on a remarqué qu'il était trop brusque avec les ouvriers, par exemple, des ouvriers de nuit avaient fait une grève, il les a traité de fainéants, Caterpillar a vu tout de suite qu'il se ridiculisait devant les ouvriers, et on l'a mis là. On la remplacé par G. qui faisait anciennement partie du personnel de direction chez Solvay, qui faisait partie du conseil d'entreprise, je crois, parce que quand on fait appel à lui, on dit : « Vous, Monsieur G., qui avez fait partie d'un Conseil d'entreprise, comment résoudriez-vous cela ? ... » – cela se passe ainsi – lui il ne parlera pas directement aux travailleurs, mais toujours aux chefs.

Question.– « Combien y a-t-il de superviseurs ? Des ouvriers, il y en a 1 200 : des chefs de ligne, à peu près, une centaine ; et des superviseurs ? »

Réponse.– « Disons qu'il y en a deux pour la chaîne de montage-moteurs ; il y en a 3 pour la ligne d'usinage du bloc B ; de l'autre côté, il y en a deux pour la section engrenages, deux pour la chaîne de montage : disons approximativement, une dizaine de superviseurs ».

Question.– « Ce sont les normes habituelles, celles que l'on apprend à l'Université, et au-dessus d'eux ? »

Réponse.– « Au-dessus des superviseurs, nous avons les chefs de fabrication ou, disons plutôt, les manager-department, pour employer leur terme, c'est le langage qu'ils emploient, et des manager-department, il y en a, pour le département fabrication : le chef, avec un conseiller technique ; mais il y a des manager-department aux « traitements thermiques » en « comptabilité », « fincances », etc. Ils supervisent la fabrication ».

Question.– « Sont-ce eux qui planifient la fabrication, décident de la production, etc. ? »

Réponse.– « Pas tellemant, pas pour le planning, non, c'est celui qui est responsable, le superviseur du planning, des dix autres superviseurs de fabrication. Pour le « traitement thermique », le superviseur est le seul belge parmi tous. Tous les autres sont Américains ».

Question.– « Très important, cela. Parlent-ils le français, ces Américains ? »

Réponse.– « Non, l'anglais, peut-être un, mais mal. Ils sont malins. Par exemple, l'un deux, ne connaît rien en français, mais quand on a une discussion au Conseil d'entreprise, une discussion très serrée, il comprend tout, on le voit, on voit qu'il sait où l'on va, de quoi on discute. »

Question.– « Alors, au-dessus des managers ? »

Réponse.– Au-dessus des managers, il y a le chef du department, là je ne vois plus bien, ils ont deux appellations, au-dessus des manager-department, il y a le chef du personnel, le chef de fabrication, de comptabilité, des finances, du planning, mais c'est un secteur que je ne connais pas. Sur le coding, ils expliquent parfois comment tel ou tel secteur fonctionne. »

Question.– « Au-dessus des chefs de département, où arrive-t-on ? »

Réponse.– « Je crois qu'on arrive à l'Administrateur délégué qui dépend, lui, du Conseil d'Adminis-

tration. Mais les usines Caterpillar sont dirigées par régions. A Gosselies, Caterpillar dépend de la région européenne et le centre administratif se trouve à Grenoble. En Europe, nous avons une usine à Grenoble, une à Gosselies, une à Glasgow, une autre à Newcastle, quatre usines qui font partie de la région européenne. Il y en a 19, aux Etats-Unis. Pour la région des Indes, il y en a une à New-Delhi ; il y a une usine en Amérique latine, au Brésil... »

Question.— « Les ouvriers, dans l'usine, connaissent-ils cette organisation ou ne savent-ils pas comment elle fonctionne ? »

Réponse.— « Au départ, la Direction a pour souci d'expliquer le maximum aux ouvriers et, qu'à l'embauche, ils comprennent l'importance de Caterpillar — mais tout cela rentre par une oreille et sort par l'autre — le premier jour, c'est bien, mais après, ils sont suffoqués, ils en ont trop, et après huit jours de travail, ou un peu plus, ils voient que ce n'est pas cela qui compte, ils se fichent que Caterpillar ait telle ou telle organisation, ils sont pris par leur travail ».

Question.— « Au point de vue salaires, y a-t-il différentes classes de salaires ? »

Réponse.— « Il y a douze classifications à Caterpillar. »

Question.— « Pour les ouvriers ? on exclut le chef de ligne ? »

Réponse.— « Le personnel ouvrier ; pour les employés, je ne sais pas. Le chef de ligne n'est pas compris, il fait partie du personnel de direction. C'est un cas spécial pour Caterpillar, car dans les autres usines le chef de ligne est considéré comme un brigadier, ou comme un contremaître, qui ne font pas partie du personnel de direction. Le contremaître est appelé : chef de ligne, ici ».

Question.— « Sur quelle base se fait cette classification ? »

Réponse.— « D'après ta profession, tu es rangé dans la classe 7 ou 8, ou 12, qui correspondent à des postes de soudeur, par exemple, ou fraiseur, qui est une classification supérieure à celle du foreur, par exemple, être fraiseur, c'est la classe 7, et foreur, la classe 8, ou la classe 6, je ne suis pas certain. Alors, la grille des salaires, c'est un document que je réclame depuis je ne sais combien de temps au principal, mais il ne me le donne pas. »

Question.— « Donc, quand vous recevez votre paie au bout de la quinzaine ou du mois, vous ne savez jamais contrôler si elle correspond bien à la classe dans laquelle vous êtes ? »

Réponse.— « Nous sommes payés tous les 15 jours, un vendredi sur deux. Nous ne savons pas contrôler parce que, normalement, la grille de salaires est un document confidentiel. »

Question.— « Ces classes vont de combien à combien ? »

Réponse.— « En général, le minimum se situe à 50 francs ; je connais un type qui gagne 49 francs 80, c'est celui qui gagne le moins, à ma connaissance. Et cela va jusqu'à... Le plus haut salaire, je ne le connais pas, mais je sais que des types gagnent 75 francs, certains vont jusqu'à 86-87 francs, les électriciens... »

Question.— « Les électriciens, ce sont les équipes d'entretien ? »

Réponse.— « Oui, les équipes d'entretien.

Les équipes qui travaillent à la production en général n'ont pas plus que 70-75 francs, ceux qui travaillent sur les aléseuses, par exemple. »

Question.— « La Direction fait-elle parfois du chantage chez les travailleurs en disant, à des types trop

remuants, qu'ils descendront dans une catégorie inférieure ? »

Réponse.– « En général, non. »

Question.– « Déplace-t-on souvent les types ? »

Réponse.– « Je ne trouve pas que l'on déplace tellement. En cas d'augmentation, on déplace, on fait changer de ligne. »

Question.– « Dans le fond, l'ouvrier n'a jamais de contact qu'avec son chef de ligne, et de temps en temps, le superviseur ? »

Réponse.– « Oui ».

Question.– « Quand on change un type de machine, qui l'informe du changement ? »

Réponse.– « C'est le chef de ligne. Quand on change un ouvrier de ligne, son ancien chef de ligne le conduit à l'autre chef de ligne, peut-être, parfois, par l'intermédiaire du superviseur. Par exemple, maintenant, quand les chefs de ligne reçoivent un nouvel ouvrier, on les habitue à le présenter à tous les autres. »

Question.– « C'est sur demande de la Direction que cette présentation est faite ? »

Réponse.– « Oui, c'est un conseil de la Direction. Oui, cela, c'est téléphoné, hein, le chef fait cela, vraiment... ! »

Question.– « Quand on licencie, je voudrais que tu expliques, d'une part, comment cela se fait, et par qui cela se fait ; ensuite que tu racontes ton fameux licenciemment... ? »

Question.– « Lorsque l'ouvrier râle, est-ce qu'il râle directement sur son chef de ligne, ou est-ce que, dans ce qu'il dit, il tape plus haut, tout de suite. Disons, pas le militant qui est politisé, disons l'ouvrier ordinaire ? »

Réponse.– « En général, l'ouvrier râle pour son salaire, il trouve qu'il ne gagne pas assez : il râle pour son salaire, il ne râle pas contre son chef parce que son chef n'est pas responsable du salaire qu'il a. Quand il râle contre ses conditions de travail, là, il râle contre son chef parce qu'il ne fait pas tout ce qu'il faut pour le mettre dans de bonnes conditions. J'ai déjà vu des ouvriers qui râlaient dans la ligne parce qu'on les changeait de travail, continuellement. Ils étaient sur un travail, bien spécifié, ils avaient fini leur journée sur ce travail et lorsqu'ils allaient arriver à leur production, on les mettait sur une autre machine ».

Question.– « Pourquoi les changeait-on de travail ? »

Réponse.– « Parce que le chef ne tient pas bien ses affaires, il a des pépins dans la ligne, et il doit faire sauter les ouvriers d'une ligne à l'autre. C'est le chef qui est responsable. Normalement, cela ne devrait pas exister. Ce n'est pas dans l'esprit de l'usine de voir des choses pareilles. »

Question.– « La version spontanée des types serait plus de râler contre le chef de ligne pour des problèmes de conditions de travail ? »

Réponse.– « Oui, pour les salaires, c'est aux chefs de ligne que l'on va rouspéter, mais les ouvriers ont tout de même toujours des rapports assez amicaux avec eux. Par exemple, je n'ai jamais vu un ouvrier refuser de donner la main à un chef parce qu'il avait eu un problème avec lui ».

Question.– « Même en temps de grève ? »

Réponse.– « Même en temps de grève, on donne toujours la main à son chef, excepté quelques originaux... »

Question.– « Venons-en aux licenciements en général, et en particulier, à ton cas. »

Réponse.– « En général, quand on licencie des ouvriers, c'est parce que – comme je l'expliquais tan-

tôt – quand on rentre à Caterpillar, on est tous des hommes de la même grandeur, on grandit selon ses capacités, et on rapetisse aussi parce qu'on était mal considéré à l'embauche, et si on fait partie de ces hommes-là qui sont plus petits que la moyenne, on le fait sentir de toutes les manières, en t'envoyant dans les services les plus contraignants, en te faisant passer pour rien, en démoralisant... »

Question.– « Comment font-ils pour démoraliser ? »

Réponse.– « Par exemple, disons qu'en général, on ne licencie pas tellement à Caterpillar, mais on pousse les types à bout pour qu'ils soient dégoûtés et qu'ils s'en aillent d'eux-mêmes. On ne licencie pas tellement, et quand on le fait, on fait passer l'ouvrier pour moins que rien. J'ai connu un cas de licenciement, par exemple, pour lequel, je n'ai rien su faire : c'est un type qui s'est fait mettre à la porte parce que son chef trouvait qu'il mangeait toujours, et qu'il n'était pas là pour manger mais pour travailler. Ce type, c'était un Turc ou un Grec, et dans la ligne, on n'a pas réagi. C'est un cas de licenciement détourné, quoi... De la nuit, par exemple, j'ai vu un type qui a été licencié : il faisait la nuit et le chef voyait qu'il partait souvent avant l'heure pour aller se laver et se préparer à partir, et bien, le chef est allé chercher le délégué syndical et lui a montré que l'ouvrier était habillé et prêt à partir alors qu'à 7 heures 18, la fin de la pause de nuit, n'était pas encore sonnée. Le délégué syndicale a haussé les épaules et il a dit : « Il faut le mettre à la porte » et le type est resté là, sans réaction, et sans réaction de la part du syndicat. Un autre qui faisait la nuit a été mis à la porte parce qu'il allait trop souvent aux W.C. Il faut dire que les types de nuit réagissent plus spontanément que ceux du jour, mais ils sont mal organisés, et quand il réagissent, tout le monde est contre eux, les délégués sont contre eux, on « monte » les pauses de jour contre eux, alors

ils sont découragés et ils ne mènent pas toujours jusqu'au bout des actions contre les licenciements. »

Question.– « Quand dans une ligne, le minimum à produire par jour n'est pas fait, quand on doit produire par exemple, 15 pièces et qu'on n'en produit que 10, que se passe-t-il ? »

Réponse.– « Le chef vient dire qu'il faut faire un effort, qu'il faut faire attention, mais ils ne font pas pression pour mettre l'ouvrier mal à l'aise; ils font des pressions pour mettre le type mal à l'aise quand on estime qu'on doit le licenci ; quand on estime que c'est un ouvrier qu'on doit conserver, on lui parle avec un certain égard ».

Question.– « On n'essaie pas de le culpabiliser, pour que le lendemain il ait envie d'en faire plus ? »

Réponse.– « Si, çà d'accord, on lui dit d'une certaine manière, qu'il ne travaille pas bien sur la machine, qu'il est parti trop souvent, qu'il ferait bien de se tenir plus au travail. Mais tout cela très gentiment pour l'aider. »

Question.– « Maintenant, ton histoire ? »

Réponse.– « Mon histoire, c'est un cas particulier qui a été créé par Caterpillar, parce que ils n'avaient pas d'expérience, ils sont assez naïfs – Ils avaient invité le 22 octobre, à l'inauguration de l'entreprise, Lennitzer, Spaak, Himmer... »

Question.– « L'Eglise, le Capital et l'Armée ! »

Réponse.– « Qui encore ? Des banquiers, des politiciens, je ne me souviens plus exactement qui, Merlot n'était pas là, ni Cools, mais un autre ministre ; des permanents syndicaux, D, D, D,. On avait fait une action pour cela, les travailleurs avaient distribué un tract dénonçant le caractère impérialiste de l'usine, faisant remarquer que les principaux invités étaient Lennitzer, Général en chef de l'O.T.A.N., Spaak qui,

lui, était vraiment invité secrètement, on ne l'a su que par indiscrétion, par un type qui fait partie du personnel de direction et qui nous a dit que Spaak était invité aussi, que c'était vraiment l'américanisation de la Belgique. Les petits chaulages ont été effacés tout de suite par la police – on avait fait quelque chose de beau, j'ai râlé, ils ont tout effacé, eux-mêmes... ! Ils ont du prendre des renseignements sur moi parce que je faisais un certain travail syndical à l'intérieur de l'entreprise ils l'ont remarqué et comme pour n'importe qui qui fait un travail syndical, ils ont fait une enquête, ils ont su par des services secrets que j'étais un « militant révolutionnaire » et ils m'ont mis à la porte. Ce jour-là, le 31 octobre, on est venu me chercher, on m'a dit « Prépare tes affaires, replie ton coffre, suis-nous ». J'ai demandé : « Que se passe-t-il ? » « Rien, rien, rien ». Après m'être habillé, j'ai demandé : « Mais qu'est-ce qui se passe ? » Je sentais ce qui se passait, mais je ne voulais rien montrer. On m'a dit « la Société se passe de tes services ! ». « Pourquoi ? Qu'est-ce que j'ai fait de mal ? ».

Question.– « Qui te disait cela ? »

Réponse.– « Le chef de training. Alors, j'ai dit, « je ne vois pas ce que j'ai pu faire de mal ». « Nous non plus, on ne sait pas, on ne sait pas nous allons au bureau du personnel, on te le dira ». Alors là, un type m'a fait comprendre que j'avais des agissements extérieurs trop... »

Question.– « Politiquement... »

Réponse.– « Non, pas politiquement, non, ils ont été plus discrets, ils ne voulaient pas dévoiler les raisons, ils ont dit : « il y a des gens qui réagissent contre la société, dans un élan généreux, mais c'est dangereux parfois, on est le revers de la médaille, on ne peut pas quoi... ». « Je ne comprends pas ce que vous dites, je ne comprends pas de quoi il s'agit ? » « Oh, tu le sais bien... » Puis, je suis allé au bureau du personnel et là on m'a dit : « C'est pour des raisons extérieures au travail, on ne peut rien vous dire de plus. » J'ai dit : « je ne peux pas accepter ce licenciement ». « Vous n'avez pas à accepter ou refuser, c'est comme cela, vous êtes licencié ; si vous n'êtes pas d'accord avec ce licenciement, vous pouvez avoir recours en justice, au prud'homme ».

J'ai signé le papier d'information du licenciement, j'ai quitté l'entreprise, je suis allé voir, pendant le week-end de la Toussaint, les permanents syndicaux pour expliquer que je ne comprenais pas pourquoi j'étais licencié.

J'ai vu tout de suite que les permanents syndicaux savaient quelque chose parce qu'ils m'ont dit : « Mais, que voulez-vous, les militants communistes,... J'ai un militant communiste, D., je n'ai rien su faire pour lui. »

Puis, je suis allé voir des copains, des camarades, je suis allé voir le délégué de la C.S.C. qui a téléphoné à D. et D. lui a répondu : « c'est normal, P. c'est un militant communiste pro-chinois ». Le délégué m'a répété cela ; vous voyez, les permanents sont dans le coup !

Ensuite, je suis allé voir les types du Parti communiste... »

Question.– « Est-ce qu'on ne t'avait pas dit, dans l'entreprise, que c'était parce que tu étais membre du Parti communiste ? »

Réponse.– « Non. J'explique le travail qui a été fait pendant le week-end de la Toussaint. On a vu des membres du Parti communiste ; moi, j'ai vu tous les délégués de l'entreprise pour les mettre au courant et leur dire que je ne comprenais rien. Et le jour où on a repris le travail, j'étais à l'entreprise et je suis allé à la Direction demander des explications : « parce que je ne veux pas accepter, ainsi, un licenciement, je veux des

explications ». Alors, le chef du personnel est venu et m'a dit : « on va vous expliquer. » J'ai demandé alors qu'il s'explique devant toute la délégation syndicale, parce que je tenais à ce que la délégation soit mise au courant, parce que je tenais à ce que mes camarades soient le plus informés possible sur mon cas. » Non, Monsieur P., c'est personnel, je vous assure que quand vous saurez ce que j'ai à vous dire, vous me remercierez de ne pas parler devant les autres. Vous savez, moi, je n'ai pas de vie privée... » Pendant une demi-heure, j'ai discuté avec lui, je lui ai dit qu'il pouvait tout raconter ce qu'il voulait, à mon propos, à la délégation, c'était des camarades, je m'en fichais. Mais rien à faire, il a voulu que je sois seul. Le délégué, énervé, traînait et a discuté une heure avec le chef, en partant du principe que le délégué devait assister à l'entretien, puis m'a dit : « vas-y tu me raconteras ce qu'il a dit ». « D'accord, je veux bien aller seul, mais à condition que le chef s'engage à répéter ce qu'il m'a dit à tout le monde, à tous les délégués, et que je voie s'il dit la vérité ». Pendant une ou deux heures, j'ai discuté avec lui qui tournait autour du pot, et finalement il m'a dit que j'étais un saboteur. Que je faisais partie de mouvements qui étaient dangereux pour l'entreprise et pour la société. Je faisais l'innocent : « je ne comprends pas ». Il a alors dit que j'étais un type dangereux pour l'entreprise qu'il avait eu des renseignements des services secrets. « Mais, je ne comprends pas, quels services secrets ? Vous m'accusez d'un tas de choses que je ne connais pas ». A props de services secrets, il m'a dit qu'il ne pouvait rien me dire. « Ce n'est pas sérieux, je ne peux pas accepter cela ». Il m'a alors dit : « en Belgique, on est libre, mais nous sommes dans une société où il est normal que l'on contrôle, que l'on veille à la bonne marche de la sécurité, que l'on repousse les éléments dangereux, les saboteurs ».

– « Oui, je veux bien, mais qu'on m'explique pourquoi je suis un saboteur ».

– « Si les services secrets commencent à dire d'où viennent les informations, ce ne sont plus des services secrets ».

– Mais si ces services secrets prennent des mesures contre moi, je dois être en mesure de me défendre ». Alors, il m'a dit :

– « Je ne peux pas vous le dire ». Et il a laissé échapper que je faisais partie d'un mouvement, pas communiste, mais presque – parce qu'il ne pouvait pas le dire que c'était pour des raisons politiques que cela m'arrivait – et il m'en parlait à demi-mots. Et je lui ai répondu aussi à demi-mots. Puis quand il fut bien enroulé dans tout cela, j'ai appelé les délégués et je lui ai demandé de tout rèpéter aux délégués. Après cela, on publia un tract dans la région disant qu'on faisait du mac carthysme à Caterpillar, qu'on ne pouvait pas tolérer cela, et le Parti communiste, avec le délégué principal des A.C.E.C., a distribué un tract à Caterpillar, disant aux travailleurs, « Vous ne pouvez tolérer cela ». Les syndicats ont vu un bénéfice dans une action comme ils pouvaient faire dans le cas, parce que c'était une action pour un militant syndical, un héros à sauver, et l'action syndicale pouvait « s'asseoir » dans l'entreprise. On est alors parvenu à mettre l'organisation syndicale devant cette perspective et toute une publicité a été faite, à la F.G.T.B. et à la C.S.C., les organisations syndicales, les permanents syndicaux sont venus demander que l'on reprenne le travail, mais les délégués s'y opposaient. De fait, à ma réintégration, on est passé à 200 syndiqués pour chaque centrale, en flèche ; maintenant on est redescendu à 27 syndiqués en règle de cotisation... Disons pour les deux, à peu près, une soixantaine. »

Question.– « Après cela, tu as été élu délégué syndical ? »

Réponse.– « Pas délégué syndical. Délégué au Conseil d'entreprise. »

Question.– « Quel est le poste que normalement, occupent les délégués syndicaux, dans l'entreprise ? Sont-ils ouvriers, ou chefs de ligne, ou même superviseurs ? »

Réponse.– « Ils sont tous ouvriers ; ils ne peuvent pas être superviseurs, ni chefs de ligne, puisque le chef de ligne et le superviseur sont du personnel de direction. »

Question.– « Je te pose la question parce que chez les employés, ce sont souvent les chefs de bureau qui sont délégués. »

Réponse.– « Automatiquement, parce qu'ils font partie du personnel de direction, ils n'ont pas le droit de se syndiquer, ni de voter aux élections. »

Question.– « Quand tu t'es présenté au Conseil d'entreprise, c'était sur les listes de la F.G.T.B., c'est toi qui as demandé à être présenté ou c'est une autre personne qui l'a demandé ? »

Réponse.– « C'est moi qui ai demandé à être présenté. C'est-à-dire que je me suis présenté au Palais du Peuple, j'ai donné mon nom, je ne me suis jamais présenté d'une façon directe, mais j'ai accepté. Le Palais du Peuple ne m'aurait pas nécessairement mis sur les listes, mais j'ai fait énormément de syndiqués dans l'entreprise et c'est parce qu'ils ont senti que j'avais une certaine audience auprès des ouvriers qu'ils m'ont mis. S'ils n'avaient pas été sûrs de cela, ils ne m'auraient pas inscrit car ils m'ont toujours estimé comme un gauchiste. »

Question.– « Pendant la grève, les chefs de ligne et les superviseurs, vous ne les voyez pas ? »

Réponse.– « Non, on ne les voit pas ; ils se promènent dans la périphérie, ils essaient peut-être d'accrocher un gars ou l'autre pour demander comme çà va et jouer les petits copains mais on ne les voit pas. »

Question.– « Après cela, y a-t-il eu d'autres grèves ? C'était la toute première ? »

Réponse.– « Il y a eu un arrêt de travail pour remettre des salaires parce que les nouveaux engagés étaient plus payés que les anciens. Mais cela c'est une question qui a été résolue tout de suite, on n'a pas traîné, d'ailleurs, la Direction a blâmé les chefs de ne pas avoir augmenté les anciens pour égaliser les situations. »

Question.– « Mais, il y a eu d'autres arrêts de travail, après cela ? »

Réponse.– « Après cela, l'arrêt de travail le plus intéressant a été pour les types de nuit, qui ont arrêté durant deux jours, parce qu'ils voulaient sept francs de prime de pause comme dans les autres entreprises de la région de Charleroi alors que, à Caterpillar, elle était de trois francs. Les permanents syndicaux leur ont demandé de reprendre le travail, ils n'ont pas voulu avant de recevoir satisfaction... »

Question.– « Et qui va négocier pendant ce temps-là ? »

Réponse.– « Çà ne négocie pas, parce que la Direction refuse de recevoir quand on ne reprend pas le travail. »

Question.– « Elle refuse de recevoir s'il n'y a pas eu de préavis ? »

Réponse.– « Non, ce n'est même pas cela ; même s'il y a eu préavis, elle refuse de recevoir quand on est à l'arrêt. Alors les permanents syndicaux tiennent ce langage-ci aux types de la nuit : « vous reprenez le travail, le syndicat vous paie les deux nuits, on fait déposer un préavis pour les nuits prochaines et on discute avec la Direction ». Les permaments disent : on va faire déposer un préavis par les types de nuit, mais il serait intéressant de faire déposer un préavis par les

type du jour aussi, c'est toujours bon de faire déposer un préavis parce que, pendant ce temps-là, on syndique des types, il y a une ambiance de grève. C'est comme cela qu'ils parlent ; ils disent, il faut syndiquer des gars et même leur dire, que même s'ils se syndiquent aujourd'hui, on paiera leur indemnité de grève, s'il y a une grève, que les six mois (normalement, il faut six mois de stage) ne compteront pas, qu'on passera au-dessus de cela, en langage combatif, là... Alors, on dépose un préavis de grève, parce que la Direction remettait en question les accords de quatre ans, du fait qu'il y avait un débrayage et qu'il y avait un préavis déposé par la Fédération ; la prime de fin d'année était mise en question, les vêtements de travail étaient mis en question, les bottines aussi, et la prime de pause, tout cela ne fait qu'un tout ; dès que tu fais un arrêt de travail, là la Direction ne dit rien, les accords ne sautent pas parce que les organisations syndicales ne prennent pas position, mais dès que les organisations syndicales, pour un préavis de grève, sont d'accord, les accords de quatre ans sautent et il faut les rétablir, vous vous rendez compte des discussions. »

Question.— « Mais, tu as changé d'histoire en cours de route. Celle de la pause du soir... »

Réponse.— « C'est la même... »

Question.— « Après deux jours, ils ont quand même repris le travail ? »

Réponse.— « Ils ont repris le travail parce que les permanents syndicaux leur ont dit : nous vous payons les deux journées de grève et on fait déposer un préavis le lundi. On dépose le préavis le lundi. Toute la journée, il est déjà levé, parce qu'on doit entrer dans des discussions. La direction — d'après un accord de Fabrimétal — ne doit pas discuter sur le poids d'un préavis. Donc, préavis suspendu, sans donner avertissement. On suspend le préavis, on entre en discussion, on établit des

accords. Sur les entrefaites, il y a des élections, une lettre de menace de Caterpillar où la Direction menace les ouvriers s'ils font grève, et aussi une certaine propagande pour dire que si les organisations syndicales ont fait cela, c'est dans des buts électoraux. »

Question.— « Propagande faite par qui ? »

Réponse.— « La Direction, des non-syndiqués de l'entreprise, des chefs... Donc, après les élections, les permanents viennent nous féliciter pour les résultats ; la F.G.T.B.B. est fière ; la C.S.C., triste d'être battue, et s'engage à être la bonne alliée de la F.G.T.B., des histoires rigolottes... Ils parlent des accords de quatre ans durant une éternité, il était 4 heures un quart, l'Assemblée devait se terminer à 4 h,25. J'ai juste le temps de monter sur ma chaise pour dire : objection, je fais ma proposition pour des accords de 4 ans, tout de suite après ma proposition, les permanents de la F.G.T.B. se lèvent, me font passer pour un gamin : ceux de la C.S.C. disent : ici, il y a des types qui veulent pousser à la grève ; mais si vous voulez la grève, vous irez à la grève, cela durera trois semaines, un mois et vous viendrez à genoux nous demander de reprendre le travail. Après ces interventions, G. se lève pour dire qu'il n'était pas d'accord avec les accords : les permanents se lèvent, jouent sur nos sentiments, disant : il faut que cela passe, si cela ne passe pas, c'est fini à jamais à Caterpillar, nous sommes battus, c'est le maximum que nous avons pu avoir. La plupart s'en vont parce qu'il était l'heure. Une partie de l'assemblée reste, un permanent fait une grande sortie, nous disant que les accords de 4 ans, ce n'était pas si mal, qu'il faut soutenir le syndicat dans la lutte qu'il mène, qu'il ne faut pas lui donner des coups dans le dos. Et il demande : « alors, on est tous d'accord pour les accords de quatre ans ? » Les types répondent : oui. On est dépassé. La question, dans une Assemblée comme celle-ci, c'est d'être plus fort que le permanent, s'il se fâche,

il faut crier plus fort que lui. C'est ainsi : à la dernière grève, on est parvenu à faire taire les délégués principaux parce qu'ils ont senti que s'ils commençaient à nous contrarier, on les empoignait... »

Question.— « C'est après cette dernière grève qu'ils ont fait un tract où ils disent : ... ces irresponsables gauchistes ? »

Réponse.— « Oui, c'est cela. C'est la F.G.T.B. qui a dit cela »

Question.— « Peut-on dire, d'une façon générale, que l'action des permanents syndicaux, c'est toujours pour diminuer la combativité, et aller discuter, négocier, etc. ? »

Réponse.— « Oui, c'est tout à fait général ».

Question.— « Est-ce que les travailleurs, dans l'usine, ne trouvent pas parfois qu'ils en ont marre que ce soit les permanents syndicaux qui aillent discuter à leur place, et que ce serait eux ou des gens élus par eux qui devraient y aller ? »

Réponse.— « Oui, mais nous ne sommes pas en mesure d'organiser cela directement, des formes de dialogue nouvelles, avec la Direction, où nous puissions prendre effectivement position. C'est à l'ensemble des ouvriers à s'organiser dans une action continue. Caterpillar a connu, ainsi, des actions anarchiques où les ouvriers étaient prêts à tout casser et cela ne menait à rien. Pour suivre les conflits que nous avons pu avoir... Là, on a donc fait accepter les accords de quatre ans, de la façon malhonnête des permanents syndicaux, où aucune discussion ne s'est établie, c'est pour cela que je qualifie leur technique de malhonnête. Après, il y eut une action quand les ouvriers du « traitement thermique » (il y en eut peut-être d'autres, mais je cite celle-ci comme exemple de prise de conscience qui grandit dans l'entreprise) deux ouvriers, ont été mis à pied parce qu'ils sont allés trouver leur chef — il y avait

déjà un problème de salaire qui couvait — et lui ont dit : « si tu ne veux pas nous augmenter, nous travaillons plus sur ces fours-là parce que nous savons que sur ces fours, nous devons être payés plus que nous ne le sommes ». Le chef a dit alors : Refus de travail, mise à pied de deux jours ! »

Question.— « La prime de fin d'année, comment l'avez-vous obtenue ? »

Réponse.— « Il y a eu un arrêt de travail, très court, et le délégué de la C.S.C. a fait des propositions concernant la prime de fin d'année, il a parlé de treizième mois. »

Question.— Le training, qu'est-ce exactement ? »

Réponse.— « Le training, c'est une ligne où se trouvent des machines sur lesquelles on apprend, les quinze premiers jours. »

Question.— « Continue l'histoire des deux ouvriers du « traitement thermique »

Réponse.— « Les deux ouvriers ont donc été mis dehors, il y a eu un arrêt de travail suscité dans la ligne et les ouvriers ont demandé la réintégration de ceux qui étaient mis à la porte. A la suite de cet arrêt de travail, ils ont été mis à pied. Puis, les ouvriers de la ligne ont décidé d'arrêter toute l'usine parce qu'ils estimaient que leurs heures d'arrêt devaient leur être payées ; on a donc arrêté toute l'usine, il s'est fait un débordement général et quand les ouvriers sont arrivés tous ensemble, personne ne savait ce qu'il voulait, chacun réclamait dans son coin et c'était un charivari général. Le permanent syndical est arrivé, il a crié que l'on devait reprendre le travail, que si l'on voulait, on pouvait aller manifester avec lui à Gosselies, mais vous pensez bien que les travailleurs n'avaient pas envie d'aller manifester avec lui à Gosselies ; eux ce qu'ils veulent, c'est qu'on leur dise ce qu'il faut faire, pourquoi ils sont là et qu'on leur donne des directives. Et pas de grands

discours, des histoires qui ne veulent rien dire, ce n'est pas cela qu'ils attendent. Personne n'a pris la direction des opérations, on est allé dîner sans rien savoir, à la fin du repas, nous nous sommes retrouvés à une cinquantaine d'irréductibles : « on ne travaille pas ! Il faut que les deux types de la chaîne soient repris, que nous, nous soyons payés, que ces deux types soient payés, et qu'une discussion sur les salaires s'engage immédiatement ». Les permanents syndicaux ont fait du cinéma pendant trois heures, pour dire : il faut reprendre le travail, un permanent monté sur le bac où on se lave les mains criait qu'il fallait lui faire confiance, agir dans la légalité, qu'on était maintenant dans l'impossibilité de discuter, et que ce n'était pas comme cela que cela se faisait, une action syndicale... On s'est retrouvé découragé, et on a repris le travail.

La dernière fois, il y a un arrêt de travail à l'hydraulique, les ouvriers demandent une augmentation de salaire, la plupart des délégués y vont, une discussion s'établit, on pousse l'ensemble de la délégation en disant : il ne faut pas laisser les ouvriers de l'hydraulique isolés, la question de l'augmentation de salaire intéresse toute l'usine, il faut faire une assemblée où l'on présente un programme aux camarades. On commence à discuter avec la délégation, coincée par tous les ouvriers ; les délégués ne pouvaient pas nous envoyer promener parce qu'ils sentaient que tous les ouvriers étaient prêts à frapper. Je propose de présenter le programme des cinq francs d'augmentation à l'heure, d'avoir une connaissance des grilles de salaires, que chaque ouvrier sache où il se situe dans la grille des salaires et demander l'établissement d'un programme : qu'un an après l'embauche, on soit sûr d'être au maximum de sa classe. Le quatrième point était celui de 50 francs de salaire-minimum, ceci pour nous rallier aux entreprises de la région : en fait, à Caterpillar, on devrait dire : 55 francs mais les A.C.E.C. proposent 50,

et d'autres entreprises aussi. Tout le monde est d'accord pour une assemblée le lendemain, mardi matin. Sur les entrefaites, il y a une distribution de tracts, par un groupe de travailleurs de Caterpillar qui présentent ce programme bien clairement aux autres travailleurs, et ce tract dit, en outre, qu'il faut assister à l'assemblée (c'est ce tract qui a été qualifié d'irresponsable).

Dans mon bloc, on fait une assemblée avec tous les ouvriers de l'hydraulique qui sont présents, on se dit : on travaille contre nous. On monte à l'assaut du bloc, on fait tout arrêter, ceux qui ne voulaient pas s'arrêter se cachaient ou s'enfuyaient, nous étions comme un raz de marée, les délégués syndicaux nous mettaient en garde ; le principal de la F.G.T. qui voulait parler, a du se taire immédiatement, nous lui avons cloué le bec ; quand le délégué de la C.S.C. a voulu s'y mettre, j'étais à quelques mètres de lui, et il s'est tu. Nous étions en grande forme. Nous sommes arrivés, historiquement, à un moment où on peut le faire, on doit le faire : descendre les délégués syndicaux, les permanents, et nous, dans la masse des ouvriers, prendre la situation en main, l'expliquer clairement : les délégués, les permanents sont des types qui nous tirent dans le dos. »

Question.– « Comment cela s'est-il terminé ? »

Réponse.– « Dans une assemblée comme celle-là, quand une dizaine de types t'appuient, donnent de l'ambiance, tout le monde suit. Et c'est toujours la question : il faut donner aux ouvriers l'impression que l'on va y arriver, ne pas les laisser à l'abandon, dans ces cas-là.

A deux heures et demie, la Direction refusait toujours de nous recevoir. Nous avons dit : on ne travaille pas si la Direction refuse de nous recevoir, on n'est pas des chiens. Les permanents syndicaux sont venus, ont appelé les délégués. Moi, je ne suis pas allé, quelques camarades ont fait comme moi. Les délégués

ont essayé de me persuader d'y aller. « Je veux bien aller, mais je dois poser la question aux autres. » Je monte sur le bac et je demande à mes camarades s'ils y vont ? Ils répondent : les permanents n'ont rien à nous cacher s'ils ont quelque chose à dire, qu'ils viennent ici. On discute, un camarade propose : les permanents vont tout corrompre, il vaut mieux aller voir. Nous y allons, on nous reproche de ne pas respecter les conventions du Comité exécutif, que le comité exécutif de la F.G.T.B. allait prendre des sanctions, etc. parce que nous partions à coups de circulaire, etc. Nous répondons que la circulaire n'y était pour rien (il a été lu probablement parce qu'il exposait les choses clairement, en général on ne lit pas les tracts...). Le lendemain, les ouvriers sont arrivés au travail, s'attendant à voir un piquet bien solide pour les arrêter, ils ont vu qu'ils étaient seuls, et ils ne se sont par rendu compte que le piquet bien solide, ce devait être eux, c'est un peu le jugement que l'on peut porter. Les délégués F.G.T.B. et C.S.C. du bloc distribuaient un tract qui les invitait à reprendre le travail, c'était la position de la Fédération et des délégations F.G.T.B. et C.S.C. Les autres délégués attendaient, sans savoir trop quoi, que les piquets arrivent, que tous ces ouvriers qui étaient en forme, arrivent pour tout casser, et ce, pour pouvoir les suivre, pour pouvoir prendre position. Je n'étais pas là, je suis arrivé en retard, je n'ai pu rien dire. Ils ont repris le travail, tous déçus et disant, s'il y avait eu un piquet, on n'aurait pas travaillé, si on déposé un préavis pour la journée, on arrête tout de suite, s'il vient un piquet on arrête, si on agit ainsi, on ne fera plus jamais rien : tous démoralisés. Disant : s'il y avait eu quelque chose, on marchait : maintenant qu'on nous a eus, nous ne marcherons pas une deuxième fois, etc.

Voyez-vous, il faut que nous nous organisions, c'est la première fois que nous sommes allés aussi loin, c'est la première fois que nous avons pu recueillir le consentement des gars et aller aussi loin dans la

démystification des rôles des permanents syndicaux. Nous ne devons pas nous arrêter, des raisons de revendiquer, le patron nous en procurera toujours »

Question.— « Tu as parlé, pour les revendications, qu'il fallait passer par le chef de ligne. Mais est-ce que certains sont déjà allés plus haut sans passer par exemple, par le délégué syndical ? »

Réponse.— « Je n'en connais pas. Ils sont découragés tout de suite. Ils savent que la réponse sera la même à tous les stades. Si nous faisons une procédure, nous partirons d'une position très dure, aller jusqu'au-dessus, pour avoir un précédent et dire demain : regardez, nous avons créé telle ou telle intervention... »

Question.— « Est-ce qu'on emploie des grands mots, je veux dire, comme injustice, est-ce qu'on culpabilise les types ou... ? »

Réponse.— « Souvent, on fait des procédures de réclamation, par exemple, parce que on ne gagne pas assez, ou parce qu'on ne donne pas d'avis de transfert. Alors là, le patron fait remarquer qu'il est le seul maître dans l'usine. Voilà... »

MOUVEMENT ECOLOGIQUE ET AUTOGESTION

Christiane BARRIER-LYNN

Jusqu'ici le mouvement écologique a manqué de perspective politique, moins par défaut d'imagination et de suggestions pratiques qu'en raison de la faiblesse de son assise sociale.

Il touche avant tout, d'une part, une frange d'intellectuels proche de la technocratie, d'autre part, un nombre appréciable d'associations, peu coordonnées entre elles et loin d'adopter des positions politiques unifiées. Grossièrement ces associations peuvent être regroupés en deux camps : celles qui refusent « la politique » et qui laissent donc carte blanche aux forces politiques dominantes ; et celles qui se disent « anticapitalistes » et recherchent une synthèse entre la théorie marxiste, les récentes découvertes du Club de Rome, et la critique des modes de vie dans la société de consommation.

Sous cette seconde forme, il tend à constituer une critique radicale des sociétés industrielles et post-industrielle et en appelle à l'autogestion.

Le mouvement autogestionnaire n'est pas parfaitement unifié lui non plus et l'on a pu y discerner, à côté d'une tradition ouvrière authentique une nouvelle mode bonne à agrémenter diverses formes de capitalisme moderniste (1).

Afin d'introduire l'idée d'un rapprochement entre mouvement écologique et mouvement autogestionnaire, nous voudrions considérer quelques propositions émanant d'un groupe d'experts écologiques qui n'a pas craint de trahir le pouvoir en proposant une stratégie de la reconversion basée sur une forme particulière d'autogestion.

(1) Paul Thibaud, « Contre la crise du pouvoir... et pour l'autogestion », in *Esprit*, septembre 1975, pp. 163 à 183.

Le seul essai de planification écologique tenté à ce jour est celui proposé pour l'Angleterre par le groupe *The Ecologist* (2). Ce plan pour la survie a été suscité par le premier rapport au Club de Rome et se donne pour objectif le passage à une *société stable* par conversion de notre économie de flux à une économie de stock, par la stabilisation de la population, et un nouveau système social.

Le second Rapport au Club de Rome (3) qui substitue la notion de *croissance organique* à celle de *croissance indifférenciée* n'entame pas l'intérêt de la stratégie de reconversion imaginée par *The Ecologist* ; le passage à de nouveaux rapports économiques et de nouveaux rapports sociaux demeurant impératif.

Les écologistes de gauche sont convaincus que le capitalisme moderniste ne peut résoudre les crises écologiques menaçantes. Ceux de droite prétendent que le marxisme n'est pas mieux armé pour cette tâche.

Le mérite du Plan-Manifeste des savants anglais est d'insister sur la nécessité d'un total changement d'orientation des valeurs et pratiques sociales pour éviter les catastrophes écologiques et, sur la vanité des mesures fragmentaires d'aménagement du système économique, technologique et social qui se développent sous nos yeux.

L'idée féconde sous-jacente est qu'il ne saurait y avoir de reconversion écologique sans reconversion économique, technique et sociale.

Deux notions-clés président, selon ce plan, au renouveau social : celle de *décentralisation* et celle de *communautés d'industrie autogérées.* La décentralisation industrielle est peut-être leur position la plus radicale. Elle implique une nouvelle division du travail, de nouvelles conceptions technologiques agricoles et industrielles, de nouveaux rapports agriculture-industrie, la constitution de communautés de taille assez réduite pour être autogérables et permettre la participation de tous aux choix des produits à fabriquer, à leur utilisation, à l'organisation du travail et de sa rémunération. « A l'heure actuelle les hommes, les femmes et les enfants ne sont que des instruments du marché et de la consommation, et la centralisation fait passer les industries du niveau local au niveau national et international, si bien que tout en disposant du sort de communautés entières qui leur doivent leur travail, elles leur sont totalement étrangères »... (4). Dans une société décentralisée en petites communautés (de la taille de villages et de petites villes), avec des industries adaptées à ces dimensions, nous n'aurions plus à choisir entre « le travail » et « la bonne vie », l'unité individuelle pourrait se retrouver.

« Une autre raison de décentraliser, c'est qu'en redistribuant la population dans de petites villes et des villages, son impact sur l'environnement se trouve réduite ».

Dans un grand nombre de pays développés où le sentiment communautaire a disparu pour faire place à une juxtaposition de masses qui s'ignorent, la tâche de recréer des communautés présentera d'immenses difficultés. Mais dans beaucoup de pays non développés, où l'évasion des campagnes vers les villes est relativement récente, il y a de très bonnes chances de la bloquer en renonçant à des projets démesurés d'industrialisation au profit du développement de technologies adaptées à l'échelle du village.

L'effort de reconversion industrielle supposera aussi la déconcentration de l'autorité de l'Etat, et son transfert aux instances locales : communes, puis cantons, et ainsi de suite en passant directement de la région à la Terre entière.

Dans ce modèle de société, tout comme dans le modèle de pouvoir approprié à la lutte contre la pollution (5), le cadre étatique disparaît. La formule d'organisation communautaire du type village et petite ville peut sembler naïve et archaïsante. Il n'en demeure pas moins qu'il fallait commencer par définir un modèle de société compatible avec les nouvelles exigences écologiques et économiques.

Le concept de communauté d'industrie semble très proche de celui *d'éco-développement* rencontré chez Ignacy Sachs au cours de sa réflexion sur les moyens de ré-orienter la planification, notamment dans les pays en voie de développement.

Communautés d'industries et processus d'éco-développement font appel à des procédures autogestionnaires dans la mesure où ils exigent une forte participation de la base et refusent les décisions prises par voie technocratique autoritaire. Outre un radical réaménagement des territoires ils impliquent non seulement une complète délocation et rélocation des unités productives, mais aussi une nouvelle conception de la division du travail, de chaque rôle et

(2) Coll. *Changer ou Disparaître. Plan pour la survie,* Paris, Fayard, 1972, 158 pages.

(3) M. Mesarovic, E. Pestel, *Stratégie pour demain. 2ème Rapport au Club de Rome,* Paris, Seuil, 1974, 205 pages.

(4) *Changer ou Disparaître,* op. cit., p. 49.

(5) Vittulo-Martin Thomas, « Pollution Control Laws. The politics of Radical change » in *the Politics of Eco-Suicide* (coll. édité par L. L. Roos, Holt, Rinehart & Winston, New York, Chicago, 1972, 404 p.).

de chaque tâche, ils reposent sur un pluralisme culturel et technologique, sur une métamorphose radicale du système de décision.

Par ce biais, la réflexion « écologique » devrait intéresser et animer celles des théoriciens de l'autogestion.

Assurément les thèmes évoqués ici émanent d'intellectuels (de professeurs) ; ils ne résument aucune volonté populaire. A ce titre, ils peuvent sembler suspects aux autogestionnaires. Mais ceux-ci ne sont-ils pas eux aussi pour la plupart des « intellectuels » ? Et dès lors pourquoi ne pas conclure une alliance stratégique sinon théorique avec les partisans de la reconversion des sociétés industrielles ?

La prise de conscience écologique impliquant une rupture radicale avec les valeurs et pratique des sociétés industrielles, un rapprochement entre la contestation écologique et la contestation autogestionnaire devrait devenir possible.

C'est pourquoi nous envisageons, très prochainement, un numéro spécial d'*Autogestion et socialisme* consacré au mouvement écologique comme nouvelle forme de critique et nouveau front de luttes sociales.

Christiane BARRIER-LYNN

LE CENTRE D'ETUDES DE LA COOPERATION ET DE L'AUTOGESTION (Montpellier)

Créé en 1974 sous la forme d'une Association Loi 1901, le *Centre d'Etudes de la Coopération et de l'Autogestion* regroupe des enseignants de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie et de l'Institut Agronomique Méditerranée de Montpellier, ainsi que des chercheurs de l'Institut National de la Recherche Agronomique, animés par le même besoin de réflexion sur l'avenir de notre société. En outre, le C.E.C.A. collabore depuis le début de l'année 1976 avec le Collège Coopératif dirigé par M. Desroches à Paris.

L'objectif du C.E.C.A. est triple :

1 - Participer à la formation d'étudiants, économistes, juristes ou agronomes désireux de se spécialiser dans l'action coopérative, en leur proposant un enseignement théorique, des stages pratiques, des séminaires de formation, des visites coopératives et des conférences de personnalités ;

2 - Participer au perfectionnement des professionnels, dirigeants, cadres et employés du secteur de la coopération et de la Mutualité, membres des cabinets de groupe des professions libérales, membres des organisations relevant de l'autogestion etc..., en organisant des séminaires de perfectionnement et des conférences, en liaison avec la mission de formations permanente dont est chargée l'Université ;

3 - Favoriser la recherche scientifique en matière de coopérative et d'autogestion, en coordonnant la recherche, en publiant des travaux, en constituant un centre de documentation spécialisée, en organisant des séminaires de réflexion etc...

Dans cette perspective, le C.E.C.A. constitue une cellule de recherche associée au Séminaire Charles Gide ainsi qu'à un certain nombre de D.E.S.S. délivrés par l'Université de Montpellier I, et une structure d'accueil pour leurs chercheurs ou étudiants, dans le cadre de plusieurs thèmes de recherche : « Analyse des systèmes de transition », « Action collective en agriculture », « Planification et autogestion »...

PUBLICATIONS DU CENTRE

1 - Le Centre d'Etudes de la Coopération et de l'Autogestion.

2 - A. Dumas et D. Serra : « Modèle d'autofinancement dans l'entreprise autogérée ». Octobre 1972. (28 p).

3 - A. Dumas : « Problèmes théoriques et pratiques de la formation du capital dans un système socialiste autogestionnaire : le cas de la Yougoslavie ». Décembre 1972. (135 p).

4 - A. Dumas : « La constitution du fonds d'accumulation dans un système socialiste autogestionnaire : le cas de la Yougoslavie ». Juin 1973. (37 p).

5 - A. Dumas : « Note sur la planification dans un système socialiste autogestionnaire : le cas de la Yougoslavie ». Oct. 1973.

6 - A. Dumas : « Théorie des droits de la propriété et allocation des ressources rares dans la système socialiste autogestionnaire ». Juin 1974. (31 p)

7 - A. Dumas : « Quinze thèses sur l'autogestion, Convention nationale du Parti Socialiste (Juin 1975) : quelques réflexions critiques ». Juin 1975. (22 p).

8 - A. Dumas : « Essai d'analyse théorique du système socialiste autogestionnaire ». Juin 1975. (70 p).

9 - « Les relations et conflits de pouvoir dans l'entreprise autogérée : le cas de la Yougoslavie ». Octobre 1975. (49 p).

10 - H. P. Garcia : « L'aspiration à l'autogestion dans un système hostile. Les leçons de l'expérience LIP ». Octobre 1975. (46 p).

11 - A. Dumas : « Histoire des systèmes socialistes ». Octobre 1973. (66 p).

12 - T. Traore : « La participation dans l'agriculture voltaïque ». Octobre 1975. (110 p).

13 - N. Daures : « Firme autogérée et firme directoriale : analyse néo-classique comparée ». Novembre 1975. (429 p).

14 - R. Saint-Germes : « Historique de la révision des coopératives agricoles ». Nov 1975.

15 - R. Saint-Germes : « Les coopératives agricoles face à l'érosion monétaire ». Nov 1975. (7 p).

16 - J. L. Bolte : « Le projet autogestionnaire : essai d'analyse marxiste » Février 1976. (100 p).

17 - E. Bousquet : La mutualité sociale agricole ». Février 1976. (150 p).

NB. La plupart de ces travaux peuvent être consultés à la bibliothèque de la Maison des Sciences de l'Homme (« Fonds de l'Autogestion »).

Jaroslav VANEK
Self-management
Economic liberation of man
Edited by Jaroslav Vanek
Harmondsworth, Middlesex,
Penguin Education, 1975, 479 p.

Ce livre rassemble vingt-huit contributions extraites d'ouvrages et de revues qui proviennent essentiellement du domaine anglo-saxon. Le recueil est surtout consacré à l'économie car, comme l'explique Jaroslav Vanek, il a bien fallu donner des dimensions raisonnables au volume et en fait parce que les auteurs sont principalement des économistes, auxquels on pourrait d'ailleurs reprocher leur « économisme ». Reconnaissant que le problème de la *participation* de l'individu dans la vie sociale suscite dans nos sociétés occidentales un intérêt nouveau (particulièrement aux Etats-Unis) Jaroslav Vanek montre que contrairement à la démocratie politique qui a fait l'objet de nombreuses recherches, la démocratie industrielle est restée plus longtemps un terrain en friche. C'est pourquoi dans le cadre de l'Université Cornell J. Vanek a créé un programme de recherche sur la participation et l'autogestion auquel participent de nombreux universitaires dont on retrouve la signature dans cet ouvrage. La démocratie industrielle et la gestion du travail dont il est question ici, les auteurs entendent en donner une définition étroite : la démocratie industrielle implique pour eux l'intervention directe des ouvriers et des employés dans le processus de contrôle, de gestion et d'exploitation de leur entreprise, à l'exclusion d'une participation indirecte qui se ferait à travers une médiation syndicale. D'autre part, l'autogestion étant le mode de gestion de loin le plus efficace sur le plan économique – comme en témoigne le taux de croissance de la Yougoslavie – elle peut se combiner selon ce qu'affirme Jaroslav Vanek, avec n'importe quel type d'appropriation du capital. Il nous faut dire que sur ce point nous ne sommes pas du tout d'accord avec Jaroslav Vanek (*). On ne voit pas comment le capitalisme privé ou

(*) Nous avons déjà développé cette critique dans la présentation du numéro spécial *d'Autogestion et Socialisme*, N. 32, Novembre 1975, consacré aux perspectives d'autogestion aux Etats-Unis. Cf. Jacqueline Pluet, Olivier Corpet : « L'autogestion aux Etats-Unis ? », p. 3-21.

d'Etat pourrait, de son plein gré, accepter de se voir enlever l'essentiel de ses attributions, c'est-à-dire son pouvoir de décision, car c'est bien de cela qu'il s'agit quand on parle d'autogestion. Il y a là une dimension politique qui semble échapper à la quasi-totalité des auteurs. On a bien vu d'ailleurs que lors des débats qui se déroulèrent récemment en France à propos de la réforme de l'entreprise, l'autogestion par les travailleurs a été radicalement exclue par les patrons. Le contraire nous eût inquiétés. Donc pour Vanek et ses amis, préoccupés avant tout de l'autodétermination économique du travailleur, l'autogestion signifie simplement le contrôle et la gestion de l'entreprise par l'ensemble de ses membres actifs sur la base de l'égalité de vote. A partir de cette hypothèse qui est censée ouvrir des alternatives concrètes et « accessibles » dans le cadre du capitalisme, l'ouvrage s'organise en quatre rubriques : la première partie s'ouvre par une présentation théorique de l'autogestion où il est peu fait référence au passé, à l'exception d'un article de G. D. Cole, datant de 1917, sur le socialisme des « guildes » en Grande-Bretagne. Pour Jaroslav Vanek, il était nécessaire de mettre l'accent dans ce livre sur le présent, dans la mesure où le problème de l'autogestion est trop important et concerne trop notre vie quotidienne pour être traité d'une façon historique et « académique » : il s'agit de proposer au lecteur des moyens d'instaurer dans les faits un régime qui soit une alternative au caractère « déshumanisé » du capitalisme. A cet égard, l'article de Ken Coates qui ne parle pas d'autogestion mais de contrôle ouvrier comme étape de transition se situe dans une perspective clairement socialiste. La seconde partie est consacrée à des études de cas d'autogestion et de participation dans le monde : Europe occidentale, communautés de travail au Pérou, expériences américaines de copropriété par les travailleurs, microsocialisme kibbutzique, contrôle ouvrier en Tchécoslovaquie, système yougoslave, l'expérience de Montdragon comme « oasis de démocratie » en Espagne. Les textes réunis dans la troisième partie présentent une tentative d'évaluation des résultats obtenus selon que l'on se place ou non dans un milieu économique avec participation ou auto-détermination des travailleurs (ne parlons pas d'autogestion, selon nous inséparable d'un contenu socialiste). Or les résultats sont là pour prouver que d'un point de vue humain et économique l'auto-détermination ou, en d'autres termes la démocratie industrielle, est un mode de fonctionnement extrêmement avantageux pour les entreprises. La dernière partie de l'ouvrage vient à point pour proposer un schéma de démocratie industrielle qui décrit les mécanismes et le fonctionnement d'entreprises ou de systèmes autogérés, en utilisant les outils modernes de l'analyse économique.

Jacqueline PLUET

Ahmed MAHSAS
L'Autogestion en Algérie
Données politiques de ses premières étapes et de son application
Editions Anthropos, Paris 1975, 300 p.

Par la publication du « Dossier de l'autogestion en Algérie » de Michel Raptis, in revue *Autogestion*, cahier N. 3, de Septembre 1967, les Editions Anthropos avaient permis l'expression d'un point de vue de la gauche benbelliste, sur ce qu'il convient d'appeler le problème de l'autogestion en Algérie. Ce même éditeur donne aujourd'hui la parole à la tendance benbelliste opposée, en la personne d'Ahmed Mahsas, ministre de l'agriculture de 1963 à 1966, donc ayant eu à assumer la responsabilité d'un secteur où des ouvriers avaient constitué en 1962 des comités de gestion dans les fermes abandonnées par les colons français. Le livre de Mahsas constitue d'ailleurs une réponse à celui de Raptis.

On peut dire que par le titre même de son ouvrage, Ahmed Mahsas, aujourd'hui, avec autant de conviction que Raptis hier, s'annonce comme ayant été favorable à l'orientation de l'Algérie dans une voie autogestionnaire. La différence entre l'un et l'autre résiderait davantage dans l'approche particulière de chacun d'eux. La thèse de Raptis impliquait une négation fondamentale du rôle de la spécificité, nous dirons de l'apport du terroir, dans le développement de l'autogestion. Dans un esprit aussi systématique, Ahmed Mahsas condamnant les marxistes de la gauche benbelliste, pour dogmatisme, démagogie, voire refus de collaborer avec lui, met en évidence pour expliquer l'autogestion, les « valeurs populaires », les « traditions communautaires des masses », la spécifité et tout au moins au début de son livre, la spontanéité en tant que « bon sens d'un peuple » « sans pression aucune, d'une force extérieure ou du sommet ».

Ceci dit, Mahsas, lorsqu'il n'accuse pas tout simplement toutes les tendances de gauche qui pourraient lui être hostiles (peut être parce qu'il les considère comme telles), d'avoir agi contre l'autogestion, perçoit toute l'importance de l'obstacle que constitue pour

celle-ci ce qu'il appelle l'environnement. S'emportant contre la gauche benbelliste. il n'hésite pas à admettre qu'une « conception anarchisante de l'autogestion ... s'avéra rapidement inadéquate aux conditions du pays, tant sur le plan politique que sur celui aussi important de la gestion ». C'est là l'un des grands mérites de l'ouvrage de Mahsas que d'admettre implicitement tout au moins, à la différence des écrits de Raptis, l'existence d'une contradiction fondamentale entre la superstructure politico-idéologique (issue des conditions de la restauration de l'Etat algérien à l'automne 1962) et la voie autogestionnaire. L'ancien régime à, dit-il « tenté d'instaurer l'autogestion sans parvenir à en concevoir le fonctionnement global au niveau de la direction ou de l'impulsion centrale ». Mais après tout, « Lénine dont l'autorité en théorie révolutionnaire et socialiste ne fait pas de doute, préférait le centralisme à la spontanéité ».

Toute équivoque ainsi levée, c'est de façon cohérente que Mahsas glorifie toutes les interventions de l'Etat dans le domaine de ce qu'il continue à appeler l'autogestion. Ce sont d'abord les décrets de Mars 1963 destinés à « légaliser et institutionnaliser » l'autogestion, décrets qu'il reconnait être la grande œuvre de la gauche benbelliste. Il parle ensuite, avec beaucoup d'enthousiasme lui aussi, de ce que Raptis appelle la « campagne nationale de la réorganisation démocratique de l'autogestion » (expression assez significative) et le « Congrès des fellahs » (assemblée d'ouvriers agricoles réunie à l'initiative de l'administration). C'est avec la même conviction que Raptis, en la vertu du scrutin secret par lequel on faisait désigner aux ouvriers leurs représentants et de la liberté qui leur était octroyée pour s'exprimer face à un pouvoir autocratique, qu'il peut affirmer en conclusion que « malgré ses insuffisances, le régime de Ben Bella avait réussi à créer, au-delà des options socialistes, un espoir pour l'émergence des masses sur la scène historique et, partant, la perspective de libération de l'homme et de son énergie ».

NourrEdine ABDI

Christopher ALEXANDER
Une expérience d'urbanisme démocratique
Seuil, Paris 1976.

Dans ce livre, Alexander rejette les prétentions scientifiques de l'urbaniste pour qui la ville reste « un objet quelconque et scientifiquement soluble par le spécialiste ». Cette manière de penser les problèmes urbains dans les sociétés industrielles aboutit en fait à la création d'un ordre totalitaire et répressif, où l'habitant ne peut avoir aucune influence sur la morphologie urbaine. Obligé de vivre dans un cadre imposé et rigide, il ne pourra jamais se sentir propriétaire d'un espace dont la conception et la réalisation se réfèrent à des principes abstraits et généraux (outils technologiques de structuration du tissu urbain, normes de programmation d'équipements élaborées à partir d'une représentation schématique des besoins de l'usager tels dormir, manger, procréer). Cet ordre totalitaire engendre au niveau social un sentiment d'étrangeté et d'exclusion qui interdit tout désir et toute possibilité de contrôler ou même d'animer les espaces et les équipements urbains.

A partir de son expérience d'*architecte* chargé de réaliser l'aménagement de l'université d'Oregon, Alexander montre qu'il est possible de mettre en place des procédures de production de l'espace dont les critères de référence ne seraient plus des principes généraux et abstraits, permettant de produire d'une manière sérielle et industrielle le tissu urbain, mais des éléments concrets prenant en compte la vie et les changements propres à toute collectivité. Remettant également en question la position d'*expert* de l'urbaniste, Alexander se situe davantage comme *conseiller* de l'usager. En effet, l'expérience prouve que les futurs habitants d'un ensemble ou d'un équipement urbain sont les mieux placés pour définir les usages qu'ils entendent assigner aux espaces qui leur sont dévolus. Afin que les usagers puissent non seulement s'exprimer, mais aussi concevoir et créer les aménagements et les équipements qui les concernent, Alexander propose donc un ensemble de structures destinées à les aider dans cette tâche *d'autogestion de l'espace* et de la vie

quotidienne. Parmi cet ensemble deux types de structure retiendront notre attention :

– une structure juridique où usagers, experts et administratifs sont représentés à parts égales, et dont la fonction est de permettre un contrôle au nom de la collectivité, de la conception et de la bonne exécution des projets.

– une structure à dominante pédagogique chargée de fournir un ensemble d'outils concrets (dont la référence est l'expérience individuelle et collective d'un groupe socio-économique en matière d'habitat), base de réflexion générale, mode d'emploi et grille de procédures, qui permettent à tout usager potentiel de penser et de concevoir l'espace.

A l'image préétablie du futur auquel se réfère toute *production de l'espace,* Alexander oppose les besoins concrets, historiques, des habitants. C'est paradoxalement ce processus fragmenté de croissance où sont intégrés en permanence les projets locaux et partiels des usagers, qui fait émerger l'ordre organique – défini comme « l'équilibre parfait entre ce qu'exigent les parties et ce qu'exige la totalité » – et qui refoule l'ordre totalitaire de tout schéma structuré à partir de la projection d'une image fixe de l'avenir (exemple du schéma directeur).

Même si cette expérience ne peut être transposée telle quelle dans le contexte intitutionnel de la France, elle constitue un apport considérable dans une perspective autogestionnaire : donner le *pouvoir aux usagers* en matière de conception et de réalisation de l'aménagement urbain, c'est s'opposer à l'idée quasi naturelle du bien fondé de la division entre travail manuel et intellectuel, et c'est du même coup montrer qu'il existe des solutions de rechange à la production de l'espace, telle qu'elle est conçue dans les sociétés où l'abstraction commande les rapports sociaux.

Bernard KALAORA

Jean CHESNEAUX
Du passé faisons table rase ?
Paris, Maspero, 1976, 192 p.

Par principe, nous n'avons pas à rendre compte, ici, des livres « sur l'histoire », notre champ étant limité à ce qui concerne l'autogestion ou à ce qui s'y rattache d'assez près. Nous faisons cependant une exception pour l'essai vigoureux de Chesneaux parce qu'il nous semble « travailler » dans la même direction que nous, en ce sens qu'il contribue à une sorte de « désélitisation » de l'histoire et de la science en général.

Assurément, les « philosophes » de l'histoire remarqueront (à juste titre d'ailleurs) que les idées essentielles de l'ouvrage ne sont pas « nouvelles » ; il y a bien des lustres que la prétention de l'historien à « ressusciter le passé » et même à se fonder sur un « objet » été mise en question ; la « révolution copernicienne en histoire » a correctement établi que le récit historique « tourne autour » de l'esprit de l'historien – lui-même relatif à « l'esprit du temps » – de telle manière qu'un livre sur le Moyen-âge, écrit au XIXème siècle, nous informe d'une façon plus significative sur le XIXème siècle que sur le Moyen-âge. De ce point de vue, on a pu dire sans paradoxe que « le romancier est un historien du présent et l'historien un romancier du passé ». Cependant le livre de Chesneaux n'est pas inutile. En premier lieu parce que Chesneaux, en tant qu'historien de métier, assume cette condition relativiste de l'historien et, ce faisant, n'apporte pas seulement la confirmation d'un expert, mais fait descendre la théorie du ciel sur la terre et d'une façon concrète et vivante en démontre le bien fondé sur le terrain de la pratique. En outre il va plus loin par cette inversion passé-présent et lui donne la forme d'un plaidoyer qui peut être repris d'un point de vue autogestionnaire. En effet, on se contente ordinairement de remarquer que l'historien « n'a pas retenu » « tous les faits » ; qu'il a « oublié » tel mouvement « spontané », telle « commune » ou qu'il ne leur a pas donné « la place méritée ». Chesneaux montre opportunément que puisque l'histoire s'écrit non

seulement « à partir » mais « par » le présent, il est inévitable que l'historien intégré à une société hiérarchique – au sein d'une institutionalisation, elle-même archi-hiérarchique de la recherche historique (1) – *produise* un passé hiérarchisé du style : *Caesar pontem fecit* (2). On voit ainsi l'énorme mystification par laquelle beaucoup se laissent abuser lorsqu'ils restent pantois devant cette fallacieuse affirmation : « La preuve que votre autogestion est une utopie c'est que l'Histoire ne nous en montre aucun exemple réussi ! » Et pour cause !

Le mérite supplémentaire de l'étude de Chesneaux est de dépasser ce stade de la dénonciation de l'histoire « classique », de savoir proposer une autre façon de la faire, non seulement en tenant compte de cette projection du présent, mais en organisant au mieux cet effet-retour. Puisqu'il est fatal que l'histoire « projetée » par *un* historien produise un récit qui privilégie abusivement le rôle de quelques (grands) hommes, ne convient-il pas d'établir des « liens vivants entre la connaissance historique et la pratique sociale » ? Il s'agit-là d'une « collectivisation » du producteur de l'histoire (3) qui est bien autre chose que la sacro-sainte (autant que mythique) inter-disciplinarité entre spécialistes ; il s'agit d'aller sur le Larzac ou autour du rocher de Montségur, non pas uniquement pour prendre des photos ou se faire instruire par un géologue, mais pour participer à une conscientisation du passé par les paysans qui y vivent et qui luttent aussi avec l'arme vivante de ce passé.

Cette note ne peut restituer la richesse et la diversité des analyses de Chesneaux mais elle suffit peut-être à faire comprendre la quasi-possibilité d'une « autogestion de l'histoire » et, partant, l'urgence et la légitimité d'une « création » collective de « nos ancêtres ».

Yvon BOURDET

(1) Cette critique virulente de l'établissement universitaire et de ses coteries tient trop de place en ce petit livre, d'autant plus que ce réglement de compte (verbal) peut se retourner contre Chesneaux lui-même. En effet, il peut paraître habile de dénoncer un système dont on fait partie : on espère par son autocritique se laver personnellement des défauts qu'on stigmatise tout en conservant certains avantages, notamment son salaire. Peut-on vraiment se faire admirer d'avoir l'audace de scier la branche sur laquelle on est assis, si, pour ce faire, on se contente d'un instrument en papier ?

(2) César fit (faire) un pont. Chesneaux cite, à ce propos, l'admirable poème de Brecht qui contient, parmi bien d'autres, cette interrogation :

« César vainquit les Gaulois.

« N'avait-il pas à ses côtés au moins un cuisinier ? ».

(3) Dans cette perspective, Chesneaux s'est demandé s'il devait signer son livre de son nom et on peut croire qu'il aurait été préférable d'utiliser un sigle collectif.

Christian PIERRE et Lucien PRAIRE
Plan et autogestion
Flammarion, Paris 1976, 190 p.
(Collection : La rose au poing)

En suivant l'ordre des pages : j'ai d'abord horreur de la phrase de Nizan mise en épigraphe : « J'imagine une époque [...] où il y aura quelque gloire à se sentir conforme », car *le plan* n'est en rien une uniformisation, ni une conformisation, mais au contraire doit être la *compossibilité des différences.* Il n'est pas besoin d'une forte dose d'imagination pour se représenter, dans un passé récent, l'époque où il y avait « quelque gloire » à se sentir conforme et, entre autre, à être « fier d'être stalinien ».

Heureusement, après ce patronage malencontreux, vient la sobre et belle préface de Didier Motchane qui dénonce opportunément quatre erreurs :

1) Le plan ne doit pas être un *instrument* entre les mains d'une bureaucratie centrale (fût-elle affublée de l'adjectif « socialiste ») il est, « dans la société socialiste » [...] « le développement de la démocratie ».

2) Loin d'effacer les conflits, le plan doit les exprimer avant de les résoudre.

3) Le plan – contrairement à ce qu'on veut faire croire – ne résulte pas des ordinateurs ; il est politique par essence et donc arbitraire.

4) Enfin – pour préciser le point N. 1 – il faut ajouter que planification ne signifie pas centralisation illimitée ; sa fonction est au contraire de restituer voire de révéler « l'autonomie de tous les lieux possibles d'une détermination collective ».

Ainsi entendue la planification n'est rien d'autre que l'autogestion de la société globale (la seule d'ailleurs possible).

Après une telle « mise en question » pertinente, on aurait attendu une série d'études concrètes sur les diverses implications d'une planification « autogérée », au niveau de l'élaboration, de l'exécution, bref la description anticipatrice des divers organes de

conception, de contrôle et de modification. Si une telle « projection » est impossible qu'on n'écrive pas un livre intitulé « Plan et autogestion », qu'on se contente de répéter que la planification de type nouveau résultera de la praxis imaginante et révolutionnaire qui se libérera de toutes les minorités dominantes. Même si c'est bien ainsi que les choses devront se passer, il reste qu'il ne faut pas être victime des séparations entre passé et avenir ; une « théorie » du « plan-autogéré » est ce qui peut, ce qui doit être présent du futur, au niveau de la « pratique théorique ».

Dans cette perspective, on regrette qu'une bonne moitié de l'ouvrage soit consacré à parler d'autre chose, de la planification dans les pays socialistes, dans les pays capitalistes et notamment en France. On aurait certes compris la place d'une analyse serrée des difficultés rencontrées par les yougoslaves, louvoyant entre la centralisation et l'absence de plan mais les auteurs veulent parler de tout (et de rien). Un détail : croyant montrer la plus grande crédibilité de la réussite d'un plan en France que dans les « Etats socialistes », ils écrivent que la France est plus petite (que la Hongrie ?) et « relativement plus homogène du point de vue de ses ethnies », ce qui date et qui prouve qu'en l'esprit des auteurs – lecteurs de Nizan – restent des résidus des « erreurs » relevées par Motchane (ne pas voir que le plan autogéré doit favoriser les diversités).

Yvon BOURDET

Yvon BOURDET
Qu'est-ce qui fait courir les militants ?
Editions Stock Paris 1976
(Collection Pensée/Stock 2).

Voici un essai sur la « militance », c'est-à-dire sur un sujet d'une grande actualité, traité d'une manière heureuse qui réunit sensibilité acquise par l'expérience, et approfondissement par l'érudition scientifique et universitaire de l'auteur. Il s'agit naturellement plus particulièrement des militants qui se revendiquent du mouvement ouvrier et du socialisme, et dont la gamme est variée et comporte des qualifications et des nuances multiples.

Si l'on exclue les cas, pourtant très nombreux, des militants « excités libidinaux » et autres qui s'engagent dans la lutte révolutionnaire pour des raisons qui tiennent à leur histoire particulière, dès l'enfance, et à leurs structures psychologiques et mentales particulières (on sent et on pense avec l'entité de son être tel qu'il est façonné non seulement biologiquement mais socialement également, et dès son enfance), restent, à mon avis, deux catégories intéressantes de militants « normaux » : ceux de provenance ouvrière, ceux de provenance intellectuelle.

Il ne fait aucun doute qu'un grand nombre de militants ouvriers ressentent leur « militance » comme une sorte de promotion sociale, de leur classe et d'eux-même, libération de leur condition prolétarienne vécue dans l'usine, le quartier, comme synonyme d'esclavage et d'abêtissement culturel individuel. Tout révolutionnaire qui s'est familiarisé avec la vie des militants ouvriers, a pu constater la transformation extraordinaire de ces êtres parvenant à démystifier considérablement leur propre vie sociale, à voir « clair » en elle, à prendre, insensiblement, conscience de leur condition, et des facteurs qui déterminent son changement possible radical.

Je me souviens de ma jeunesse d'étudiant de la Polytechnique d'Athènes, faisant de la propagande révolutionnaire dans les fau-

bourgs ouvriers d'Athènes et du Pirée : au Metaxourghio, au Votanikos, au Peristeri, au Nea Kokinia, au Drapetsona. Je me souviens avec quelle avidité des ouvriers analphabètes durement exploités dans les usines et les entreprises féroces de l'époque, suivaient les cours « d'économie politique », qu'on leur faisait sur la base des livres classiques d'alors, celui de Bogdanov, et de « l'ABC du communisme » de Boukharine, qui leur « expliquaient », du reste très sommairement et schématiquement, l'évolution de la société depuis le communisme primitif jusqu'à nos jours, et qui paraissaient fendre les ténèbres de leur ignorance et leur ouvrir les horizons merveilleux du devenir socialiste de l'humanité.

J'ai trop vécu dans ces milieux, qui ont également façonné certains aspects, convictions et espérances de ma vie, pour oublier les visages illuminés de ces prolétaires s'éveillant insensiblement à la vie consciente des réalités sociales. La « militance » des prolétaires est synonyme de libération de leur condition dans la société capitaliste, dans tout ce qu'elle a d'aliénant, d'avillissant, de révoltant pour l'être humain sain. C'est une sorte de prise en main de leurs destinés, dans la sainte fierté de la révolte et de la lutte. Une fois éveillé à la conscience révolutionnaire le militant prolétarien se stabilise pour longtemps sinon pour toujours dans cette condition nouvelle, qui donne un sens à sa vie. Il ne risque de l'abandonner facilement que s'il connait des déboires successifs d'ordre idéologique dans les organisations politiques où il milite, ou s'il s'empêtre dans une vie privée « petite-bourgeoise », se mariant, ayant des enfants, créant une famille, etc... Pour ces raisons, la stabilité est plus grande chez les militants ouvriers, s'ils parviennent non seulement à être membres d'une organisation politique, mais également à avoir une activité politique de masse, dans leurs syndicats, entreprises, ou localités.

Les militants ouvriers des organisations de la gauche révolutionnaire ont l'avantage d'une éducation politique, d'une conscience politique beaucoup plus poussées par rapport aux militants ouvriers des grandes organisations de masse, à l'idéologie réformiste ou néo-réformiste.

Mais il leur manque souvent un véritable terrain d'intégration sociale et d'activité quotidienne.

C'est ce qui contribue souvent au développement de leurs caractéristiques, idéologiquement, politiquement, socialement sectaires, mais qui déterminent également une grande ténacité frisant parfois le fanatisme.

Les militants d'extraction intellectuelle, provenant pour la plupart de la petite-bourgeoisie relativement aisée, intégrent au début le mouvement ouvrier et révolutionnaire, pour des raisons sentimentales et humanitaires.

Ils n'y restent que s'ils parviennent dans la lucidité, par la raison, à se convaincre de la nécessité et possibilité du projet révolutionnaire changeant radicalement la société actuelle.

Comprendre est la condition primordiale de la conduite à la fois tenace, lucide et sereine d'un militant révolutionnaire qui lui permet de lutter également longtemps et efficacement.

Comprendre la société, les autres, soi-même, afin d'agir de manière conséquente et adéquate, du reste seul critère valable de la connaissance véritable. On démontre qu'on a vraiment « compris » en agissant en conséquence. C'est par la compréhension, c'est-à-dire par une connaissance approfondie qui trouve la force de se manifester en pratique conséquente, agissante, qu'on peut être « bon », « humain », « ouvert aux autres », et « militer », c'est-à-dire lutter pour une société meilleure, préparer l'avenir humain de l'humanité, qui n'est pas encore vraiment sortie de sa « préhistoire barbare ».

Tel fut par exemple le point de vue des grands « militants », des grands « révolutionnaires » d'extraction intellectuelle, et qu'on ne saurait nullement assimiler à des « dirigeants » assoiffés de pouvoir, ou à des mystiques excités, ou fanatiques d'aucun bord. Je considère que des hommes comme Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky, Boukharine et tant d'autres appartiennent tous à cette catégorie, attachés avant tout à « servir l'humanité », à « préparer son avenir », sans aucun souci d'une « récompense » quelconque de leur vivant.

Rappelerai-je les propos tenus par quelques-uns d'entre eux dans des écrits de la « dernière heure », sorte de « testaments », illustrant, entre autres, la dimension éthique de leur combat dans lequel s'est réalisé leur être ?

— « Ma foi dans l'avenir communiste de l'humanité... est plus ferme aujourd'hui qu'elle n'était au temps de ma jeunesse. ... La vie est belle. Que les générations futures la nettoient de tout mal, de toute violence, et en jouissent pleinement » (L. Trotsky dans son « testament » écrit à Coyoacan le 27 février 1940).

— « Pendant plus de trente ans j'ai admis l'idée que la vie humaine n'a de signification qu'aussi longtemps et dans la mesure où elle est au service de quelque chose d'infini. Pour nous l'humanité est cet infini.

... Tout le long de ma vie consciente, je suis resté fidèle à cette philosophie. J'ai toujours vécu suivant le précepte : travaille et

combat pour le bien de l'humanité ». (Adolf Joffe dans son fameux « Lettre-Testament » adressé à Léon Trotsky en novembre 1927, avant qu'il ne se tue, d'un coup de révolver dans la tempe).

– « Je suis dans le parti depuis l'âge de dix-huit ans et le but de mon existence a toujours été de lutter pour les intérêts de la classe ouvrière, pour la victoire du socialisme » (N. Boukharine dans son « testament » transmis oralement à sa femme A. M. Larine, avant qu'il ne soit exécuté en 1937).

On pourrait multiplier les témoignages sur le sens de la « militance » de ces hommes et en faire ressortir la dimension également morale, sur laquelle insiste avec raison dans, la conclusion de son essai, Yvon Bourdet.

Il est certain que le militant révolutionnaire est porté par l'élan inhérent à l'homme vers un absolu.

Mais à la différence des mystiques et des religieux en général, le militant révolutionnaire voit cet absolu s'incarner dans le devenir infini de l'homme social, de la société humaine, pour laquelle, en effet, « aucun horizon n'est une limite ». Muni d'une compréhension profonde, porté par l'élan vers l'absolu, le militant révolutionnaire sans tomber dans la religiosité métaphysique, est capable de saisir les déterminations biologiques et sociales du phénomène religieux, d'adopter une attitude correcte, non sectaire, à son égard, et de se sentir sentimentalement beaucoup plus proche par exemple d'un militant religieux moderne engagé dans le combat social, que d'un militant « stalinien » ne possèdant aucune fibre « morale ».

Car en réfléchissant, ce phénomène religieux est le résultat à la fois de l'angoisse biologique de l'être humain devant les « mystères » de son existence (« d'où il vient, où il va »), devant sa décrépitude irrémédiable et sa mort, et les terreurs et incertitudes engendrées pendant son développement historique depuis la barbarie jusqu'à aujourd'hui, où persiste encore son aliénation extrême.

Mon propre cheminement de militant révolutionnaire fut marqué par une première période où encore enfant, l'Eglise me tentait par ce mélange du mystique et du païen, que revêt la religion chez les grecs orthodoxes, et dans lequel pour moi prévalait une dimension surtout esthétique, la beauté de la lithurgie et du décor, des chants et des processions.

Par la suite, adolescent, je fus tenté par Tolstoï et son christianisme « social », ainsi que par toute la littérature russe classique, qui mettait en valeur, avec un sens extraordinaire de l'humain, les humbles et les méprisés, écrasés par le développement de la société moderne. L'étape suivante fut celle de la compréhension « lucide », quasi « scientifique », du devenir social, acquise

surtout par une lecture « révolutionnaire » du marxisme. Au moins j'ai eu cette conviction pendant toute une période de ma vie, et même actuellement, après presque un demi-siècle de « militance », je continue à croire que « l'homme révolutionnaire » est la figure exemplaire de notre temps dans le sens où c'est lui qui assume le mieux, dans les conditions historiques actuelles, sa condition humaine : refuser ce qui dégrade l'homme et lutter pour une humanité meilleure.

Certes, il est nécessaire de bien savoir ce que l'on refuse et pourquoi on lutte. De ce point de vue, je suis parfaitement d'accord avec toutes les remarques et réflexions d'Yvon Bourdet qui dans son essai vont dans le même sens.

Le militant révolutionnaire « normal », refuse et lutte en pleine connaissance de cause, autrement son combat risque d'être un simple défoulement de l'histoire, souvent simplement maladive, du personnage.

C'est en cela, également, qu'il diffère du militant religieux. Car dans un monde dominé toujours par les rapports de force et la lutte, comprendre son « devoir d'homme » pour un militant révolutionnaire signifie rejeter toute résignation, n'accepter jamais les valeurs, institutions, les règles du jeu que des minorités privilégiées imposent aux hommes qu'elles exploitent, et lutter.

Mais savoir également lutter. Lutter simplement d'une façon individuelle ou dans des groupes de cohésion idéologique et politique très lâche, sans projet révolutionnaire sérieux, sortes de clubs de discussion « théorique » ou de perfection « morale », qui ne s'insèrent pas dans la vie sociale et politique réelle, n'est pas le propre d'un militant révolutionnaire qui a vraiment « compris ». Car plus on comprend les réalités de ce monde, plus on ressent la détermination de lutter, et lutter alors sérieusement. Est-ce à dire que cela aboutit au « modèle » du « militant léniniste », selon la légende du « bolchevique pur » (au moins dans ses intentions), mais « dur » dans lequel dort un « stalinien amoral » capable à tout moment de se réveiller ? Je crois fermement que toute tentative d'assimiler « léninisme » et « stalinisme », ne résiste pas à une analyse théorique et historique sérieuse. Il s'agit d'extrapolations arbitraires procédant non pas de « l'essence » mais d'analogies formelles. Militant « léniniste » n'égale pas non plus militant « stalinien ».

On ne saurait souscrire à la distinction – sur laquelle se conclut l'essai d'Yvon Bourdet – entre « militant léniniste » et « militant autogestionnaire », sans intercaler la vaste catégorie des « militants staliniens », qui pullulent dans toutes les organisations

qu'elles soient communistes officielles, socialistes, anarchistes, « trotskystes », « maoïstes », etc...

Le « militant stalinien » est dans un sens la négation du « militant léniniste », comme le stalinisme fut la négation du léninisme dans nombre de ses aspects fondamentaux.

Le « militant léniniste » combine la lucidité acquise par l'approfondissement sérieux de la réalité sociale et des conditions de la lutte, avec une attitude pratique déterminée par des principes. Sa « morale » est d'agir de manière à contribuer à élever la conscience des travailleurs, éclairée par la perspective du but à atteindre (la révolution et le socialisme) et non pas de l'avilir par des compromissions inadmissibles et des pratiques dégradantes. De ce point de vue il se garde d'employer n'importe quel moyen pour atteindre le but, car il sait que dans l'utilisation des moyens se forme déjà la qualité et l'essence même du but.

De toute façon mon propos n'est pas d'écrire ici un essai sur « léninisme » et « stalinisme », vus également sous l'angle des deux types distincts de militants du mouvement ouvrier et révolutionnaire que je crois avoir bien connu. Je veux seulement souligner cette différence et conclure qu'en effet le type de militant qui convient à notre époque est le « militant autogestionnaire ».

C'est-à-dire un militant qui se propose d'aider sa classe à assumer elle-même son rôle, en s'émancipant par ses propres forces, dans la perspective de la société socialiste, et non pas de la « diriger » au moyen du « parti révolutionnaire ». Un tel type de militant incarne le plus haut niveau de compréhension qu'on peut acquérir dans les conditions historiques actuelles. C'est-à-dire une compréhension résultant d'un réel dépassement critique (dans le sens hégélien) de toute l'expérience du mouvement ouvrier et socialiste, et de ce qui est maintenant nécessaire et possible.

Le militant autogestionnaire, partisan du socialisme fondé sur l'autogestion (en réalité du seul socialisme concevable, digne de ce nom) lutte pour qu'il se rende effectivement dans un sens « inutile » en tant que tel. C'est-à-dire pour que la classe des travailleurs, et tous les hommes, parviennent à gérer eux-mêmes, démocratiquement, leur société, à l'administrer sans « dirigeants » et institutions médiatrices de toutes sortes (syndicats, partis, Etats). Mais c'est là une tendance historique qui exige encore pour se réaliser un long combat.

Dans ce combat le militant autogestionnaire utilise nécessairement certains instruments visant à atteindre ce but : syndicats, organisations politiques. On ne saurait se passer de ces instruments, transitoires, et se contenter soit d'une action simplement individuelle, soit de groupes restreints offrant leurs services bénévoles à la classe pour s'auto-organiser.

La « militance » à un tel niveau est sans importance pratique, et livre en réalité la classe au monopole des grandes organisations (syndicats, partis), à conception « élitaire », paternaliste, « stalinienne », qui se proposent de « diriger » de main ferme la classe, et d'assumer le pouvoir en son nom.

On n'est pas encore à l'ère de la « société autogestionnaire » et on ne peut contribuer au développement de cette tendance dans les conditions historiques actuelles qu'en utilisant toujours des instruments comme les syndicats et les partis, dont il s'agit de faire prévaloir la conception autogestionnaire de leur rôle : c'est-à-dire aider la classe des travailleurs à s'auto-organiser et s'auto-administrer, et non pas se substituer à elle. Il s'agit donc de toute une autre conception du rôle de « l'avant-garde » et des « militants » avec toutes sortes de conséquences sur la manière de mener la lutte pour la révolution et d'envisager la construction du socialisme.

Une telle conception, dont les conditions n'ont mûri que récemment, en cette fin du XXème siècle, après une longue expérience historique et grâce au niveau atteint par le développement matériel et culturel de la société, est certes un dépassement y compris du « léninisme » qui privilégiait incontestablement le rôle du « parti révolutionnaire » « dirigeant » la classe des travailleurs.

Etre « militant autogestionnaire » signifie certes, mais à terme, se rendre « inutile », quand tous les hommes deviendront enfin adultes, c'est-à-dire citoyens assumant librement et pleinement l'auto-administration de leur société. Mais en attendant, le combat continue pour cet « idéal », mené par des « militants autogestionnaires », qui, en liaison organique avec la classe des travailleurs salariés, exploités ici par le Capital, ailleurs par la bureaucratie d'Etat, luttent inlassablement au moyen d'instruments historiques provisoires, syndicats, partis, Etats, qu'il s'agit de débarrasser de leurs conceptions « élitaires », messianiques, paternalistes. Et ce n'est certes pas une vaine « espérance » d'aboutir à terme à un tel résultat, si encore une fois, on comprend bien l'ensemble des raisons objectives et subjectives qui militent actuellement en sa faveur.

Après tout, la quête persévérante de la « militance » vers la « rencontre de l'inespéré » a marqué des succès éclatants ces quelques dernières années dans le domaine précisément de l'autogestion.

Insensiblement celle-ci devient l'idée-force qui anime non seulement un nombre accru de militants, mais des masses également plus larges.

M. N. RAPTIS

Henri HARTUNG
Le temps de la rupture
Education permanente et autogestion
A la Baconnière. Neuchâtel. 1975.

Pour H. Hartung, ancien manager de la formation psychosociologique des cadres supérieurs, aujourd'hui « retiré » dans le Jura suisse, l'éducation permanente ne peut être que « globale et autogérée ».

Cette globalité de l'action éducative s'obtient, selon lui, en combinant trois méthodes d'animation : l'analyse institutionnelle, la psychologie coopérative et la réalisation personnelle.

Lorsqu'il commence à mettre en œuvre l'autogestion pédagogique, le formateur rencontre des obstacles aux changements techniques et institutionnels qu'impliquent sa nouvelle pratique. Ces obstacles sont d'ordre psychosociologiques : « la peur de changer de statut », « la hantise du désordre », « le manque de confiance en l'être humain ».

Est-ce contexte culturel helvétique et ses grands ancêtres de la pédagogie libérale ? Le projet autogestionnaire de l'auteur me semble décidement trop marqué par le moralisme protestant !

Ses références studieuses au courant le plus radical de l'analyse institutionnelle (note 2, page 177) pas plus que le récit de ses démêlés avec les autorités scolaires et cantonales (débat au Grand Conseil neuchâtelois sur l'autogestion pédagogique), ne compensent l'idéalisme de la critique des politiques patronales et gouvernementales de formation permanente.

Il ne suffit pas de proclamer le caractère socialiste de son projet éducatif (page 149), encore faut-il prendre en compte les composantes de classe de la formation là où elles agissent concrétement : dans les conflits du travail et dans les luttes idéologiques.

Avant de parler de « participation de tous par l'institutionnalisation de structures de dialogue » (page 191), ou encore de « présence coopérative » (page 214) et « d'épanouissement de l'être » (page 157), il faut commencer par reconnaître la nature de classe de la formation et les résistances politiques que le prolétariat lui oppose. C'est là, dans ces luttes historiques et quotidiennes contre la domination élargie du Capital à tous les moments de la vie des travailleurs que s'opère les ruptures décisives et que s'invente une pédagogie autogestionnaire parce que matérialiste et dialectique.

Curieux ouvrage qui invoque l'autogestion sans dire un mot des mouvements ouvriers et prolétariens qui seuls lui donnent un sens.

L'éducation permanente comme idéologie et comme pratique sociale a-t-elle encore quelque chose à voir avec les courants autogestionnaires politiques et pédagogiques ? Notion piégée et mystificatrice, elle n'abuse encore que les éducateurs naïfs et les réformistes de tous bords.

Le temps de la rupture entre éducation permanente et autogestion est déjà accompli. Les formateurs-psychosociologues seront-ils les derniers à s'en aperçevoir ?

Jacques GUIGOU

Christiane BARRIER
Le combat ouvrier dans une entreprise de pointe
Editions Ouvrières, 1975, 198 p.

Ce livre concerne très directement tous ceux qui s'intéressent sérieusement à l'observation et à l'analyse des tendances et réalités autogestionnaires dans les sociétés industrielles, à leur importance réelle et non rêvée, et aux acteurs sociaux qui les « portent » et les mettent en pratique.

C. Barrier présente les résultats d'une enquête à deux faces – l'une systématique par questionnaires ; l'autre dite « enquête sauvage » – menée dans une grande entreprise nationalisée, non citée, mais qui n'est autre – secret de Polichinelle – que l'EDF.

De cet ensemble, on peut tirer deux séries de réflexion :

1 - à propos des méthodes « scientifiques » en sociologie : rendant compte du livre de C. Barrier, dans *Sociologie du Travail* N. 3/75, Pierre Dubois écrit : « A conseiller de lire aux étudiants en méthode sociologique » ; on pourrait ajouter : « ... et aux sociologues expérimentés » tant justement l'auteur témoigne par son enquête de l'irréductibilité du « vécu » des mouvements sociaux à des analyses thématiques par questionnaires et interviews, qui opèrent *nécessairement* une « sérialisation » des individus-objets soumis à l'observation sociologique. Ces méthodes ne peuvent épuiser toute la dimension *collective*, propre aux phénomènes de *contagion* par exemple, dans des actions sociales où se réalisent une néantisation, un dépassement, des *praxis* individuelles dans et par une *praxis* collective et spontanée, s'exerçant sur un mode « fusionnel ».

De ce point de vue, P. Dubois donne l'impression – lorsqu'il met en cause l'économie de l'ouvrage de C. Barrier – de vouloir éluder par une proposition formelle (inverser la présentation des deux enquêtes) la critique fondamentale (de la précarité des méthodes dites scientifiques) que constitue « l'enquête sauvage ».

Cette dimension « critique de la sociologie » du livre de C. Barrier est fort bien venue et devrait, en tout cas, être très utile dans les débats sur la sociologie et ses méthodes.

2 - à propos des thèses « modernistes » sur la « nouvelle classe ouvrière » : l'auteur conteste vivement qu'une « avancée » des couches scientifiques et techniques soit d'emblée porteuse d'un « sens » et de pratiques (auto)gestionnaires comme le soutenaient des sociologues tels S. Mallet, A. Touraine, etc. Elle contredit le présupposé selon lequel la combativité et les revendications dans les secteurs de pointe (haute technicité, automatisation généralisée, qualifications élevées, etc...) seraient nettement plus accentuées que dans les secteurs « traditionnels » et manifesteraient des « volontés autogestionnaires ». Elle refuse également l'affirmation d'une transformation des orientations essentielles du syndicalisme sous l'impulsion des travailleurs de ces secteurs. Enfin, elle ne trouve pas chez ces travailleurs les conditions suffisantes d'une orientation spécifique des opinions syndicales et politiques.

Certes, les analyses de C. Barrier, limitées à *un* secteur, ne sont pas généralisables à *tous* les secteurs de pointe, et ne sapent pas totalement les thèses sur la « nouvelle classe ouvrière ». Mais ce sont justement ces thèses qui résultent d'une extrapolation hardie mais exagérée, sur la base d'analyses partielles et limitées. Et l'auteur a raison de souligner que ces thèses n'ont pas reçu une confirmation éclatante, tant s'en faut, de leur justesse, dans les évènement de Mai et les mouvements sociaux de ces dernières années.

Enfin, le lecteur retiendra les analyses – insuffisamment développées – sur l'opposition entre les travailleurs qui contrôlent directement la production et tous ceux qui en sont trop éloignés pour pouvoir la maîtriser. C. Barrier introduit le concept de *classe technique* et – se risquant à une prévision à long terme – soutient que dans une société supertechnicisée ayant prétendument éliminé les conflits entre classes sociales, de nouveaux types de conflits entre « classes techniques » se manifesteraient.

Dernier point révélé par l'enquête « sauvage » : l'opposition entre les travailleurs de l'industrie et les populations environnantes, les premiers pouvant utiliser leur « pouvoir de pollution » – en particulier nucléaire – comme une *arme* dans les conflits.

Ainsi, si on peut « chicaner » l'auteur sur ce qu'elle écrit – en introduction – à propos des rapports entre marxisme et autogestion, son livre constitue une mise au point importante et extrêmement intéressante sur les conditions techniques *et* sociales favorables à l'autogestion.

Olivier CORPET

Maurice DUVERGER
Lettre ouverte aux socialistes
Albin Michel - 151 p.

Analysant les perspectives et les effets d'une prochaine victoire de la gauche en France, M. Duverger met en garde ses futurs dirigeants contre « les illusions du socialisme », principaux obstacles à sa réalisation. Dans cette perspective, il consacre l'essentiel de ses admonestations à ceux qui – de son point de vue – risquent de faire échouer une expérience de gauche et de favoriser par leurs actions « irresponsables » le retour de la droite : les partisans du « troisième pouvoir », des « comités de base plus ou moins spontanés », en un mot – toujours d'après Duverger les autogestionnaires, doux rêveurs du passé, entourés d'une « auréole de sympathie » (sic) mais en fin de compte dangereux « révolutionnaristes ». Pratiquant donc l'amalgame entre les partisans d'une autogestion adaptée aux conditions des pays industrialisés, les défenseurs des communautés agro-pastorales, les petits stratèges sans envergure qui exaltent d'autant plus la « base » qu'ils projettent de la manipuler pour mieux assurer leur propre promotion aux sommets, (imposteurs qu'il faut effectivement dénoncer et combattre), les conseillistes divers, les marginaux de toutes sortes, etc..., Duverger leur oppose une glorification résignée du Progrès, du développement à tout prix des forces productives et des grandes organisations complexes et inhumaines, seule issue – d'après lui – pour éviter la frugalité et la régression du niveau de vie. Faisant ainsi preuve d'un productivisme et d'un scientisme extrêmes sur le plan économique, Duverger est également contraint sur le plan politique, (par une douce violence semble-t-il) à exalter sans nuances le léninisme, tant théorique que pratique, avec une vigueur telle que de nombreux socialistes ont préféré justement répondre à cette « lettre ouverte » qu'elle ne leur était pas vraiment destinée, mais plutôt à leurs alliés communistes du Programme commun. Et ceux-ci se réjouiront sans doute de lire que l'autogestion tend au « corporatisme » et aboutirait à une

« socialisme féodal » (p. 117), qu'il faut donc la limiter « au minimum » tant que « le socialisme n'aura pas changé la mentalité des hommes » (p. 121). Argument auquel on peut opposer qu'« on n'apprend pas à nager hors de l'eau » et qu'il est étrange d'affirmer que c'est en restreignant l'initiative des individus qu'on a le plus de chance de voir s'accroître leur capacité à prendre en charge leurs propres affaires. Finalement, au lieu de débattre au fond des projets - comme celui d'autogestion – qui lui paraissent « faire problème », M. Duverger a préféré tirer (mais avec un pistolet à bouchons...) dans tous les sens, sans jamais atteindre sa cible.

Olivier CORPET

Herbert MARCUSE
Actuels
Editions Galilée - 103 p.

Voici un nouveau livre de H. Marcuse qui – au delà des modes intellectuelles qui passent aussi brutalement qu'elles ont surgi – confirme l'intérêt et la portée des réflexions d'un philosophe qui comme le souligne en postface J. M. Palmier, a « contribué, en solitaire, à défendre la faculté la plus menacée de disparition dans notre civilisation : le pouvoir critique du rêve et de l'imagination ». Des trois essais rassemblés dans ce livre, on retiendra tout particulièrement les analyses sur deux problèmes : le féminisme et l'autogestion. Composante importante du mouvement de protestation contre le capitalisme, le mouvement des femmes doit permettre d'en finir avec la société patriarcale, en niant « l'attribution à la femme *en tant que* femme de qualités spécifiques, c'est-à-dire (en faisant) s'épanouir ces qualités dans tous les secteurs de la vie sociale, dans le travail comme dans le loisir. La libération des femmes serait alors du même coup la libération de *l'homme* »... (p. 34). H. Marcuse formule également l'hypothèse que l'égalité économique, sociale et culturelle des hommes et des femmes peut être obtenue dans le cadre du capitalisme mais que les potentialités, les buts de ce mouvement vont bien au delà et ne pourront être atteints dans aucune société de classes car ils impliquent une société dans laquelle « la dichotomie actuelle masculin-féminin serait dépassée dans les relations sociales et individuelles et les êtres humains » (p. 43). Hypothèse ultime : « l'antithèse masculin-féminin serait alors trans-

formée en synthèse : le mythe antique de l'angrogyne » (p. 51). Si cette fusion androgyne ne peut abolir les différences naturelles, elle permettrait toutefois de réduire la violence des conflits entre les besoins, les valeurs et les normes, de la société capitaliste *et* patriarcale. Par ailleurs, les conditions mêmes du néo-capitalisme rendent possible de nouvelles perspectives de libération, en particulier par la mise en œuvre d'une « pratique transformante » pouvant contribuer par exemple « à faire naître et à étendre des expériences d'autogestion et finalement à rendre le système lui-même incapable de fonctionner » (p. 84). Ainsi, s'offre aujourd'hui à la *nouvelle gauche* l'occasion d'expérimenter une « autogestion solidaire » des institutions et des communautés et de « tenter l'indispensable expérience d'une coordination élargie » (p. 90 sq). Remarquable application des concepts marcusiens à l'analyse des potentialités révolutionnaires dans le capitalisme avancé, ce livre met fortement l'accent sur un acteur social privilégié de la subversion de la hiérarchie des besoins, *les femmes,* et sur la nécessaire recherche d'une organisation adaptée des luttes concrètes et quotidiennes par et pour *l'autogestion,* de telle manière que « changer le monde ne signifie pas remplacer *un* système de domination par un *autre,* mais accomplir le « saut » jusqu'à un stade qualitativement nouveau de la civilisation, où les hommes pourront développer solidairement leurs propres besoins et leurs propres possibilités » (p. 28).

Olivier CORPET

Michel SALLON
L'Autogestion
PUF, 1976, 183 p.

Dans une série « Documents-Economie » destinée essentiellement aux étudiants, M. Sallon présente un ensemble de textes, extraits d'articles ou de livres, qui illustrent, défendent ou critiquent le projet d'autogestion. L'ouvrage est réparti en cinq sections : « les sources doctrinales de l'autogestion », « quelques expériences d'autogestion », « les refus de l'autogestion », « les objectifs de l'autogestion », et « questions à l'autogestion ». Dans ce dernier chapitre, l'auteur apporte (par textes interposés) des éléments de réponse aux multiples problèmes que suscite la mise en pratique de ce projet. Mais si les questions retenues sont pertinentes, elles sont essentiellement économiques et surtout les « réponses » sont dans l'ensemble très négatives et dégagent l'impression qu'une économie autogestionnaire ne pourrait conduire *qu'à* des « catastrophes » : rigidité du marché du travail, inflation, irresponsabilité générale, etc... Cet accent mis sur la dimension économique de l'autogestion a pour conséquence regrettable que d'autres problématiques sont à peine évoquées, voire même passées sous silence : autogestion de l'espace, de la vie quotidienne, autogestion pédagogique. De plus, la présentation de l'expérience yougoslave est très insuffisante et le choix des textes s'y rapportant très critiquable, car ne donnant qu'une vue très partielle du sujet. Enfin, parmi les « absents » notables de la bibliographie, on relève O. Anweiller, *Les soviets en Russie* et A. Pannekoek, *Les conseils ouvriers.* Le lecteur averti pourra corriger lui-même les autres manques et insuffisances de ce livre qui, malgré ces réserves, constitue une utile présentation, très pédagogique, du projet autogestionnaire.

A conseiller de lire à ceux qui voudraient savoir « deux ou trois choses » de l'autogestion.

Olivier CORPET

Georges LASSERRE
Réformer l'entreprise en 1975 ?
Des pouvoirs pour les travailleurs
Cujas, 1975, 196 p.

Voici un très utile petit livre, d'inspiration humaniste et réformiste, sur un sujet « tarte à la crème ». Sur ce thème, les mots sonnent souvent creux et la volonté de trouver le « bon truc » pour entraver le développement des luttes sociales, est généralement voilée par des projets, aussi mirobolants qu'illusoires, qui se nomment : réforme de l'entreprise, participation, association capital-travail, etc... G. Lasserre présente une analyse documentée et fine de l'ensemble de ces modèles et expériences de participation (fausse ou réelle, complète ou partielle) des travailleurs à la gestion des entreprises. On relève en particulier une présentation intéressante et critique du système allemand de cogestion. Par ailleurs, l'auteur fait preuve d'une prudence, que l'on pourra trouver « exagérée » car trop exclusivement fondée sur les réalités yougoslaves, vis-à-vis de *l'autogestion,* (*) qu'il préconise « presque sans réserves » au niveau de l'atelier mais pour laquelle il se montre sceptique en ce qui concerne l'ensemble de l'entreprise. Cette circonspection n'enlève rien aux qualités d'un ouvrage *toujours* d'actualité et qui s'élève sans peine au-dessus du niveau de toutes les publications actuelles sur ce thème.

Olivier CORPET

(*) Cf. également G. Lasserre, « Le problème économique de l'autogestion », *Autogestion et Socialisme,* N. 28-29.

Lucio COLLETTI
Politique et Philosophie
Ed. Galilée, 1975, 146 p.

Important philosophe italien, L. Colletti retrace dans une longue interview son itinéraire philosophico-politique, ses rapports avec le P.C.I. et avec G. Della Volpe. Il propose de réhabiliter, contre Hegel, l'épistémologie kantienne et de séparer les apports de Marx de ceux d'Engels, ce dernier ayant contribué à la transformation du marxisme en une idéologie, en un dogmatisme conservateur. Plus particulièrement, le marxisme althussérien est la cible de choix de L. Colletti qui déclare avoir l'impression que la pensée d'Althusser est devenue, avec le temps, « de plus en plus pauvre et aride » (p. 36).

Dans une seconde partie, « Marxisme et dialectique », L. Colletti se livre à une critique serrée de l'utilisation – du détournement, devrait-on dire – du concept de dialectique dans/par le marxisme dit « scientifique », rejoignant ainsi – sans le préciser – les interrogations d'Henri Lefebvre dans *Logique formelle, logique dialectique,* (réédition, Anthropos, 1969). Refusant de confondre, comme Lénine et Mao, la contradiction dialectique et la contrariété « opposition sans contradiction », l'auteur dénonce les glissements et dérives théoriques qui ont conduit aux inepties staliniennes du lyssenkisme et à la redoutable distinction « science bourgeoise, science prolétarienne ». Enfin, toujours contre Althusser et ses épigones, L. Colletti s'interroge sur l'existence de « deux faces chez Marx, celle de l'homme de science et celle du philosophe ».

Pour « suivre » l'actualité, les éditeurs ont ajouté, à ces intéressantes mais brèves analyses de L. Colletti, une postface de J. M. Vincent, « Le marxisme déformé et inachevé », dans laquelle ce dernier tente de répondre aux « assauts » des « révolutionnaires désabusés » (sic) contre le marxisme, lui-même restant solidement cramponné aux analyses du rétro-trotskysme. Le refrain est donc connu qu'il s'agisse de la « nature » de l'URSS (« on ne serait non plus affirmer que l'URSS est à l'origine d'une nouvelle société de classe » p. 111), du sens « dégénéré » de la révolution russe, de

l'hypertrophie bureaucratique, etc... Sans pouvoir reprendre ici chacun des arguments de J. M. Vincent, on est surpris et déconcerté de retrouver, au cours de cette analyse classique, la proposition de « construction d'un Etat en voie de dépérissement » (p. 114) destinée à faciliter « l'extension-contagion de la Révolution socialiste ». Que penserait-on d'un architecte qui proposerait doctement de bâtir un édifice ayant pour fonction de se démolir au fur et à mesure de sa construction ? Mystérieuse dialectique, mais ne passe-t-on pas ainsi du savoir à la foi ?

Olivier CORPET

LIVRES RECUS

Arguments/1 La Bureaucratie, 10/18, 1976, 319 p.

Arguments/2 Marxisme, révisionnisme, méta-marxisme, 10/18, 316 p.

BALADONI (Nicolas) *Pour le communisme,* Questions de Théorie, présenté par D. Grisoni, Mouton 1976, 262 p.

CHATELAIN (Daniel) et TAFANI (Pierre), *Qu'est-ce qui fait courir les autonomistes ?* Stock 2, 1976, 312 p.

Coopératives (Les) ouvrières de production et la lutte des travailleurs, publié par la centrale de l'enseignement du Quebec.

GRAMSCI (Antonio) *Ecrits politiques,* II, 1921-1922, édités par Robert Paris, Gallimard, 1975, 379 p.

GRISONI (Dominique) et PORTELLI (Hugues), *Luttes ouvrières en Italie de 1960 à 1976,* Aubier-Montaigne, 1976, 269 p.

GRAND'MAISON (Jacques), *Des milieux de travail à réinventer,* Montréal, Les Presses de l'Université, 1975, 254 p.

GRAND'MAISON (Jacques), *Une tentative d'autogestion,* même éditeur, 1975, 228 p.

HENRY (Michel) *Marx,* T. I, *Une philosophie de la réalité,* Gallimard 1976, 481 p.

HENRY (Michel) *Marx* T. II, *Une philosophie de l'économie,* 488 p.

LAPASSADE (Georges), *Essai sur la transe,* Ed. universitaires, 1976 221 p.

LEFEBVRE (Henri), *De l'Etat* T. I *De l'Etat dans le monde moderne* 10/18, 1976, 1393 p.

MOTHE (Daniel) *Autogestion et conditions de travail,* Cerf, 1976, 96 p.

PIERRE (Christian) et PRAIRE (Lucien) *Plan et autogestion,* Flammarion, 1976, 190 p.

Politiques de la philosophie, textes de Châtelet, Derrida, Foucault, Lyotard, Serres, réunis par D. Grisoni, Grasset, 1976, 199 p.

ROSANVALLON (Pierre), *L'âge de l'autogestion,* Seuil, 1976, 188 p. (coll. Politique).

BRANCIARD (Michel), *Gestion socialiste des entreprises,* Ed. Ouvrières, 1975, 220 p.

D'EAUBONNE (Françoise), *Les femmes avant le patriarcat,* Payot, 1976, 239 p.

CHAMBRE (Henri), *De K. Marx à Lénine et Mao,* Aubier-Montaigne, 1976, 413 p.

JULIEN (Claude), *Le rêve et l'histoire,* Grasset, 1976, 359 p.

MAFFESOLI (Michel), *Logique de la domination,* PUF, 1976, 218 p.

GARAUDY (Roger), *Le projet espérance,* Laffont, 1976, 218 p.

JALEE (Pierre), *Le projet socialiste,* P.C., Maspero, 1976, 190 p.

BRANDT (Willy), *Par-delà le quotidien,* Gallimard, 1976, 269 p.

FOURNIER (Jacques) et QUESTIAUX (Nicole), *Traité du social, situations, luttes, politiques, institutions,* Dalloz, 1976, 1103 p.

VINCENT (Bernard), *Paul Goodman et la reconquête du présent,* Seuil, 1976, 248 p.

LEFORT (Claude), *Un homme en trop – Réflexions sur l'Archipel du Goulag,* Seuil 1976, 254 p.

HARASZTY (Miklos), *Salaire aux pièces, ouvrier dans un pays de l'Est,* Seuil, 1976, 186 p.

VOYER (Jean-Pierre), *Une enquête sur la nature et les causes de la misère des gens,* Champ Libre, 1976, 120 p.

Histoire du marxisme contemporain, 10/18, 1976, tome 1, 445 p., tome 2, 444 p.

DUVERGER (Maurice), *Lettre ouverte aux socialistes,* Albin Michel, 1976, 151 p.

LECOURT (Dominique), *Lyssenko-histoire réelle d'une science prolétarienne,* Maspero, 1976, 257 p.

MARCUSE (Herbert), *Actuels,* Galilée, 1976, 103 p.

DALLEMAGNE (Jean-Luc), *Autogestion ou dictature du prolétariat,* 10/18, 1976, 308 p.

DUMAY (Jean-Baptiste), *Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot (1841-1905),* Maspero, PU de Grenoble, 1976, 431 p.

ARDANT (Gabriel), *La révolution suédoise,* Laffont, 1976, 271 p.

MENUDIER (Henri), *L'Allemagne selon Willy Brandt,* Stock, 1976, 454 p.

Cahier Yenan N. 3, *Transformation du capitalisme,* Maspero, 1976, 243 p.

BROOKLIN (Murray), *Pour une société écologique,* C. Bourgois, 1976, 235 p.

BARROT (Jean), AUTHIER (Denis), *La gauche communiste en Allemagne, 1918-1921,* Payot, 1976, 388 p.

MIGEOT (André), *Manuel relatif aux conditions et aux possibilités actuelles du jeu de l'histoire,* Champ Libre, 1976, 121 p.

Revues

RAYMAN (Paula), « Kibbutzim : The Vanguard of Zionism-Socialism », dans *Interrogations,* mars 1976, N. 6, pp. 124-135.

« La Autogestion », numéro spécial de *Documentacion social,* (N. 21, mars 76), Madrid.

FRISCH (Jacqueline), « Spontanéité et organisation dans le mouvement ouvrier : le cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique », dans *Sociologie du travail,* 2/76.

Au sommaire d'autres revues :

Les tendances nouvelles en organisation du travail : *Economie et Humanisme* N. 227, Janvier/février 1976.

CAZENAVE (Philippe), « Les projets et expériences de participation en France et en Suède », *Economies et Sociétés,* Cahier de l'ISMEA, série AB, N. 9.

« Innovations sociales – pour une révolution du quotidien », *Autrement,* N. 5/76.

MONGIN (Olivier), « Quelques livres sur la politique, l'Etat et l'autogestion », in « Retour du politique », *Esprit,* N. 7/8, Juillet-Août 1976.

MANALE (Margaret), « La constitution du marxisme » ; BUICK (A) « The role of Soviets ».

SKIRDA (A), « La lutte pour les soviets libres en Ukraine – tracts makhnovistes ».

JANOVER (Louis), « Ombres marxistes » ; in « Autoémancipation ouvrière et marxisme politique », *Economies et Sociétés,* cahier de l'ISMEA, série S (marxologie) N. 18.